



Commune de
LAVOUTE-SUR-LOIRE (43)



Révision du Plan Local d'Urbanisme

1.a

Rapport de Présentation

Tome a – Diagnostic – Etat initial de l'Environnement



Référence : 48083

PLU

PRESCRIPTION par délibération du conseil municipal du 18 décembre 2020

APPROBATION par délibération du conseil municipal du 19 janvier 2026

PREAMBULE

La commune de Lavoûte-sur-Loire dispose d'un PLU approuvé le 30 avril 2004. Depuis cette date, ont été approuvées :

- Une modification n°1 et une révision simplifiée, le 16 novembre 2007,
- Une modification n°2 et une révision simplifiée le 25 octobre 2012.

La commune de Lavoûte-sur-Loire a prescrit la révision de son Plan Local d'Urbanisme par délibération en Conseil Municipal du 18 décembre 2020.

La nécessité de la révision du PLU répond à plusieurs enjeux :

- Clarifier et adapter le règlement actuel,
- Favoriser le développement économique, touristique pour la prochaine décennie,
- Soutenir et développer le tissu commercial,
- Soutenir le tissu agricole,
- Aménager des espaces de stationnements,
- Prendre en compte le milieu naturel.

Le PLU



Le plan local d'urbanisme (PLU) est le principal **document d'urbanisme de planification de l'urbanisme communal**. Il remplace le plan d'occupation des sols (POS) depuis la Loi relative à la solidarité et au renouvellement urbains (loi 2000-1208 du 13 décembre 2000) dite loi SRU.

Un document permettant aux conseils municipaux de mieux exprimer leur projet pour la commune, après avoir élaboré un diagnostic d'ensemble et une politique globale pour l'aménagement et le renouvellement du territoire.

Le Plan Local d'Urbanisme précise le **droit des sols** pour l'intérêt général

il délimite des zones urbaines, à urbaniser, agricoles et naturelles

il définit exactement ce que chaque propriétaire peut ou ne peut pas construire. Il comporte un règlement et des documents graphiques

il couvre l'intégralité du territoire communal

il comprend un projet d'aménagement et de développement durables qui précise le projet d'évolution et de développement d'ensemble de la commune.

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) répondra aux principes fondamentaux du code de l'urbanisme (article L101-2) en matière de développement durable :

« 1° L'équilibre entre :

- a) Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales ;
- b) Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux, la lutte contre l'étalement urbain ;
- c) Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;
- d) La sauvegarde des ensembles urbains et la protection, la conservation et la restauration du patrimoine culturel ;
- e) Les besoins en matière de mobilité ;

2° La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;

3° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition

géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;

4° La sécurité et la salubrité publiques ;

5° La prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ;

6° La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ;

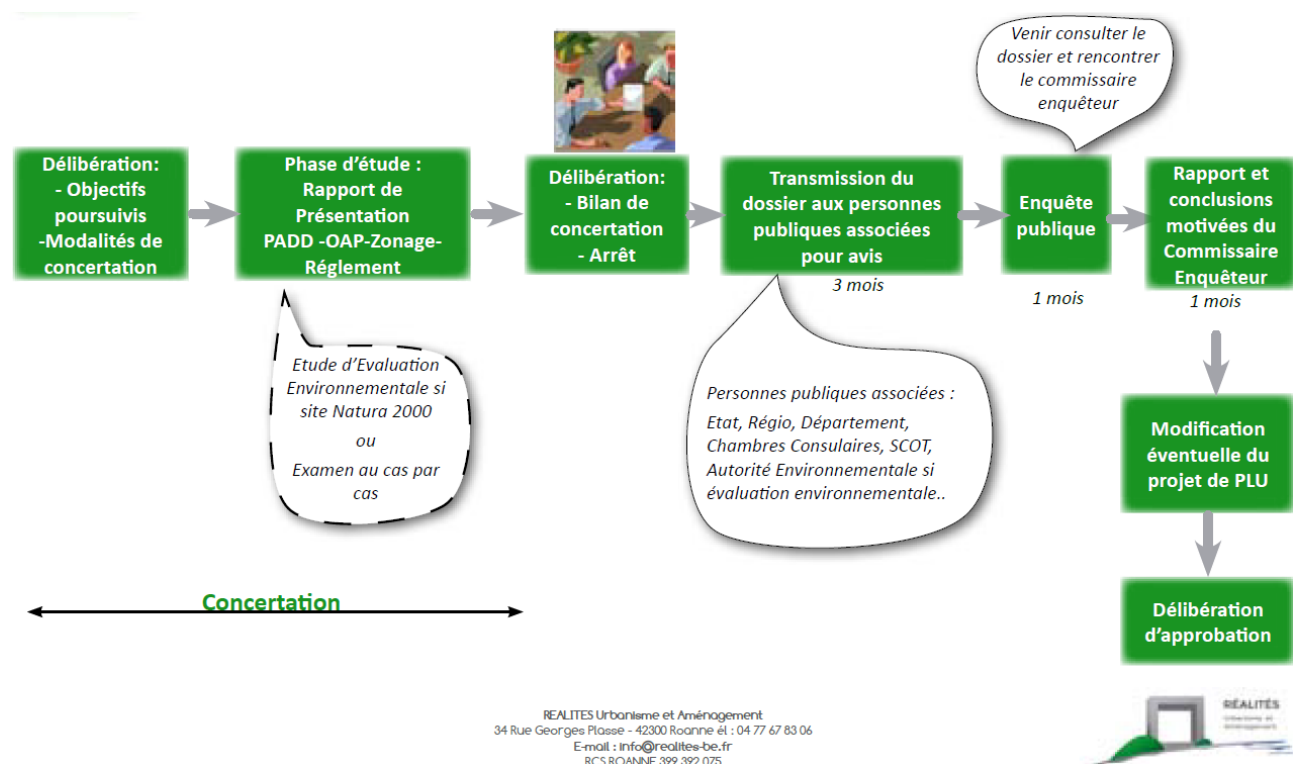
7° La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables ;

8° La promotion du principe de conception universelle pour une société inclusive vis-à-vis des personnes en situation de handicap ou en perte d'autonomie dans les zones urbaines et rurales. ».

Les modalités de la concertation ont été définies par délibération du Conseil Municipal du 18 décembre 2020 :

- Des réunions d'information
- Une information régulière sur le site internet de la commune
- Un article dans le bulletin municipal.

LES ETAPES DU PLU



Évaluation du plan local d'urbanisme :

« Neuf ans au plus après la délibération portant approbation du plan local d'urbanisme, ou la dernière délibération portant révision complète de ce plan, ou la délibération ayant décidé son maintien en vigueur en application du présent article, l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ou le conseil municipal procède à une analyse des résultats de l'application du plan, au regard des objectifs visés à l'article L. 101-2 et, le cas échéant, aux articles L. 1214-1 et L. 1214-2 du code des transports. L'analyse des résultats donne lieu à une délibération de ce même organe délibérant ou du conseil municipal sur l'opportunité de réviser ce plan » (article L.153-27 du code de l'urbanisme).

SOMMAIRE

Préambule	2
Le PLU	2
Les ETAPES du PLU	3
Sommaire	4
Principales conclusions du diagnostic	7
1. Le territoire communal	7
Etat initial de l'environnement	9
1. Évaluation environnementale : Cadre juridique et méthodologique	11
1.1 -Le seul Code de l'urbanisme	11
1.2 -Mais suivant la Directive européenne 2001/42/CE dite Plans et programmes	11
1.3 -Une démarche plus qu'un rapport	12
1.4 -Des visites de terrain	13
1.5 -Données exogènes	14
2 - Etat initial de l'environnement : de nouveaux enjeux à définir	15
2.2 Méthode : créer un cadre de réflexion territorial	15
2.3 Changements climatiques dans la CA Le Puy en Velay : climats passé et futur	16
2.3.1 Température	16
2.3.2 Ressource en eau	19
2.4 Biodiversité	21
2.4.1 Habitats naturels : une diversité à protéger	21
2.4.2 Flore	32
2.4.3 Faune	33
2.4.4 Synthèse : une richesse à préserver dans le cadre de la TVB	34
2.5 Qualité de l'air	35
2.5.1 Concentrations	35
2.5.2 Émissions	37
2.6 Démarche trame verte et bleue (TVB) de PLU	39
2.6.1 Principes : approche ascendante, échelles et composantes	39
2.6.2 Démarche TVB de PLU de Lavoûte-sur-Loire : continuités écologiques	41
2.6.3 Coupures à l'urbanisation agricoles	43
2.6.4 Réservoirs de biodiversité d'échelle supérieure et principes de connexion	44
2.5.6 TVB de Lavoûte-sur-Loire : continuités écologiques et coupure à l'urbanisation	49
2.6 État initial de l'environnement et perspectives de son évolution	51
2.7 Articulation du PLU avec les autres documents de planification	55
3 Le contexte géophysique	56
3.1 La topographie	56
3.2 La géologie	58
3.3 L'hydrographie	60
3.4 Le SDAGE Loire-Bretagne	62
3.5 Le SAGE Loire Amont	62
3.6 Le SCOT	64

4	Nuisances et risques	65
4.1	Les risques naturels	65
4.2	Les risques technologiques et les nuisances	71
4.3	Les orientations du SCOT en matière de risques concernant Lavoûte-sur-Loire	74
	Diagnostic territorial	76
1	Coopérations intercommunales et règles supra-communales	76
1.1.	Les groupements intercommunaux	76
1.2.	Les règles supra-communales qui s'imposent à la commune	78
2	Données sociodémographiques	88
2.1	Contexte général	88
2.2	Une croissance globale depuis 40 ans	89
2.4	Une croissance portée par l'accueil de nouveaux habitants et le solde naturel	91
2.5	Des signes de vieillissement	91
2.6	Une réduction de la taille des ménages	92
2.7	La structure des ménages	93
2.8	Une baisse de la population active	93
2.9	Le niveau de revenu	94
2.10	Les perspectives de développement de la population communale	95
3	Habitat	97
3.1	Une croissance globale	97
3.2	Une prédominance de résidences principales	97
3.3	Caractéristiques des résidences principales	98
3.4	Une majorité de propriétaires	100
3.5	Les enjeux ressortis des études intercommunales : PLH 2019-2025	101
3.6	La dynamique des permis de construire et les projets	105
3.7	Les orientations du SCOT à prendre en compte	107
3.8	La dynamique de logements à envisager ces prochaines années	109
4	Economie	113
4.1	La structure de l'emploi	115
4.2	Une vocation économique portée par les services	115
4.3	L'équipement commercial et de services	117
4.4	Les orientations du SCOT en matière d'économie	120
4.5	L'agriculture	121
4.6	L'économie forestière	127
4.7	Tourisme	129
5	Les déplacements	134
5.1	Contexte	134
5.2	Transports routiers	135
5.3	Déplacements domicile-emploi	135
5.4	Une offre en transports en commun qui se démarque par une desserte ferroviaire.	136
5.5	Stationnement	139
5.6	Mobilités douces	140
5.7	Les orientations du SCOT	141
6	Equipements et réseaux	144

6.1	Les équipements publics.....	144
6.2	Les services publics et réseaux	147
7	L'occupation du territoire et la consommation foncière.....	157
7.1	Evolution des surfaces	157
7.2	Artificialisation des sols	158
7.3	Occupation générale du territoire	161
8	L'organisation urbaine.....	165
8.1	Organisation du territoire	165
8.2	Capacité d'accueil théorique	169
8.3	Les orientations du SCOT	170
8.4	Les besoins fonciers à envisager ces prochaines années.....	173
9	Les entités paysagères.....	176
9.1	Les entités paysagères	176
9.2	Les orientations du SCOT	180
10	Le patrimoine et l'architecture	183
10.1	Rappels historiques.....	183
10.2	Le patrimoine archéologique	184
10.3	Monuments historiques.....	184
10.4	Le petit patrimoine rural.....	185
10.5	Le bâti traditionnel.....	187
10.6	Les orientations du SCOT	191
	Lexique	193
	Documents de référence de l'EE	206

PRINCIPALES CONCLUSIONS DU DIAGNOSTIC

En application de l'article R151-1° code de l'urbanisme :

Pour l'application de l'article L. 151-4, le rapport de présentation :

1° Expose les principales conclusions du diagnostic sur lequel il s'appuie ainsi que, le cas échéant, les analyses des résultats de l'application du plan prévues par les articles L. 153-27 à L. 153-30 et comporte, en annexe, les études et les évaluations dont elles sont issues ; [...]

1. Le territoire communal

La commune de Lavoûte-sur-Loire se situe au centre du **département de la Haute Loire**, sur le **plateau volcanique du Velay**, à :

- 13 Km environs au Nord du Puy en Velay.
- Le long du fleuve la Loire.

Elle tient son nom de son implantation dans une des larges boucles du fleuve.

La commune est limitrophe des communes de :

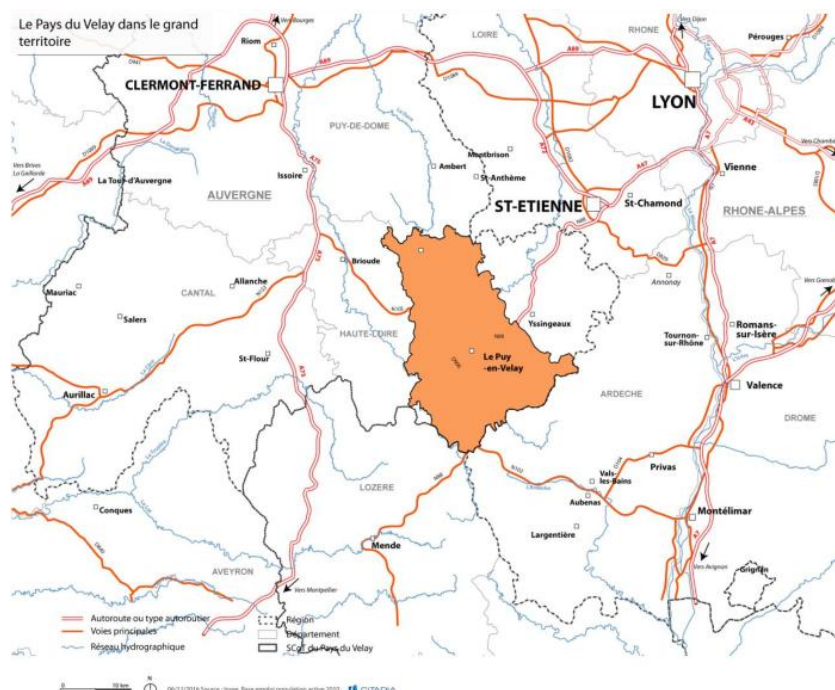
- Saint Vincent, au nord,
- Saint Paulien et Blanzac à l'ouest
- Beaulieu à l'est
- Polignac au sud-ouest
- Chaspinhac et Malrevers au sud-est.



Lavoûte-sur-Loire compte 836 habitants en 2018 et s'étend sur une superficie de 1016 ha, soit une densité de 82 habitants par km².

- La zone d'activités s'étend entre le bourg et l'aérodrome.
- Les deux villages les plus importants de la commune, Chaspuzac et Fontannes, voient leur urbanisation s'étendre.

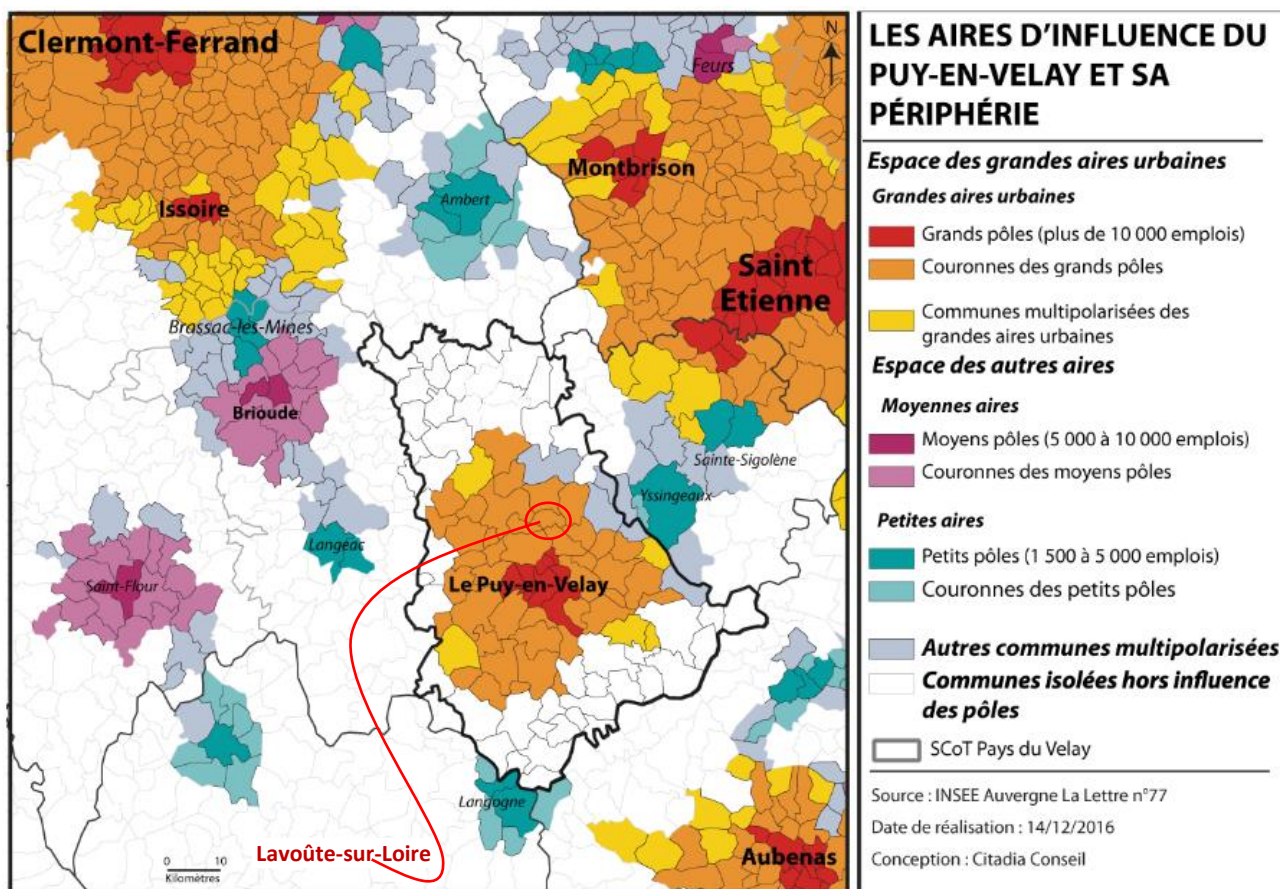
Le Pays du Velay s'ouvre pleinement aux influences des aires urbaines de Lyon et Saint-Etienne, ainsi qu'à celle de Clermont-Ferrand.



Les zonages de l'INSEE : Unités urbaines, Aires Urbaines et zones d'emploi

Ces zonages d'études témoignent de la structuration des territoires et de la façon dont la population s'inscrit en leur sein. Ils apportent un éclairage différent et complémentaire des découpages administratifs ou des périmètres de projets, et permettent une approche plus fonctionnelle des territoires. Comparables et définis pour l'ensemble du territoire français, ces zonages constituent également des outils de travail et de réflexion précieux à un niveau plus local.

La commune de Lavoûte-sur-Loire s'inscrit dans la couronne du grand pôle urbain du Puy en Velay.



Source : SCOT, Diagnostic

ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

En application de l'article R151-1° du Code de l'Urbanisme :

« Pour l'application de l'article L. 151-4, le rapport de présentation :

[...]

3° Analyse l'état initial de l'environnement, expose la manière dont le plan prend en compte le souci de la préservation et de la mise en valeur de l'environnement ainsi que les effets et incidences attendus de sa mise en œuvre sur celui-ci. »

L'état initial de l'environnement a été réalisé par les bureaux d'études suivants :

- REALITES a traité les thématiques suivantes :
 - o Contexte géophysique et autres ressources
 - o Nuisances et risques.
- BIOINSIGHT a traité l'ensemble des autres thématiques.

**Évaluation environnementale
de la révision générale du PLU
de la commune
de Lavoûte-sur-Loire**

Maîtrise d'ouvrage et financement



Commune de Lavoûte-sur-Loire

1 place de la Mairie

43800 Lavoûte-sur-Loire

téléphone 04 71 08 50 13

mairie.lavoutesurloire@wanadoo.fr

www.lavoutesurloire.fr

Conception et élaboration



3 rue de Bonald - 69007 Lyon

téléphone/fax 04 72 74 03 99

Siret 394 265 193 00059

contact@bioinsight.fr

www.bioinsight.fr

Luc Laurent

Accompagnement de la commune dans la révision générale de son PLU :

Groupeement BE Réalités (mandataire)/Bioinsight (évaluation environnementale)

1. Évaluation environnementale : Cadre juridique et méthodologique

1.1-LE SEUL CODE DE L'URBANISME

Une évaluation environnementale de PLU(i) ne relève que du Code de l'urbanisme (CU). En effet, l'article L122-4 du Code de l'environnement (CE) dispose que « par dérogation aux dispositions du présent code [CE], les plans et programmes mentionnés aux articles L104-1 et L104-2 du code de l'urbanisme font l'objet d'une évaluation environnementale dans les conditions définies au chapitre IV du titre préliminaire du code de l'urbanisme ».

1.2-MAIS SUIVANT LA DIRECTIVE EUROPÉENNE 2001/42/CE DITE PLANS ET PROGRAMMES

Comme le dispose le Code de l'urbanisme, l'évaluation environnementale de PLU(i) se réalise dans « les conditions prévues par la directive 2001/42/ CE du Parlement européen et du Conseil, du 27 juin 2001, relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, ainsi que ses annexes » (L104-1).

La directive 2001/42/ CE a pour objectifs (article premier) « d'assurer un niveau élevé de protection de l'environnement, et de contribuer à l'intégration de considérations environnementales dans l'élaboration et l'adoption de plans et de programmes en vue de promouvoir un développement durable en prévoyant que, conformément à la présente directive, certains plans et programmes susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement soient soumis à une évaluation environnementale ».

Plus précisément, en matière d'évaluation environnementale, c'est-à-dire de **rapport sur les incidences environnementales** (article 5), son paragraphe 1 dispose que « lorsqu'une évaluation environnementale est requise en vertu de l'article 3, paragraphe 1, un **rapport sur les incidences environnementales** est élaboré, dans lequel les incidences notables probables de la mise en œuvre du plan ou du programme, ainsi que les solutions de substitution raisonnables tenant compte des objectifs et du champ d'application géographique du plan ou du programme, sont identifiées, décrites et évaluées. Les informations requises à cet égard sont énumérées à l'**annexe I** ».

C'est ainsi que dans le cadre d'une évaluation environnementale de PLU un inventaire quatre saisons n'est pas fondé ni recommandé juridiquement.

Bien sûr, afin « d'assurer un niveau élevé de protection de l'environnement » (objectifs de la directive), « le rapport sur les incidences environnementales élaboré conformément au paragraphe 1 [article 5] contient les informations qui peuvent être raisonnablement exigées, compte tenu des connaissances et des méthodes d'évaluation existantes, du contenu et du degré de précision du plan ou du programme, du stade atteint dans le processus de décision et du fait qu'il peut être préférable d'évaluer certains aspects à d'autres stades de ce processus afin d'éviter une répétition de l'évaluation » (article 5, paragraphe 2).

De plus, « les renseignements utiles concernant les incidences des plans et programmes sur l'environnement obtenus à d'autres niveaux de décision ou en vertu d'autres instruments législatifs communautaires peuvent être utilisés pour fournir les informations énumérées à l'annexe I » (article 5, paragraphe 3).

Cependant, en matière de séquence ERC, comme le détaille l'annexe I, les informations à fournir dans le rapport sur les incidences environnementales sont : « g) les mesures envisagées pour éviter, réduire et, dans la mesure du possible, compenser toute incidence négative notable de la mise en œuvre du plan ou du programme sur l'environnement » (**Annexe I**).

La mise en œuvre de mesures compensatoires n'est donc pas soumise à une obligation comme en atteste l'expression « dans la mesure du possible » et semble ainsi sujette à interprétation.

« **ANNEXE I** Les informations à fournir en vertu de l'article 5, paragraphe 1, sous réserve des paragraphes 2 et 3 dudit article sont les suivantes :

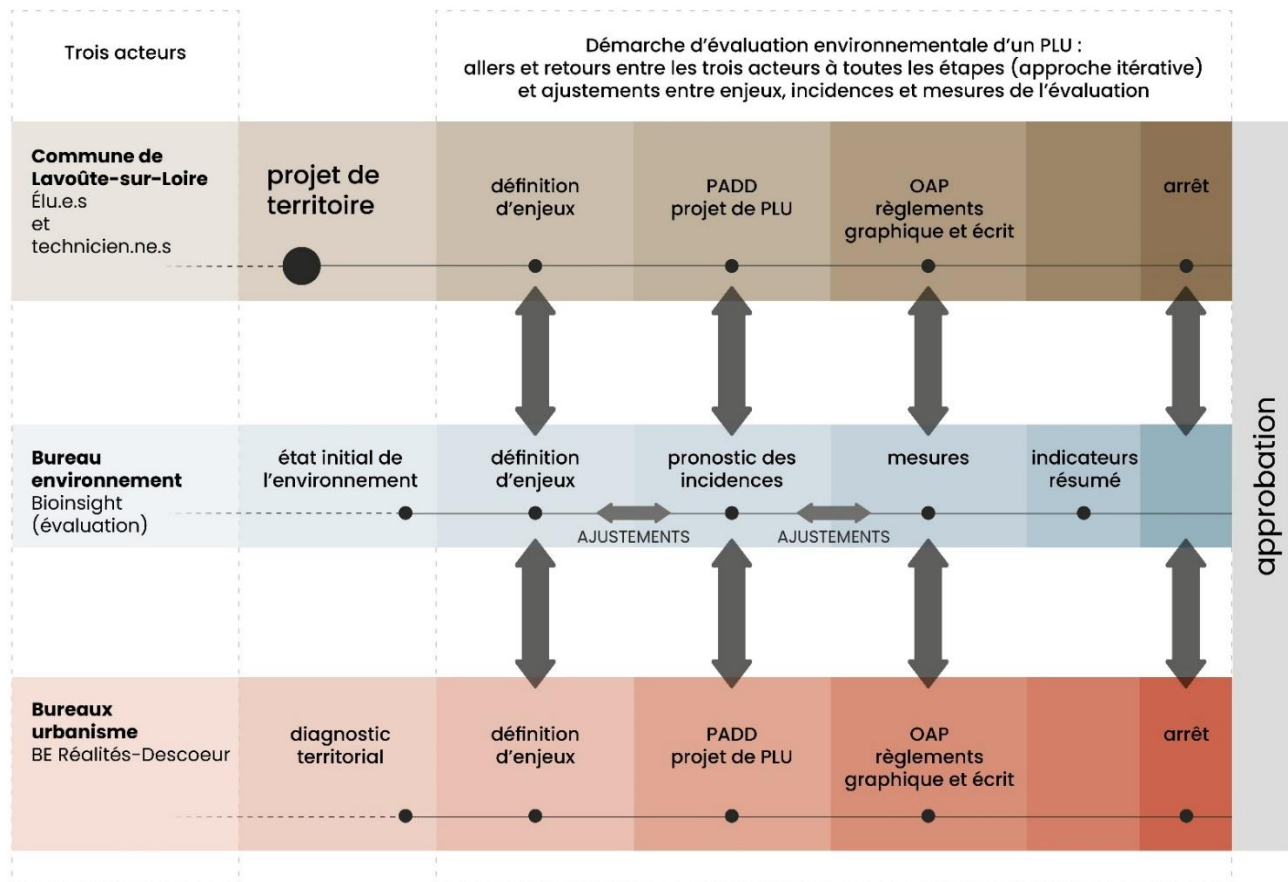
- a) un résumé du contenu, les objectifs principaux du plan ou du programme et les liens avec d'autres plans et programmes pertinents ;
- b) les aspects pertinents de la situation environnementale ainsi que son évolution probable si le plan ou programme n'est pas mis en œuvre ;
- c) les caractéristiques environnementales des zones susceptibles d'être touchées de manière notable ;
- d) les problèmes environnementaux liés au plan ou au programme, en particulier ceux qui concernent les zones revêtant une importance particulière pour l'environnement telles que celles désignées conformément aux directives 79/409/CEE et 92/43/CEE ;

- e) les objectifs de la protection de l'environnement, établis au niveau international, communautaire ou à celui des États membres, qui sont pertinents pour le plan ou le programme et la manière dont ces objectifs et les considérations environnementales ont été pris en considération au cours de leur élaboration ;
- f) les effets notables probables sur l'environnement (1), y compris sur des thèmes comme la diversité biologique, la population, la santé humaine, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, les facteurs climatiques, les biens matériels, le patrimoine culturel, y compris le patrimoine architectural et archéologique, les paysages et les interactions entre ces facteurs ;
- g) les mesures envisagées pour éviter, réduire et, dans la mesure du possible, compenser toute incidence négative notable de la mise en oeuvre du plan ou du programme sur l'environnement ;
- h) une déclaration résumant les raisons pour lesquelles les autres solutions envisagées ont été sélectionnées, et une description de la manière dont l'évaluation a été effectuée, y compris toute difficulté rencontrée (les déficiences techniques ou le manque de savoir-faire) lors de la collecte des informations requises ;
- i) une description des mesures de suivi envisagées conformément à l'article 10 ;
- j) un résumé non technique des informations visées aux points ci-dessus ».

1.3-UNE DÉMARCHE PLUS QU'UN RAPPORT

▪ Des mesures qui s'inscrivent dans une approche itérative

Une évaluation environnementale décrit et évalue les incidences notables probables d'un projet de PLU(i) sur l'environnement puis définit des mesures ERC pour y remédier, c'est-à-dire la proposition de mesures pour éviter (E), réduire (R) ou compenser (C) ces incidences notables probables d'un projet de PLU(i). Ces mesures doivent donc s'inscrire dans une approche itérative, c'est-à-dire des **allers et retours** constants et féconds entre les acteurs conduisant à des **ajustements** entre enjeux, projet, incidences et mesures, cela pendant toute la procédure. L'objectif est d'élaborer un dossier de projet de PLU(i) réduisant au minimum les incidences notables probables sur l'environnement. L'évaluation environnementale reste donc une opportunité d'enrichir le projet de PLU(i) pour le consolider, devenant un outil de valorisation du territoire.



L'évaluation environnementale d'un PLU(i) est donc une démarche d'évaluation *ex ante* puisqu'elle concerne un document de planification qui va permettre à des aménagements de se réaliser dans le futur. C'est donc un pronostic des incidences notables probables d'un projet de document de planification sur l'environnement puis une estimation quantitative de ces incidences pour la mise en œuvre de la séquence ERC.

Pour autant, les mesures de compensation (C) ne peuvent relever d'un PLU(i) qui est un plan/programme pas un projet d'aménagement (projet de travaux), cela pour cinq raisons majeures :

- 1 une personne publique responsable d'un PLU(i) ne vise que l'intérêt général ;
- 2 un PLU(i) a donc la vertu d'anticiper l'aménagement d'un territoire en amont des projets d'aménagement (la plupart des cas à maîtrise d'ouvrage privé) donc d'éviter les secteurs à enjeux où de telles mesures de compensation seraient nécessaires ;
- 3 pour un projet d'aménagement, le responsable des mesures compensatoires est le maître d'ouvrage (privé) pas la personne publique en charge du PLU(i) sauf si cette personne publique est aussi maître d'ouvrage du projet d'aménagement ;
- 4 à l'échelle d'un PLU(i), qui n'est pas celle beaucoup plus restreinte d'un projet d'aménagement, la réalisation d'un diagnostic exhaustif pour toutes les thématiques environnementales afin de déterminer les incidences notables probables donc d'éventuelles mesures compensatoires (visant une non-perte nette, voire un gain net, pour la biodiversité ou plus généralement une équivalence écologique) est très difficile voire impossible, à mettre en œuvre ;
- 5 à l'échelle à l'échelle des projets d'aménagement, les études scientifiques sur leur compensation (Weissgerber *et al.* 2019 ; Padilla *et al.* 2024) montrent que les mesures de compensation dont la sélection des sites de compensation ne permettraient pas d'éviter une perte de biodiversité alors que la loi Biodiversité de 2016 vise zéro « perte nette » de biodiversité.

C'est ainsi que « les documents d'urbanisme en tant que documents de planification stratégiques sont des arènes idéales pour initier une démarche d'évitement intégratrice sur un territoire » (*Approche standardisée du dimensionnement de la compensation écologique. Guide de mise en œuvre*, MTE 2021).

La démarche d'évaluation du projet de PLU analyse aussi les incidences cumulées de la traduction réglementaire des projets. L'évaluation environnementale s'inscrit dans une logique d'emboîtement d'échelles : du territoire aux projets d'aménagement, c'est-à-dire du plan de zonage du PLU(i) aux orientations d'aménagement et de programmation (OAP). La première échelle étendue relève surtout des mesures visant le règlement graphique, la seconde très localisée visant plutôt le règlement écrit et les OAP.

C'est donc la restitution du processus décisionnel de la démarche d'évaluation qui permettra de comprendre ses bénéfices :

enjeux ↔ projet ↔ incidences ↔ mesures ↔ impacts résiduels.

▪ Un rapport d'évaluation environnementale actualisé et proportionné

« L'évaluation environnementale effectuée à l'occasion d'une évolution du document d'urbanisme prend la forme soit d'une nouvelle évaluation environnementale, soit d'une actualisation de l'évaluation environnementale qui a déjà été réalisée » (R104-2 CU), ce qui dans le cas de la procédure de révision générale du PLU de Lavoûte-sur-Loire approuvé le 30 avril 2004 sera une évaluation environnementale.

Par ailleurs, le rapport d'évaluation environnementale doit être « proportionné à l'importance du document d'urbanisme, aux effets de sa mise en œuvre ainsi qu'aux enjeux environnementaux de la zone considérée. Il peut se référer aux renseignements relatifs à l'environnement figurant dans d'autres études, plans ou documents » (R104-19 CU).

Le rapport d'évaluation environnementale doit être structuré suivant le R151-3 CU.

1.4-DES VISITES DE TERRAIN

▪ Dates

Les investigations de terrain de la commune de Lavoûte-sur-Loire ont été réalisées le 18 août 2021 à VTT à assistance électrique (Moustache bikes samedi 27/9 race 5) et ont conduit à 551 photos haute résolution (Nikon D5100 et objectif Nikon 18-300 mm 5.6).

▪ Biodiversité et paysage

Ces visites de terrain visaient plus particulièrement la biodiversité d'abord suivant l'approche « habitats naturels », c'est-dire des continuités écologiques dans leur contexte spatio-temporel urbain et territorial, puis suivant l'approche « espèces » qui en bénéficie ensuite.

▪ Zones humides

Lors des investigations de terrain les zones humides sont recensées à partir de la végétation observée. Cela concerne les espèces indicatrices de zones humides de l'*Arrêté du 24 juin 2008 précisant les critères de définition et de délimitation des zones humides en application des articles L214-7-1 et R211-108 du Code de l'environnement*. Cet arrêté ne s'applique qu'aux projets soumis à la rubrique 3.3.1.0. de la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration de la « police de l'eau » (R214-1 CE), c'est-à-dire à des dossiers d'assèchement, de remblaiement... de zones humides. En revanche, il ne s'applique pas en urbanisme, par exemple, pour des inventaires de zones humides de documents de planification.

En effet, depuis un amendement du Sénat dans le cadre de la loi du 24 juillet 2019 portant création de l'office français de la biodiversité, amendement qui est revenu sur la jurisprudence problématique qui demandait le cumul des méthodologies pour caractériser une **zone humide** (ZH), désormais, pour la définition d'une ZH au sens du **Code de l'environnement** (loi sur l'Eau), un seul critère suffit. Il s'agit de l'humidité des sols (critère pédologique = ZH pédologique) ou de la présence d'une végétation propre aux zones humides (critère botanique = ZH botanique), ce qui supprime le cumul des méthodologies. Le nouvel article L211-1 I 1°) (CE) maintenant dispose qu'« on entend par zone humide les terrains exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire, ou dont la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année ».

Cependant, le recensement des zones humides dans un PLU vise avant tout la définition de la **sous-trame humide** de la **TVB** du PLU : les différents **secteurs humides** qui devraient au bout du compte être repérés sur le plan de zonage puis être protégés dans le règlement écrit. Or la définition de ces **secteurs humides** dans un PLU est réalisée sur le fondement du **Code de l'urbanisme** avec une « autre portée juridique » que celle du L211-1 du Code de l'environnement. En effet, comme le précise la Note technique ministérielle du 26 juin 2017 relative à la caractérisation des zones humides, un PLU peut « classer un secteur en zone humide quand bien même celui-ci ne pourrait être qualifié de zone humide au titre de l'article L. 211-1 du code de l'environnement : CAA Lyon, 18 janvier 2011, no 10LY00293. Il en est de même des zones humides qui pourraient être qualifiées d'espaces remarquables en application des articles L. 121-23 et R. 121-4 du code de l'urbanisme ».

1.5-DONNÉES EXOGÈNES

La cartographie des cours d'eau de la Haute-Loire (DDT 43) disponible en couches Sig date de juin 2021.

La cartographie des zones humides de l'inventaire du Sage Loire Amont (étude portée par l'Établissement public Loire de 2018 à 2021) concerne l'inventaire (non exhaustif) des zones humides de plus de 1 ha (Cesame 2021).

La cartographie des forêts présumées anciennes sous la forme de la numérisation des forêts des cartes d'état-major (mi XIXème siècle) croisée avec la BD Forêt IGN V2 de 2010 est fournie en couches Sig par le Conservatoire botanique national du Massif-Central (BD Carto ® Etat-Major IGN et BD Forêt ® v2 IGN – Production : CBNMC).

Les données du site Natura 2000 ZPS *Gorges de la Loire* concernant Lavoûte-sur-Loire ont été obtenues auprès du Conseil Départemental 43.

En matière de botanique la référence est le *Guide de la flore de Haute-Loire* (Tort, Antonetti, Belin & Portal 2008, 2010).

Enfin, Gérard Lebaron (photographe animalier et paysager) a proposé des photos prises à Lavoûte-sur-Loire.

2 - Etat initial de l'environnement : de nouveaux enjeux à définir

2.2 MÉTHODE : CRÉER UN CADRE DE RÉFLEXION TERRITORIAL

L'objectif est de créer un cadre de réflexion territorial favorable à la révélation des enjeux afin de permettre aux élu-e-s d'établir leurs priorités (hiérarchisation des enjeux) pour aborder progressivement l'élaboration d'un PADD problématisé plutôt que thématique. Pour cela, il s'agit de déconstruire le territoire d'une façon sensible pour mieux le problématiser grâce à des investigations de terrain, des échanges avec les acteur-ric-e-s impliqué-e-s dans la procédure et des analyses au bureau des évolutions temporelles et spatiales du territoire.



Lavoûte-sur-Loire : appartient à l'aire d'attraction du Puy-en-Velay qui définit l'étendue de son influence sur les communes environnantes, plus particulièrement à la couronne de l'aire d'attraction du Puy-en-Velay

2.3 CHANGEMENTS CLIMATIQUES DANS LA CA LE PUY EN VELAY : CLIMATS PASSÉ ET FUTUR

Les changements climatiques résultent de l'échauffement anthropique de l'atmosphère. Ils ont et auront des incidences environnementales et spatiales donc économiques pour la commune. C'est donc une réflexion à développer sur l'atténuation de ce phénomène (lutter contre l'échauffement anthropique et réduire les émissions de gaz à effet de serre) comme sur l'adaptation (s'adapter afin de modifier ses pratiques pour penser une culture de gestion du risque partagée à l'échelle du territoire). Par exemple, les zones humides du territoire verront leurs services rendus augmenter puisqu'elles sont des réservoirs d'eau.

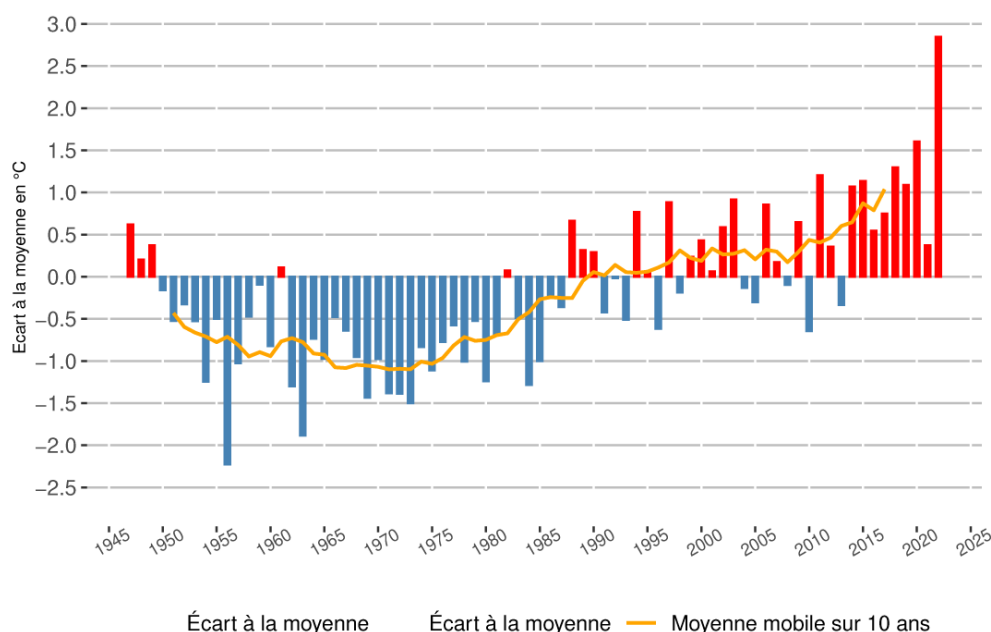
Pour présenter d'une façon rigoureuse les changements climatiques d'un territoire en matière de climats passés et futur, il est fondamental de disposer de données climatiques fiables. Ce sont des données homogénéisées et analysées statistiquement ayant fait l'objet d'une correction permettant de gommer toute forme de distorsion d'origine non climatique (déplacement de station, rupture de série...). En effet, en l'absence de données propres à un territoire, ce qui importe est de fournir une tendance générale qui se constate dans le territoire. C'est ainsi que selon l'Observatoire régional climat air énergie Auvergne Rhône-Alpes (Orcae janvier 2025), la station météorologique de référence représentative du climat de la communauté d'agglomération Le Puy en Velay (CAPV) est celle du Puy Chadrac localisée à Chadrac au lieu-dit Plaine de Rome à 714 m d'altitude et pour le bilan hydrique est celle du Puy-Loudes à Chaspuzac à l'aérodrome à 833 m d'altitude.

2.3.1 TEMPÉRATURE

2.3.1.1 Température moyenne annuelle

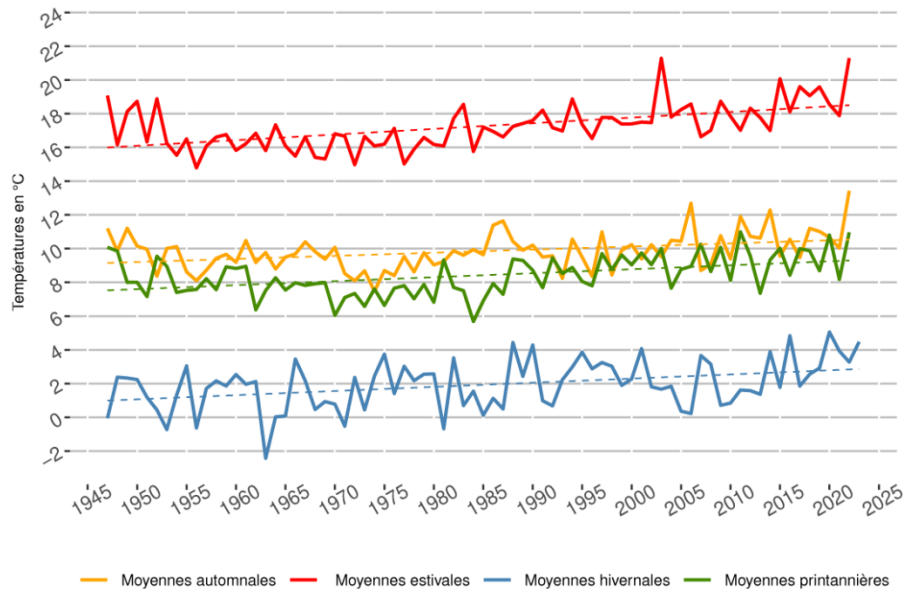
Entre 1947 et 2022, l'indicateur du climat moyen qu'est la température moyenne annuelle mesurée à la station météo du Puy-Chadrac montre une augmentation de + 1,9°C.

L'augmentation de cet indicateur n'est pas limitée à l'été (+ 2,5 °C entre 1947 et 2019) mais également au printemps (+ 1,8 °C), en hiver (+ 1,9 °C) et en automne (+ 1,4 °C).



Indicateur de changement : écarts à la moyenne 1981-2010 (climat de référence d'une période d'au moins 30 ans pour décrire et analyser les changements climatiques) de la température moyenne annuelle mesurée entre 1947 et 2022 à la station météo du Puy Chadrac (714 m) ;

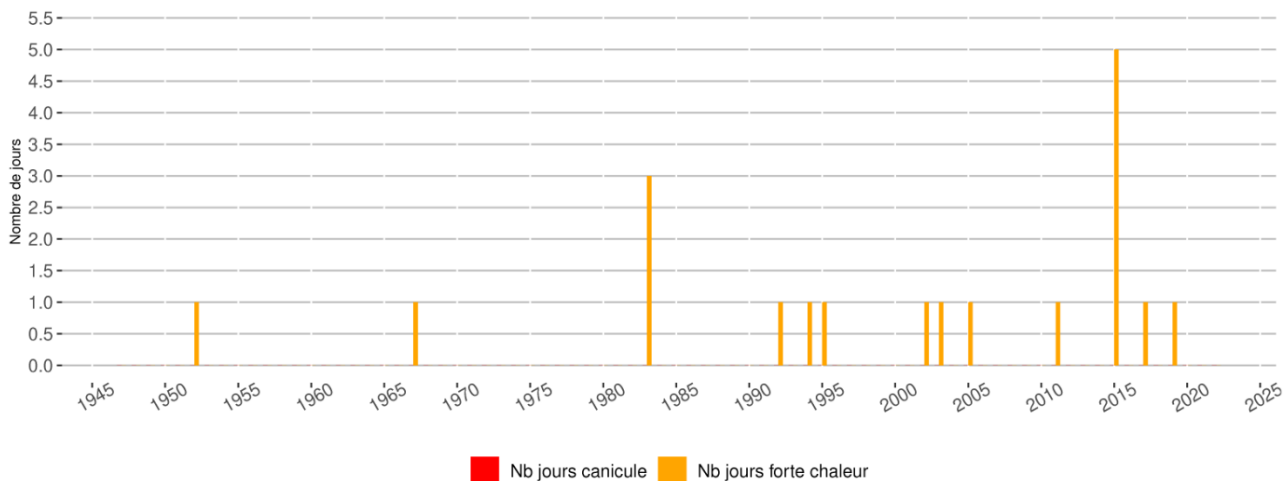
la moyenne mobile sur 10 années est la moyenne des 4 années précédentes, de l'année concernée et des 5 années suivantes



Indicateur de changement : évolution des températures moyennes saisonnières à la station météo de Puy Chadrac (714 m)

2.3.1.2 Forte chaleur et canicule

Avec les changements climatiques, les événements météorologiques extrêmes (canicules, pluies intenses, vents très forts, voire froids intenses...) seront de plus en plus fréquents rendant plus vulnérable les territoires à de nombreux aléas : **incendie, coulée de boue, inondation...**, en augmentant les risques naturels. Par ailleurs, certains phénomènes rares tels que des **gels tardifs** dans la saison auront alors des effets plus marqués que par le passé sur la végétation puisque son développement sera plus précoce par les températures plus élevées donc plus fragile au gel tardif. La notion de forte chaleur est définie à partir de seuils de températures minimales et maximales atteintes ou dépassées simultanément un jour donné (pour la Haute-Loire : 18 °C et 32 °C). Une canicule correspond alors à une succession d'au moins trois jours consécutifs de forte chaleur. Le troisième jour est alors compté comme le premier jour de canicule. Entre 1947 et 2022, aucun jour de canicule n'a été relevé.



Nombre de jours de canicule et de forte chaleur à la station météo du Puy Chadrac entre 1947 et 2022

Les jours de forte chaleur dans une année ne sont pas forcément consécutifs, d'où l'absence de jour de canicule certaines années à nombre pourtant élevé de jours de forte chaleur

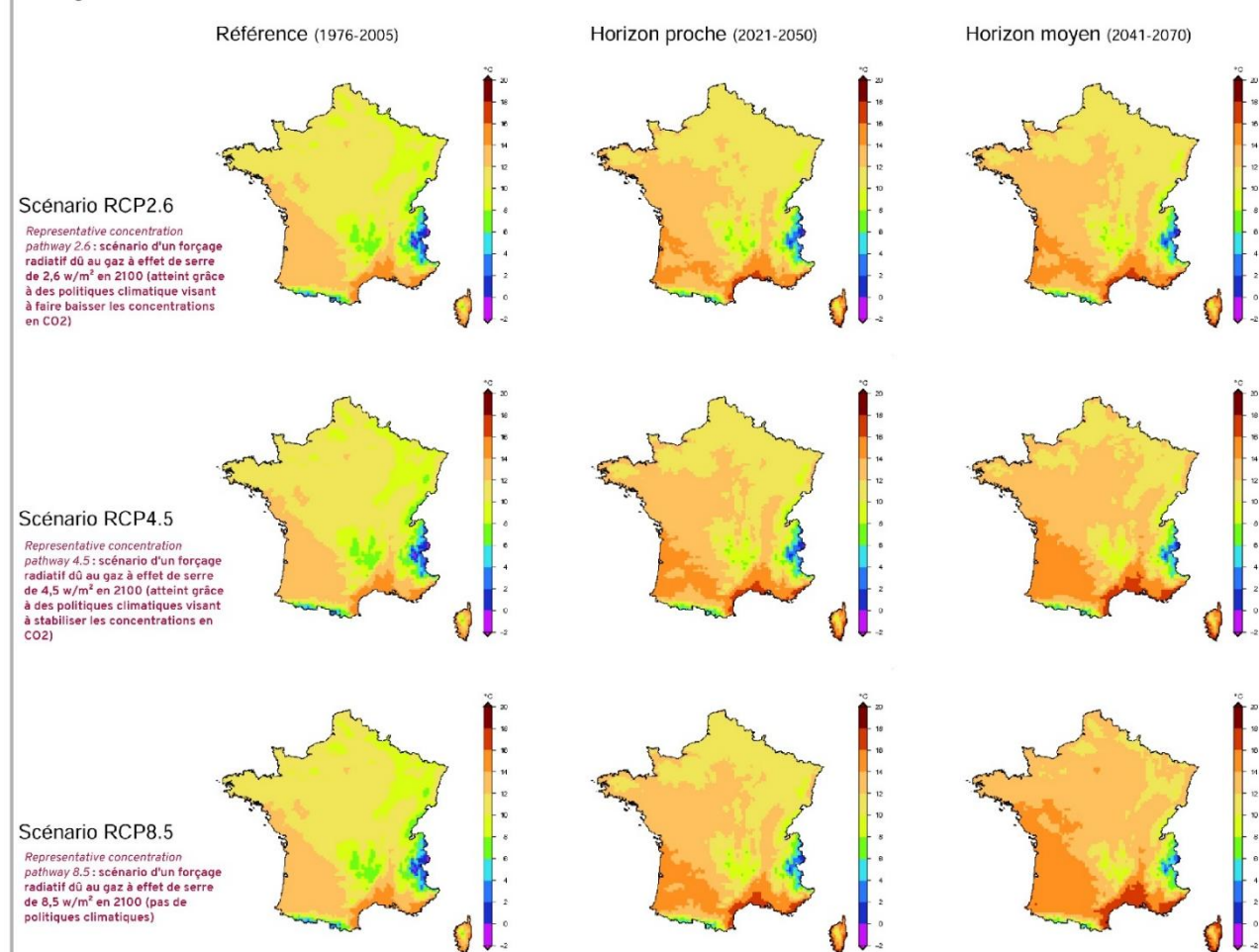
2.3.1.3 Projections

En Auvergne, les projections climatiques montrent une poursuite du réchauffement annuel jusqu'aux années 2050, quel que soit le scénario. Ensuite, l'évolution de la température moyenne annuelle diffère significativement selon le scénario considéré.

Suivant le seul scénario RCP2.6 (politique climatique visant à faire baisser les concentrations en CO₂) il y a une stabilisation mais pas suivant le RCP4.5 (politique climatique visant à stabiliser les concentrations en CO₂) ni le RCP8.5 (sans politique climatique) suivant lequel, le réchauffement pourrait dépasser 4°C à l'horizon 2071-2100 (climat HD Météo France).

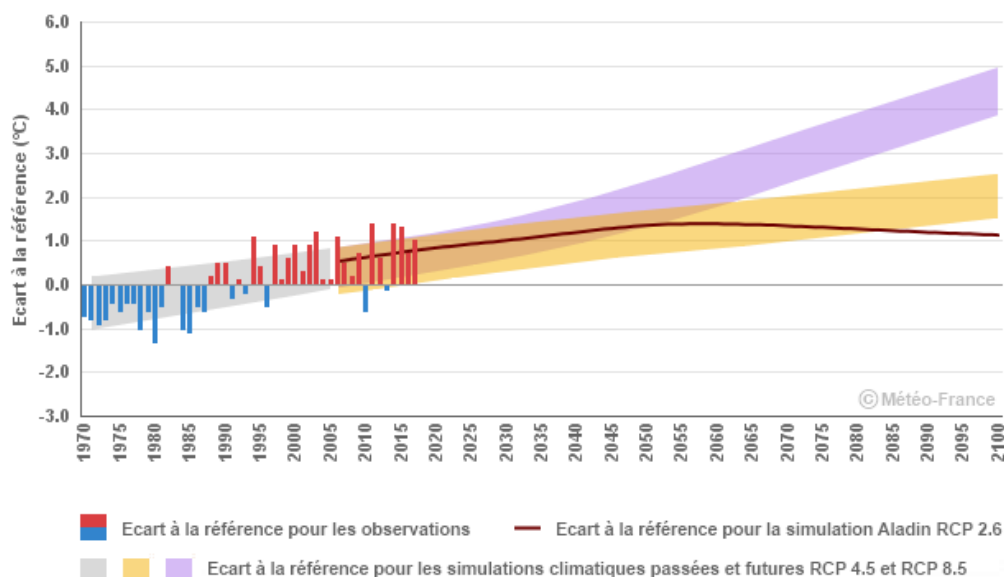
**Température moyenne [°C] ,
Produit multi-modèles de DRIAS-2020 : médiane de l'ensemble**

Moyenne annuelle



Température moyenne annuelle en Auvergne : écart à la référence 1976-2005

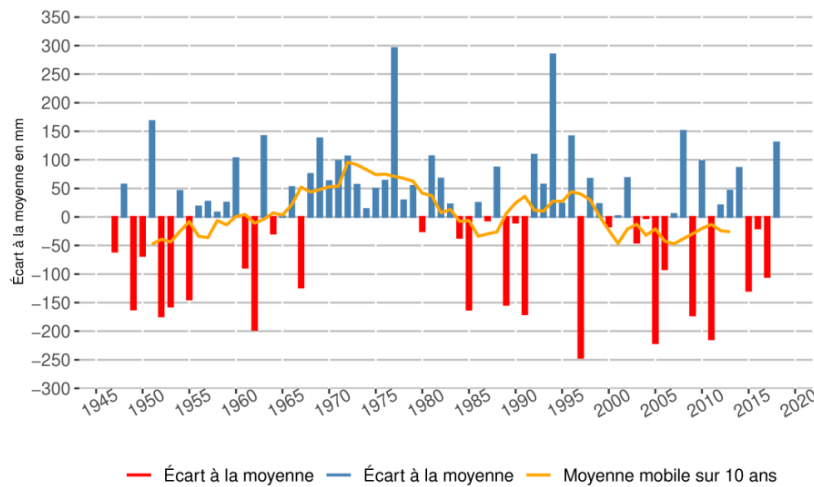
Observations et simulations climatiques pour trois scénarios d'évolution RCP 2.6, 4.5 et 8.5



2.3.2 RESSOURCE EN EAU

2.3.2.1 Cumul annuel de précipitations

Entre 1947 et 2022, l'évolution du cumul annuel de précipitations entre la période trentenaire (1993 - 2022) et la précédente (1963 - 1992) est de l'ordre de -7,2 % à la station météo du Puy Chadrac.

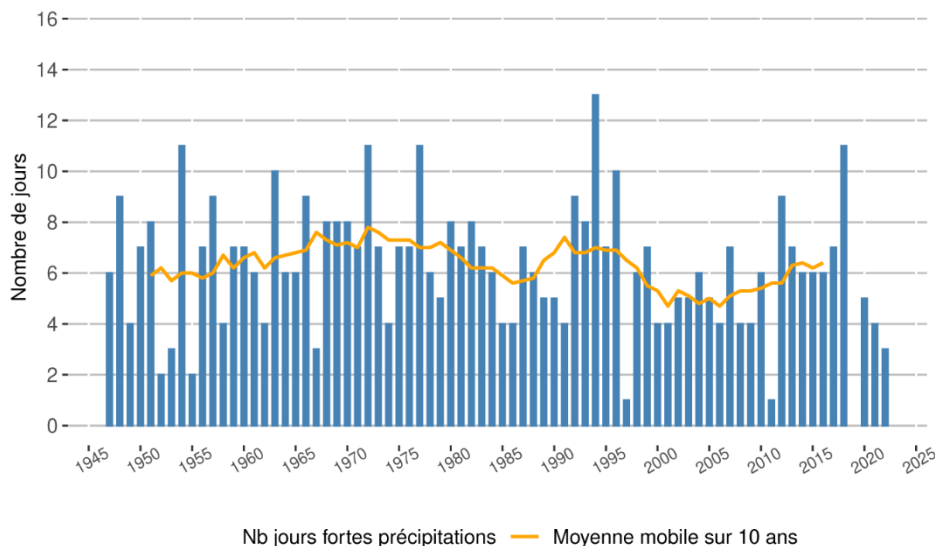


Indicateur de changement : écarts à la moyenne 1981-2010 du cumul annuel de précipitations entre 1947 et 2022 à la station météo du Puy Chadrac ;

la moyenne mobile sur 10 années est la moyenne des 4 années précédentes, de l'année concernée et des 5 années suivantes

2.3.2.2 Fortes pluies

Les fortes pluies sont des événements météorologiques extrêmes. Un jour de fortes pluies correspond à un jour pour lequel le cumul des précipitations sur les 24 heures dépasse strictement 20 mm. A la station météo du Puy Chadrac (1947-2022), le nombre de jours de fortes de pluies par an fluctue entre 4 et 10 jours sans augmentation significative.

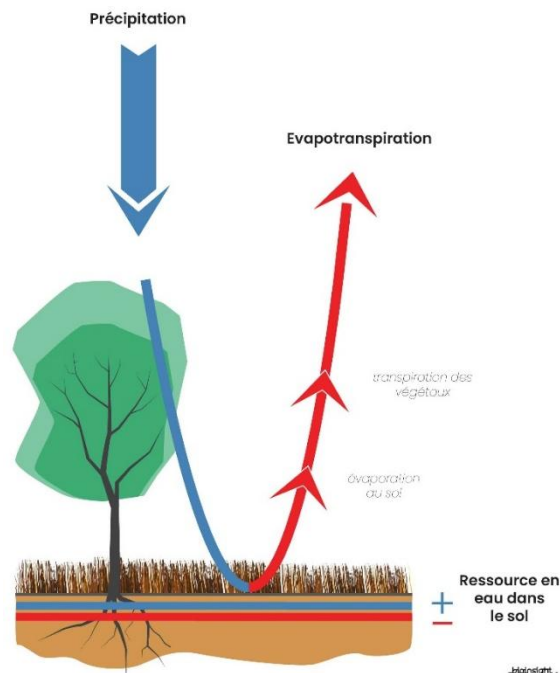


Nombre annuel de jours de fortes pluies à la station météo du Puy Chadrac entre 1947 et 2022

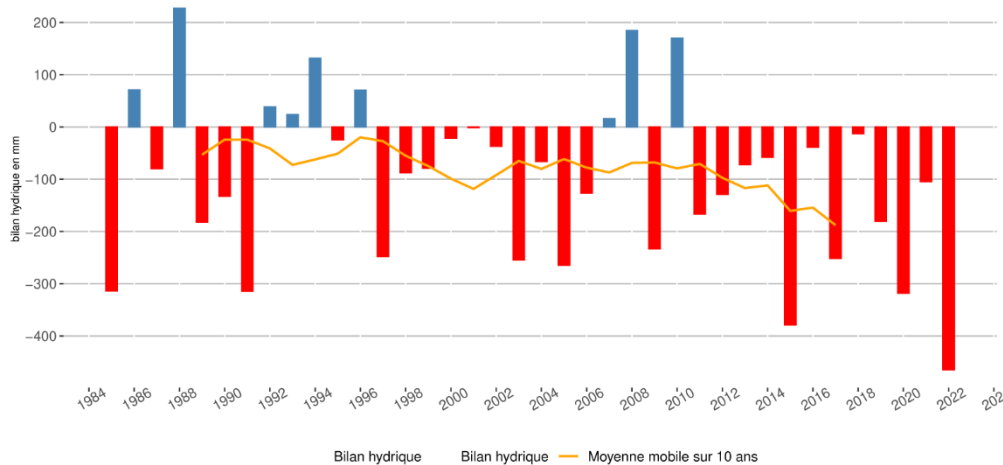
la moyenne mobile sur 10 années est la moyenne des 4 années précédentes, de l'année concernée et des 5 années suivantes

2.3.2.3 Bilan hydrique annuel

Pour une année (ou une saison), c'est un déficit hydrique agricole du sol calculé par différence entre les précipitations et une estimation de l'évapotranspiration (ETP) d'un couvert végétal de référence, sans tenir compte du type de culture ni des caractéristiques du sol réels. Plus précisément, ces pertes en eau du couvert végétal sont calculées à partir de paramètres météorologiques mesurées : température, rayonnement, humidité, vent...



La station météo représentative du climat de la CAPV pour le bilan hydrique est localisée à Chaspuzac à l'aérodrome du Puy-Loudes à 833 m d'altitude. La série de données disponible à la station météo du Puy-Loudes est trop courte pour pouvoir calculer une tendance statistiquement fiable. Malgré tout, se dessine une tendance à la baisse de la ressource en eau disponible dans les sols.



Indicateur de changement : bilan hydrique annuel à la station météo du Puy-Loudes entre 1983 et 2022

la moyenne mobile sur 10 années est la moyenne des 4 années précédentes, de l'année concernée et des 5 années suivantes

2.4 BIODIVERSITÉ

La notion de « ressources naturelles » au sens des articles R151-31 et R151-34 du Code de l'urbanisme n'apparaît pas pouvoir être étendue à la biodiversité. En effet, dans sa stratégie nationale pour le développement durable (défi n°6) le Ministère de l'écologie distingue bien les deux notions :

- les ressources naturelles comprennent les ressources naturelles fossiles et minérales, les matériaux issus du milieu naturel, les terres arables, et l'eau ;
- la diversité biologique, ou biodiversité, représente l'ensemble des espèces vivantes présentes sur la terre (plantes, animaux, micro-organismes...), les communautés formées par ces espèces et les habitats dans lesquels ils vivent.

2.4.1 HABITATS NATURELS : UNE DIVERSITÉ À PROTÉGER

Un habitat naturel* se caractérise avant tout par sa végétation. Lavoûte-sur-Loire est riche de très nombreux habitats naturels que l'on peut regrouper en quatre grands types de milieux : humides (voir chapitre zones humides qui sont des habitats naturels ou des regroupements d'habitats naturels ainsi que le chapitre TVB), ouverts (pelouses), semi-ouverts (landes) et forestiers.

2.4.1.1 Cours d'eau : des continuités écologiques

La définition juridique d'un cours d'eau est donnée depuis le 8 août 2016 (article L215-7-1 du Code de l'environnement), se fondant sur trois critères à réunir : une source, un lit naturel à l'origine et un débit suffisant une majeure partie de l'année. Or ce dernier critère difficile à évaluer peut conduire à déclasser des cours d'eau dits intermittents, spécialement pendant les périodes de sécheresse.



Ces cours d'eau dits intermittents sont pourtant les ramifications (« les chevelus ») des réseaux hydrographiques en tête de bassin, ramifications qui sont souvent figurées par des traits discontinus sur les cartes 1/25 000 de l'IGN.

Les **cours d'eau « police de l'Eau »** sont définis au titre de la police de l'eau (loi sur l'Eau) pour lesquels s'applique la réglementation issue des articles L214-1 à L214-11 du Code de l'environnement (CE). Ceux qui sont nommés à Lavoûte-sur-Loire sont : La Loire, La Suisse et le ruisseau de Courbeyre.



La Loire depuis la Roche et la Loire à La Voûte (photos Luc Laurent)



La Loire au barrage et la Suisse aux Champs Longs (photos Luc Laurent)



La Loire à La Chaud et le ruisseau de Courbeyre au Riou



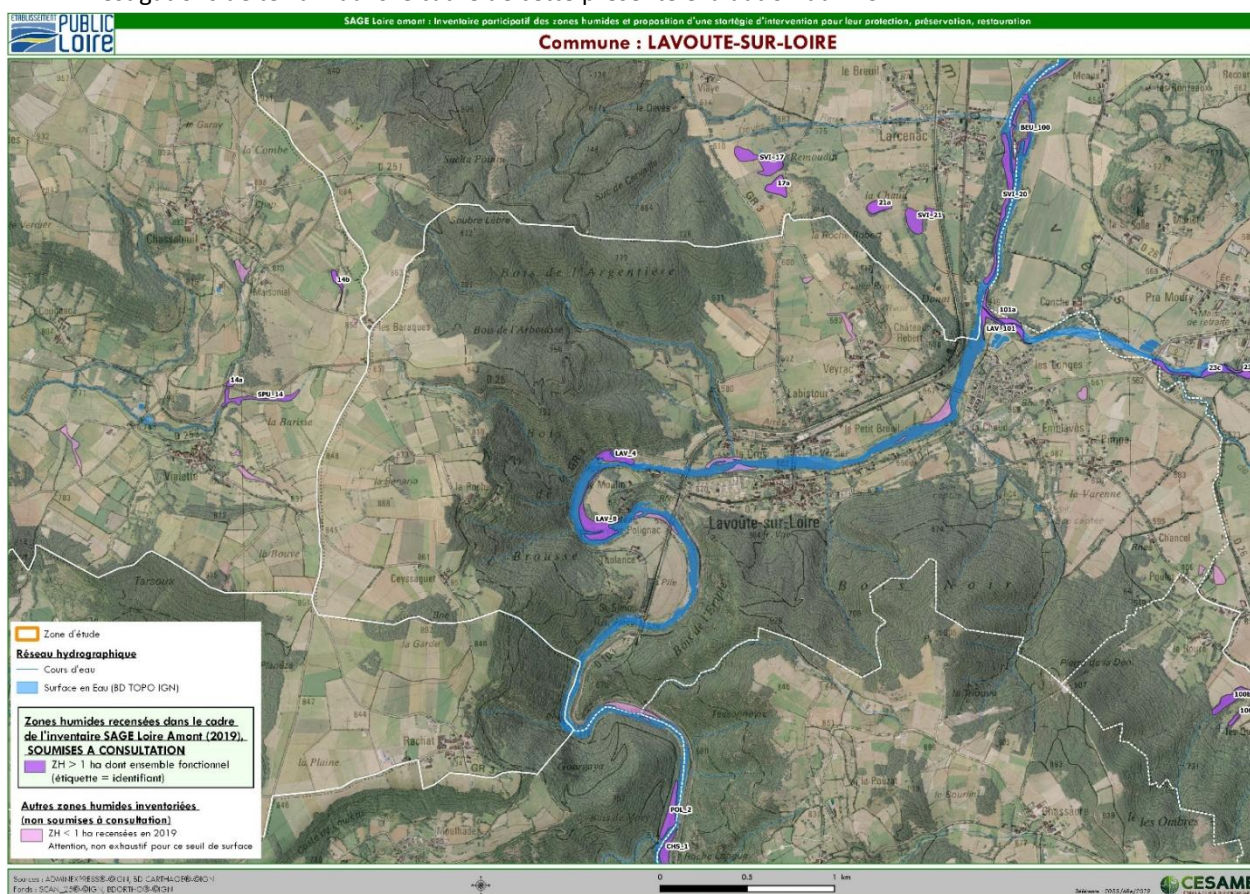
Cours d'eau au bois de Leyvert et un cours d'eau au Grand Jas (photos Luc Laurent)

2.4.1.2 Zones humides : des réservoirs d'eau

2.4.1.2.1 Recensement

Les données sur les zones humides* émanent des études suivantes :

- Sage Loire Amont : étude portée par l'Établissement public Loire de 2018 à 2021 visant l'inventaire (non exhaustif) des zones humides de plus de 1 ha (Cesame 2021) ;
- investigations de terrain dans le cadre de cette présente évaluation du PLU.





Zones humides du Sage Loire Amont au barrage et aux Champs Longs (photos Luc Laurent)



Zones humides du Sage Loire Amont au Vernet et à Veyrac (photos Luc Laurent)



Zones humides du Sage Loire Amont aux Grandes Listes ; zone humide hors inventaire Sage à Emblavès



Zones humides hors inventaire Sage Loire Amont aux près d'Emblavès ; mare à Emblaves



Zones humides hors inventaire Sage Loire Amont aux Barraques et au Cros



Zones humides hors inventaire Sage Loire Amont à la Roche : source (photos Luc Laurent)

2.4.1.2.2 Altération

Des zones humides ont été altérées : remblais, drainage...

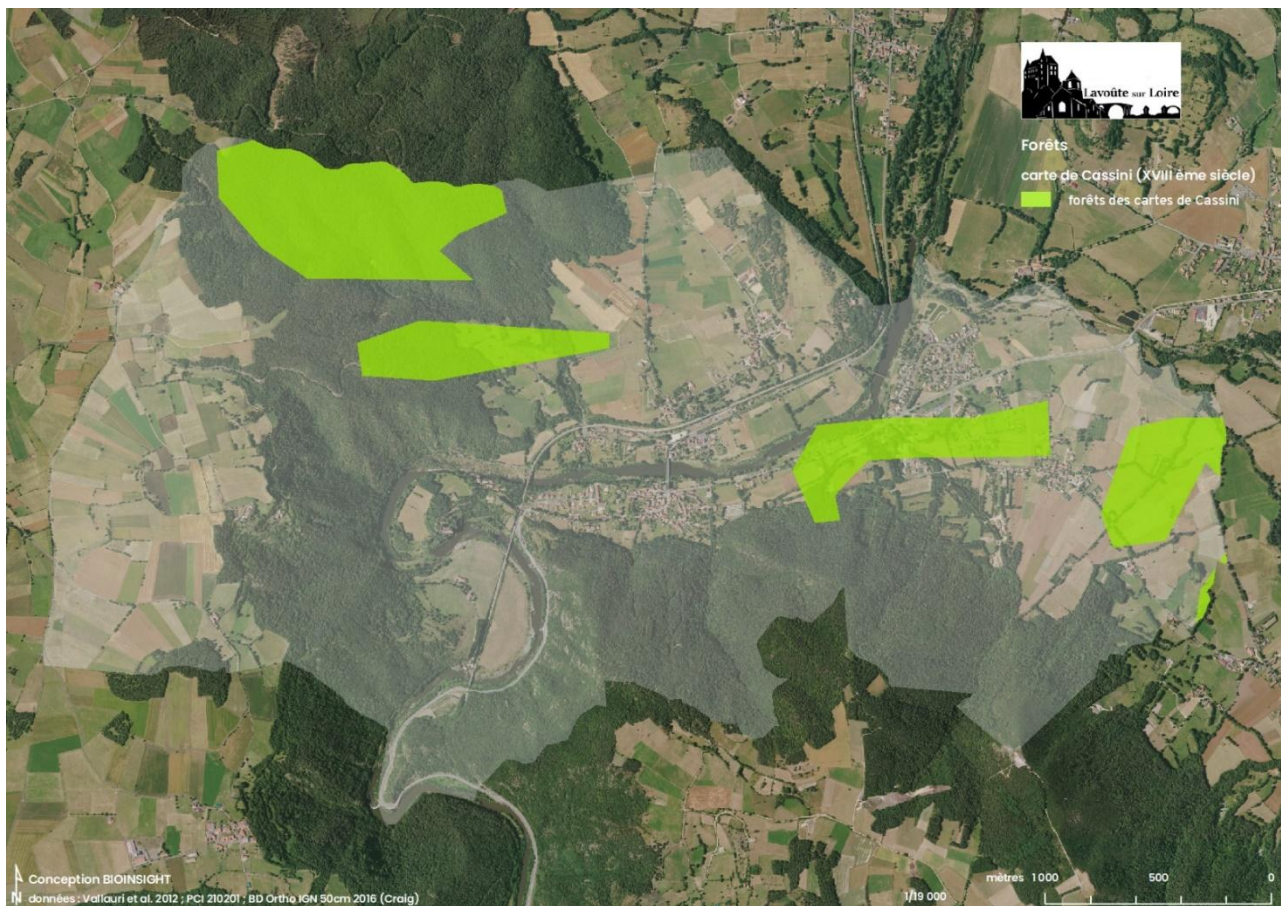


Zones humides hors inventaire Sage Loire Amont à Emblaves : remblais, et près d'Emblaves : drainage
(photos Luc Laurent)

2.4.1.3 Forêts : des protections des sols et des bassins versants

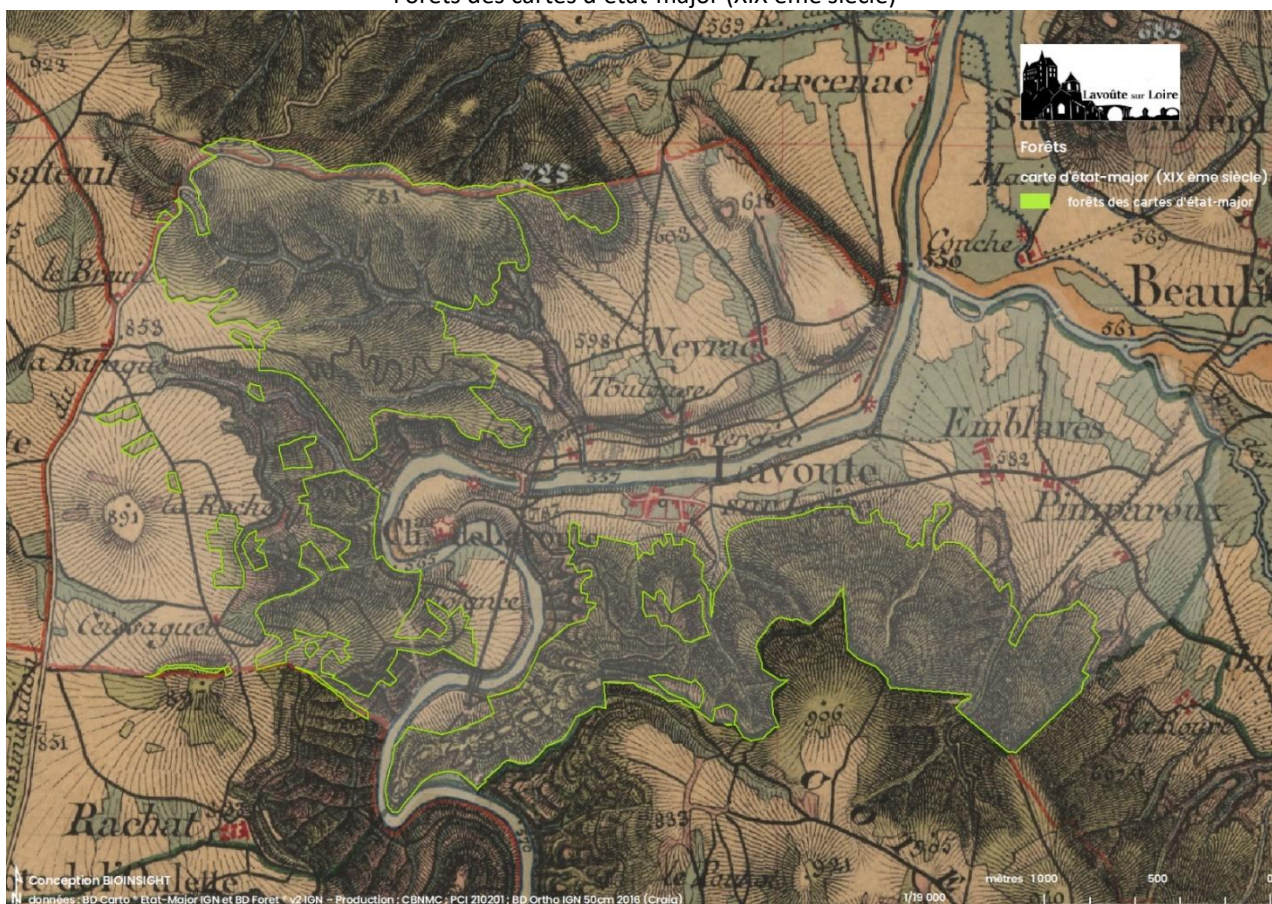
2.4.1.3.1 Forêts des cartes anciennes

Forêts des cartes de Cassini (XVIII ème siècle)



Grâce à la numérisation des cartes de Cassini dont les levés datent de la deuxième moitié du XVIII ème siècle le périmètre des forêts figurant sur ces cartes permettent de localiser facilement ces noyaux anciens au sein des forêts actuelles (Vallauri *et al.* 2012). Bien sûr, ces noyaux ont été relevés avant le minimum forestier de la première moitié du XIX ème siècle à une période où le défrichement était très important. Aussi certains noyaux anciens ont-ils pu être défrichés après les levés des cartes de Cassini, cultivés ou pâturés puis abandonnés et recolonisés par la forêt dans l'intervalle. Pourtant, il n'existe pas de tels exemples attestés sur de grandes surfaces (Vallauri *et al.* 2012).

Les forêts des cartes de Cassini totalisent 118,2 ha.

Forêts des cartes d'état-major (XIX^{ème} siècle)

Les cartes d'état-major furent réalisées au cours du minimum forestier de la première moitié du XIX^{ème} siècle, cela d'une façon très précise (Renaux & Villemey 2016). Sur les cartes d'état-major de Lavoûte-sur-Loire de nombreuses forêts sont représentées (BD Carto[®] Etat-Major IGN et BD Forêt[®] v2 IGN – Production : CBNMC) totalisant 356,7 ha. Cela concerne les bois de l'Argentièrre, de l'Arbouissé, de Brousse et de l'Emple ainsi que le bois Noir.

2.4.1.3.2 Peuplements actuels

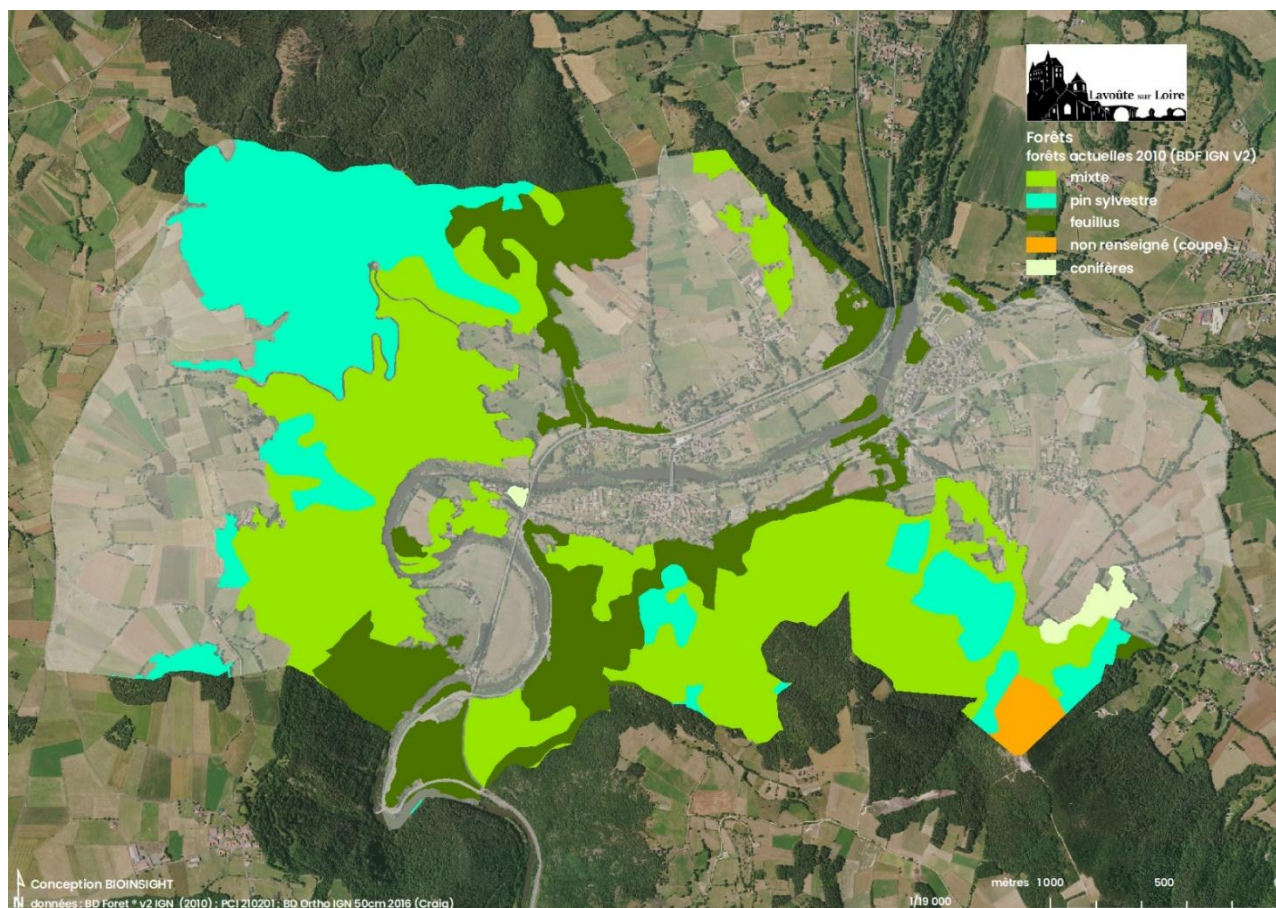
La forêt actuelle (forêt*) dont les ripisylves est cartographiée avec la BD Forêt IGN V2 2010 et totalise 500,30 ha (47,6 % du territoire). Elle est dominée par le pin sylvestre. Les plantations régulières de douglas ne sont pas relevées par la BD Forêt IGN V2, plantations présentes par exemple au Château-de-Lavoûte.

essence BD Forêts IGN V2 20 10	surface en hectares	proportion
Mixte	240,1	48
Pin sylvestre	137,25	27,4
Feuillus	110,63	22,1
NR	7,05	1,4
Conifères	5,28	1,1

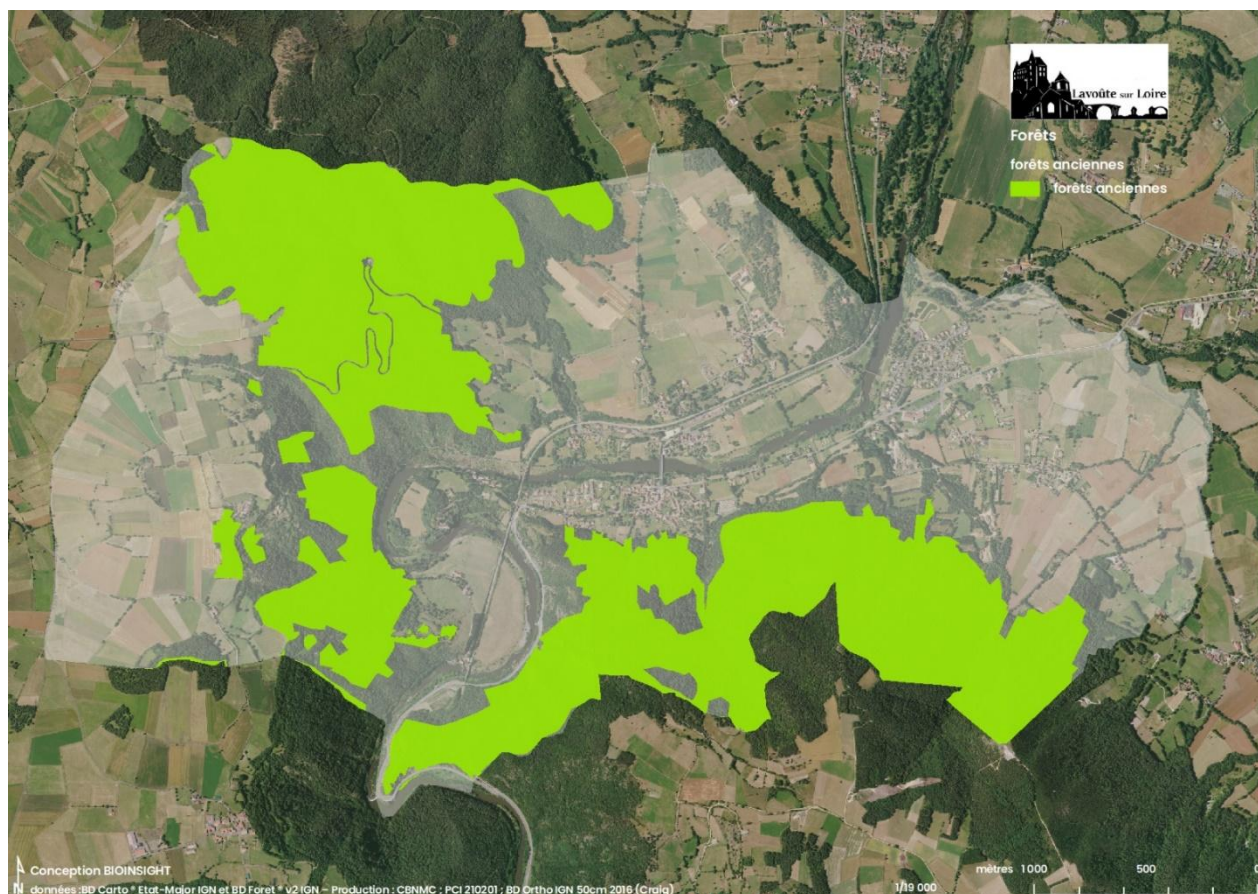
On y localise les 336,50 ha de forêts anciennes*, soit 67,3 % des forêts actuelles (2010) et 32,0 % du territoire, forêts qui sont donc rares et qui abritent une très riche biodiversité forestière, par exemple certaines espèces ne se rencontrent que dans les forêts anciennes.

La forêt de Lavoûte-sur-Loire est privée (pas de forêts publiques relevant du régime forestier*).

La commune n'est pas dotée d'une réglementation des boisements.



Plantation de douglas au Château de Lavoûte



Forêts anciennes au bois de Leyvert : forêt mixte, et à Ceyssaguet : pin sylvestre



Forêts anciennes au Champ Redon : mixte, et au bois Noir (photos Luc Laurent)



Forêts anciennes au Vernet et au bois Robert (photos Luc Laurent)

2.4.1.4 Haies et arbres isolés : des amortisseurs d'événements météorologiques extrêmes

Il convient de signaler la présence d'un réseau d'arbres isolés (291 ont été recensés) ainsi que de haies multistrates et basses.



Arbres isolés à Emblaves et aux Grandes Listes



Arbres isolés à Lachaud et à Veyrac (photos Luc Laurent)



Arbres isolés aux Barraques et à Saint-Vidard (photos Luc Laurent)



Haies basses au Rioule et à Lous Bens (photos Luc Laurent)



Haies multistrates au Crouzat et à La Garde (photos Luc Laurent)



Haies multistrates à Ceyssaguet à Champ Redon (photos Luc Laurent)

2.4.2 FLORE

413 espèces et sous-espèces de plantes ont été répertoriées à Lavoûte-sur-Loire (Pifh novembre 2021) : des plantes sans éléments conducteurs que sont les mousses (bryophytes) et des plantes avec éléments conducteurs (plantes vasculaires) que sont les fougères et prêles (ptéridophytes) ainsi que les plantes à fleurs et graines (spermaphytes).

Une espèce répertoriée est d'intérêt communautaire (européen), c'est-à-dire inscrite à l'annexe II¹, IV² ou V³ de la directive Habitats (DH) : perce neige *Galanthus nivalis* de l'annexe V (dernier recensement en 2010). Deux espèces sont protégées* nationalement, en annexe I : gagée des champs *Gagea villosa* (2011) et en annexe II : gratiolo officinale *Gratiola officinalis* (1816). Deux espèces sont protégées* régionalement : petit asaret *Asarina procumbens* (2007) et jonc de Gérard *Juncus gerardi* (1862).

Sept espèces exotiques envahissantes ont été répertoriées dont la renouée du Japon, le robinier et le conyze du Canada.



Perce neige (photo George Laroche) et gagée des champs (photo Michel Viallon)



Haies de tuya à la Roche et à Lachaud (photos Luc Laurent)

2.4.2.1 Haies de propriétés

Dans le cadre du chapitre sur la flore, il convient d'évoquer les haies délimitant les propriétés. En effet, ces éléments structurels linéaires se caractérisent souvent par une végétation qui se démarque du contexte local, cela à partir d'une végétalisation ornementale de références urbaine et pavillonnaire (tuyas, lauriers...) ou externe (cyprès) conduisant à une altération des hameaux avec pour corollaire une banalisation du territoire.

¹ Annexe II : espèces végétales ou animales d'intérêt communautaire dont la conservation nécessite la désignation de zones spéciales de conservation.

² Annexe IV : espèces végétales ou animales d'intérêt communautaire qui nécessitent une protection stricte.

³ Annexe V : espèces végétales ou animales d'intérêt communautaire dont le prélèvement dans la nature et l'exploitation sont susceptibles de faire l'objet de mesures de gestion.

2.4.3 FAUNE

De nombreuses espèces ont été répertoriées à Lavoûte-sur-Loire (LPO Auvergne novembre 2021) : oiseaux (131 espèces dont faucon pèlerin, milan royal, pie grièche écorcheur... pour lesquelles la nidification est certaine), mammifères (14 dont la loutre et le castor, espèces d'intérêt communautaire de l'annexe II de la directive Habitats), reptiles (6), amphibiens (6 dont le sonneur à ventre jaune espèces d'intérêt communautaire de l'annexe II), libellules (1), papillons de jour (44), papillons de nuit (7), insectes orthoptères (grillons, sauterelles...) (11), insectes hyménoptères (1) et insectes coléoptères (16).



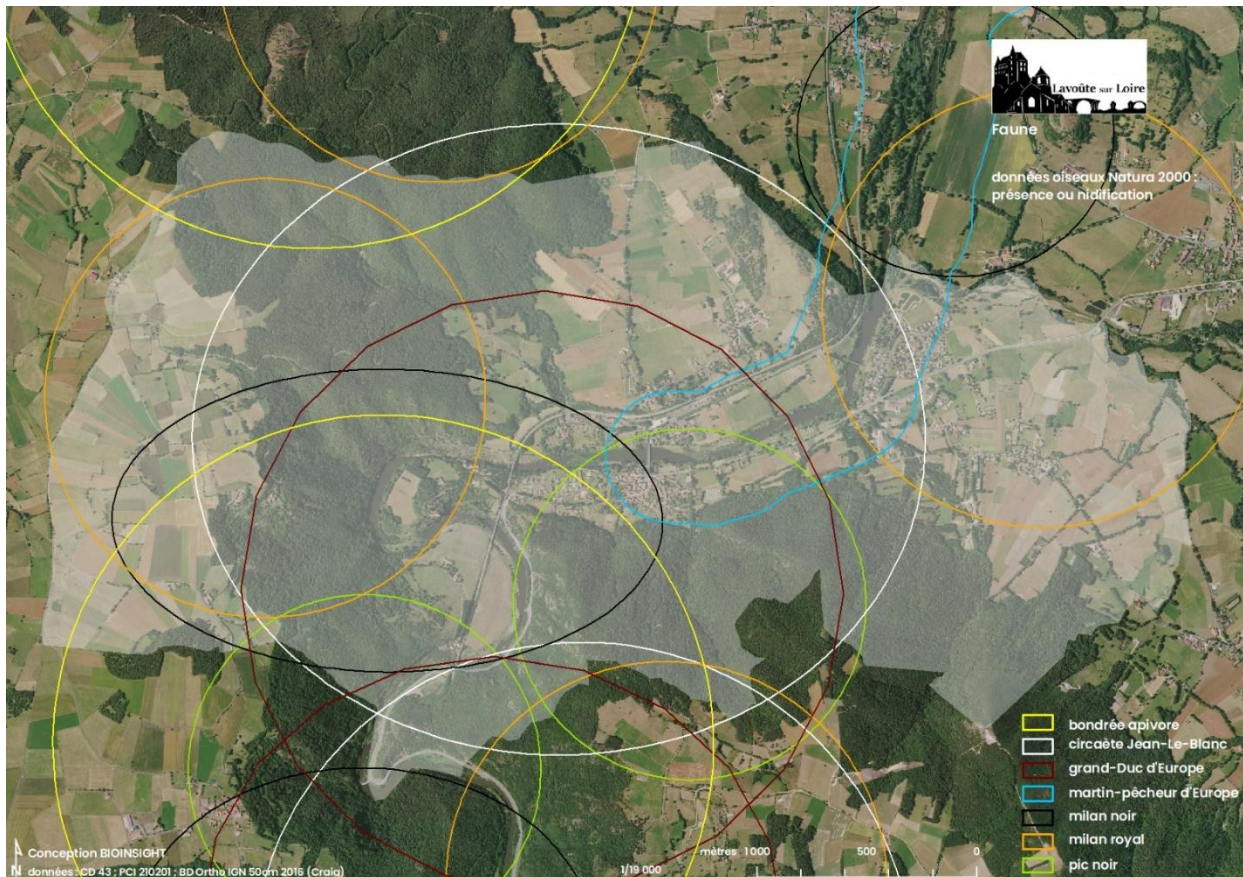
Circaète Jean-le-Blanc et chevêche d'Athéna (photos Gérard Lebaron)



Petit gravelot et chevalier guignette (photos Gérard Lebaron)



Sonneur à ventre jaune et grenouille rousse (photos Luc Laurent)



2.4.4 SYNTHÈSE : UNE RICHESSE À PRÉSERVER DANS LE CADRE DE LA TVB

Les données habitats naturels, flore et faune collectées et restituées dans ce chapitre ont pour premier objectif d'exposer la très grande richesse du vivant non humain parce qu'il fait partie du collectif de la commune de Lavoûte-sur-Loire. Il convient par conséquent de reconnaître ce vivant non humain et de le protéger pour lui-même avant toute vision sur sa valeur marchande ou ses services qu'il peut rendre.

La richesse en flore et faune incluant de nombreuses espèces protégées résulte de la grande diversité des habitats naturels générée par la diversité des habitats naturels. Cette mosaïque majeure d'habitats naturels est encore enrichie de ripisylves des affluents de la Loire et de forêts anciennes. C'est une telle diversité et densité d'habitats naturels accompagnées de son cortège de flore et de faune qui a d'ailleurs permis d'y définir de très nombreux zonages environnementaux.

Ce vivant non humain, c'est biodiversité, se concentre, toutefois, d'une façon spatiale dans des continuités écologiques dont le réseau constitue la trame verte et bleue (TVB) de Lavoûte-sur-Loire. C'est donc par l'outil TVB que le PLU de Lavoûte-sur-Loire va protéger réglementairement son vivant non humain.

2.5 QUALITÉ DE L'AIR

La qualité de l'air est en enjeu de type contrainte (pas de type atout) qui peut présenter une forte dimension spatiale. Il constitue aussi un élément d'appréciation du cadre de vie des habitants et concernant également l'exposition des populations dites « vulnérables ».

2.5.1 CONCENTRATIONS

Dans le cadre d'une élaboration de PLU, les principaux polluants atmosphériques réglementés traités sont les oxydes d'azote (NOX*), les particules fines en suspension (PM10* et PM2.5*) et l'ozone (O3*). En 2022, dans les zones habitées de Lavoûte-sur-Loire (valeurs repères) comme à l'échelle de la commune (cartes), les valeurs limites de la directive européenne ne sont pas dépassées pour ces polluants, ce qui n'est pas le cas pour les nouvelles valeurs guides 2021 de l'OMS (Organisation mondiale de la santé) dont les seuils sont plus bas (cas du NO2 et du PM2.5).

Valeurs repères - Lavoûte-sur-Loire

Année 2022					
Le tableau ci-dessous précise les valeurs minimales, maximales et moyennes relatives aux zones habitées de la commune afin d'être en lien avec les valeurs réglementaires des principaux polluants, définies pour la protection de la santé.					
Ces statistiques sont calculées à partir de la modélisation fine échelle. Les cartes associées sont consultables ici					
Polluant	Paramètre	Valeur min	Valeur moyenne	Valeur max	Valeur réglementaire à respecter
Dioxyde d'azote (NO ₂)	Moyenne annuelle	10	10	17	valeur limite annuelle : 40 µg/m³
Ozone (O ₃)	Nb J>120 µg/m³/8h (sur 3 ans)	9	10	11	valeur cible santé - 3 ans : 25 j
Particules fines (PM ₁₀)	Moyenne annuelle	12	12	13	valeur limite annuelle : 40 µg/m³
	Nb J>50 µg/m³	0	0	0	valeur limite journalière : 35 j
Particules fines (PM _{2,5})	Moyenne annuelle	6	7	8	valeur limite annuelle : 25 µg/m³

LA RÉGLEMENTATION EN AIR EXTÉRIEUR EN COURS DE RÉVISION

	Paramètre	Valeur réglementaire européenne actuelle	Seuils OMS 2021	Projet de révision Directive * Seuils visés en 2030
DIOXYDE D'AZOTE NO ₂	Moyenne annuelle	Valeur limite 40 µg/m³	10 µg/m³	20 µg/m³
PARTICULES PM10	Moyenne annuelle	Valeur limite 40 µg/m³	15 µg/m³	20 µg/m³
PARTICULES PM2,5	Moyenne annuelle	Valeur limite 25 µg/m³	5 µg/m³	10 µg/m³
OZONE O ₃	120 µg/m³ sur 8 heures	Valeur cible 25 jours par an	-	18 jours
	Nb de jours de dép. de la moy. glissante 100 µg/m³ sur 8 heures	-	3 jours par an	-



*Seuils envisagés par la Commission Européenne en octobre 2022





A l'échelle du département de la Haute-Loire, en 2023 :

« Concentrations moyennes :

- Aucun dépassement des valeurs réglementaires sur le département n'est observé.
- Au niveau des nouvelles valeurs recommandées par l'OMS, 97% des habitants sont exposés à un risque sanitaire pour les PM2.5, et 5% pour le NO2.
- Il n'y a pas de population ou d'écosystème exposé à un dépassement de la Valeur cible pour l'ozone.

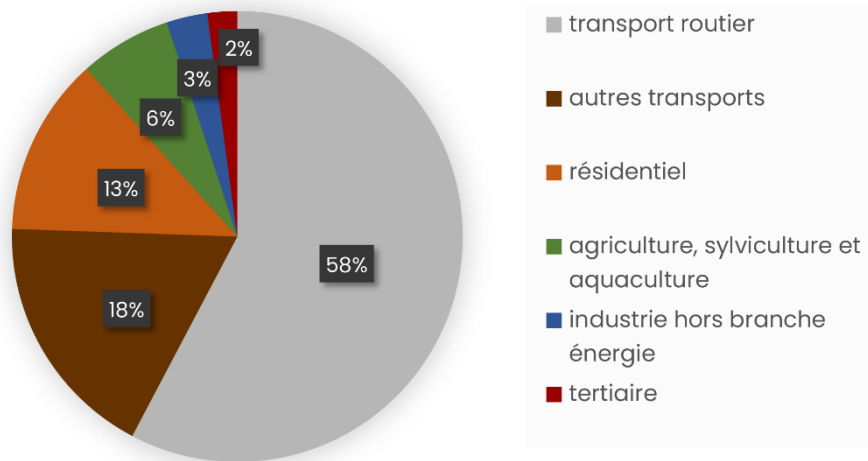
Activation du dispositif de vigilance :

- En 2023, aucune vigilance n'a été observée en Haute-Loire.
- L'année 2023 se distingue par un très faible nombre de jour de vigilance à l'ozone. Les jours de vigilance en 2023 sont associés uniquement aux particules fines. » (Bilan Atmo AURA Haute-Loire 2023).

2.5.2 ÉMISSIONS

2.5.2.1 Émissions d'oxyde d'azote (Nox) : le transport routier

Les émissions de Nox représentent 6,87 tonnes/an à Lavoûte-sur-Loire sur les 763,79 tonnes/an de la CAPV. Sur la commune, entre 2000 et 2018, l'évolution des émissions de Nox est à la baisse, à hauteur de – 49 % (13,40 tonnes en 2000). L'oxyde d'azote est émis lors de combustions, notamment des carburants fossiles.

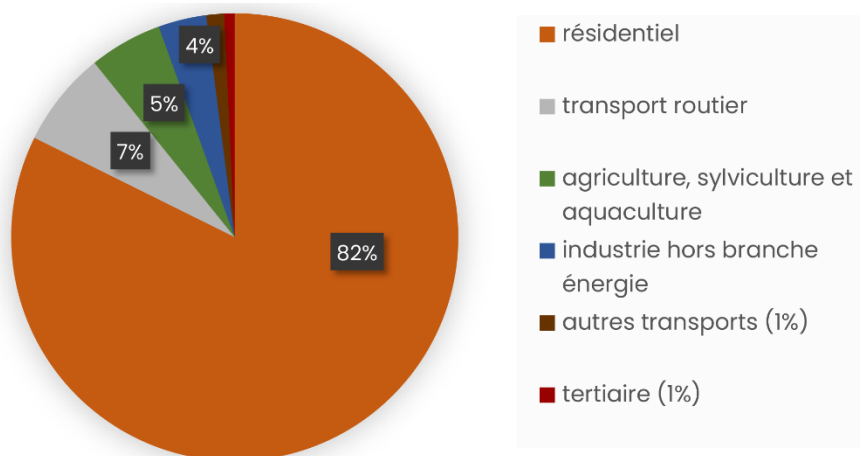


Émissions de NOx par secteur à Lavoûte-sur-Loire en % des tonnes émises (données : Orcaé, 2018)

L'oxyde d'azote est émis majoritairement par le secteur du transport : le transport routier émet 3,96 tonnes (soit 58 % des émissions de Nox de la commune) et les autres transports émettent 1,22 tonnes (soit 18 %). Viennent ensuite le secteur résidentiel à hauteur de 0,88 tonnes (soit 13 %) et le secteur de l'agriculture à hauteur de 0,45 tonnes (soit 6 %). L'industrie n'émet que 0,20 tonnes (soit 3 %) et le secteur tertiaire 0,15 tonnes (soit 2 %).

2.5.2.2 *Particules fines en suspension (PM 10 et PM 2.5) liées au secteur résidentiel*

Les émissions de PM 2.5 de la commune s'élèvent à 3,29 tonnes/an en 2018, mais sont en diminution de – 46 % par rapport aux émissions de l'année 2000 (6,08 tonnes en 2000). Les émissions de PM 2.5 de Lavoûte-sur-Loire sont faibles par rapport aux émissions de la Communauté d'agglomération (325,78 tonnes en 2018).



Émissions de PM 2.5 par secteur à Lavoûte-sur-Loire en % des tonnes émises (données : Orcaé, 2018)

Les émissions de PM 2.5 proviennent principalement du secteur résidentiel (2,71 tonnes, soit 82 % des émissions de PM 2.5 de la commune). Le reste des émissions sont partagées entre les émissions du transport routier (0,23 tonnes soit 7 %), de l'agriculture (0,17 tonnes soit 5 %), de l'industrie (0,11 tonnes soit 4 %), des autres transports (0,04 tonnes soit 1 %) et du tertiaire (0,02 tonnes soit 1 %).

Les émissions de PM 10 représentent 3,83 tonnes à Lavoûte-sur-Loire, sur les 446,86 tonnes émises par la CA du Puy en Velay. Les émissions de la commune diminuent de - 43 % depuis 2000 (6,68 tonnes pour 2000). Elles sont principalement dues au secteur résidentiel à hauteur de 2,76 tonnes, soit 72 % des émissions.

2.5.2.3 *Dimension spatiale*

Le NOx est le polluant dont la dimension spatiale est la plus forte puisqu'il émane du réseau viaire par le transport routier induit. Il se dégrade ensuite, ne se diffusant donc pas. C'est ainsi qu'au-delà de 125 m part et d'autre d'un axe routier, sa concentration passe sous les valeurs cibles.

2.6 DÉMARCHE TRAME VERTE ET BLEUE (TVB) DE PLU

2.6.1 PRINCIPES : APPROCHE ASCENDANTE, ÉCHELLES ET COMPOSANTES

La trame verte et bleue (TVB) est une réflexion d'aménagement qui « contribue à enrayer la perte de biodiversité, à maintenir et à restaurer ses capacités d'évolution » (*Décret n° 2019-1400 du 17 décembre adaptant les orientations nationales pour la préservation et le remise en bon état des continuités écologiques*).

La démarche TVB de PLU cherche ainsi à compenser la fragmentation et destruction des habitats naturels par le renforcement de la connexité, c'est-à-dire la qualité de ce qui relie par des liens physiques mais vivants aux différentes échelles spatiales et temporelles.

2.6.1.1 Approche ascendante

La démarche TVB d'un PLU relève donc fondamentalement d'une approche ascendante depuis l'échelle communale avec la définition des continuités écologiques et des coupures à l'urbanisation agricoles jusqu'aux échelles supérieures avec la satisfaction des documents supérieurs.

En effet, l'approche ascendante doit être complétée par une approche descendante de déclinaison dans le PLU des éléments d'échelle supérieure que sont les réservoirs de biodiversité d'échelle supérieure et les principes de connexion, ce qui peut exacerber en retour certaines coupures à l'urbanisation agricoles d'échelle communale devenant ainsi aussi d'échelle supérieure.

2.6.1.2 Continuités écologiques

En effet, c'est bien sûr l'échelle d'une commune qu'il faut tout d'abord considérer puisque sa biodiversité spatiale concrète la plus riche y détermine les continuités écologiques qui « comprennent des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques » (R371-19 du Code de l'environnement). La démarche TVB de PLU va ainsi définir du 1/500 au 1/3 000 (sur fond cadastral) les continuités écologiques puis les hiérarchiser au regard de leur richesse en biodiversité et de leur étendue spatiale (un fleuve passant dans une commune sera défini comme une continuité écologique majeure de la commune). Dans le cadre de cette démarche, c'est l'approche « habitats naturels » à très forte dimension spatiale qui est donc privilégiée, l'approche « espèces » en bénéficiant ensuite.

2.6.1.3 Coupures à l'urbanisation agricoles

Les coupures à l'urbanisation agricoles sont des surfaces généralement agricoles resserrées et délimitées entre deux tissus urbains car préservées d'une urbanisation linéaire dont la connexité doit être, toutefois, démontrée. En effet, une telle coupure à l'urbanisation agricole n'est généralement pas porteuse d'une biodiversité spatiale ni est un corridor écologique qui par essence est un habitat naturel connectant d'autres habitats naturels (Beier & Noss 1998, Burel & Baudry 1999), ce qu'est justement une continuité écologique à l'instar d'un cours d'eau, d'une haie ou d'un réseau discontinu de forêt présumée ancienne, de mare ou d'arbre isolé.

Quoi qu'il en soit, le maintien des coupures à l'urbanisation agricole pour la connexité d'une commune s'inscrit également dans une réflexion générale d'urbanisme sur la compacité de l'enveloppe urbaine et sur l'objectif zéro artificialisation nette (ZAN).

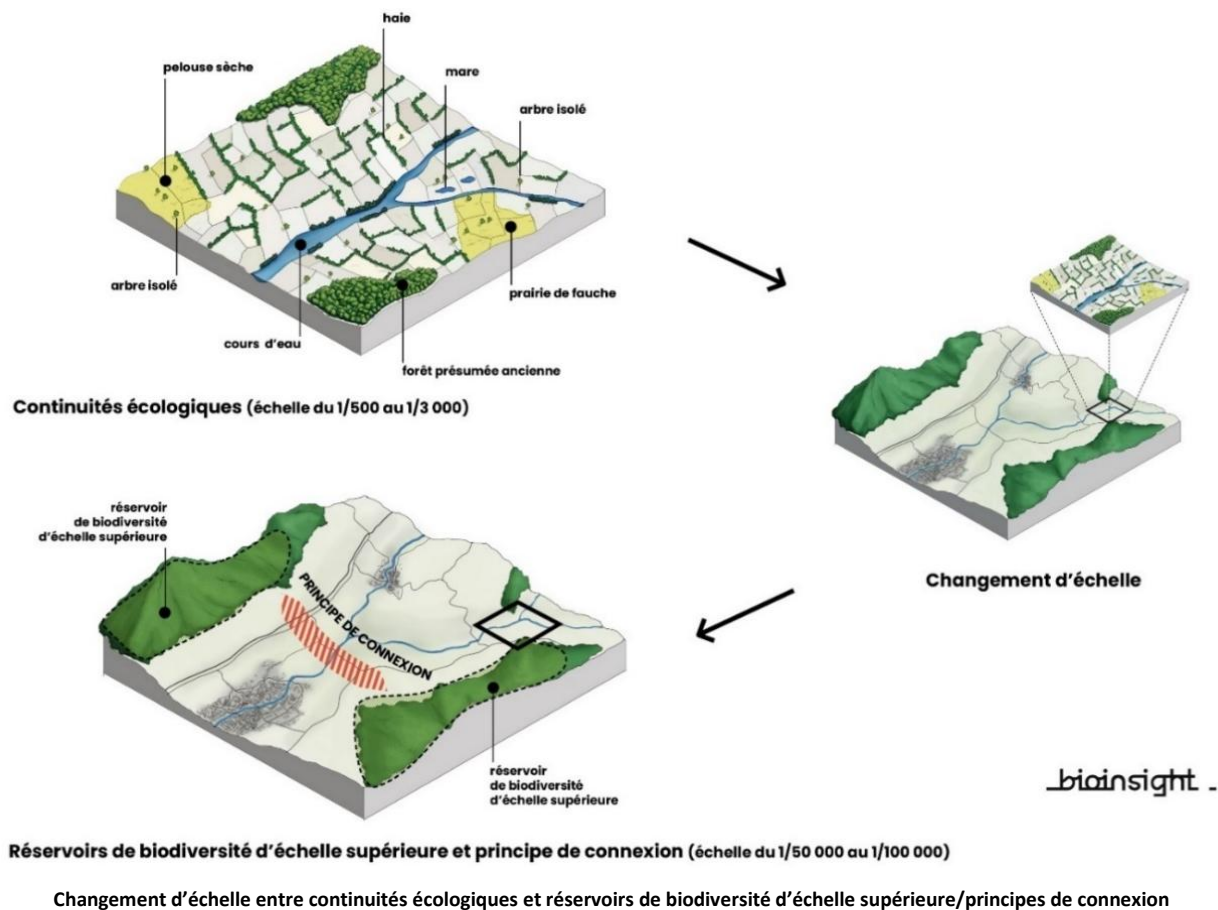
2.6.1.4 Fragmentations et ouvrages

Les structures de fragmentation franchissables ou infranchissables (autoroutes, routes, voies ferrées, clôtures, barrages, seuils...) relèvent de la connexité d'une commune aux différentes échelles spatiales, spécialement à l'échelle supérieure pour des infrastructures majeures et infranchissables. Elles sont également à traiter souvent au-delà du projet PLU par des aménagements spécifiques tels que la création de passages à faune d'échelle supérieure, voire la suppression de certains obstacles tels que des seuils en rivière.

2.6.1.5 Réservoirs de biodiversité d'échelle supérieure et principes de connexion

A une échelle supérieure, dans de larges surfaces peu fragmentées localisées entre des réservoirs de biodiversité d'échelle supérieure que sont des zonages environnementaux tels que Znieff de type 1, sites Natura 2000..., des flèches abstraites, voire spéculatives, dénommées à tort « corridors » sont représentées au 1/100 000 dans les schémas régionaux de cohérence écologique (SRCE) et au 1/50 000 dans les schémas de cohérence territoriale (SCoT).

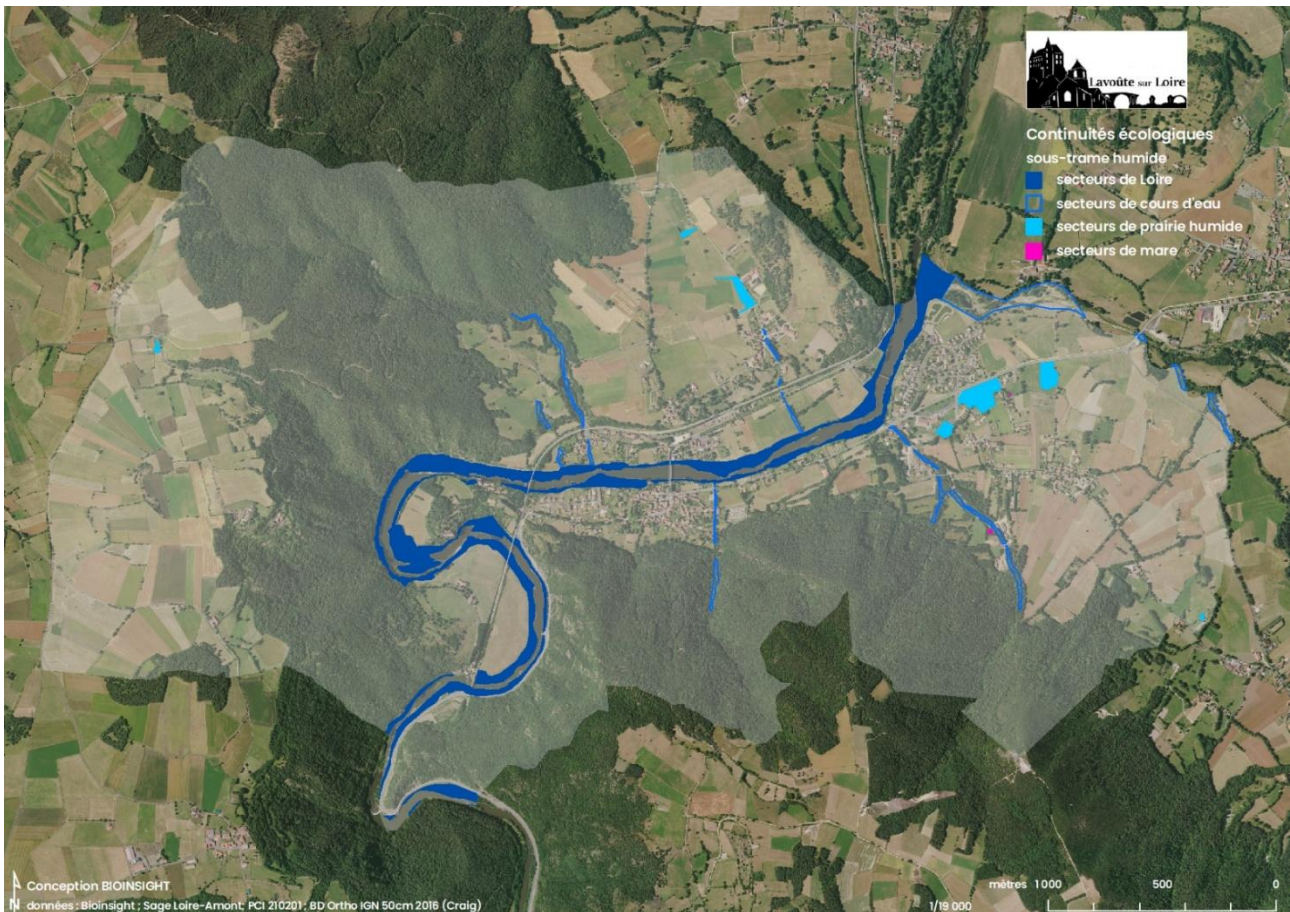
Ces flèches figurent à l'évidence des principes de connexion, c'est-à-dire des principes de non-augmentation de fragmentation qui visent le très long terme.



2.6.2 DÉMARCHE TVB DE PLU DE LAVOÛTE-SUR-LOIRE : CONTINUITÉS ÉCOLOGIQUES

Les continuités écologiques de Lavoûte-sur-Loire sont réparties en trois sous-trames :

- 1 sous-trame humide : Loire, cours d'eau, prairies humides et mares ;
- 2 sous-trame forestière : forêt présumée ancienne ;
- 3 sous-trame bocagère : arbres isolés et haies.



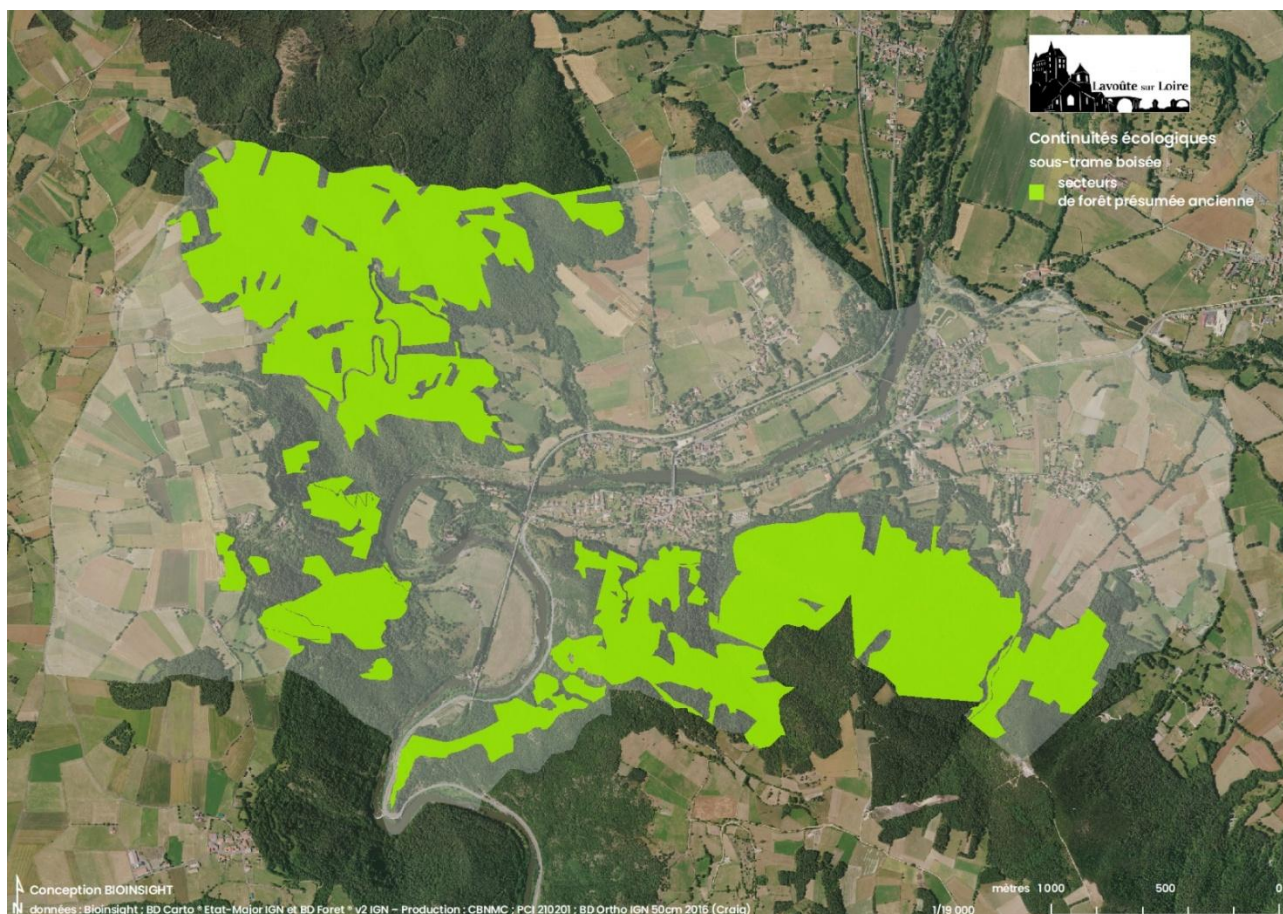
La TVB favorise ainsi l'adaptation aux changements climatiques d'un territoire puisque les zones humides deviennent maintenant des réservoirs d'eau (canicule, inondation...), les haies ainsi que les arbres isolés des amortisseurs d'événements météorologiques extrêmes (fortes pluies, canicules, vents...), les forêts des protections des sols et des bassins versants, les pelouses sèches et prairies des ouvertures paysagères... Une TVB porte effectivement une dimension paysagère parce que les continuités écologiques présentent un aspect esthétique, renvoyant, de surcroît, à une appartenance locale, voire à une identité territoriale.

2.6.2.1 Sous-trame humide : Loire, cours d'eau, prairies humides et mares

Cette sous-trame regroupe des continuités écologiques humides de Lavoûte-sur-Loire puisque humides, en premier lieu les secteurs de la Loire de la continuité écologique majeure de la commune que constitue la Loire tant par sa richesse en biodiversité que son étendue spatiale. Ensuite, ce sont les secteurs des cours d'eau affluents de la Loire avec leurs ripisylves*. Cette sous-trame humide regroupe également les secteurs de prairie humide* et de mare* (deux mares recensées).

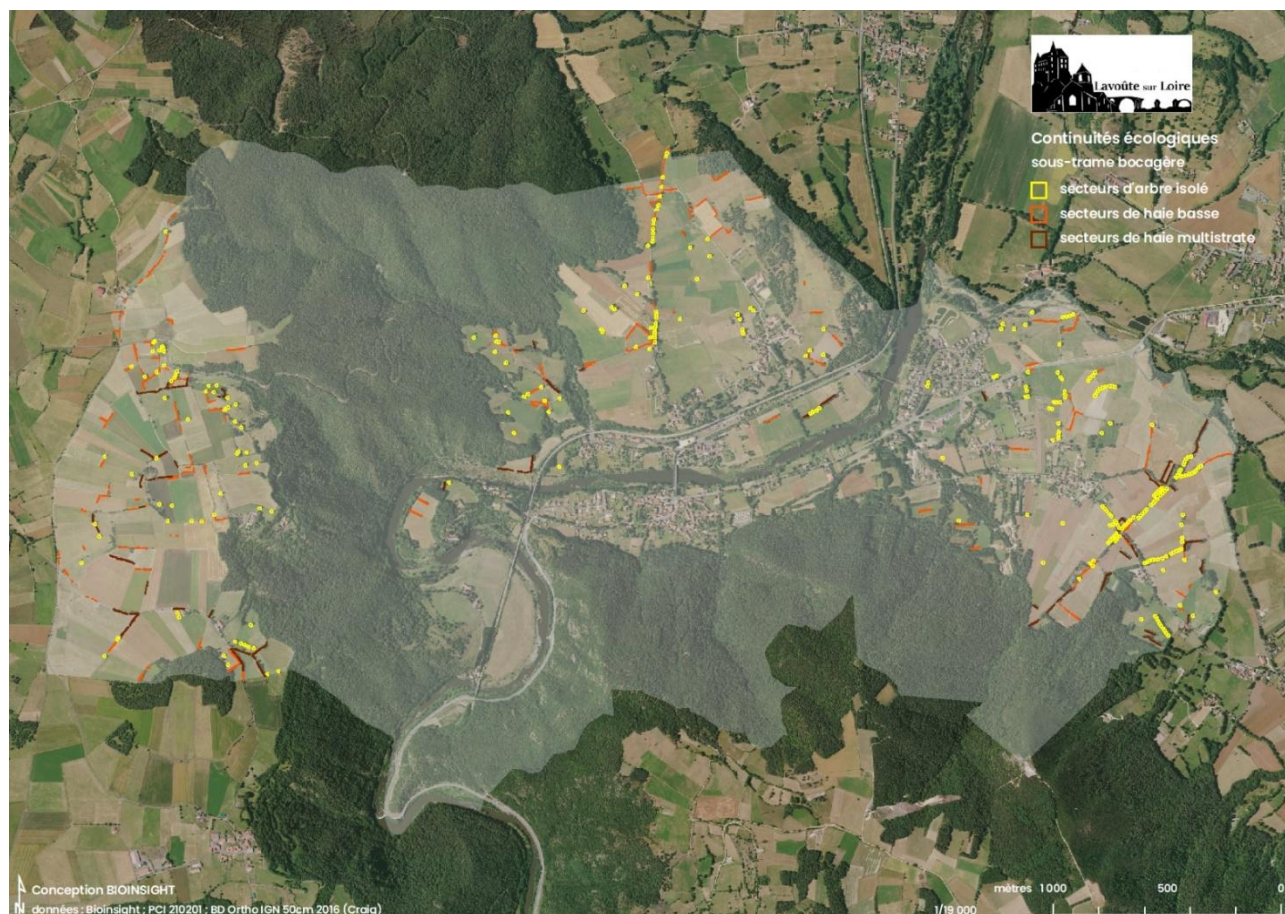
2.6.2.2 Sous-trame forestière : forêts présumées anciennes

Les secteurs de forêt présumée ancienne* totalisent 269,65 ha, soit 53,9 % des 500,30 ha de la superficie des forêts actuelles du territoire.



2.6.2.3 *Sous-trame bocagère : arbre isolés et haies*

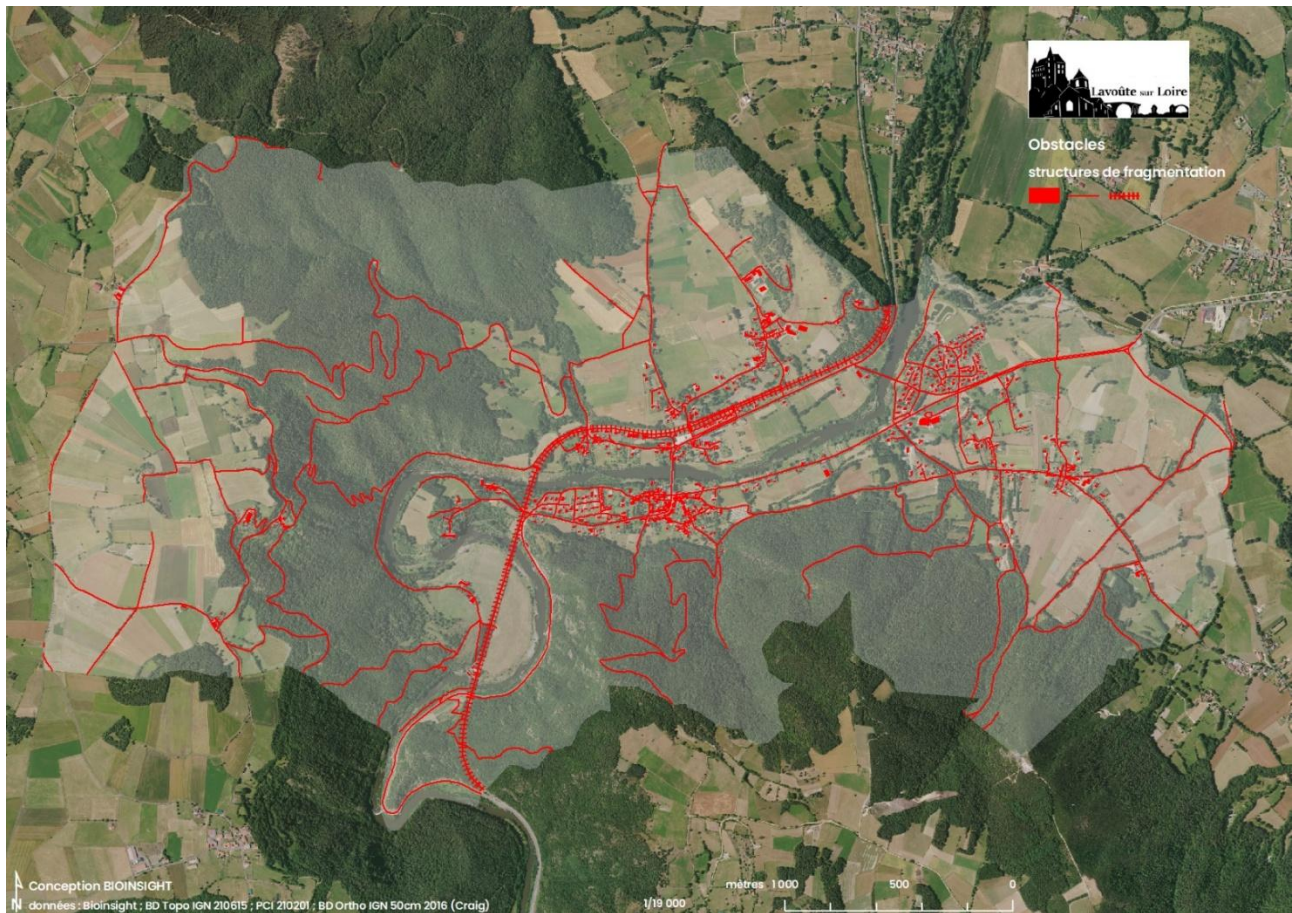
Un réseau d'arbre isolé* (291 arbres isolés ont été recensés) et de haie* basse (taillée des trois côtés) et multistratale (dont strate arborée) est présent.



2.6.3 COUPURES À L'URBANISATION AGRICOLES

L'évolution de Lavoûte-sur-Loire entre les années 1866, 1953, 2000, 2010, 2020 et 2022 montre les coupures à l'urbanisation et la fragmentation par les structures suivantes :

- formes urbaines de type habitat continu, habitat individuel diffus et habitat individuel identique (tissus pavillonnaires dont les clôtures des propriétés sont le plus souvent infranchissables) ;
- réseau routier : RD103, RD7 et RD25 (franchissable) ;
- voie ferrée (franchissable).



2.6.4 RÉSERVOIRS DE BIODIVERSITÉ D'ÉCHELLE SUPÉRIEURE ET PRINCIPES DE CONNEXION

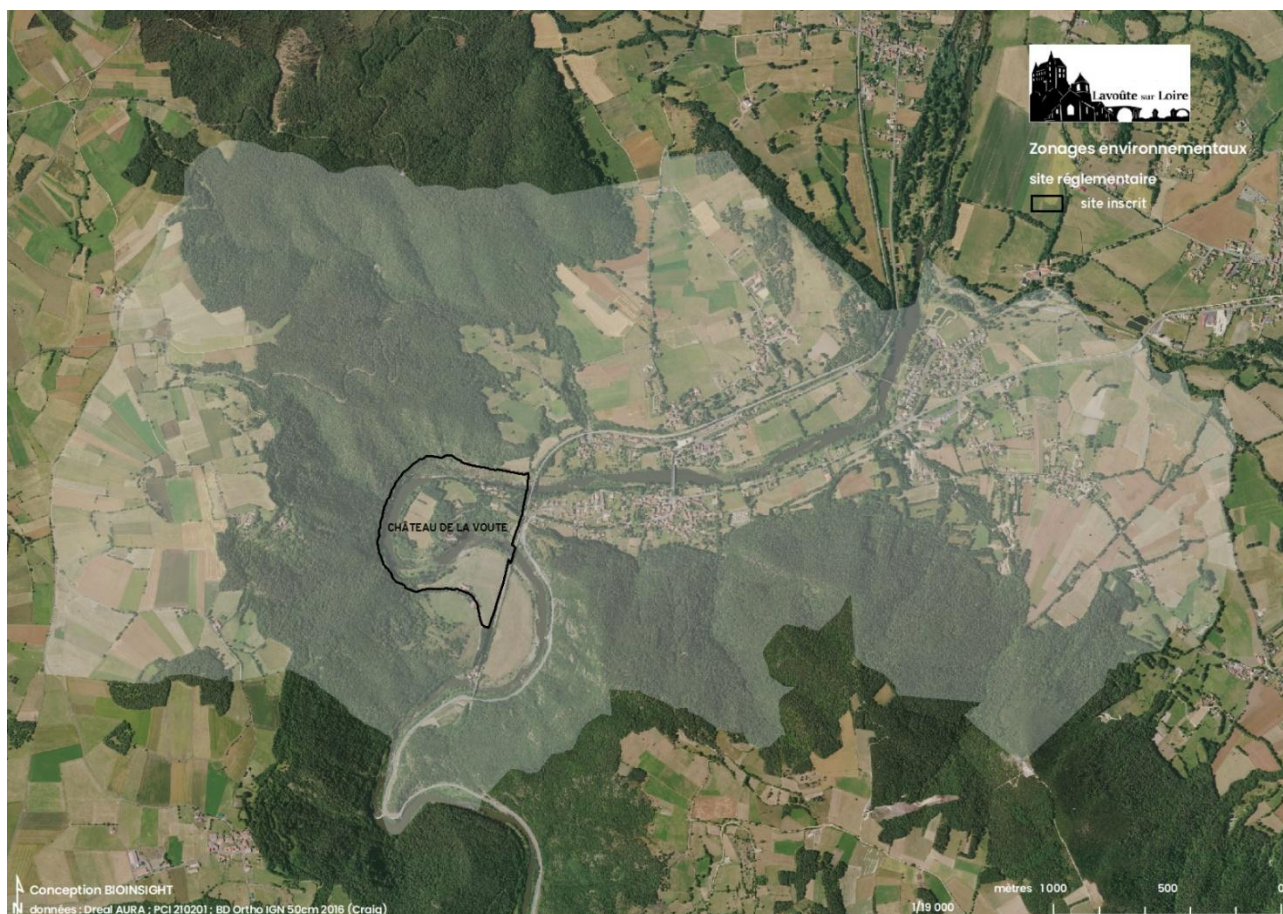
2.6.4.1 Réservoirs de biodiversité d'échelle supérieure

Grâce à sa forte biodiversité, Lavoûte-sur-Loire participe à trois types de zonages environnementaux :

- zonage réglementaire : site inscrit* *Château de Lavoûte* ;
- zonage européen Natura 2000* : une zone de protection spéciale (ZPS) relevant de la directive Oiseaux ;
- zonage national d'inventaire : quatre zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type* 1 et trois Znieff de type 2.

2.6.4.1.1 Site inscrit : *Château de Lavoûte*

Le site a été inscrit le 17 septembre 1956.



2.6.4.1.2 Natura 2000 : ZPS Gorges de La Loire

La ZPS *Gorges de La Loire* fut désignée par l'arrêté ministériel du 2 avril 2006. D'une superficie de 58 709,70 ha, elle résulte de la contribution de 51 communes dont celle de Lavoûte-sur-Loire pour 1019,14 ha, soit 97 % de son territoire.



Le document d'objectifs (Docob) du site Natura 2000 ZPS *gorges de La Loire* a été élaboré par le conseil général de la Haute-Loire (CG43 2013abc). La ZPS est fréquentée par 39 espèces d'oiseaux d'intérêt communautaire de l'annexe I de la directive Oiseaux :

- quatre espèces à la fois nicheuses (N), migratrices (M) et hivernantes (H) ;
- trois espèces nicheuses sédentaires (NS) ;
- dix espèces nicheuses et migratrices ;
- 19 espèces strictement migratrices, dont 2 pour lesquelles leur migration via les gorges de la Loire semble accidentelle ;
- une espèce erratique (E) ;
- deux espèces qui peuvent potentiellement fréquenter le site (P), voire y nicher (N?P).

Code Natura 2000	Nom vernaculaire	Nom scientifique	Présence	Statut juridique en France	Liste rouge Monde (UICN)	Liste rouge Europe nicheurs (Birdlife 2004)	Liste rouge France (MNHN)	Liste rouge Auvergne nicheurs	Espèce déterminante migration Auvergne	Espèce déterminante hivernage Auvergne
Grands échassiers										
A023	Héron bihoreau gris	<i>Nycticorax nycticorax</i>	N, M	P	LC	DP		VU		
A026	Aigrette garzette	<i>Egretta garzetta</i>	N, M	P	LC			VU	X	
Rapaces diurnes										
A082	Busard Saint-Martin	<i>Circus cyaneus</i>	N,M,H	P	LC	DP		VU		X
A103	Faucon pèlerin	<i>Falco peregrinus</i>	N,M,H	P	LC	S		VU		X
A074	Milan royal	<i>Milvus milvus</i>	N,M,H	P	NT	D	VU	VU		X
A072	Bondrée apivore	<i>Pernis apivorus</i>	N,M	P	LC	(S)		DD		
A073	Milan noir	<i>Milvus migrans</i>	N,M	P	LC	(VU)		NT	X	
A080	Circaète Jean-le-Blanc	<i>Circaetus gallicus</i>	N,M	P	LC	(R)		VU		
A084	Busard cendré	<i>Circus pygargus</i>	N,M	P	LC	S	VU	VU		
A092	Aigle botté	<i>Hieraaetus pennatus</i>	N,M	P	LC	(R)	VU	VU		
A091	Aigle royal (Potentiel)	<i>Aquila chrysaetos</i>	P	P	LC	R	VU	RE		
Rapaces nocturnes										
A215	Hibou grand-duc	<i>Bubo bubo</i>	NS	P	LC	(DP)		VU		
Passereaux										
A246	Alouette lulu	<i>Lullula arborea</i>	N,M,H	P	LC	DP		DD		X
A338	Pie-grièche écorcheur	<i>Lanius collurio</i>	N,M	P	LC	(DP)		DD		
A379	Bruant ortolan	<i>Emberiza hortulana</i>	N,M	P	LC	(DP)	VU	VU	X	
A302	Fauvette pitchou	<i>Sylvia undata</i>	N? P	P	NT	(DP)		VU		
Autres espèces										
A224	Engoulevent d'Europe	<i>Caprimulgus europaeus</i>	N,M	P	LC	(DP)		NT		
A229	Martin-pêcheur d'Europe	<i>Alcedo atthis</i>	NS	P	LC	DP		NT		
A236	Pic noir	<i>Dryocopus martius</i>	NS	P	LC	S		DD		

Les 19 espèces nicheuses parmi les 39 espèces d'intérêt communautaire de l'annexe I de la directive Oiseaux

Le projet de PLU de Lavoûte-sur-Loire est concerné par les objectifs de développement durable définis dans le Docob, spécialement les objectifs :

- préserver des milieux diversifiés riches en ressources alimentaires pour les oiseaux ;
- respecter et favoriser la dynamique naturelle des cours d'eau (eau, sédiments, végétation).

Enjeu	Objectif développement durable	Objectif opérationnel	Action	Activités concernées
Préserver les populations d'espèces d'intérêt communautaire	Limiter la mortalité des oiseaux par destruction directe	Limiter les collisions et les électrocutions sur les lignes électriques	G1 : Sécuriser le réseau électrique	-
		Limiter les traitements	G2 : Limiter l'utilisation de biocides contre les espèces qualifiées de "ravageurs"	Agriculture
		Assurer la préservation des nids	G3 : Limiter les travaux d'entretien des milieux couverts pendant la période de nidification	Agriculture
			G4 : Limiter les travaux d'entretien des boisements et des éléments paysagers en période de reproduction	Agriculture, Sylviculture
			G5 : Protéger les nids de Buzard cendré et Saint Martin	Agriculture
	Limiter le dérangement des oiseaux	Limiter le dérangement par les activités de loisirs en période de reproduction	G6 : Limiter les activités de pleine nature aux abords des zones de nidification	Activités de loisirs
		Limiter les dessertes et les travaux forestiers en période de reproduction	G7 : Limiter l'ouverture et la fréquentation des pistes forestières aux abords des zones de nidification	Sylviculture, Activités de loisirs
			G4 : Limiter les travaux d'entretien des boisements et des éléments paysagers en période de reproduction	Agriculture, Sylviculture
	Préserver et maintenir les habitats et les ressources alimentaires des espèces d'intérêt communautaire	Préserver et restaurer les milieux agropastoraux riches en graines et en proies (insectes, micromammifères...)	G8 : Maintenir et promouvoir la gestion pastorale raisonnée des milieux à forte valeur écologique pour les oiseaux	Agriculture
			G9 : Limiter l'ordonnancement des milieux agropastoraux à forte valeur écologique pour les oiseaux par débroussaillage et/ou gredoyage	Agriculture
			G10 : Maintenir et promouvoir la gestion extensive par fauche des prairies naturelles riches en fleurs	Agriculture
			G11 : Raisonner l'utilisation des fertilisants et des amendements limitant la biodiversité des milieux	Agriculture
			G12 : Privilégier une gestion raisonnée des forêts	Sylviculture
		Favoriser des forêts riches en arbres de reproduction et en insectes	G13 : Conserver des peuplements forestiers à un stade mature	Sylviculture
			G14 : Promouvoir la préservation de bois morts dans les milieux forestiers	Sylviculture
			G15 : Promouvoir la non-intervention volontaire des zones difficilement accessibles	Sylviculture
		Favoriser les milieux de transition et les corridors écologiques	G16 : Préserver et restaurer les éléments linéaires et ponctuels du paysage	Agriculture, Sylviculture
			G15 : Promouvoir la non-intervention volontaire des zones difficilement accessibles	Agriculture, Sylviculture
		Préserver et restaurer les zones humides et les plans d'eau	G8 : Maintenir et promouvoir la gestion pastorale raisonnée des milieux à forte valeur écologique pour les oiseaux	Agriculture
			G11 : Raisonner l'utilisation des fertilisants et des amendements limitant la biodiversité des milieux	Agriculture
			G17 : Améliorer la fonctionnalité des zones humides	Agriculture
		Favoriser la disponibilité de ressources alimentaires adaptées aux charognards	G21 : Développer la mise en place de placettes de nourrissage pour les charognards	Agriculture
	Respecter et favoriser la dynamique naturelle des cours d'eau (eau, sédiments, végétation)	Préserver et restaurer la continuité écologique et sédimentaire	G18 : Préserver et restaurer la diversité et la dynamique hydromorphologique des cours d'eau	-
		Préserver les berges des cours d'eau et leur végétation (forêts alluviales, ripisylve, végétation herbacée)	G18 : Préserver et restaurer la diversité et la dynamique morphologique des cours d'eau	-
			G19 : Conserver et restaurer la végétation des berges	Agriculture, Sylviculture
			G20 : Limiter l'impact des usagers sur l'érosion des berges	Agriculture, Sylviculture, Activités de loisirs

Objectifs de développement durable les plus directement concernés un document d'urbanisme (G : action de gestion)

Afin de montrer les incidences potentielles sur la ZPS *gorges de la Loire*, il convient de rappeler les programmes, projets, manifestation et interventions (ne relevant pas d'un régime administratif d'autorisation, d'approbation ou de déclaration au titre d'une législation ou réglementation distincte de Natura 2000) devant faire l'objet d'une évaluation des incidences Natura 2000 (arrêté préfectoral n° 2014-267 du 12 septembre 2014) :

- création de voie forestière pour des voies permettant le passage de camions grumiers ;
- création de place de dépôt de bois pour les places nécessitant une stabilisation du sol ;
- aménagement d'un parc d'attraction ou d'une aire de jeux et de sports d'une superficie inférieure ou égale à deux hectares.

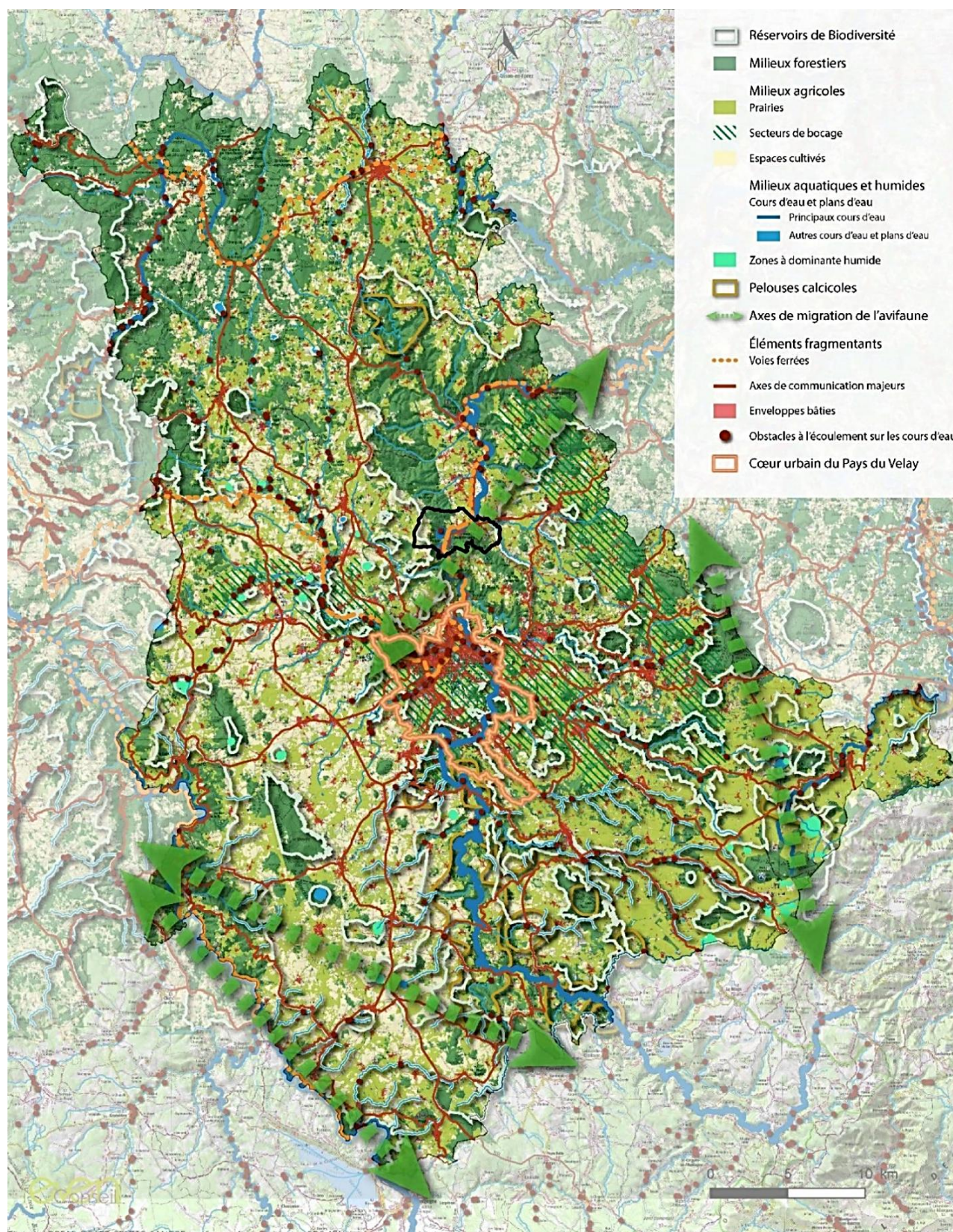
2.6.4.1.3 Zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique (Znieff)

Lavoûte-sur-Loire contribue à deux Znieff* de type 1 et à deux Znieff de type 2.



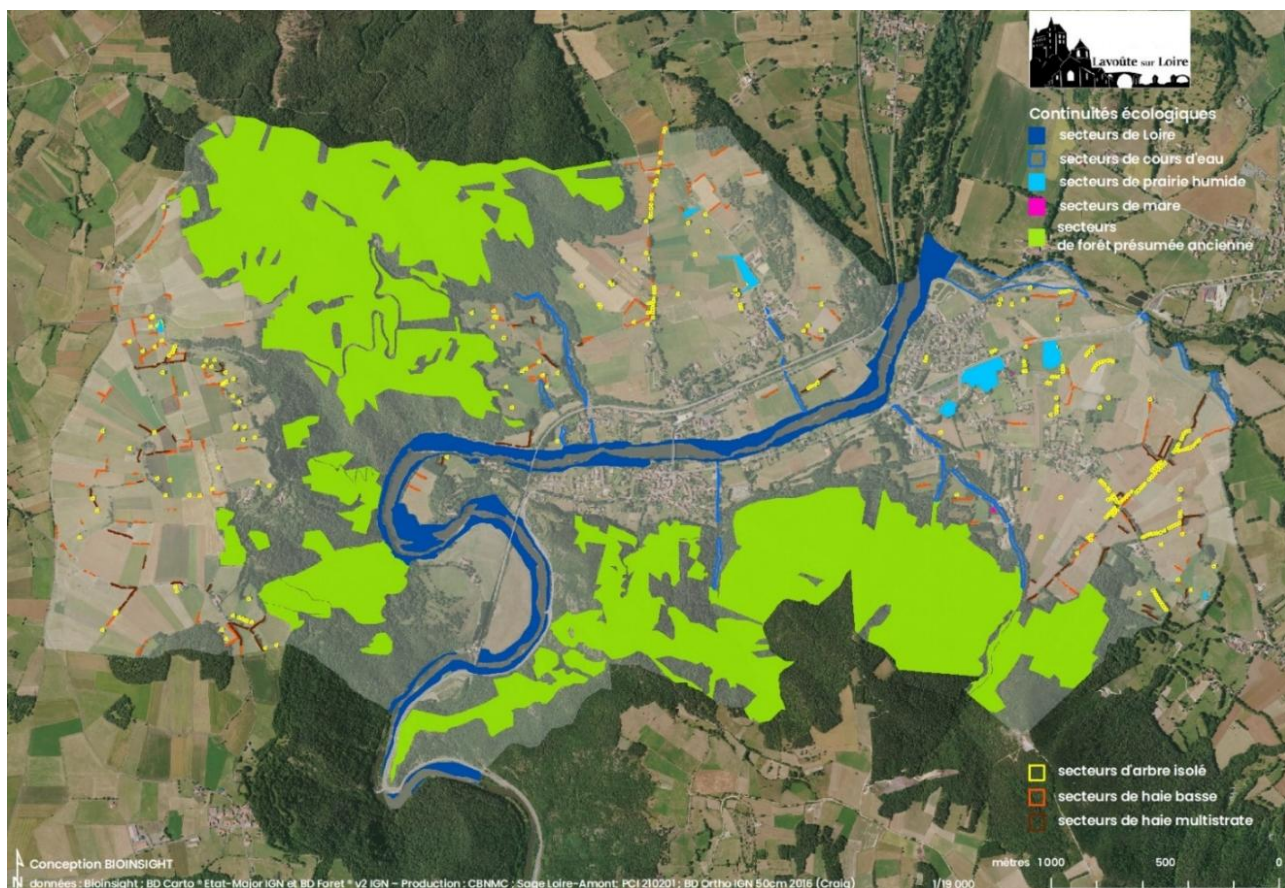
2.6.4.2 Principe de connexion : SCoT du Pays du Velay

Une carte des réservoirs de biodiversité et de la fonctionnalité écologique a été définie par le SCoT du Pays du Velay approuvé le 3 septembre 2018. Le SCoT prescrit la prise en compte à une échelle locale des réservoirs de biodiversité d'échelle supérieure dans les documents d'urbanisme locaux. Un axe de migration de l'avifaune (oiseaux) concerne Lavoûte-sur-Loire.



2.5.6 TVB DE LAVOÛTE-SUR-LOIRE : CONTINUITÉS ÉCOLOGIQUES ET COUPURE À L'URBANISATION

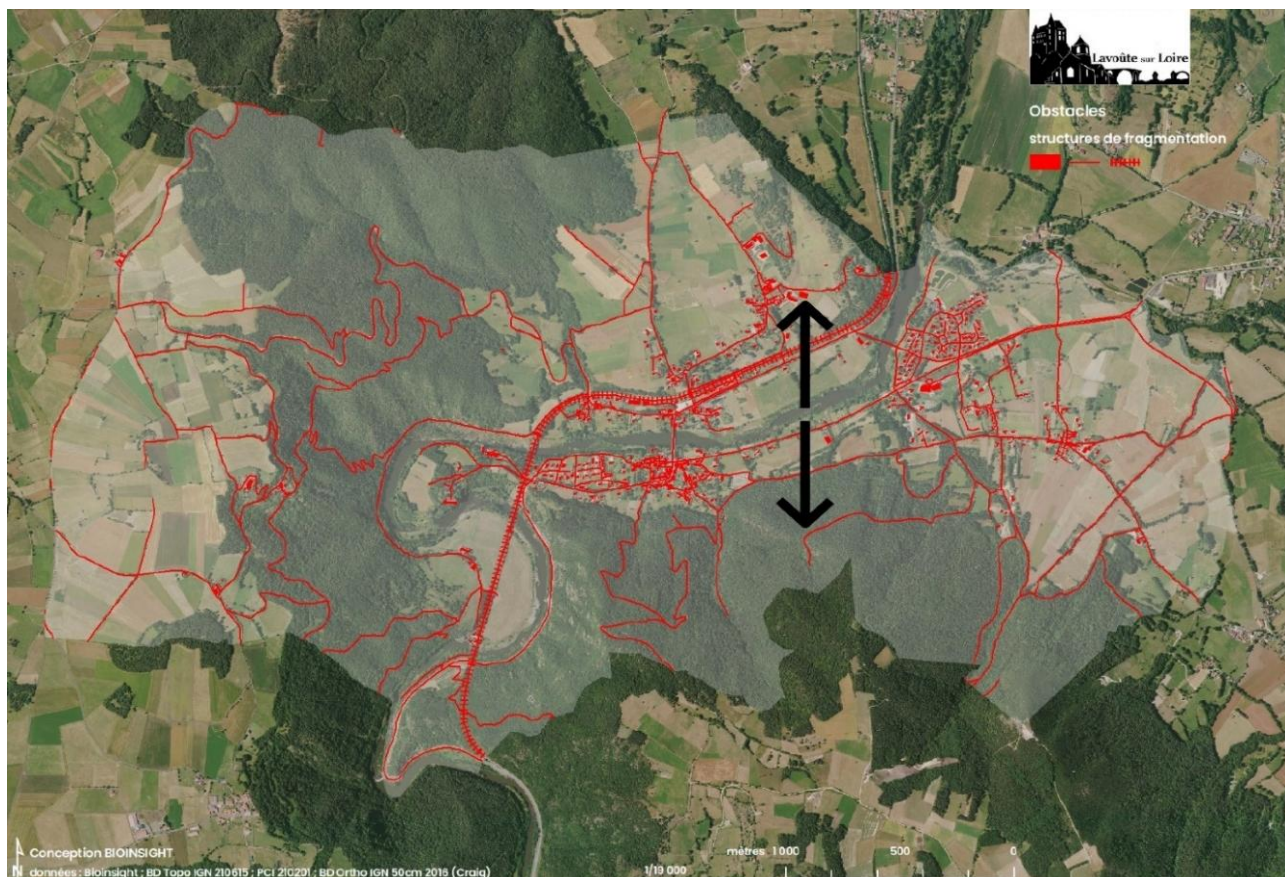
La TVB de Lavoûte-sur-Loire relève tout d'abord de ses continuités écologiques dont celles localisées dans les zonages environnementaux (Natura 2000 et Znieff). C'est donc bien ces continuités écologiques qu'il convient de repérer et de protéger dans les règlements graphique et écrit du projet de PLU.



Ensuite, la TVB repose sur le réservoir de biodiversité d'échelle supérieure majeur que constitue la vallée de la Loire, l'axe Loire constituant une « colonne vertébrale » pour la trame bleue régionale (SRCE).

Enfin, la TVB doit intégrer un principe de connexion nord-sud qui concerne l'urbanisation linéaire le long de la Loire. Pour cela, une coupure à l'urbanisation doit y être instituée à la Condamine.

En revanche, les obstacles que constituent les structures de fragmentation sont à considérer au-delà du projet PLU par des aménagements spécifiques à définir dans le long terme.



2.6 ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT ET PERSPECTIVES DE SON ÉVOLUTION

L'analyse de l'état initial décrit les « perspectives de son évolution » qui sont présentées sous la forme écrite d'un scénario de référence dans le cas d'une continuité des choix d'urbanisme précédents et de l'urbanisation constatée actuellement indépendamment du projet de PLU, en exposant notamment les « caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du plan » (R151-3 CU).

Lavoûte-sur-Loire est une commune hors unité urbaine au sens de l'Insee (on appelle unité urbaine ou agglomération une commune ou un ensemble de communes présentant une zone de bâti continu – pas de coupure de plus de 200 mètres entre deux constructions – qui compte au moins 2 000 habitants).

Lavoûte-sur-Loire appartient, comme commune de sa couronne, à l'aire d'attraction des villes du Puy-en-Velay. Définie à partir d'une approche fonctionnelle des déplacements domicile/emploi, une telle aire est un ensemble de communes, d'un seul tenant et sans enclave, constitué d'un pôle de population et d'emploi, et d'une couronne qui regroupe les communes dont au moins 15 % des actifs travaillent dans le pôle.



Lavoûte-sur-Loire demeure, toutefois, un territoire agricole et naturel, de nature alluviale et boisée, structuré par la Loire et des infrastructures, routière et ferrée, ainsi que marqué par un tissu urbain historique continu. A partir de ce centre historique, Lavoûte-sur-Loire fut aussi modelé par l'activité agricole traditionnelle d'élevage bovin et de cultures dans le contexte d'un habitat rural associé à cette activité, conduisant à un territoire très diversifié en matière de type de surfaces agricoles et naturelles, dont de nombreuses prairies humides. Or ce sont ces surfaces agricoles/naturelles de type ouvert qui sont soumises à l'artificialisation et à l'urbanisation.

En effet, à l'instar des communes polarisées par un pôle urbain donc à forte fonction résidentielle (81,9 % des 326 résidents actifs de la commune travaillent à l'extérieur de la commune : recensement 2021), Lavoûte-sur-Loire voit son artificialisation progresser à partir du bâti (évolution 1866/1953/2000/2010/2020/2022). Cette artificialisation reste peu compacte puisque non limitée au centre bourg, se diffusant à sa périphérie, résultant principalement d'une urbanisation résidentielle de type habitat individuelle donc peu dense.



Les deux facteurs concomitants d'amplitude toutefois différente qui ont modifié son mode d'occupation du sol vers une augmentation de l'artificialisation des surfaces agricoles/naturelles de type ouvert et bocager incluant des zones humides, des haies et arbres isolés sont :

- l'urbanisation résidentielle le long de voies et dans des hameaux suivant un tissu discontinu donc peu compact et très peu dense ;
- les infrastructures routières et ferroviaires ;
- la modification des pratiques agricoles : diminution des surfaces enherbées.

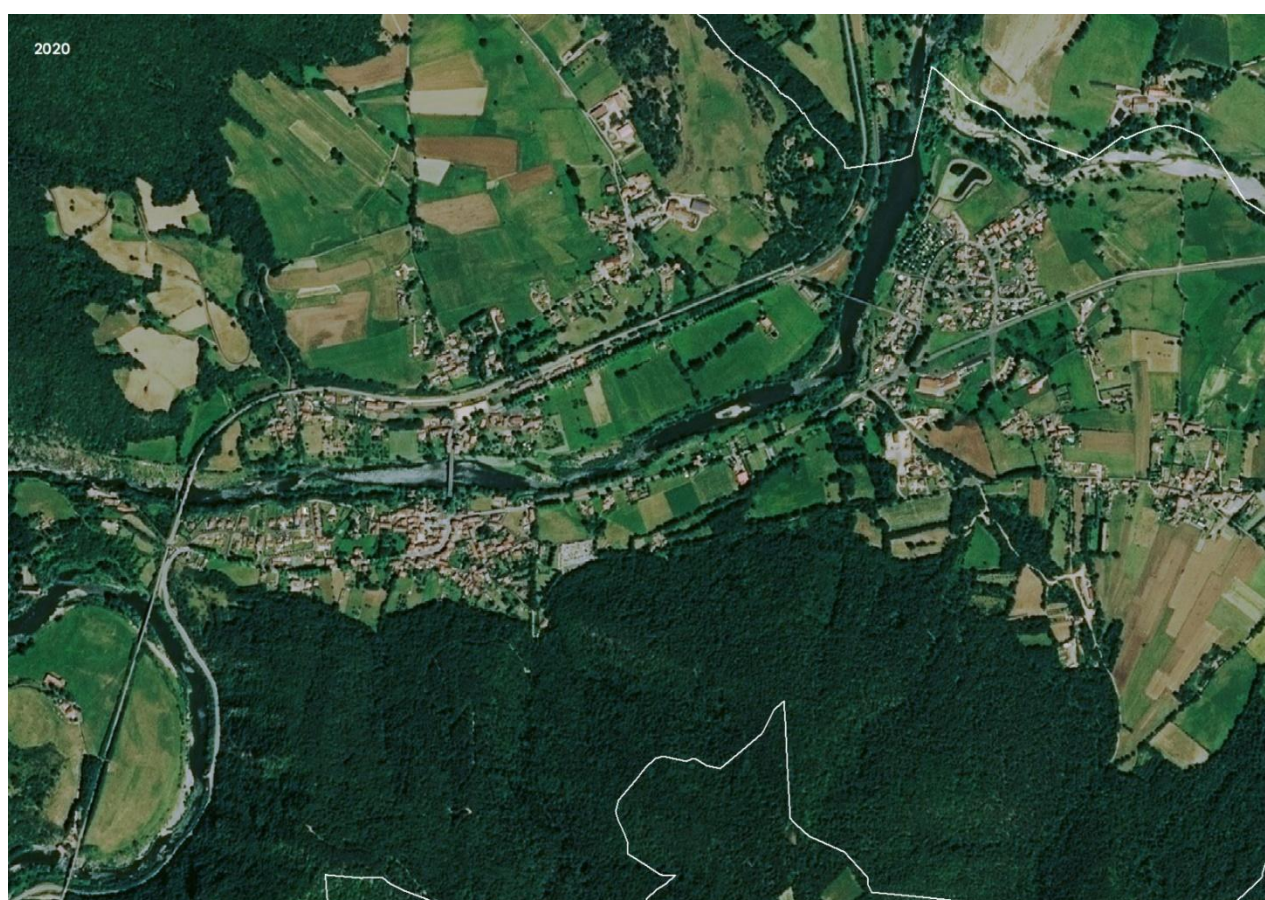
Dans le cadre de la mise en œuvre du PLU, le risque est de voir l'urbanisation produire non seulement une poursuite de l'artificialisation de ces surfaces agricoles/naturelles de type ouvert mais une fragmentation puis son homogénéisation.

Une telle évolution peut conduire à une réduction de l'intérêt paysager de Lavoûte-sur-Loire mais aussi de la richesse du vivant non humain : sa biodiversité, reposant une multitude d'habitats naturels dont ceux de la Loire ainsi que des forêts anciennes. Cette biodiversité qui présente non seulement des fonctions et un intérêt à l'échelle communale et régionale mais aussi communautaire (européen) comme le montre la contribution de Lavoûte-sur-Loire à un site Natura 2000.



La plupart des enjeux environnementaux de l'aménagement du territoire qu'il peut être planifié dans son PLU sont déterminés par l'ampleur, la modalité et la localisation de l'urbanisation résidentielle et le maintien de certains habitats naturels tels que le bocage et les forêts présumées anciennes.

Soucieuse de son environnement, la commune de Lavoûte-sur-Loire s'est donc investie dans une réflexion sur cette évolution, réflexion qui s'est traduite par la révision de son PLU qu'une évaluation environnementale de PLU accompagne.



2.7 ARTICULATION DU PLU AVEC LES AUTRES DOCUMENTS DE PLANIFICATION

Le PLU de Lavoûte-sur-Loire doit être compatible avec le SCoT du Pays du Velay approuvé le 3 septembre 2018 (L131-4 CU). Or un SCoT est maintenant « intégrateur » pour un PLU (L131-6 CU). Ce n'est donc pas le PLU mais le SCoT approuvé qui doit être compatible avec les orientations fondamentales et les objectifs définis par le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (Sdage Loire Bretagne), les objectifs de protection définis par le Sage Loire-Amont et les objectifs de gestion des risques d'inondation du plan de gestion des risques d'inondation (L131-1 CU). Il en est de même du schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) qui se substitue aux schémas sectoriels idoines : SRCE, SRCAE, SRI, SRIT, PRPGD. Le SRADDET approuvé le 10 avril 2020 est opposable au SCoT (ou à un PLU en l'absence de SCoT opposable) suivant un nouveau rapport d'opposabilité de type normativité « adaptée ». C'est ainsi que les objectifs du SRADDET s'imposent aux documents d'urbanisme dans un rapport de prise en compte (une compatibilité avec dérogations possibles de remise en cause des pour un motif d'intérêt général) alors que ces mêmes documents doivent être compatibles avec les règles générales du SRADDET.

Enfin, un PLU doit être compatible avec le plan climat air énergie territorial (PCAET) conformément au L13-5 CU. La communauté d'agglomération Le Puy-en-Velay qui regroupe plus de 20 000 habitants est donc dans l'obligation de rédiger un PCAET au plus tard le 31 décembre 2018 comme prévu au L229-26 du Code de l'environnement (CE). Ce PCAET a été approuvé en décembre 2018.

Documents	PLU
SCoT du Pays du Velay	Compatibilité
Sdage Loire Bretagne	Compatibilité : préservation des zones humides (orientation (8A-01)
Sage Loire-Amont	enjeu C.1. « Protéger, préserver et restaurer les zones humides »
Sage Loire-Amont	Enjeu C.3. « Rétablir la continuité écologique »

Le SRADDET Auvergne Rhône-Alpes fixe 3 objectifs :

Préserver la TVB et intégrer ses enjeux dans l'urbanisme, les projets d'aménagement, les pratiques agricoles et forestières.

Pour ce faire, le SRADDET fixe aux acteurs du territoire de :

- Préserver et gérer les milieux boisés, notamment les forêts anciennes et leurs fonctionnalités écologiques ;
- Maintenir des milieux ouverts diversifiés ;
- Protéger les milieux humides ;
- Contribuer à l'atteinte du bon état écologique des cours d'eau et des lacs
- Maîtriser l'étalement urbain et prendre en compte la TVB dans les documents d'urbanisme et les projets d'aménagement ;
- Améliorer la transparence écologique des infrastructures linéaires de transport ;
- Préserver la perméabilité des milieux agricoles et forestiers et la mosaïque d'habitats d'Auvergne – Rhône-Alpes ;
- Prendre en compte la biodiversité dans les activités de pleine nature ;
- Améliorer la connaissance de la biodiversité et s'adapter au changement climatique ;
- Mettre en œuvre des démarches de préservation et de restauration de la TVB.

Valoriser la richesse et la diversité des paysages patrimoines et espaces naturels remarquables et ordinaires de la région.

Pour ce faire, le SRADDET fixe aux acteurs du territoire de :

- Prendre en compte le paysage et les espaces naturels en amont des projets afin d'éviter l'urbanisation linéaire et le mitage des espaces naturels et agricoles ;
- Protéger et valoriser les paysages dits ordinaires (linéaires de haies et d'arbres, arbres isolés, vergers...).

Rechercher l'équilibre entre les espaces artificialisés et les espaces naturels, agricoles et forestiers dans et autour des espaces urbanisés.

Le SRADDET Auvergne – Rhône-Alpes fixe également 7 règles :

Règle n°35 : Préservation des continuités écologiques.

Règle n°36 : Préservation des réservoirs de biodiversité

Règle n°37 : Identification et préservation des corridors écologiques

Règle n°38 : Préservation de la trame bleue

Règle n°39 : Préservation des milieux agricoles et forestiers supports de biodiversité

Règle n°40 : Préservation de la biodiversité ordinaire

Règle n°41 : Amélioration de la perméabilité écologique des réseaux de transport.

3 Le contexte géographique

3.1 LA TOPOGRAPHIE

Contexte :

Le Pays du Velay, situé dans le centre-est du Massif-Central en région Auvergne-Rhône-Alpes, dans le département de la Haute-Loire est doté d'une grande variété de paysages.

Le relief se confond en une **succession de plateaux et de massifs** d'une altitude moyenne comprise entre 800 et 1 200 mètres qui en fait un des territoires les plus élevés d'Auvergne.

Les vallées de l'Allier et de la Loire (dernier fleuve sauvage d'Europe) complètent ce paysage en formant des brèches qui sont autant de foyers de biodiversité.

Le territoire communal :

La morphologie et l'occupation du sol sont déterminées d'une façon forte par la géologie. La commune de Lavoûte-sur-Loire s'étage sur 2 niveaux principaux :

- La vallée de la Loire dont l'altitude varie de 550 à 600m.
- Le plateau de Ceyssaguet situé à l'ouest du bourg et dont l'altitude oscille entre 850 et 900 m.



Ces deux éléments dominants sont reliés par des zones de transition de divers types.

- **La vallée de la Loire :**

- en direction du Puy, c'est-à-dire à l'amont, il s'agit d'une vallée encaissée creusée par le fleuve et où la végétation des berges est souvent détruite par les inondations. Cette vallée s'élargit quelque peu à Thollance où les premières parcelles agricoles apparaissent.
- A la sortie de la boucle de la Loire, la vallée s'élargit tout en butant à droite sur les pentes et à gauche sur le plateau de Veyrac.
- C'est au-delà du bourg de Lavoûte que la vallée a sa plus grande largeur ; l'exploitation agricole du sol en fait la valeur. Le bourg, le Cros, le Verdier et le lotissement des Longes en constituent l'occupation du sol la plus importante.

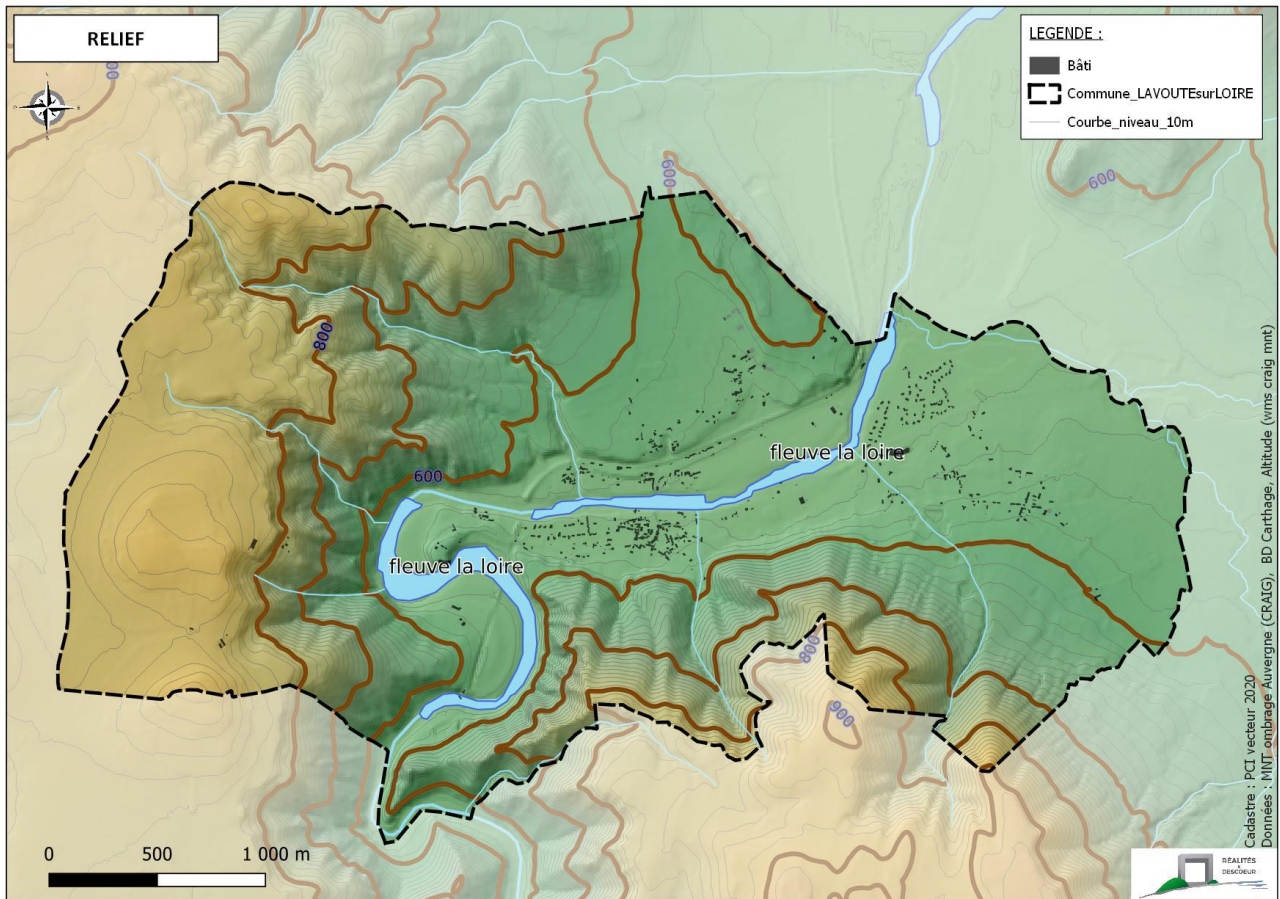


Extrait de <https://www.Lavoûtesurloire.fr/>

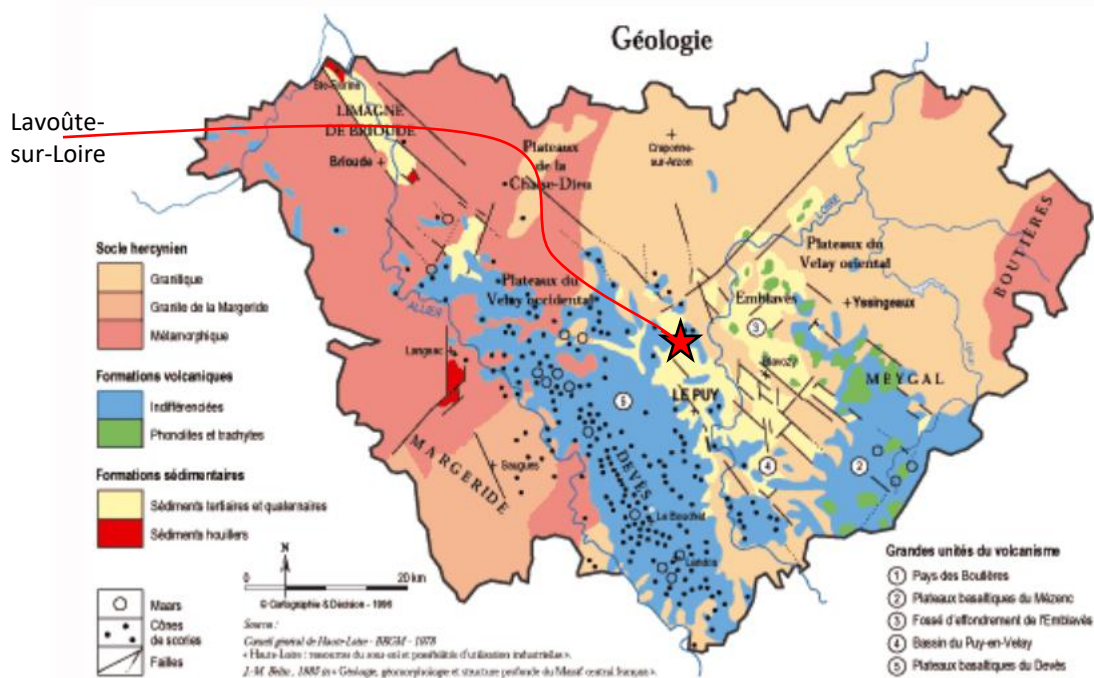
- **Le plateau de Ceyssaquet situé à 800 mètres d'altitude, cette partie de la commune constitue un excellent plateau agricole tourné cependant vers Saint Paulien. Quelques fermes isolées, maintenant réhabilitées en résidences, constituent le maigre bâti de ces plateaux, pour ce qui est de la commune de Lavoûte-sur-Loire.**

Les zones de transition sont de trois ordres :

- Une terrasse très agricole située à Veyrac sur les colluvions granitiques (altitude : 600 mètres) où les cultures fourragères remplacent les prés de la vallée.
- Deux villages agricoles (Emblavez et Pimparoux) accrochés sur les premières pentes du horst granitique bénéficient en sous-sol des matériaux de déjection cités plus haut.
- Les zones totalement boisées des pentes abruptes du horst cristallin qui assurent la liaison entre le niveau de la plaine alluviale et celui du plateau volcanique (représentent 374 hectares de bois, soit 37 % du territoire communal).



3.2 LA GÉOLOGIE



Étant donné sa situation à l'entrée de la plaine de l'Emblavez, la commune de Lavoûte-sur-Loire est dotée d'un sous-sol très varié ; on peut distinguer :

- **Des formations plutoniques et métamorphiques**

Essentiellement composées en cet endroit de granites à cordiérites du Velay, elles constituent ce que l'on appelle le Horst Cristallin de Chaspinhac. Cette formation traverse la commune suivant un axe orienté à 320° Nord.

- **Des formations volcaniques**

Composées en grande partie de basaltes alcalins postérieurs aux dépôts villafranchiens dont la mise en place s'est effectuée dans un intervalle de temps compris approximativement entre 1.3 et 0.5 millions d'années. Ces formations constituent le plateau basaltique situé à l'ouest du bourg de Lavoûte-sur-Loire en direction de Saint Paulien.

On note cependant l'apparition fréquente de cônes stromboliens émergeant de ce plateau à une altitude supérieure (La Garde, La Banaria).

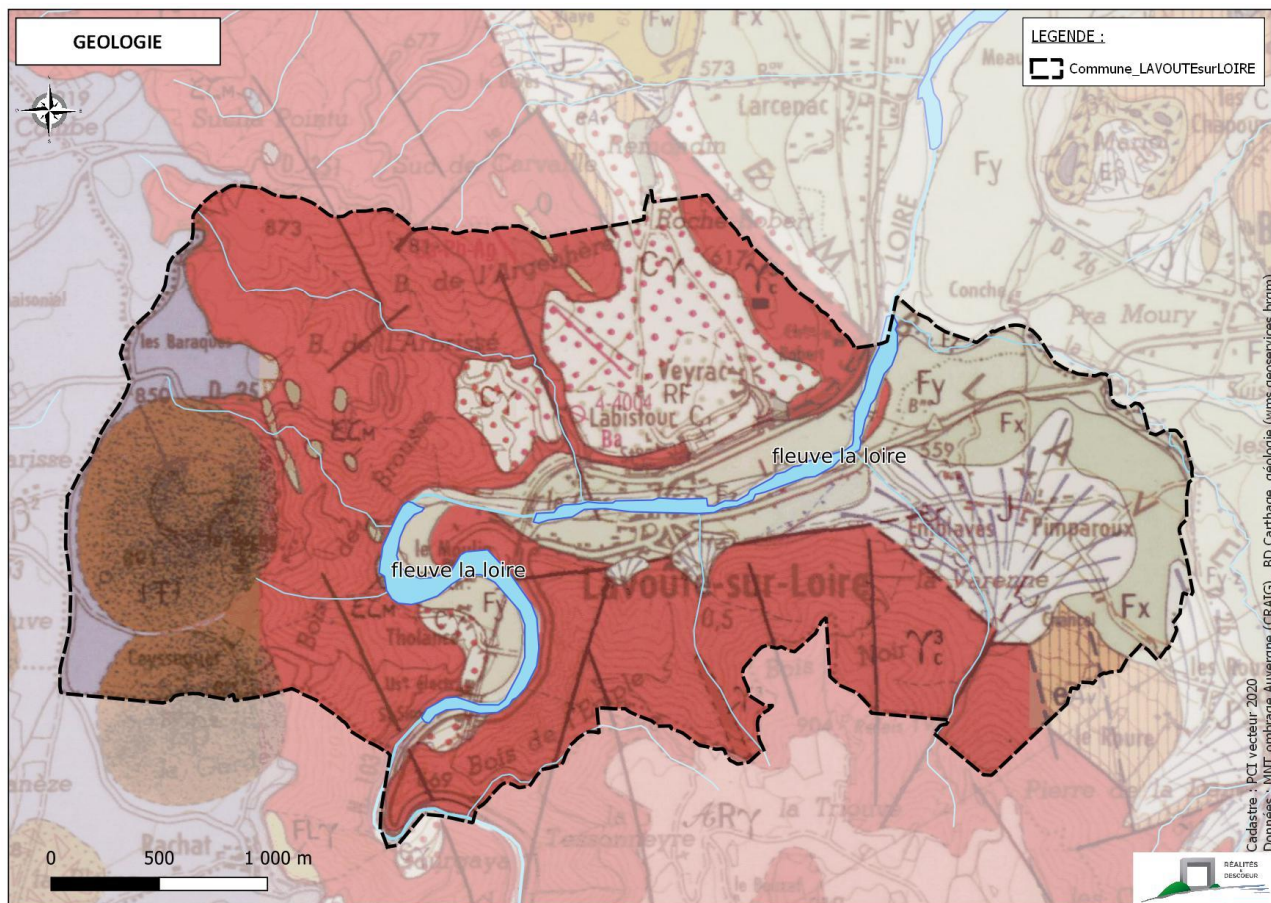
- **Des formations sédimentaires**

Peu fréquentes sur le territoire, elles n'existent qu'en limite de territoire Est avec Malrevers et Chaspinhac, et sont représentées par une série d'argiles vertes.

- **Des formations superficielles**

- Soit dérivées de roches éruptives et sont alors constituées de colluvions granitiques que l'on trouve sur les terrasses agricoles de Thollance, Saint Simon, et Veyrac.
- Soit alluviales et donc se retrouvent sur les bords immédiats de la Loire et aux abords des villages de Pimparoux et Emblavez où des matériaux de déjection les composent.

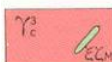
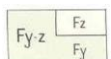
De la nature de ce secteur, il résulte de nombreuses sources, dispersées, à débit unitaire faible essentiellement liées à la pluviométrie et à l'altitude (débit de 5 à 15 litres par minute). Les eaux de ces sources sont très peu minéralisées mais fortement agressives. Leur faible débit n'en permet pas une utilisation rationnelle.

**FORMATIONS VOLCANIQUES**

Pyroclastites de cônes stromboliens



Basaltes alcalins postérieurs aux dépôts villafranchiens

FORMATIONS PLUTONIQUES ET MÉTAMORPHIQUES γ_c - Granite à cordiérite du Velay ϵ_{LM} - enclaves : micaschistes, migmatites, enclaves surmicacées**Formations alluviales**

Fz - Alluvions actuelles et subactuelles

Fy-z - Alluvions actuelles, subactuelles et anciennes (Fy) indifférenciées

Sables et graviers

Formations dérivées pour l'essentiel des roches éruptives hercyniennes

Colluvions granitiques sur substrat non observé : sables et blocailles

Extrait de la carte géologique BRGM du Puy en Velay.

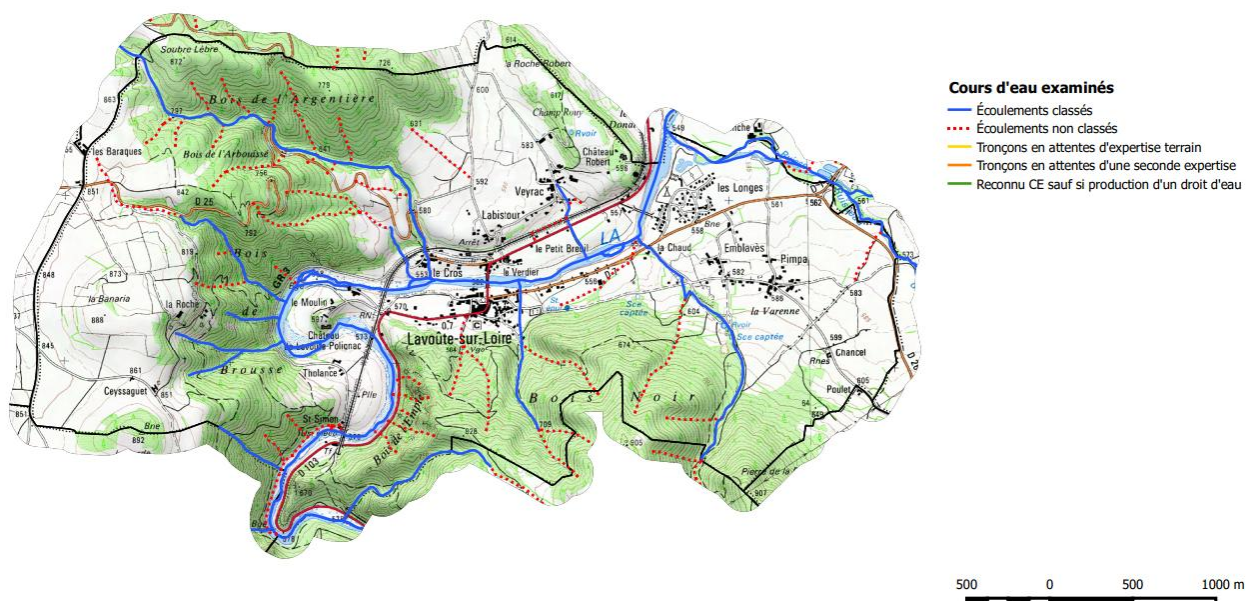
3.3 L'HYDROGRAPHIE

La commune est traversée par le fleuve de la Loire.

Plusieurs ruisseaux affluents directs de la Loire ont été cartographiés. Ils sont tous classés tête de bassin versant au titre du règlement du SAGE Loire-Amont. Ces ruisseaux ne sont pas nommés sur l'IGN.

- Le ruisseau « du Bois de l'Argentière » traverse le lieu-dit « Le Cros » ;
- Deux ruisseaux descendent des « Bois Noirs » et traversent le bourg et le lieu-dit « La Chaud ».

**Cartographie des cours d'eau après expertise
Commune de Lavoûte-sur-Loire**



Réalisé par la DDT43
14/12/2018
Sources: IGN, Cadastre DCE

Dans le cas d'un écoulement d'eau reporté ou non présent sur la carte, prendre contact avec la DDT 43

Les eaux souterraines

Le territoire de Lavoûte-sur-Loire s'inscrit dans l'**aquifère de volcanisme ancien**.

Les massifs volcaniques constituent une ressource essentielle à l'échelle de la région (avec les formations alluviales).

Masse d'eau souterraine :

Trois masses d'eau souterraines sont présentes, par ordre de surface :

- FRGG 103 : La Loire de sa source à Bas-en-Basset au centre de la commune.
- FRGG 101 : Massif du Velay Bassin Versant Loire à l'Est de la commune.
- FRGG 100 : Mont du Devès à l'Ouest de la commune.

Aucune de ces masses d'eau n'est déclassée.

Nom masse d'eau	Code de la masse d'eau	Evaluation de l'état en 2013			
		Etat chimique de la masse d'eau	Paramètre Nitrate	Paramètre Pesticides	Etat quantitatif de la masse d'eau
Margeride BV Allier	FRGG049	Bon état	Bon état	Bon état	Bon état
Monts du Devès	FRGG100	Bon état	Bon état	Bon état	Bon état
Massif du Velay BV Loire	FRGG101	Bon état	Bon état	Bon état	Bon état
La Loire de sa source à Bas en Basset	FRGG103	Bon état	Bon état	Bon état	Bon état
Lignon du Velay	FRGG104	Bon état	Bon état	Bon état	Bon état
Madeleine BV Allier	FRGG143	Bon état	Bon état	Bon état	Bon état

SDAGE 2016-2021 – mise à jour de mai 2013 – Etat des ME souterraines

Objectifs SDAGE

Masses d'eau souterraines							
Nom masse d'eau	Code de la masse d'eau	Etat qualitatif		Etat quantitatif		Etat global	
		Objectif	Délai	Objectif	Délai	Objectif	Délai
Margeride BV Allier	FRGG049	Bon Etat	2015	Bon Etat	2015	Bon Etat	2015
Monts du Devès	FRGG100	Bon Etat	2015	Bon Etat	2015	Bon Etat	2015
Massif du Velay BV Loire	FRGG101	Bon Etat	2015	Bon Etat	2015	Bon Etat	2015
La Loire de sa source à Bas en Basset	FRGG103	Bon Etat	2015	Bon Etat	2015	Bon Etat	2015
Lignon du Velay	FRGG104	Bon Etat	2015	Bon Etat	2015	Bon Etat	2015
Madeleine BV Allier	FRGG143	Bon Etat	2015	Bon Etat	2015	Bon Etat	2015

SDAGE 2016-2021 – Objectif des ME souterraines

Source : SCOT, Diagnostic.

Les eaux de surfaces :

Le réseau hydrographique de la commune de Lavoûte-sur-Loire fait partie du **bassin versant Loire Amont**.

Le bassin versant de la Loire amont a un réseau hydrographique dense. Le cours d'eau prend sa source sur la commune ardéchoise de Ste Eulalie, au Mont Gerbier des Joncs à 1408 m d'altitude. À sa sortie du périmètre du SAGE Loire Amont, soit en aval du Pays du Velay, son altitude est de 420 m à Bas en Basset.

Les affluents sont majoritairement des cours d'eau de montagne, avec des versants accidentés.

Trois masses d'eau superficielles sont présentes sur la commune de Lavoûte-sur-Loire, par ordre de surface :

- **FRGR 0003a: La Loire depuis la confluence Borne jusqu'au complexe de Grangent.**
Masse d'eau classée en état écologique médiocre avec un objectif de l'atteinte du Bon état 2015 dépassé. L'élément déclassant est la qualité Biologique (IBO et IPR). Les pressions identifiées sont les macropolluants, les pesticides et, la morphologie.
- **FRGR O 159 : La Suisse et ses affluents depuis la source jusqu'à la confluence avec la Loire.**
Masse d'eau classée en état écologique mauvais avec un objectif de bon état 2027. L'élément déclassant est la qualité Biologique (IBO). La principale pression identifiée est les macropolluants.
- **FRGR 1751 : Le Chalon et ses affluents jusqu'à sa confluence avec la Loire.**
Masse d'eau classée en état écologique moyen avec objectif d'atteinte du bon état en 2021. Les éléments déclassants sont la qualité biologique avec une pression significative sur les macropolluants et les pesticides.

Classement piscicole des cours d'eau :

- Catégorie 1 : Cette liste correspond aux cours d'eau de très bon état écologique ou identifiés par les SDAGE comme jouant un rôle de réservoir biologique nécessaire au maintien ou à l'atteinte du bon état écologique des cours d'eau d'un bassin versant ou dans lesquels une protection complète des poissons migrateurs vivant alternativement en eau douce et en eau salée est nécessaire, sur lesquels aucune autorisation ou concession ne peut être accordée pour la construction de nouveaux ouvrages s'ils constituent un obstacle à la continuité écologique.
- Catégorie 2 : Cette liste correspond aux cours d'eau dans lesquels il est nécessaire d'assurer le transport suffisant des sédiments et la circulation des poissons migrateurs.

Décret n°58-873 du 16 septembre 1958 déterminant le classement des cours d'eau en deux catégories :

- Département de la Haute-Loire (Article 44)
- Cours d'eau de 2ème catégorie.
- (Cyprinidés dominants).
- 1° La Loire, en aval du vieux pont de Solignac-sur-Loire ;
- 2° L'Allier, en aval du pont de Saint-Arcons-d'Allier ; l'Allagnon, en aval du barrage de Lempdes ;
- 3° Les lacs de retenue de Passouira sur l'Ance-du-Nord, de Saint-Préjet sur l'Ance-du-Sud et de Poutes sur l'Allier.
- Cours d'eau de 1ère catégorie.
- (Salmonidés dominants).
- Tous les cours d'eau ou portions de cours d'eau non classés en deuxième catégorie.

Source : <https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000000337073/2021-01-13/>

Les cours d'eau traversant la commune de Lavoûte-sur-Loire sont classés en liste 1 au titre de l'article L.214-17 du code de l'environnement. Cela signifie qu'aucune autorisation ne pourra être accordée pour la construction de nouveaux ouvrages constituant un obstacle à la continuité écologique.

3.4 LE SDAGE LOIRE-BRETAGNE

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) est un document de planification qui fixe pour un grand bassin hydrographique les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau dans l'intérêt général et dans le respect des principes de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992. Les orientations fondamentales du SDAGE et leurs dispositions sont opposables aux décisions administratives dans le domaine de l'eau et à certains documents tels que les plans locaux d'urbanisme.

Conformément aux dispositions de l'article L.131-4 à 8 du code de l'urbanisme, le Plan Local d'Urbanisme de Lavoûte-sur-Loire doit être compatible avec les orientations du SDAGE du bassin Loire-Bretagne approuvé le 4 novembre 2015.

Les 14 grandes orientations fondamentales retenues par le SDAGE Loire-Bretagne 2022-2027 sont :

- Repenser les aménagements de cours d'eau ;
- Réduire la pollution par les nitrates ;
- Réduire la pollution organique et bactériologique ;
- Maîtriser et réduire la pollution par les pesticides ;
- Maîtriser et réduire les pollutions dues aux substances dangereuses ;
- Protéger la santé en protégeant la ressource en eau ;
- Maîtriser les prélèvements d'eau ;
- Préserver les zones humides ;
- Préserver la biodiversité aquatique ;
- Préserver le littoral ;
- Préserver les têtes de bassin versant ;
- Faciliter la gouvernance locale et renforcer la cohérence des territoires et des politiques publiques ;
- Mettre en place des outils réglementaires et financiers ;
- Informer, sensibiliser, favoriser les échanges.

Zone sensible

L'ensemble du périmètre du SCOT, tout comme l'ensemble du bassin versant Loire Bretagne, est classé en zone sensible à l'eutrophisation. C'est le phénomène d'enrichissement de l'eau en éléments nutritifs (azotés /phosphorés), qui provoque un développement accéléré et néfaste d'algues et végétaux. Ce classement s'applique dans la législation relative aux ERU.

En revanche, le secteur n'est pas classé en zone vulnérable nitrates.

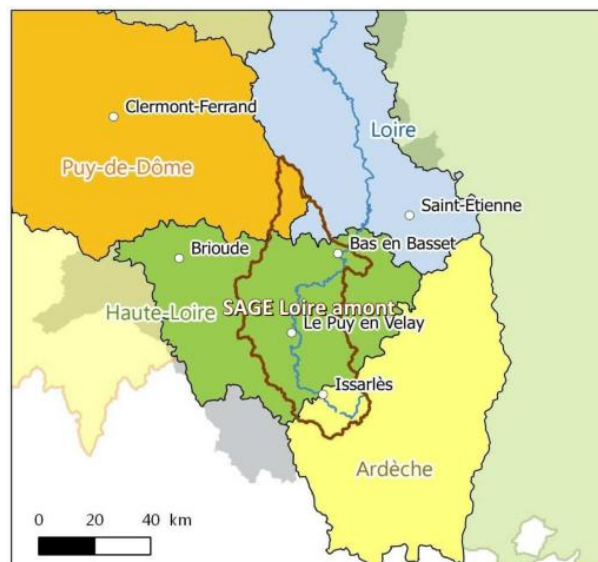


Figure 1.1. Périmètre du SAGE Loire amont

3.5 LE SAGE LOIRE AMONT

Lavoûte-sur-Loire est intégré dans le périmètre d'étude du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Loire Amont.

Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) est un document de planification de la gestion de la ressource en eau et des milieux aquatiques. Les documents d'urbanisme doivent eux, être compatibles avec les objectifs de protection définis par le SAGE.

Les principaux objectifs sont l'amélioration du fonctionnement naturel des cours d'eau et la gestion quantitative de la ressource, la réduction de la vulnérabilité face au risque d'inondation, l'amélioration et la préservation de la qualité des eaux et la préservation et la gestion des milieux aquatiques.

Règlement:

Le règlement est opposable aux personnes privées et publiques avec un principe de conformité qui comporte 4 règles dont:

-Article 1 : La compensation des atteintes portées aux zones humides:

« Sur l'ensemble du territoire du SAGE, tout projet IOTA ou ICPE conduisant à l'assèchement, la mise en eau, l'imperméabilisation ou le remblai de zones humides ou de marais, soumis de ce fait à déclaration ou autorisation au titre de l'article L. 214-2 du code de l'environnement ou soumis à déclaration, enregistrement ou autorisation au titre de l'article L. 511-1 du code de l'environnement, doit justifier de l'absence de solutions techniques alternatives à la destruction ou la dégradation de ces zones.

En l'absence de solutions techniques alternatives à la destruction ou la dégradation des zones humides, ces IOTA et les ICPE intègrent des mesures compensatoires, à savoir une restauration ou création de zones humides suivant les modalités suivantes s'appliquant de manière cumulative .

- Si une surface égale à au moins 200 % de la surface détériorée ou détruite,

- en priorité dans la même masse d'eau, ou à défaut le même sous-bassin (voir carte AI - « Sous bassins versants » de l'atlas cartographique) ou l'autre sous-bassin du SAGE Loire amont,

- Sur des zones humides qui présenteront au moins les mêmes fonctionnalités en termes d'épuration des eaux, de soutien d'étiage, de rétention d'eau en période de crue, ... et la même qualité de la biodiversité. Le pétitionnaire justifie auprès du service instructeur des caractéristiques des zones humides restaurées ou créées. Il apporte la preuve, par la mise en place d'un suivi de ces zones sur une durée de 5 ans minimum, de la pérennité des zones humides restaurées ou créées. »

La règle s'applique sur les IOTA relevant de l'article R214-1 du Code de l'Environnement soit 1 000m au titre de la rubrique 3.3.1.0 « assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zone humides »;

Article 2 : Préservation des ruisseaux tête de bassin versant (article 2) :

Dans le lit majeur des cours d'eau de têtes de bassin versant du territoire du SAGE Loire amont, les IOTA soumis à déclaration ou autorisation au titre de l'article L214-2 du code de l'environnement décrits ci-après ainsi que les ICPE soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation au titre des articles L.511-1 du Code de l'environnement, sont acceptés seulement dans les cas suivants:

- projet ayant pour objectif la restauration hydromorphologique du cours d'eau,

- existence d'une déclaration d'utilité publique (DUP), ou d'une déclaration d'intérêt général délivrée au titre de l'article L211-7 du code de l'environnement,

- existence d'enjeux liés à la sécurité, à la salubrité publique ou à l'alimentation en eau potable tels que décrits à l'article L2212-2 du code général des collectivités territoriales.

Article 3 : Préserver la dynamique fluviale sur la zone de mobilité de la Suisse:

Dans la zone de mobilité de la Suisse tel que précisée sur la cartographie jointe, les IOTA soumis à déclaration ou autorisation visées ci-après ainsi que les ICPE soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation au titre des articles L.511-1 du Code de l'environnement, qui créent un obstacle aux écoulements et à la dynamique naturelle de la rivière, ne sont acceptés que dans les conditions cumulatives suivantes:

~ si le projet fait l'objet d'une déclaration d'utilité publique (DUP), d'une déclaration d'intérêt général délivrée au titre de l'article L.211-7 du code de l'environnement, ou présente un enjeu lié à la sécurité ou à la salubrité publique tels que décrits à l'article L.2212-2 du code général des collectivités territoriales.

~ si des mesures compensatoires sont prévues par le pétitionnaire, à savoir la restauration d'une surface érodable équivalente à celle qui est détruite au sein de la zone de mobilité, après que l'ensemble des alternatives aient été étudiées et aient été jugées irréalisables pour des raisons techniques ou financières. Le dossier de demande du pétitionnaire devra justifier de l'absence de telles alternatives.

-Article 4 : L'encadrement de la création de plan d'eau.

3.6 LE SCOT

Orientation 36 – S’inscrire dans la protection durable de la ressource en eau potable

PRESCRIPTIONS

- ❖ Garantir la pérennité de la ressource en eau potable par **une occupation du sol adéquate**, préférentiellement à vocation d’espaces naturels, dans les différents périmètres de protection des captages d’eau. L’utilisation à des fins agricoles doit être compatible avec la protection édictée ;
- ❖ **Poursuivre la protection de tous les captages** par la réalisation de Déclaration d’Utilité Publique (DUP)
- ❖ **Améliorer les connaissances sur les capacités d’approvisionnement en eau potable du territoire** afin de prioriser l’ouverture à l’urbanisation dans les secteurs où les ressources disponibles sont suffisantes ;
- ❖ Les nouveaux prélèvements effectués dans la **nappe des Monts du Devès** sont interdits, excepté en vue d’une adduction publique (Nappe à réserver pour l’AEP dans le futur au SDAGE), et en dehors des exceptions prévues au SDAGE
- ❖ Prendre en considération les **besoins d’extension des réseaux dans les choix de développement des communes**. Le projet nécessitant l’extension la plus faible sera privilégié et justifié dans le rapport de présentation des documents d’urbanisme.

RECOMMANDATION

- ❖ Par prévention, une occupation du sol adéquate, préférentiellement à vocation d’espaces naturels sera privilégiée sur les parcelles situées à proximité immédiate des captages encore non protégés ;
- ❖ Développer les études d’Aires d’Alimentation de Captages sur l’ensemble des captages du territoire, et en priorité ceux prélevant dans la nappe des Monts du Devès ;
- ❖ Encourager les actions de réhabilitation des réseaux d’eau présentant les rendements les plus faibles afin de réduire les pertes d’eau ;
- ❖ Poursuivre les actions de prévention et sensibilisation auprès de tous les publics en faveur d’une consommation raisonnée et respectueuse de la ressource en eau, et d’une réduction des pollutions diffuses ;
- ❖ Privilégier des aménagements, dont les aménagements extérieurs, économes en eau.

Ce qu’il faut retenir :

- La commune de Lavoûte-sur-Loire située majoritairement sur un plateau granitique, s’étage sur 2 niveaux principaux :
 - La vallée de la Loire dont l’altitude varie de 550 à 600m (formations alluviales)
 - Le plateau de Ceyssaguet situé à l’ouest du bourg et dont l’altitude oscille entre 850 et 900 m, est issu de formations volcaniques.
- Le réseau hydrographique de la commune appartient au bassin versant de la Loire. Plusieurs cours d’eau viennent grossir le fleuve.

4 Nuisances et risques

La commune de Lavoûte-sur-Loire dispose d'un Plan Communal de Sauvegarde.

4.1 LES RISQUES NATURELS

- **Arrêtés de catastrophe naturelle**

Plusieurs arrêtés concernent la commune. Ces événements concernent des inondations et coulées de boue, des chutes de neige et tempête.

Code NOR	Libellé	Début le	Sur le journal officiel du
INTE2428510A	Inondations et/ou Coulées de Boue	15/10/2024	04/11/2024
IOME2415881A	Sécheresse	01/07/2023	02/07/2024
IOME2308745A	Sécheresse	01/04/2022	03/05/2023
INTE2016904A	Inondations et/ou Coulées de Boue	10/06/2020	29/07/2020
IOCE0831273A	Inondations et/ou Coulées de Boue	02/11/2008	31/12/2008
INTE0300740A	Inondations et/ou Coulées de Boue	01/12/2003	13/12/2003
INTE9600522A	Inondations et/ou Coulées de Boue	12/11/1996	20/12/1996
INTE9600278A	Inondations et/ou Coulées de Boue	24/05/1996	17/07/1996
NOR19821215	Poids de la Neige	26/11/1982	22/12/1982
NOR19821118	Inondations et/ou Coulées de Boue	06/11/1982	19/11/1982

Source : Géorisques

- **Le risque climatique**

Les risques climatiques en Haute Loire sont susceptibles de se décliner essentiellement sous 3 phénomènes :

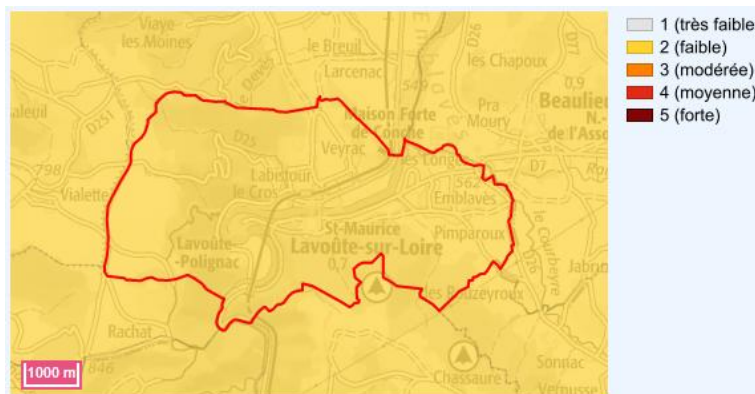
- Le risque de très fortes précipitations, pouvant induire des crues. En automne : épisode cévenole. En été : convergences de sud-ouest.
- Le risque de vent violent.
- La neige abondante.

Les risques climatiques sont surveillés par Météo France qui diffuse une carte d'alerte 2 fois/jour.

- **Le risque sismique**

Le décret du 22 Octobre 2010 redéfinit le zonage sismique sur le territoire national, et émet de nouvelles dispositions en vigueur depuis le 1^{er} mai 2011.

Lavoûte-sur-Loire est classée en zone d'aléa faible (en zone 2). Ce classement implique l'application des règles de construction parasismiques, pour toute construction neuve, pour les travaux lourds ou d'extension de l'existant, pour les établissements recevant du public...



Plusieurs incidents historiques ont été potentiellement ressentis sur la commune.

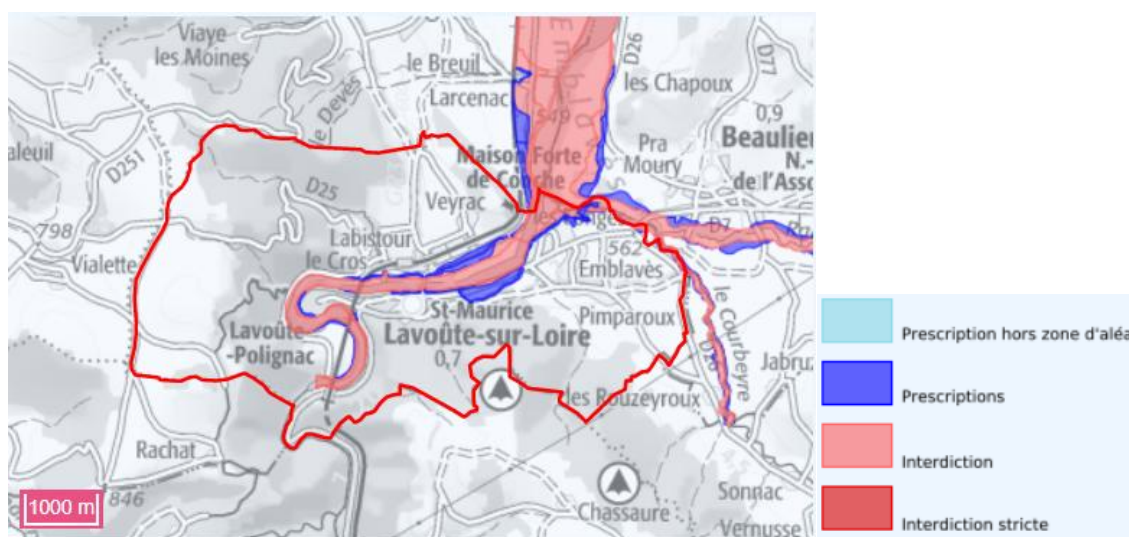
Commune	Intensité interpolée	Intensité interpolée par classes	Qualité du calcul	Fiabilité de la donnée observée SisFrance	Date du séisme
LAVOUTE-SUR-LOIRE	5.55	Frayeur, chutes d'objets - Dégâts légers (fissurations plâtres)	calcul très précis	données assez sûres	24/06/1772
LAVOUTE-SUR-LOIRE	5.27	Frayeur, chutes d'objets - Dégâts légers (fissurations plâtres)	calcul peu précis	données incertaines	18/10/1356
LAVOUTE-SUR-LOIRE	4.94	Frayeur, chutes d'objets	calcul précis	données assez sûres	08/02/1808
LAVOUTE-SUR-LOIRE	4.92	Frayeur, chutes d'objets	calcul précis	données incertaines	10/07/1923
LAVOUTE-SUR-LOIRE	4.69	Ressenti par la plupart, objets vibrent - Frayeur, chutes d'objets	calcul précis	données assez sûres	22/07/1881
LAVOUTE-SUR-LOIRE	4.46	Ressenti par la plupart, objets vibrent - Frayeur, chutes d'objets	calcul très précis	données assez sûres	26/08/1892
LAVOUTE-SUR-LOIRE	4.30	Ressenti par la plupart, objets vibrent - Frayeur, chutes d'objets	calcul précis	données très sûres	23/02/1887
LAVOUTE-SUR-LOIRE	4.29	Ressenti par la plupart, objets vibrent - Frayeur, chutes d'objets	calcul peu précis	données incertaines	09/03/1753
LAVOUTE-SUR-LOIRE	4.27	Ressenti par la plupart, objets vibrent - Frayeur, chutes d'objets	calcul précis	données assez sûres	25/01/1799
LAVOUTE-SUR-LOIRE	4.16	Ressenti par la plupart, objets vibrent	calcul peu précis	données assez sûres	21/06/1660

Source : Géorisques

• **Le risque inondation**

La commune de Lavoûte-sur-Loire est traversée par La Loire.

Un PPR Inondation sur la Loire et la Suisse a été approuvé le 09/02/2000. La commune a fait l'objet d'arrêtés de catastrophe naturelle inondation pour des épisodes survenus le 24 mai 1996, les 12 et 13 novembre 1996, les 1 et 2 décembre 2003, les 2 et 3 novembre 2008, du 10 au 13 juin 2020, le 15 octobre 2024.



Source : Géorisques

Les événements historiques :

La Base de Données Historiques sur les Inondations (BDHI) recense et décrit les phénomènes de submersions dommageables d'origine fluviale, marine, lacustre et autres, survenus sur le territoire français (métropole et départements d'outre-mer) au cours des siècles passés et jusqu'à aujourd'hui.

La BDHI présente une sélection d'inondations remarquables qui se sont produites sur le territoire. Elle intègre progressivement les anciens événements, ainsi que les nouveaux qui surviennent.

La BDHI est une base de données documentaire. Les informations sont structurées autour de Fiches Document, de Notes Inondation et de Fiches Synthèse.

Informations historiques des inondations

Date de l'évènement (Date début / Date Fin)	Type d'inondation	Approximation du nombre de victimes	Approximation dommages matériels(€)
16/12/1997 - 19/12/1997	Crue pluviale (temps montée indéterminé), Action des vagues, Mer/Marée	inconnu	3M-30M
03/11/1994 - 07/11/1994	Crue pluviale (temps montée indéterminé), Lave torrentielle, coulée de boue, lahar, non précisé	de 1 à 9 morts ou disparus	inconnu
27/09/1900 - 28/09/1900	Crue pluviale (temps montée indéterminé)	inconnu	inconnu
31/08/1866 - 27/10/1866	Crue pluviale lente (temps montée tm > 6 heures), rupture d'ouvrage de défense	de 1 à 9 morts ou disparus	inconnu

Source : GéoRisques

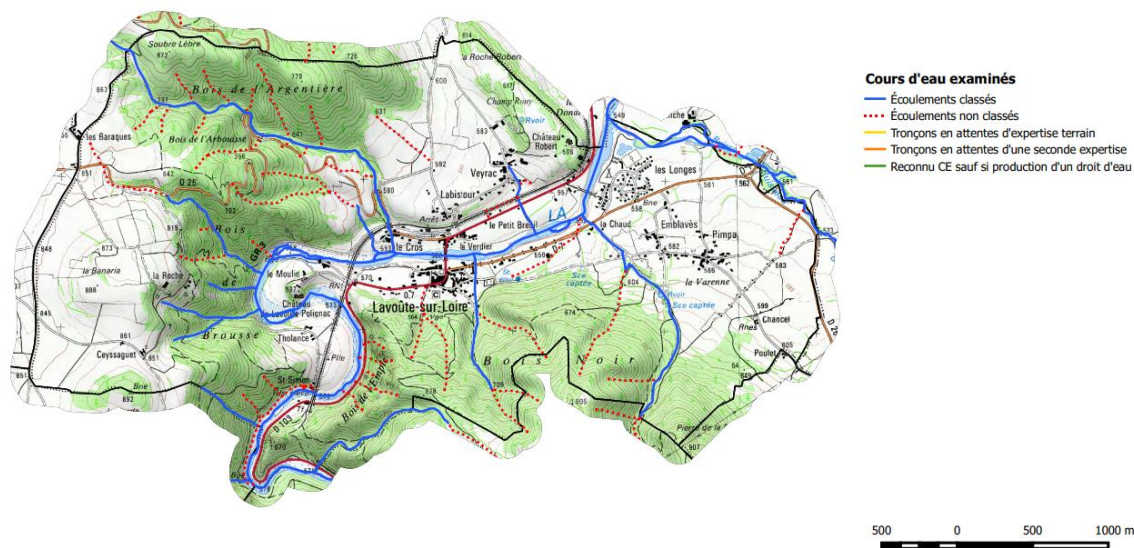
Les niveaux atteints lors des inondations remarquables sont (au Moulin Navant) :

- Lors de la crue de 1907 : 7.25 m
- Crue de septembre 1980 : 7.65m
- Crue de novembre 1996 : 5.75m
- Crue de décembre 2003 : 3.75m
- Crue de novembre 2008 : 6.75m

Le risque peut s'étendre de Saint Simon à Larcenac, submergeant une partie du bourg, le Verdier, la Condamine, le Cros. Des possibilités de ruissellement en cas d'orage ou de fortes pluies sont envisageables sur le secteur de la Roche.

Plusieurs affluents tels que la Suisse, viennent grossir la Loire sur la commune, et sont naturellement soumis à des débordements (crues).

Cartographie des cours d'eau après expertise
Commune de Lavoute-sur-Loire



Révisé par la DDT43
14/12/2018
Sources : IGN, Cadastre DGI



Dans le cas d'un écoulement d'eau reporté ou non présent sur la carte, prendre contact avec la DDT 43

- Le PGRI Loire Bretagne

La commune s'inscrit dans le plan de gestion des risques d'inondation du bassin Loire Bretagne (PGRI), approuvé par arrêté préfectoral le 15 mars 2022.

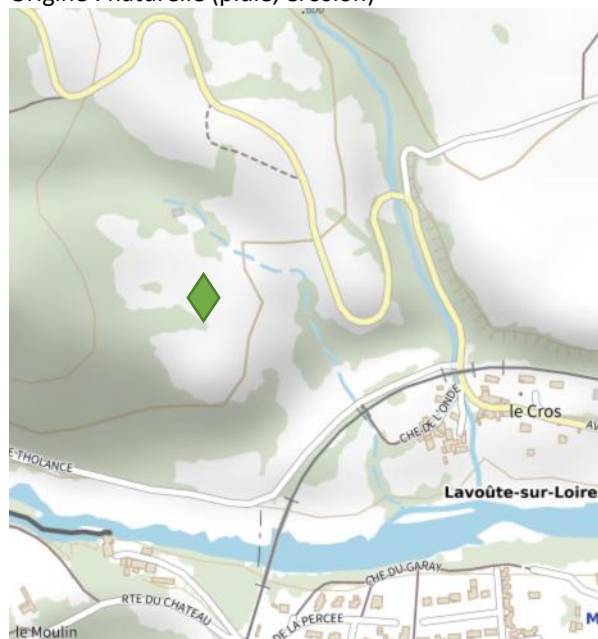
Le PGRI, élaboré par le préfet coordonnateur de bassin pour une période de six ans, est le document de planification dans le domaine de la gestion des risques d'inondation à l'échelle du bassin Loire-Bretagne.

La politique de gestion du risque d'inondation sur le bassin Loire-Bretagne pour les débordements de cours d'eau est fondée sur six objectifs :

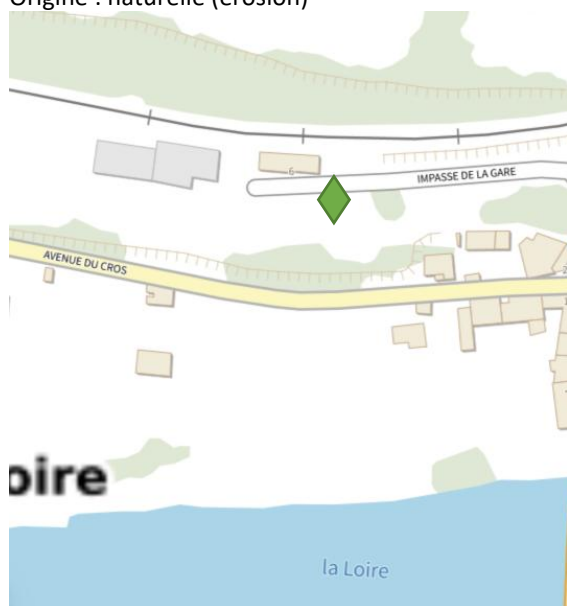
Glissement en 1803
 Dommages sur les biens mais pas de victime.
 Origine : naturelle (pluie)



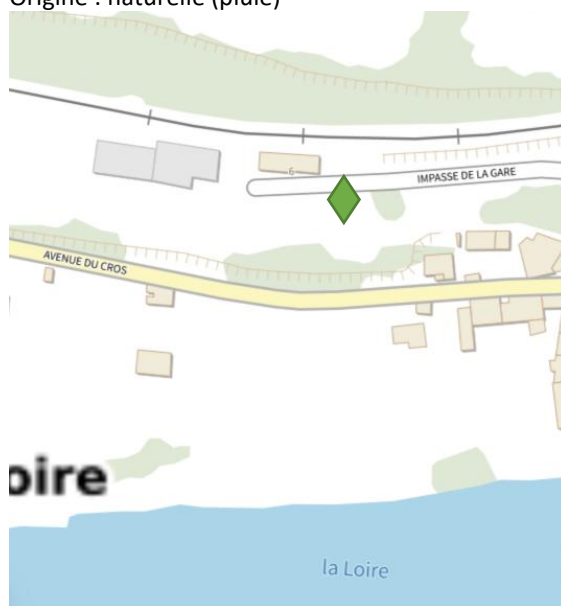
Chute de blocs / éboulement, en 2002
 Sans dommage.
 Origine : naturelle (pluie, érosion)



Chute de blocs / éboulement, en 1980
 Dommages sur les biens mais pas de victime.
 Origine : naturelle (érosion)



Chute de blocs / éboulement, en 2002
 Dommages sur les biens mais pas de victime.
 Origine : naturelle (pluie)



Chute de blocs / éboulement, en 1981
 Au lieu-dit Château Lavoûte-Polignac
 Dommages sur les biens mais pas de victime.
 Origine : naturelle

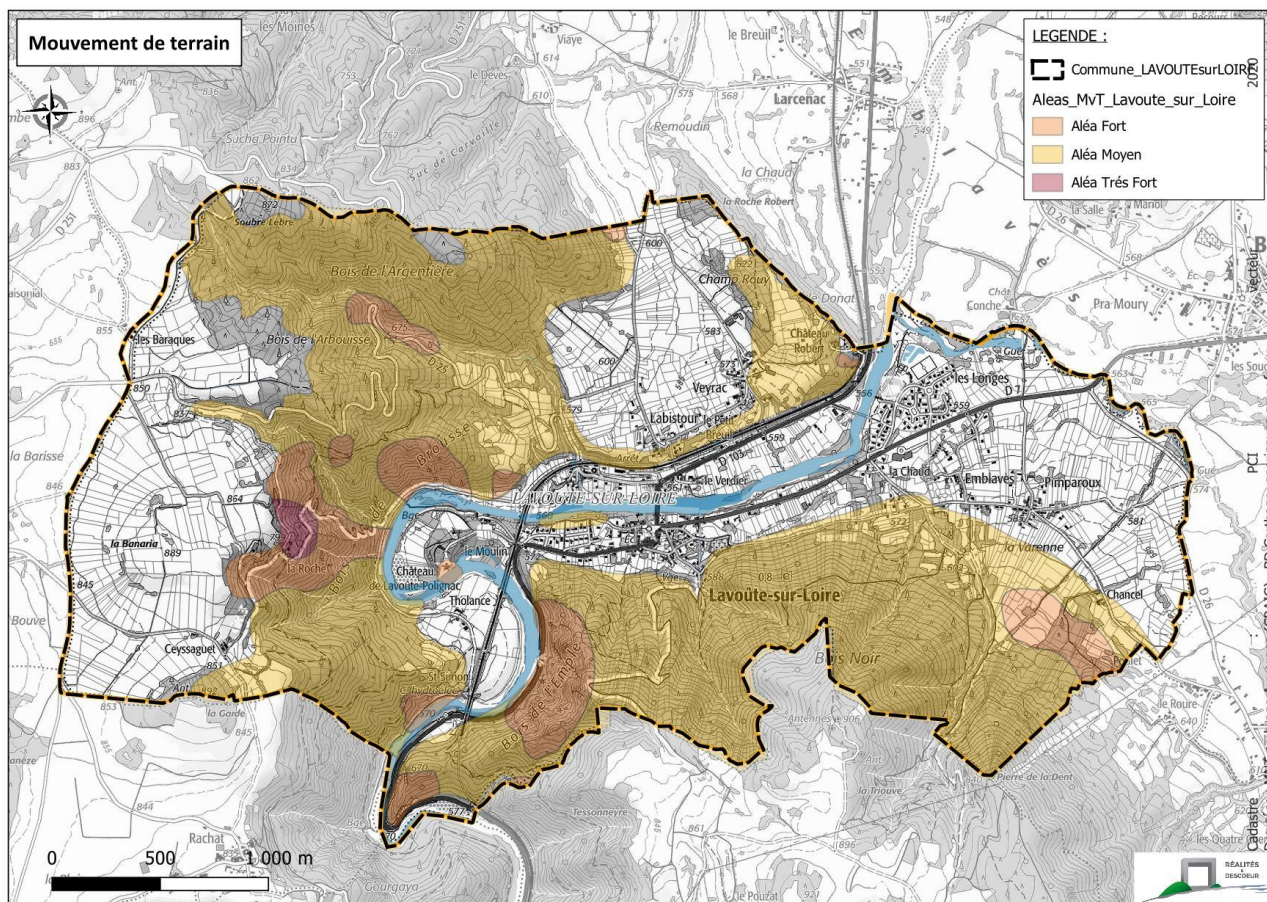


D'autre part, le PAC de la DDT43 indique une **étude Cartographie des aléas liés aux mouvements gravitaires**, réalisée par le BRGM et le CETE de Lyon/Laboratoire de Clermont-Ferrand, janvier 1997.

La commune de Lavoûte-sur-Loire est concernée par :

- des zones d'aléas de mouvement de terrain à présomption d'instabilité très faible à faible, présentant au moins 2 facteurs d'instabilité et sans indice de mouvement ;
- des zones à présomption d'instabilité moyenne à élevée, présentant au moins 2 facteurs d'instabilité et des indices de mouvements diffus ou mal circonscrits ;
- et des zones d'aléas de mouvement de terrain à présomption d'instabilité très élevée, présentant au moins 2 facteurs d'instabilité et des indices de mouvement bien identifiés.

La constructibilité dans ces zones peut être conditionnée au respect de dispositions visant à réduire les risques, voire à être refusée.



- **Les cavités souterraines**

La commune de Lavoûte-sur-Loire n'est pas concernée par ce risque.

- **Le potentiel Radon**

Le radon est un gaz radioactif issu de la désintégration de l'uranium et du radium présent naturellement dans le sol et les roches. En se désintégrant, il forme des descendants solides, eux-mêmes radioactifs. Ces derniers peuvent se fixer sur les aérosols de l'air et, une fois inhalés, se déposer le long des voies respiratoires en provoquant leur irritation.

Sur la commune de Lavoûte-sur-Loire, le potentiel radon de la commune est de catégorie 3 (fort).



Catégorie 3

Les communes à potentiel radon de catégorie 3 sont celles qui, sur au moins une partie de leur superficie, présentent des formations géologiques dont les teneurs en uranium sont estimées plus élevées comparativement aux autres formations. Les formations concernées sont notamment celles constitutives de massifs granitiques (massif armoricain, massif central, Guyane française...), certaines formations volcaniques (massif central, Polynésie française, Mayotte...) mais également certains grès et schistes noirs.

Sur ces formations plus riches en uranium, la proportion des bâtiments présentant des concentrations en radon élevées est plus importante que sur le reste du territoire. Les résultats de la [campagne nationale de mesure](#) en France métropolitaine montrent ainsi que plus de 40% des bâtiments situés sur ces terrains dépassent 100 Bq.m⁻³ et plus de 10% dépassent 300 Bq.m⁻³.

Remarque : dans le cas des communes de superficie importante - comme c'est le cas en particulier pour certains Outre-Mer -, les formations concernées n'occupent parfois qu'une proportion limitée du territoire communal. Dans ce cas, la cartographie par commune ne représente pas la surface réelle d'un territoire affectée par un potentiel radon mais, en quelque sorte, la probabilité qu'il y ait sur le territoire d'une commune une source d'exposition au radon élevée, même très localisée. Afin de visualiser différentes zones au sein du territoire communal et de mieux apprécier le potentiel radon réel sur ce territoire, il convient de se référer à la cartographie représentée selon les contours des formations géologiques.

[En savoir plus sur la cartographie du potentiel radon.](#)

Source : http://www.georisques.gouv.fr/connaitre_les_risques_pres_de_chez_so/ma_commune_face_aux_risques/

- **Feu de forêt**

La commune est classée à risque faible d'après le DDRM. Néanmoins, la commune de Lavoûte sur Loire est entourée d'une grande surface de forêts, parfois difficiles d'accès. La fréquentation des zones boisées par des randonneurs, motos ou autres, en période sèche, augmente le risque de déclenchement d'incendie.

Les secteurs les plus sensibles sont :

- Le secteur de La Roche avec quelques habitations
- Le secteur de Saint Simon avec l'usine électrique
- Le secteur du Bois Noir en limite communale.

4.2 LES RISQUES TECHNOLOGIQUES ET LES NUISANCES

- La base de données BASOL renseigne sur les sites et sols pollués (ou potentiellement pollués) appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif. (Source : <http://basol.ecologie.gouv.fr/>).

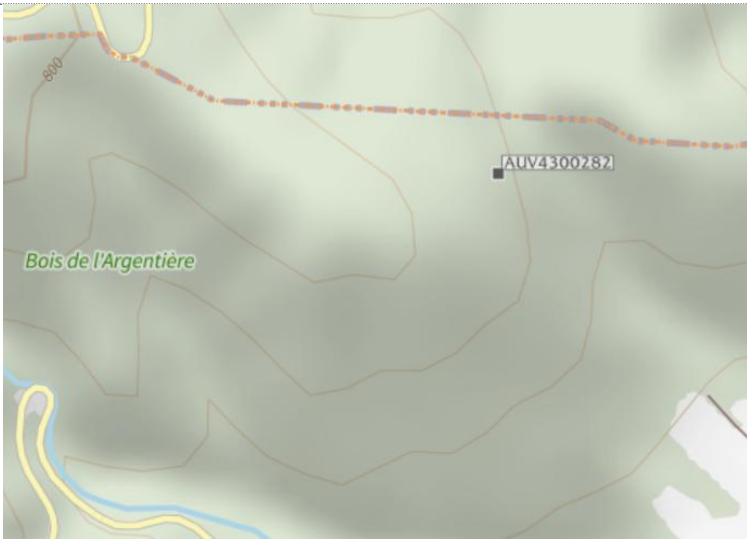

Aucun site sur et à proximité de la commune de Lavoûte-sur-Loire n'est identifié.

- La base de données BASIAS rappelle l'existence des anciens sites pollués (Source : <http://basias.brgm.fr/>).

2 sites sont identifiés sur la commune, dont les activités sont terminées.



Source : Géorisques

<p>Commune principale : LAVOÛTE-SUR-LOIRE</p> <p>Dans le Bois de l'Argentière</p> <p>Activité principale : Extraction des minéraux chimiques (ex : soufre, sulfate, baryum, ...) et d'engrais minéraux (phosphate, potasse)</p> <p>Etat du site : Activité terminée</p> <p>Date de début d'activité : 1800-01-01</p> <p>Date de fin d'activité : 1912-01-01</p>	
<p>Commune principale : LAVOÛTE-SUR-LOIRE</p> <p>Secteur Les Longes</p> <p>Activité principale : Collecte et stockage des déchets non dangereux dont les ordures ménagères (décharge d'O.M. ; déchetterie)</p> <p>Etat du site : Activité terminée</p> <p>Date de début d'activité : 1111-01-01</p>	

- Installations industrielles classées

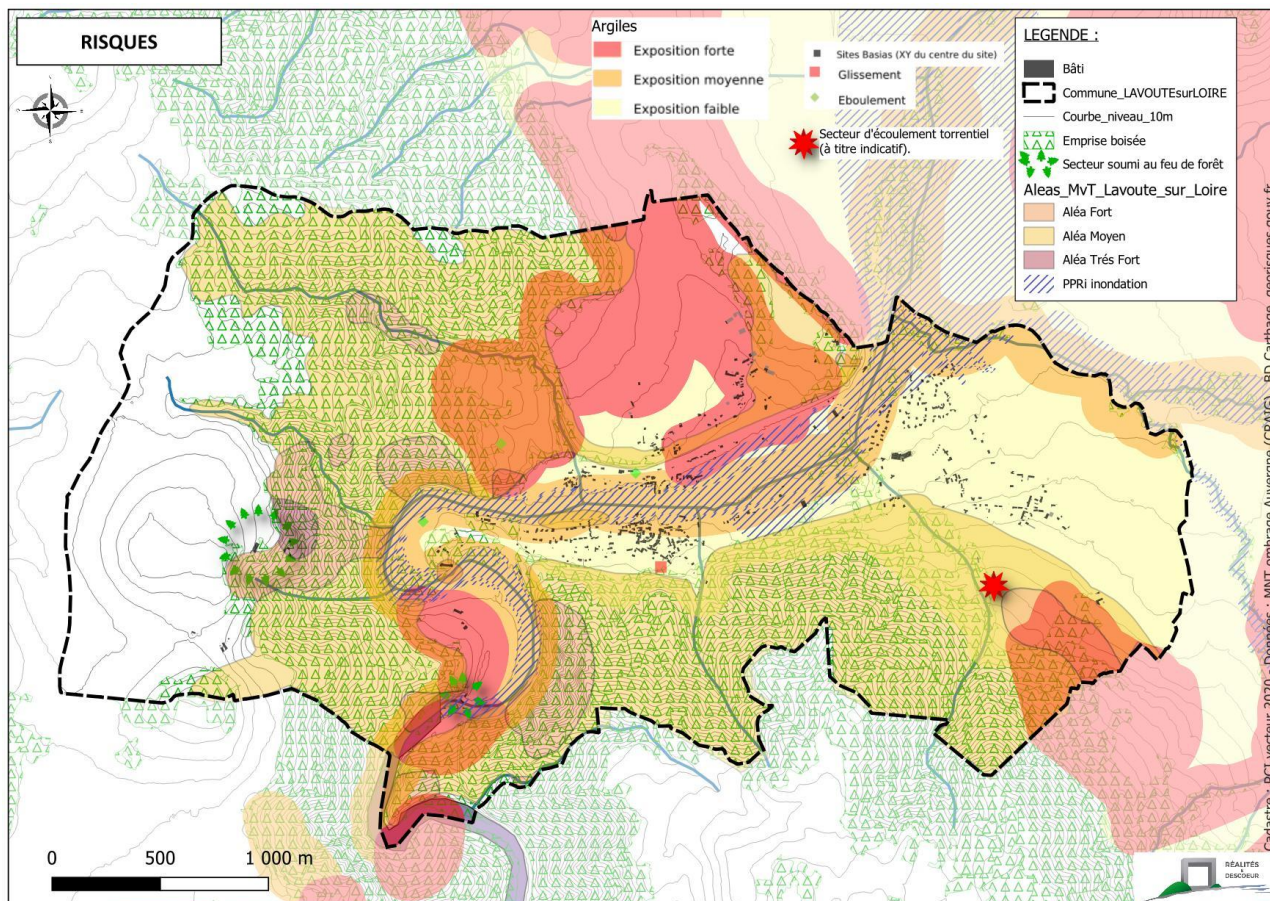
La commune de Lavoûte-sur-Loire n'est à priori pas concernée par ce risque.

- Installations rejetant des polluants

La commune de Lavoûte-sur-Loire n'est à priori pas concernée par ce risque.

- Canalisations de matières dangereuses

La commune de Lavoûte-sur-Loire n'est à priori pas concernée par ce risque.



4.3 LES ORIENTATIONS DU SCOT EN MATIERE DE RISQUES CONCERNANT LAVOUTE-SUR-LOIRE

Orientation 31 – Prévenir les risques naturels pour la protection des personnes et des biens

PRESCRIPTIONS :

- ❖ Dans les secteurs exposés aux risques naturels et technologiques connus et encadrés :
 - o **Prendre en compte sur les documents graphiques des documents d'urbanisme locaux les zonages réglementaires des PPR approuvés** (inondation, mouvement de terrain et technologique) et traduire les prescriptions écrites associées dans le règlement ;
 - o **Au sein des zones inconstructibles des PPR, une valorisation naturelle, agricole, paysagère ou touristique (aire de loisirs...) sera privilégiée ;**
 - o Les projets de développement urbain devront être envisagés **prioritairement en dehors des zones intégrées aux PPR.**

⇒ La commune de Lavoûte-sur-Loire est concernée par ces orientations.

- ❖ Dans les secteurs exposés aux risques naturels, connus mais non encadrés :
 - o Dans les zones d'aléas mais non couvertes par un PPR, réaliser des études spécifiques permettant de **préciser la nature des aléas et le niveau de risque** afin de limiter ou conditionner les nouvelles implantations et l'évolution des constructions existantes ;
 - o Dans ces zones, en cas d'autorisation des nouvelles constructions, **des mesures de prévention du risque devront être définies sur la base des recommandations nationales et locales ;**

⇒ La commune de Lavoûte-sur-Loire est à priori peu concernée par ces orientations.

- ❖ Dans les zones soumises aux inondations, et conformément aux orientations du PGRI :
 - o Les **zones inondables en dehors des zones urbanisées sont préservées de toute urbanisation nouvelle ;**
 - o **Peuvent éventuellement être admises** dans ces zones, selon les conditions locales et dans des limites strictes, les exceptions suivantes :
 - les constructions, reconstructions après sinistre, ouvrages, installations, aménagements nécessaires à la gestion, à l'entretien, à l'exploitation des terrains inondables, notamment par un usage agricole, ou pour des activités sportives ou de loisirs compatibles avec le risque d'inondation ;
 - les réparations ou reconstructions de biens sinistrés (sauf les reconstructions à l'identique suite à une inondation torrentielle), démolitions-reconstructions et changements de destination des biens existants sans accroissement notable des capacités d'accueil de populations, sous réserve que la sécurité des occupants soit assurée et que la vulnérabilité de ces biens soit diminuée ;
 - les extensions mesurées des constructions existantes et les annexes légères ;
 - les ouvrages, installations, aménagements d'infrastructures et réseaux d'intérêt général sans alternative à l'échelle du bassin de vie et réalisés selon une conception résiliente à l'inondation ;
 - les équipements dont la fonction est liée à leur implantation (portes d'écluses, équipements portuaires) ;
 - les activités nécessitant la proximité immédiate du cours d'eau ;
 - les constructions, ouvrages, installations, aménagements et travaux destinés à réduire les conséquences du risque d'inondation et d'érosion.

o Hormis pour la protection de zones déjà fortement urbanisées, la réduction de vulnérabilité d'installations ou équipements existants, ou la réalisation de nouveaux équipements, installations, infrastructures qui ne pourraient être implantés ailleurs, les documents d'urbanisme locaux intègrent des dispositions permettant **d'interdire la réalisation de nouvelle digue ou de nouveau remblai dans les zones inondables**, qui diminuerait les capacités d'écoulement ou de stockage des eaux issues d'une crue sans en compenser les effets.

⇒ La commune de Lavoûte-sur-Loire est concernée par ces orientations.

o À défaut d'analyse locale spécifique (dont le PPR) justifiant la sécurité des personnes, une zone submergée par une hauteur de plus de 1 mètre d'eau est considérée comme potentiellement dangereuse. Ce seuil est, au moins dans les zones de grand écoulement, abaissé à 50 cm. **Dans les zones inondables considérées comme potentiellement dangereuses, les nouvelles constructions sont interdites.** Les exceptions précitées peuvent s'appliquées avec une vigilance accrue pour la sécurité des personnes.

o **Dans les zones inondables considérées comme potentiellement dangereuses situées dans les secteurs déjà urbanisés, les opérations de réhabilitation, rénovation, renouvellement urbain y restent envisageables** sous réserve de conduire à une notable réduction de la vulnérabilité au risque d'inondation, d'intégrer la mise en sécurité de la population et d'être compatible avec les capacités d'évacuation qui devront être appréciées au préalable.

De plus, en fonction des conditions locales, dans les secteurs déjà fortement urbanisés, des opérations de comblement de dents creuses pourront être envisagées. L'ensemble de ces opérations donneront lieu à des prescriptions et notamment si ces projets prévoient la construction de logements, ceux-ci devront obligatoirement intégrer la réalisation d'une zone refuge.

o Les documents d'urbanisme locaux **prennent en compte le risque de défaillance des digues**, ainsi que les zones de dissipation de l'énergie qui accompagnent la rupture des ouvrages. Le périmètre de ces zones de dissipation d'énergie est déterminé à partir des études de dangers. À défaut cette zone de dissipation d'énergie s'établit, depuis l'aplomb des digues, sur une largeur de 100 mètres par mètre de hauteur de digue pouvant être mise en charge. Dans cette zone, toute nouvelle construction est interdite.

❖ Dans les zones sensibles aux crues, aux coulées de boue ou aux glissements de terrain, **conserver l'ensemble des éléments pouvant jouer un rôle dans la rétention des sols**, notamment les éléments naturels : boisements, réseau de haies... Ces éléments seront protégés dans les documents d'urbanisme par des inscriptions graphiques spécifiques (EBC, L151-23...).

❖ L'identification des EBC doit être compatible avec la gestion d'ouvrages d'intérêt général et de services publics implantés à leurs abords (réseaux de transports d'électricité) ;

❖ Le diagnostic des documents d'urbanisme détermine les **zones susceptibles d'être soumises à un risque d'éboulement et de chutes de blocs**, notamment dans les zones de falaises, au niveau des gorges, et plus particulièrement celles de la Loire ;

❖ En contrebas de ces falaises rocheuses, toute nouvelle urbanisation est évitée ainsi que tout projet d'infrastructure de transport ;

❖ Dans les secteurs affectés par des mouvements de terrain liés à la présence de cavités souterraines ou d'aléa fort de retrait-gonflement des argiles, les projets urbains seront conditionnés à la **réalisation d'études géotechniques complémentaires préalables** précisant la nature et l'intensité du risque, mais également les mesures constructives à mettre en œuvre pour le réduire autant que possible ;

❖ Les nouvelles constructions observeront les **règles de construction parasismiques** qui s'imposent à elles selon le contexte dans lequel elles se situent ;

❖ Dans les communes concernées par le risque de feu de forêt, les documents d'urbanisme veillent à **conserver un éloignement de 50m de l'urbanisation au regard des massifs forestiers** ;

Orientation 33 – Maîtriser les nuisances sonores

PRESCRIPTIONS :

❖ Lors des choix de localisation de nouveaux programmes de logements ou d'équipements sensibles (enseignement, santé...), **privilégier des secteurs épargnés par les nuisances sonores** ;

❖ En cas de développement de nouvelles zones d'habitat ou d'équipements sensibles dans des secteurs bruyants, mettre en œuvre des **dispositifs adaptés de réduction du bruit à la source** (murs anti-bruit le long des axes, écrans végétalisés, revêtements spécifiques...) **et d'isolation acoustique renforcée** ;

Ce qu'il faut retenir

- Une sensibilité forte face aux risques inondation (PPRi Loire), argiles, mouvements de terrain.

DIAGNOSTIC TERRITORIAL

1 Coopérations intercommunales et règles supra-communales

1.1. LES GROUPEMENTS INTERCOMMUNAUX

- La Communauté d'Agglomération du Puy en Velay.

Lavoûte-sur-Loire fait partie de la Communauté d'Agglomération du Puy en Velay. Cette intercommunalité regroupe 72 communes et environ 82 673 habitants en 2018.

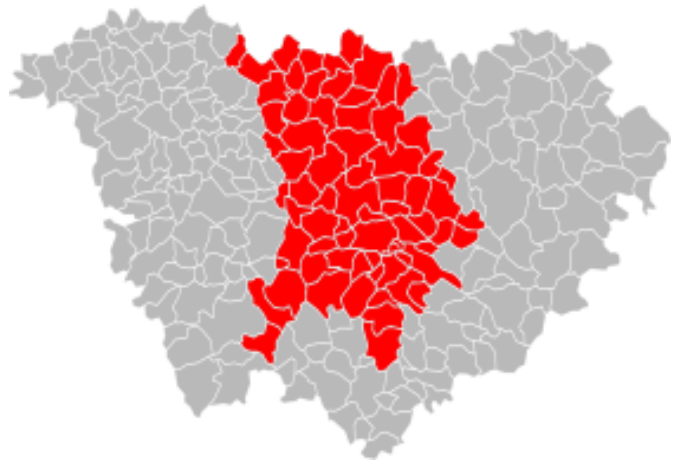


Les compétences obligatoires :

Le développement économique

Dans les conditions prévues à l'article L. 4251-17.

- Création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- Politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire ;
- Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme.



L'aménagement de l'espace communautaire

- Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ;
- Définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt communautaire au sens de l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ;
- Organisation de la mobilité au sens du titre III du livre II de la première partie du code des transports, sous réserve de l'article L. 3421-2 du même code ;

L'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire

- Programme local de l'habitat.
- Politique du logement d'intérêt communautaire.
- Actions et aides financières en faveur du logement social d'intérêt communautaire.
- Réserves foncières pour la mise en œuvre de la politique communautaire d'équilibre social de l'habitat.
- Action par des opérations d'intérêt communautaire, en faveur du logement des personnes défavorisées.
- Amélioration du parc immobilier bâti d'intérêt communautaire.

La politique de la ville

- Élaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- Programmes d'actions définis dans le contrat de ville.

Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations

- Dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

Accueil des gens du voyage

- Création, aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1er de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés**Eau****Assainissement****Les compétences optionnelles choisies par la Communauté d'agglomération**

La protection et la mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie

- Lutte contre la pollution de l'air,
- Lutte contre les nuisances sonores.
- Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie.

La voirie

- Création ou aménagement et entretien de voirie d'intérêt communautaire.
- Création ou aménagement et gestion de parc de stationnement d'intérêt communautaire.

Les équipements culturels et sportifs

- Construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire.
- Pétanquodrome (délibération n° 51 du 30 septembre 2010).

Les compétences facultatives choisies par la Communauté d'agglomération

Economie

- Gestion de l'abattoir situé à Polignac
- Gestion des auberges de Chamborne et de Connangles et du complexe multiactivité de Chomelix
- Gestion du gîte de la Cabourne à Saint-Privat d'Allier

Petite enfance

Construction, aménagement, animation et gestion :

- des relais d'assistantes maternelles,
- des lieux d'accueil enfants-parents,
- du Pool spécialisé,
- des crèches, micro-crèches et jardins d'enfants

Signature des contrats enfance jeunesse

Soutien aux structures intervenant dans le domaine de la petite enfance

Versement des contingents incendie et secours en lieu et place des communes membres

Tourisme

- Réalisation, aménagement et gestion d'équipements touristiques présentant un intérêt structurant pour le territoire communautaire
- Valorisation des sites touristiques naturels suivants : cascade de la Beaume, parc des Chibottes à Vals, chemin de St-Jacques, ravin de Corboeuf et chemin Stevenson
- Exploitation touristique des voies ferrées suivantes : Ambert, Chaise-Dieu, Estivareille
- Gestion de l'arboretum situé à Chavrols-Malvières

Environnement, énergie

- Réalisation et soutien aux opérations de protection et de mise en valeur de l'environnement de rayonnement communautaire.
- Réflexion et soutien au développement des énergies renouvelables et de rayonnement communautaire.
- Signature des contrats de rivières.
- Etude et suivi de la construction des réseaux de chaleur.

Culture et sport

- Gestion du conservatoire "Les ateliers des Arts".
- Coordination des animations entre les bibliothèques.
- Organisation de manifestations culturelles et sportives possédant au minimum un rayonnement communautaire et soutien aux associations culturelles et sportives à rayonnement communautaire.

Création et gestion d'un crématorium

Enfance, jeunesse

- **Gestion de la ludothèque.**

Adhésion à la mission locale

Nouvelles technologies Auvergne-Rhône-Alpes

- **Déploiement et soutien au Très Haut Débit et à la dématérialisation des procédures.**

Espace animalier de Polignac
 Développement de l'enseignement supérieur et de la vie étudiante
 Balisage des chemins de randonnées et de VTT (avec adhésion de la FFC) et animation de la Via Fluvia
 Création et gestion des voies vertes
 Maisons de santé de Craponne-sur-Arzon et de La Chaise-Dieu
 Espace France Services de Craponne-sur-Arzon

- **SGEV (eau, assainissement) au Puy en Velay**
- **DEA (eau, assainissement), Communauté d'agglomération du Puy en Velay**
- **SICTOM Emblavez-Meygal, déchets à Rosières.**

1.2. LES RÈGLES SUPRA-COMMUNALES QUI S'IMPOSENT À LA COMMUNE

En application de l'article L 111.1.1 modifié (Loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010, article 13) du code de l'urbanisme, le **PLU** doit être compatible avec un certain nombre de documents.

« ... Les plans locaux d'urbanisme doivent être compatibles avec les schémas de cohérence territoriale et les schémas de secteur. En l'absence de schéma de cohérence territoriale, ils doivent être compatibles, s'il y a lieu, avec les dispositions particulières aux zones de montagne et au littoral prévues aux articles L. 145-1 à L. 146-9, le schéma directeur de la région d'Ile-de-France, les schémas d'aménagement régionaux des régions d'outre-mer, le plan d'aménagement et de développement durable de Corse, les chartes des parcs naturels régionaux et des parcs nationaux, les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux, ainsi qu'avec les objectifs de protection définis par les schémas d'aménagement et de gestion des eaux. Ils doivent prendre en compte les schémas régionaux de cohérence écologique et les plans climat-énergie territoriaux lorsqu'ils existent. »

L'articulation du PLU avec les documents de rang supérieur

D'un point de vue juridique, l'obligation de compatibilité entre différents documents est « une obligation négative de non-contrariété », c'est-à-dire que la règle inférieure ne doit pas avoir pour effet ou pour objet d'empêcher l'application de la règle supérieure. Il n'est pas exigé que le destinataire de la règle s'y conforme rigoureusement mais simplement qu'il ne contrevienne pas à ses aspects essentiels.

PRISE EN COMPTE

- Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE)
- Plan Climat Energie Territorial (PCET)
- Programmes d'équipement public de l'Etat, des collectivités territoriales, des établissements et services publics
- Schéma Régional des Carrières (SRC)

COMPATIBILITE

- Dispositions particulières Zones de bruit des aéroports
- Charte Parc Naturel Régional (PNR)
- Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE)
- Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE)
- Directive de Protection et de Mise en Valeur des Paysages (DPMVP)

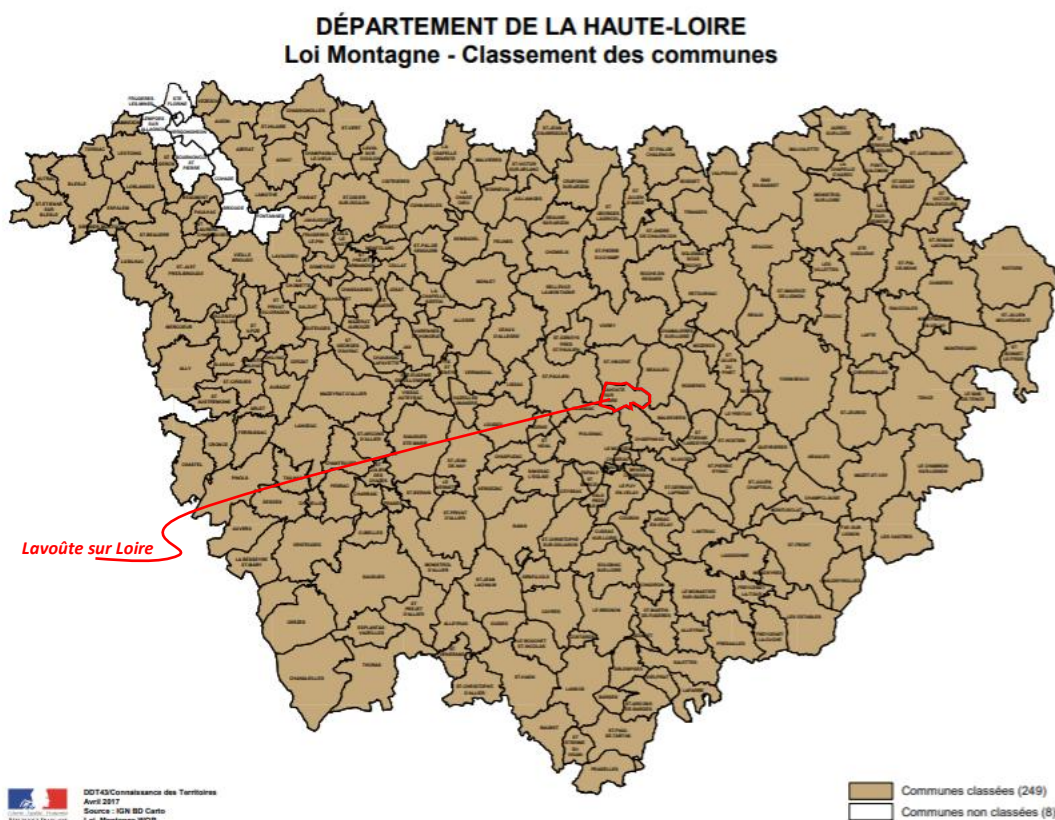
La commune est-elle concernée par les règles des documents suivants ?		
	Oui	Non
Plan biodiversité	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Loi Montagne	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
SRADDET (Auvergne Rhône-Alpes)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Schéma régional de gestion sylvicole de l'Auvergne	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Parc Naturel Régional	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Schéma départemental d'accès à la ressource forestière	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
SDAGE	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Plan de gestion des risques d'inondation (PRGI)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
SAGE	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
SCOT	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
PLH	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
PCAET	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

- **La Loi Montagne**

La commune de Lavoûte-sur-Loire se situe en Loi MONTAGNE.

Les principaux objectifs de la loi du 9 janvier 1985 relative à la protection et à l'aménagement de la montagne sont :

- Réaliser l'urbanisation en continuité avec les bourgs, villages, hameaux et groupes d'habitations ou de constructions traditionnelles existants,
- S'assurer de la compatibilité de la capacité d'accueil des espaces destinés à l'urbanisation avec la préservation des espaces naturels et agricoles
- Préserver les terres nécessaires au maintien et au développement des activités agricoles, pastorales et forestières
- Préserver les espaces, paysages, et milieux caractéristiques du patrimoine naturel et culturel montagnard,
- Encadrer le développement touristique par la réalisation d'une unité touristique nouvelle (UTN)
- **Protéger les parties naturelles des rives des plans d'eau, d'une superficie inférieure à 1000 ha sur une distance de 300m. Sont interdits : Toutes constructions, installations et routes nouvelles ; Toutes extractions et tous affouillements**



- **Le SCOT du Pays du Velay**

Le Pays du Velay a été créé en 2003 sous forme associative puis transformé en 2012 en Syndicat mixte pour porter le SCOT.

Le Pays du Velay est constitué de 8 EPCI et 112 communes. La superficie de référence est de 2 253,9 km², le territoire est habité par 97 921 habitants (données Insee 2013) et propose 38 681 emplois (données INSEE 2013).

Les orientations du SCOT (DOO) :**Partie 1 – Gestion économe des espaces****Orientation 1 - Une organisation territoriale équilibrée**

- ❖ Permettre l'accueil de 11 600 habitants supplémentaires au cours de **20 prochaines années** pour atteindre une population d'environ 111 500 habitants en 2035 ;
- ❖ Conforter la structuration du territoire suivante pour favoriser un développement équilibré sur le Pays du Velay

La commune de Lavoûte-sur-Loire est identifiée comme une *autre commune*.

**Orientation 2 - Un modèle de développement maîtrisé qui limite les pressions sur les espaces agricoles et naturels**

		Besoin foncier total (ha)	Au sein des enveloppes bâties (ha)	En urbanisation nouvelle (ha)
CA du Puy en Velay	Cœur urbain	118ha-165ha	47ha-66ha	71ha-99ha
	Pôle secondaire	18ha-24ha	5ha-7ha	13ha-17ha
	Communes structurantes	173ha-216ha	52ha-65ha	121ha-151ha
	Autres communes	160ha-192ha	64ha-77ha	96ha-115ha
CC du Meygal-Mezenc	Communes structurantes	64ha-80ha	19ha-24ha	45ha-56ha
	Autres communes	28ha-33ha	11ha-13ha	17ha-20ha
CC des Pays de Cayres et de Pradelles	Communes structurantes	19ha-24ha	6ha-7ha	13ha-17ha
	Autres communes	20ha-24ha	8ha-10ha	12ha-14ha
SCoT Pays du Velay		600ha-758ha	212ha-269ha	388ha-489ha

La répartition des stocks fonciers ne se fait pas de manière uniforme sur l'ensemble des communes d'une même typologie. Les communes n'ayant pas ou peu de disponibilités foncières au sein du tissu urbain, pourront mobiliser plus de foncier en extension. Les communes ayant plus de disponibilité foncière au sein de l'enveloppe urbaine, devront les mobiliser en priorité.

Orientation 3 - Un développement résidentiel organisé**Orientation 4 - Une urbanisation de qualité****Orientation 5 - Un développement économique volontariste et optimisé**

- ❖ Créer les conditions permettant d'accueillir près de 8 000 emplois sur le Pays du Velay entre 2016 et 2035 pour accompagner la croissance démographique d'un développement économique volontariste permettant de poursuivre l'augmentation du taux d'emplois constatée entre 1999 et 2013 ;

Orientation 6 - Des zones d'activités requalifiées**Partie 2 – Protection des espaces agricoles, naturels et Urbains****Orientation 7 - Protéger les réservoirs de biodiversité****Orientation 8 - Préserver la fonctionnalité écologique du territoire****Orientation 9 - Des espaces agricoles préservés et mis en valeur****Orientation 10 - Garantir les conditions de viabilité des exploitations et de fonctionnalité des espaces agricoles**

Orientation 11 - Mettre en valeur les espaces non-artificialisés

Orientation 12 - Valoriser les espaces forestiers, les capacités de productions de bois d'œuvre et de bois énergie

Partie 3 – Habitat

Orientation 13 - Territorialisation des objectifs de construction de Logements

Orientation 14 - Un parc de logements adapté

Orientation 15 - Une offre en logements complète et diversifiée

Partie 4 – Transport et déplacements

Orientation 16 - Poursuivre le désenclavement routier et ferroviaire du Territoire

Orientation 17 - Déployer une offre de mobilité durable adaptée aux caractéristiques du territoire

Orientation 18 – Renforcer les liens entre urbanisation et mobilité

Partie 5 - Equipement commercial et artisanal

Orientation 19 – Prescriptions relatives au commerce de moins de 1200m² de surface de plancher

Orientation 20 – Prescriptions relatives au commerce de plus de 1 200m² de surface de plancher

Partie 6 - Qualité urbaine, architecturale et paysagère

Orientation 21 – Organiser un développement urbain en accord avec l'armature urbaine et paysagère

Orientation 22 – Adopter un vocabulaire architectural et paysager Harmonieux

Orientation 23 – Préserver et valoriser le patrimoine bâti historique, connu et vernaculaire

Orientation 24 – Affirmer des limites nettes entre les entités urbaines en préservant les coupures vertes

Orientation 25 – Préserver et valoriser les points de vue et panoramas, qui forgent le caractère identitaire

Orientation 26 – Valoriser les routes et sentiers du pays, vecteurs d'images clés du territoire

Orientation 27 – Garantir la qualité des franges urbaines et des entrées de ville

Orientation 28 – Veiller à l'intégration paysagère des zones d'activités et des bâtiments agricoles

Partie 7 – Equipements et de services

Orientation 29 – S'engager en faveur d'une couverture en équipements équilibrée et cohérente

Orientation 30 – Offrir une gamme d'équipements complète et adaptée aux besoins des ménages et des entreprises

Partie 8 - Infrastructures et réseaux de communications Electroniques

Partie 9. Performances environnementales et Energétiques

Orientation 31 – Prévenir les risques naturels pour la protection des personnes et des biens

Orientation 32– Prendre en compte le risque technologique dans les dynamiques de développement du territoire

Orientation 33 – Maitriser les nuisances sonores

Orientation 34 – Réduire les consommations énergétiques

Orientation 35 – Développer la production d'énergies renouvelables

Orientation 36 – S'inscrire dans la protection durable de la ressource en eau potable

Orientation 37 – Favoriser l'amélioration des conditions d'assainissement des eaux usées

Orientation 38 – Poursuivre la mise en œuvre d'une gestion optimale des eaux pluviales

Orientation 39 - Permettre une meilleure gestion des déchets

Partie 10 – Zones de montagne

Orientation 40 – La stratégie touristique du territoire

Orientation 41 – Les unités touristiques nouvelles (UTN) de rang départemental

- **Le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) de la région Auvergne-Rhône-Alpes**

Le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires est élaboré à l'initiative et sous la responsabilité du président du conseil régional. Il a été adopté lors de la séance plénière des 19 et 20 décembre 2019 et a été approuvé par arrêté du préfet de région le 10 avril 2020.

Le SRADDET de la région Auvergne-Rhône-Alpes s'inscrit à l'horizon 2030 et porte sur 4 grands objectifs stratégiques, qui sont les suivants :

- ✓ Construire une région qui n'oublie personne,
- ✓ Développer la région par l'attractivité et les spécificités de ses territoires,
- ✓ Inscrire le développement régional dans les dynamiques interrégionales, transfrontalières et européennes,
- ✓ Innover pour réussir les transitions et mutations.

Le SRADDET décline ensuite ces objectifs en sous-objectifs et règles. Les principaux éléments sont :

1. **Armature urbaine, complémentarité des territoires et mixité des fonctions (objectifs 5.1, 1.3, 1.8 et règle 2)**

- Promouvoir une organisation multipolaire hiérarchisée, en renforçant les complémentarités, les coopérations et les liens de toute nature
- A travers leurs documents de planification et d'urbanisme, les territoires doivent contribuer à renforcer, sur leur périmètre, les différents niveaux de polarités et leurs fonctions de centralité
- Promouvoir une armature territoriale qui favorise les fonctionnements de proximité à l'échelle de chaque polarité : rechercher une plus grande mixité fonctionnelle des espaces et dans les projets urbains ; et plus particulièrement de développer une plus grande multifonctionnalité des espaces périurbains
- Gestion économe de l'espace : inverser le regard et envisager le développement du territoire régional à partir de l'armature des espaces naturels, agricoles et forestiers et valoriser dans les documents d'urbanisme les différents services rendus par ces espaces (qualité des paysages, amélioration du cadre de vie, préservation du patrimoine rural, alimentation de proximité, ...)
- Favoriser la ville compacte, avec une bonne desserte en transport collectif et accessible à pied et à vélo. Cela passe notamment par l'objectif d'encourager la revitalisation des centres-bourgs, notamment par : la rénovation et la diversification de l'habitat, la requalification des espaces publics, l'amélioration du commerce de proximité,

2. **Habitat (objectifs 1.2 et 4.2, règle 3)**

- Anticiper et s'adapter aux mutations démographiques (vieillesse), à l'évolution des modes de vie et aux conséquences du changement climatique : proposer des formes, tailles et typologies de logement diversifiées pour favoriser la mixité sociale et intergénérationnelle recréant du lien social ; et faciliter l'accès à la propriété en soutenant des formes de production de logements alternatives au modèle de promotion immobilière classique comme l'habitat participatif ou l'acquisition de terrain par un organisme foncier solidaire
- **Les objectifs de production de logements doivent être phasés dans le temps et cibler de manière prioritaire la réhabilitation de l'existant**

3. **Foncier et gestion économe de l'espace (objectif 3.1 à 3.3, règles 4, 5 et 7)**

- Promouvoir des modèles de développement fondés sur les potentiels et les ressources locales : s'inscrire dans la perspective d'un urbanisme circulaire,
- **Constat d'une consommation moyenne annuelle de 3 550 ha d'espace naturel, agricole et forestier, sur 2006-2015 sur la Région. Rappel du souhait de la commission européenne d'un arrêt d'ici 2050 de « toute augmentation nette de la surface de terre occupée » : il est donc**

nécessaire de trouver des réponses adaptées conciliant besoin du territoire et gestion économe du foncier.

- Construire un projet en orientant le développement dans les limites urbaines existantes et les secteurs les mieux desservis. A défaut, toute extension ou création se feront en continuité urbaine et seront conditionnées à la définition d'objectif de qualité urbaine, architecturale, paysagère, naturelle, et de densité.
- **Protéger la ruralité, en particulier son économie, en stimulant la dynamique d'installation agricole ; et assurer la sécurité alimentaire des habitants. Pour cela, il est nécessaire d'assurer une activité agricole et sylvicole viable, soucieuse de la biodiversité et résiliente face aux aléas climatiques**
- Eviter les nouvelles implantations commerciales diffuses et enrayer la multiplication des surfaces commerciales périphériques (OAP thématique par exemple)

4. Préservation de la Trame Verte et Bleue (objectifs 1.6 à 1.9, règles 35 à 41)

- Préserver les continuités écologiques, composées de réservoirs de biodiversité et corridors écologiques, et de réduire la consommation des espaces de nature ordinaire qui sont perméables aux déplacements des espèces.
- Maintenir des milieux ouverts diversifiés, par exemple en limitant la conversion de prairies en cultures ou en luttant contre la déprise agricole. La mobilisation de zonages spécifiques va de pair avec la préconisation d'une gestion durable des espaces
- Préserver les milieux humides
- Préserver et gérer les milieux boisés, par exemple en préservant les forêts anciennes et la trame vieux bois, en préservant le maillage bocager
- Favoriser la présence de végétaux en ville et la dés-imperméabilisation des sols.

5. Préservation de la ressource en eau (objectif 4.5, règle 8)

- L'accroissement des besoins en eau génère des conflits d'usage : il est nécessaire de rationaliser au maximum les usages et de conditionner les projets d'aménagement à la disponibilité de la ressource
- Mettre en place des mesures de préservation nécessaires pour le maintien des écosystèmes

6. Climat-air-énergie (objectifs 1.5, 2.9, 3.7, 3.8 et 9.1, règles 23 à 34)

- Prévenir le changement climatique :
 - Gestion économe du foncier et désartificialisation des sols
 - Habitat : favoriser l'éco-conception et l'usage des matériaux biosourcés et recyclés
 - Favoriser l'intermodalité et développer les modes doux (modes actifs)
 - Gestion des déchets et développement d'une économie circulaire
- Identifier et lutter contre ses effets : Protection de la TVB, de la nature ordinaire, de l'eau et préservation de la ressource en eau
- Lutte contre la pollution de l'air et les émissions de gaz à effet de serre
- Concrétisation de la transition énergétique

7. Innovation et anticipation des mutations

- Promouvoir l'utilisation de nouveaux matériaux et de nouveaux systèmes de rafraîchissement des bâtiments (géothermie par exemple)
- Engager une massification de la nature en ville (définition d'un taux de végétalisation des toitures, rues, places et bords de voiries, ..., création de jardins partagés, massification de plantation d'arbres, ...) pour diminuer les consommations énergétiques et lutter contre les îlots de chaleur et les effets sur le changement climatique
- Encourager les projets d'aménagement de type écoquartier
- Les espaces urbains doivent appliquer les principes d'une ville flexible, de l'urbanisme circulaire, afin de s'adapter aux changements d'usage : vers la production de bâtiments évolutifs et réversibles

Les autres règles supra-communales s'imposant à la commune :

- **Le Plan de Gestion des Risques d'Inondation (PGRI) du bassin Loire-Bretagne**

Le PGRI du bassin-versant Loire-Bretagne a été approuvé par arrêté préfectoral du 15 mars 2022. Ce plan, portant sur une période de six ans, constitue le document de planification dans le domaine de la gestion des risques d'inondation à l'échelle du bassin Loire-Bretagne.

La politique de gestion du risque d'inondation sur le bassin Loire-Bretagne pour les débordements de cours d'eau est fondée sur six objectifs :

- Préserver les capacités d'écoulement des crues ainsi que les zones d'expansion des crues,
- Planifier l'organisation et l'aménagement du territoire en tenant compte du risque,
- Réduire les dommages aux personnes et aux biens implantés en zone inondable,
- Intégrer les ouvrages de protection contre les inondations dans une approche globale,
- Améliorer la connaissance et la conscience du risque d'inondation,
- Se préparer à la crise et favoriser le retour à la normale.

Ces six objectifs se déclinent en quarante dispositions.

Conformément aux articles L.131-1 et L.131-7 du code de l'urbanisme, les documents d'urbanisme doivent être rendus compatibles, si nécessaire, avec les dispositions du PGRI suivantes :

- les objectifs de gestion des risques d'inondation définis par le PGRI,
- et les orientations fondamentales et dispositions du plan.

- **Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Loire-Bretagne,**

Cf 5.7

- **Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Loire Amont**

Cf 5.8

- **Le schéma départemental d'accès à la ressource forestière**

Conformément aux dispositions de l'article L.131-5 du code de l'urbanisme modifié par la loi n°2016-1888 du 28 décembre 2016 de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne, le PLU doit prendre en compte le schéma départemental d'accès à la ressource forestière élaboré chaque année par le conseil départemental, en concertation avec les communes, et les établissements publics de coopération intercommunale concernés. Ce schéma prévoit des itinéraires empruntant des routes départementales, communales et intercommunales et permettant d'assurer le transport de grumes depuis les chemins forestiers jusqu'aux différents points de livraison.

- **Le Schéma régional de gestion sylvicole de l'Auvergne**

Approuvé en avril 2005, ce schéma a pour rôle d'encadrer la rédaction des plans simples de gestion, des règlements types de gestion et des codes de bonnes pratiques sylvicoles qui doivent lui être conformes. A ce titre, il constitue le document de référence pour leur agrément. Il a été rédigé dans le souci d'une gestion durable. La gestion durable des forêts garantit leur diversité biologique, leur productivité, leur capacité de régénération, leur vitalité et leur capacité à satisfaire, actuellement et pour l'avenir, les fonctions économiques, écologiques et sociales pertinentes, aux niveaux local, national et international.

Ce schéma fixe 6 objectifs :

- la conservation et l'amélioration appropriée des ressources forestières et de leur contribution aux cycles mondiaux du carbone
- le maintien de la santé et de la vitalité des écosystèmes forestiers
- le maintien et l'encouragement des fonctions de production des forêts
- le maintien, la conservation et l'amélioration appropriée de la diversité biologique dans les écosystèmes forestiers
- le maintien et l'amélioration appropriée des fonctions de protection de la gestion des forêts (notamment sols et eau)
- le maintien d'autres bénéfices et conditions socio-économiques.

Le PLU prendra en compte ce schéma régional et édictera certaines préconisations concernant la valorisation du patrimoine forestier avec notamment une préservation des espaces forestiers et paysager ainsi qu'un accompagnement du développement de la filière bois.

- **Le PRSE**

Le PRSE Auvergne-Rhône-Alpes a été signé par le Préfet de Région le 18 Avril 2018. Ce document est établi autour de 3 axes :

- Développer les compétences en matière de santé-environnement : informer, former et éduquer, pour que nous soyons tous acteurs d'un environnement favorable à notre santé
- Contribuer à réduire les surexpositions reconnues : réagir aux risques environnementaux avérés, promouvoir les bonnes pratiques (pesticides, pollens, qualité de l'air intérieur et extérieur, qualité de l'eau)
- Améliorer la prise en compte des enjeux de santé dans les politiques territoriales à vocation économique, sociale ou environnementale : intégrer la santé-environnement dans toutes les politiques territoriales.

- **Le PCET de l'agglomération du Puy en Velay**

Un PCET est en cours d'élaboration à l'échelle du Département, projet porté par le Conseil Général de Haute Loire. Ce PCET ne comprend pas de volet territorial, il porte uniquement sur le patrimoine bâti de la collectivité (bâtiments de l'agglomération et ceux liés à leurs compétences – usine de collecte et traitement des déchets, centre aquatique, atelier des arts, golf, ...).

Un PCET territorial est en cours à l'échelle de la Communauté d'agglomération du Puy en Velay.

- **Le Programme Local d'Habitat (PLH) 2019-2025 de la Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay**

Instauré par la loi de décentralisation du 7 janvier 1983, les Programmes Locaux de l'Habitat (PLH) définissent les objectifs et les principes d'une politique visant à répondre aux besoins en logements et à assurer, entre les communes et les quartiers, une répartition équilibrée et diversifiée de l'offre de logements.

Le Programme Local de l'Habitat (PLH) définit les objectifs de la Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay en matière de politique du logement pour répondre aux besoins identifiés sur ses 73 communes membres. C'est le principal outil de définition d'une politique de l'habitat sur un territoire intercommunal.

Elaboré depuis l'été 2017, le PLH 2019-2025 a été adopté définitivement le 27 juin 2019 par délibération du conseil communautaire.

Le PLH compte 3 parties :

- > un diagnostic
- > des orientations stratégiques et un scénario de développement pour les 6 prochaines années,
- > un programme d'actions qui permet de décliner de manière opérationnelle les orientations

Valoriser le parc existant

Action n°1 : Mettre en place un nouveau programme de l'habitat privé

Action n°2 : Accompagner la reconquête des centres-bourgs

Action n°3 : Encourager l'adaptation des logements à la perte de mobilité et au handicap

Organiser le développement de la construction neuve de manière plus qualitative

Action n°4 : Soutenir les opérations de construction neuve de qualité

Action n°5 : Porter une stratégie foncière en faveur de l'habitat

Compléter l'offre de logements et d'hébergement dans le neuf et dans l'existant

Action n°6 : Compléter ponctuellement les capacités d'accueil des publics précarisés et des jeunes en début de parcours professionnel

Action n°7 : Favoriser l'amélioration et la création de logements sociaux (communaux et HLM) en location et en accession

Action n°8 : Répondre aux besoins des gens du voyage

Accompagner la politique de l'habitat

Action n°9 : Conduire la politique de l'habitat

Action n°10 : Renforcer l'information et la communication

- **Les Parcs Naturels Régionaux**

La commune de Lavoûte sur Loire n'est inscrite dans aucun PNR.

- **Le plan Biodiversité**

Le Plan biodiversité a été présenté à l'occasion du premier comité interministériel pour la biodiversité début juillet 2018. La lutte contre l'érosion de la biodiversité constitue une priorité de l'action du gouvernement au même titre que la lutte contre le changement climatique.

Ce plan est articulé autour de 6 axes thématiques pour :

- reconquérir la biodiversité dans les territoires ;
- construire une économie sans pollution et à faible impact pour la biodiversité ;
- protéger et restaurer la nature dans toutes ses composantes ;
- développer une feuille de route européenne et internationale ambitieuse pour la biodiversité ;
- connaître, éduquer, former ;
- améliorer l'efficacité des politiques de biodiversité.

La limitation de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers est réaffirmée pour atteindre l'objectif de « zéro artificialisation nette ».

Ce qu'il faut retenir

- Lavoûte sur Loire est un village du SCOT Pays du Velay.
- La commune se situe en Loi Montagne.
- Le PLH de la Communauté d'Agglomération du Puy en Velay (adopté en juin 2019) s'applique pour la période 2019-2025
- Réaliser un document d'urbanisme dans le respect des principes définis par le Code de l'Urbanisme.

2 Données sociodémographiques

Sources : Dossier complet Insee, paru en février 2022, juin 2024 et octobre 2024 ; observatoire des territoires ; statistiques locales de l'Insee.

2.1 CONTEXTE GENERAL

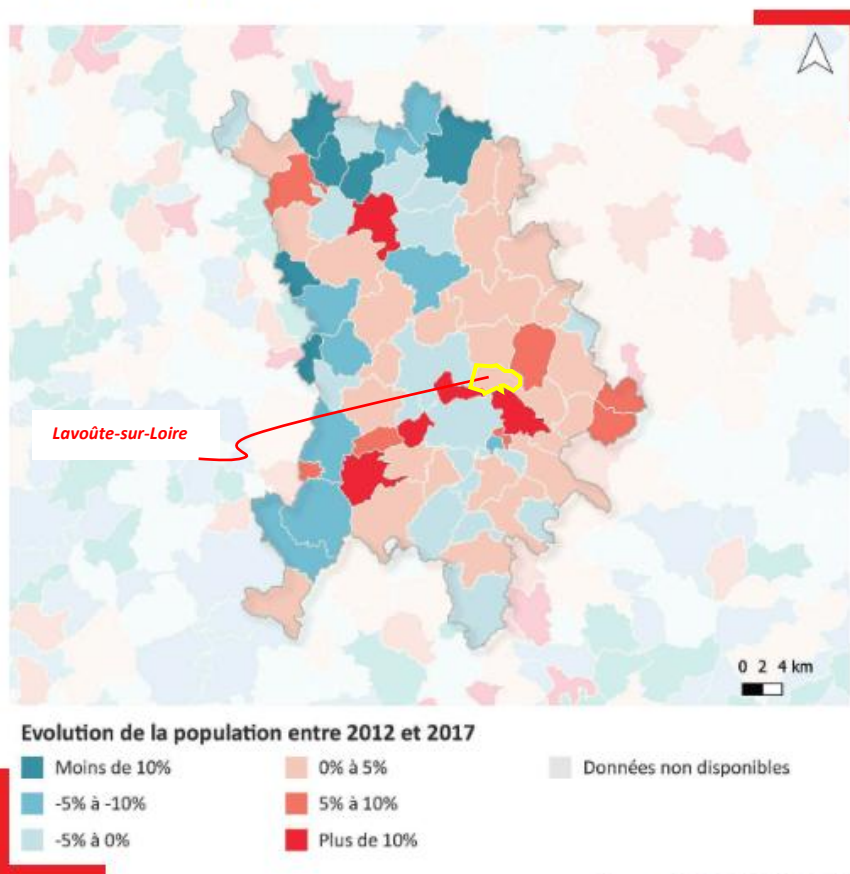
Le territoire du SCoT du Pays du Velay représente environ **43% de la population de la Haute-Loire**.

C'est un territoire qui semble connaître un **nouveau « souffle » démographique depuis 1999**, porté par un **solde migratoire positif**.

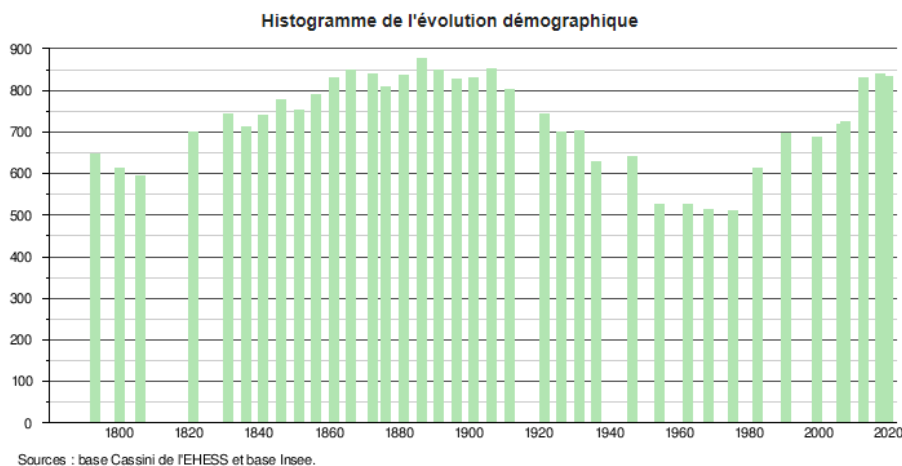
Le territoire connaît un réel développement démographique, néanmoins les dynamiques locales sont contrastées. Alors que certaines communes se développent à un rythme très soutenu (taux de croissance annuel moyen supérieur à 2 %), d'autres communes, situées en majorité aux « marges du territoire » ainsi que la commune du Puy-en-Velay, voient leurs populations stagner voire décroître. A l'exception du Puy-en-Velay et de sa première couronne, les communes de l'Aire urbaine du Puy-en-Velay et les communes multi polarisées sont celles qui connaissent la croissance la plus dynamique.

⇒ La commune de Lavoûte-sur-Loire qui s'inscrit dans la couronne péri-urbaine du Puy en Velay, fait partie des communes bénéficiant d'une croissance démographique.

CA DU PUY-EN-VELAY



2.2 UNE CROISSANCE GLOBALE DEPUIS 40 ANS

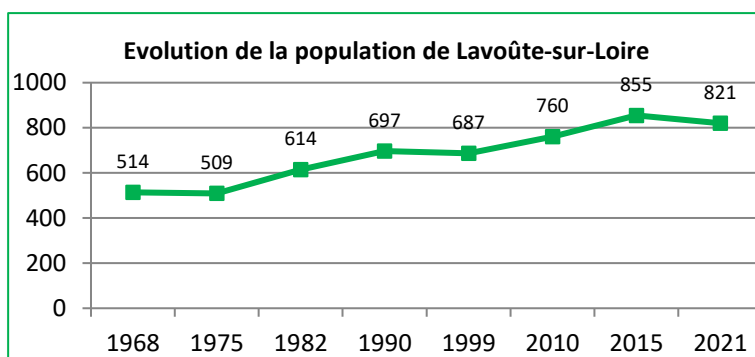


Evolution démographique historique de Lavoûte-sur-Loire

La croissance communale est assez irrégulière et inférieure à celle de la CAPEV sur la dernière période, en lien avec un solde migratoire négatif.

La population communale en 2018 était de 836 habitants. La mise à jour des données affiche une population en légère baisse, de 821 habitants en 2021 (Insee publié en 2024).

La croissance communale présente cependant une croissance globale au cours des dernières décennies.



Sources : Insee. RP1968 à 2021 – publié en 2024

	Taux annuel moyen de variation de la population						
	1968-1975	1975-1982	1982-1990	1990-1999	1999-2008	2008-2013	2013-2018
Lavoûte-sur-Loire	-0,1%	2,7%	1,6%	-0,2%	0,8%	2,7%	-0,1%
CAPEV	+0,5%	+0,3%	0%	-0,1%	0,2%	0,3%	0,2%
Haute Loire	-0,2%	0%	0%	+0,1%	0,7%	0,4%	0,1%

Source : Insee 2018, publié 2022

La mise à jour des données Insee confirme la croissance irrégulière de la commune. Les indicateurs réactualisés sont inférieurs aux dernières estimations de l'Insee.

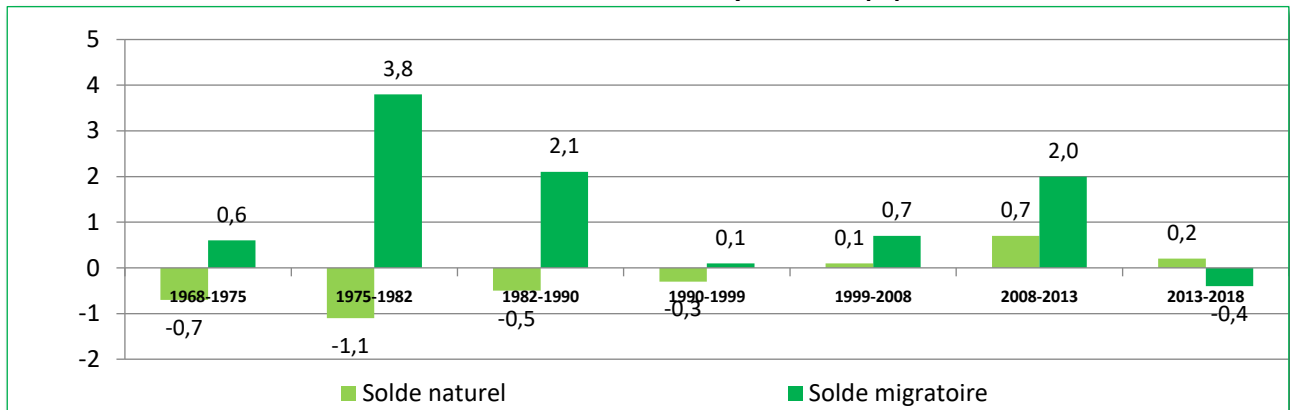
Sur la dernière période 2015-2021, les soldes naturels et migratoire ont ralenti (le solde migratoire devenant négatif).

Source : Insee 2021, publié 2024

	Taux annuel moyen de variation de la population		
	1999-2010	2010-2015	2015-2021
Lavoûte-sur-Loire	0,9 %	2,4 %	-0,7 %
CAPEV	0,2%	0,3%	0,0%
Haute Loire	0,6%	0,3%	0,0%

2.4 UNE CROISSANCE PORTEE PAR L'ACCUEIL DE NOUVEAUX HABITANTS ET LE SOLDE NATUREL

Lavoûte-sur-Loire - Variation annuelle moyenne de la population en %



Sources : Insee, RP1967 à 1999 dénombremments, RP2008 et RP2018 exploitations principales

Solde migratoire : différence entre le nombre de personnes entrant sur le territoire et le nombre de personnes sorties au cours de l'année

Solde naturel : différence entre le nombre de naissances et le nombre de décès au cours de l'année.

Le renouvellement de la population s'est longtemps effectué par l'accueil de nouvelles populations, phénomène entraînant par rebond, un solde naturel positif.

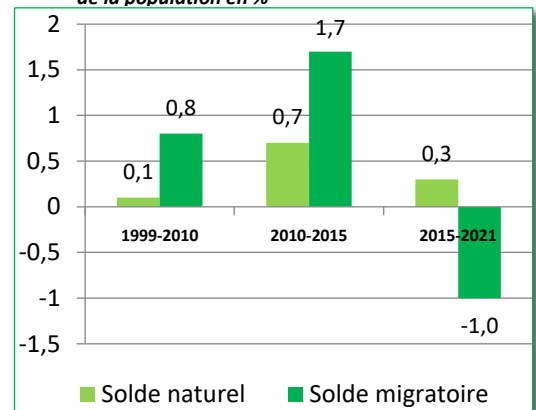
Au début de la reprise démographique dans les années 1975-82, c'est l'accueil de nouvelles populations qui a été le moteur principal de la relance. On note d'ailleurs un taux exceptionnellement haut du solde migratoire sur cette période. Par la suite, l'effet secondaire de l'accueil de ces nouvelles populations s'est traduit par une croissance positive du solde naturel. Les populations installées ont fait des enfants.

En 2020, la commune compte 5 naissances contre 5 décès. (source : statistiques-locales.insee.fr). En 2022, la commune connaît presque 4 fois plus de décès (11) que de naissances (3).

La mise à jour des données Insee montre un inversement de l'évolution de la population dû à un solde migratoire qui devient négatif sur 2015-2021. Ces indicateurs en berne expliquent cette baisse démographique sur la dernière période 2015-2021.

Cette situation diffère de celles de la CAPEV et du département de Haute Loire, pour lesquels, la croissance est plus faible, portée plutôt par le solde migratoire uniquement.

Lavoûte-sur-Loire - Variation annuelle moyenne de la population en %



2.5 DES SIGNES DE VIEILLISSEMENT

Source : INSEE, RGP 2018-2021, publié en 2024

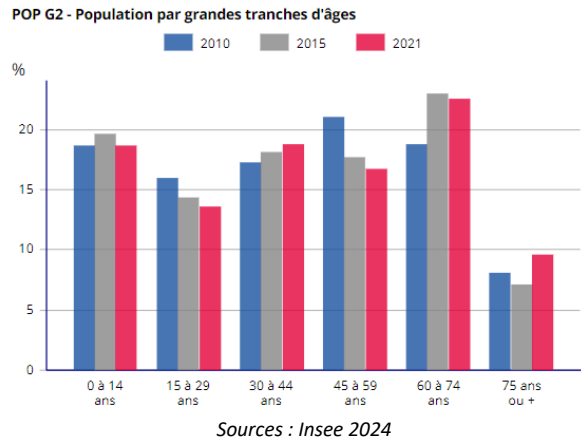
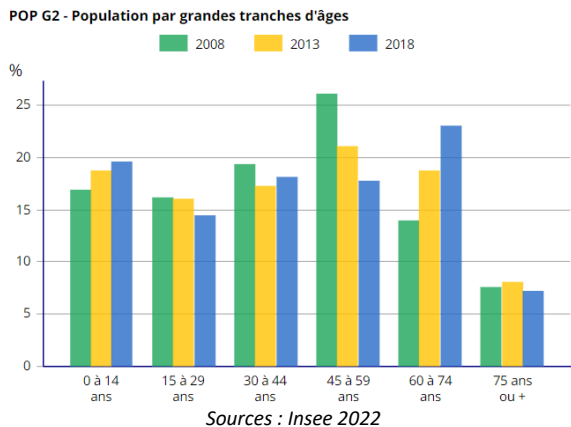
	Répartition de la population par tranche d'âge					
	Lavoûte-sur-Loire		CAPEV		Haute Loire	
	2018	2021	2018	2021	2018	2021
0-14 ans	19,6%	18,7	16,2%	15,7	16,7%	16,3
15-29 ans	14,4%	13,6	15,1%	15,0	14,3%	14,2
30-44 ans	18,1%	18,8	16,6%	16,4	16,8%	16,5
45-59 ans	17,8%	16,7	20,5 %	20	21,0%	20,8
60-74 ans	23,0%	22,6	20,0%	21	19,7%	20,4
75 ans et plus	7,2%	9,6	11,5%	12	11,4%	11,8

Une commune encore jeune, mais une tendance au vieillissement qui s'accroît :

- Les moins de 15 ans : part supérieure aux territoires de comparaison et en croissance continue depuis 10 ans. Pour la 1^{ère} fois depuis 2008, la part des moins de 15 ans est en baisse (en 2021).
- 15-29 ans : de moins en moins représentés (études, 1^{er} emploi)
- 30-59 ans : en diminution, en particulier concernant les 45-59 ans
- 60-74 ans : en nette progression, plus représentés que sur les territoires de comparaison
- Part des plus de 75 ans en léger retrait, une représentativité inférieure à celle de la CA et du 43.

La mise à jour des données Insee en 2024 confirme cette tendance au vieillissement.

Lavoûte-sur-Loire - Evolution de la population par tranches d'âges en %



La part des plus de 60 ans étant inférieure à celle des moins de 20 ans sur la commune, l'indice de vieillissement sur Lavoûte-sur-Loire est de 88.2 en 2018, contre 70.9 en 2008, traduisant ainsi une **population encore jeune mais montrant des signes probants de vieillissement**. L'indice de vieillissement de la CAPEV est de 109,4.

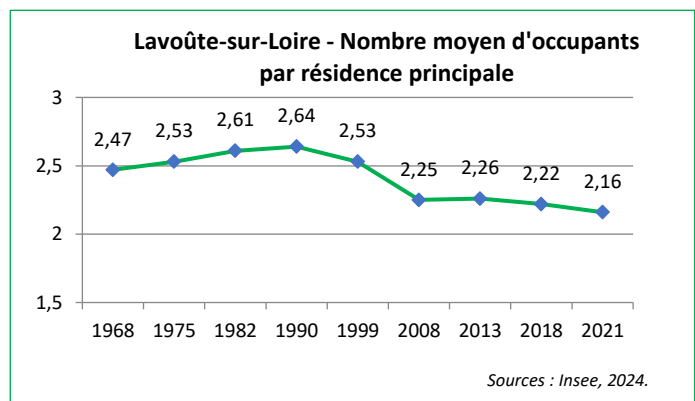
➡ Il est nécessaire de permettre un accueil régulier de nouveaux habitants, en diversifiant le profil de ces derniers : cibler notamment les jeunes ménages.

2.6 UNE RÉDUCTION DE LA TAILLE DES MÉNAGES

Ménages : ensemble des occupants d'un même logement (résidence principale), quels que soient les liens qui les unissent.

La commune compte 376 ménages en 2018, contre 327 ménages en 2008.

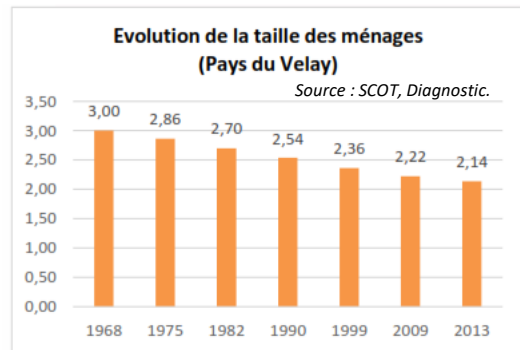
On constate que le phénomène de desserrement des ménages (*) n'épargne pas la commune. Le nombre moyen d'occupants par résidence principale baisse régulièrement depuis plusieurs décennies. (*) *Le desserrement des ménages est un phénomène national. La diminution de la taille des ménages (liée au vieillissement, au développement des familles monoparentales...) accroît significativement la demande en logement et participe largement au dynamisme de la construction neuve depuis plusieurs années. Elle a également une incidence sur la demande locative de logements et la demande de logements adaptés à des besoins spécifiques.*



La taille des ménages en 2018 est de 2,22 pers/ménage (contre 2,64 pers/ménage en 1990).

La baisse de la taille des ménages est cependant moins marquée qu'à l'échelle du département (2,16 pers/ménage en 2017) et du SCOT (2,08 pers/ménage en 2018). Cette baisse est une conséquence directe du vieillissement de la population.

Le desserrement des ménages se poursuit, avec, en 2021, une taille des ménages de 2,16 pers/ménage. Cet indicateur s'est également accéléré à l'échelle de la CAPEV (2,04 pers/ménage en 2021) et du Département de la Haute Loire (2,12 pers/ménage).



2.7 LA STRUCTURE DES MÉNAGES

La part de ménage composée d'une seule personne, de 36,9%, reste bien inférieure à la moyenne intercommunale (39,3%) et départementale (36,1%). Cette catégorie, la plus représentée, est par ailleurs, en augmentation depuis 10 ans (32,5% des ménages en 2008). Cette évolution est comparable aux territoires de comparaison.

Les couples avec enfants représentent 30,1% des ménages en 2018. Cette catégorie est en augmentation et reste supérieure à celle des territoires de comparaison.

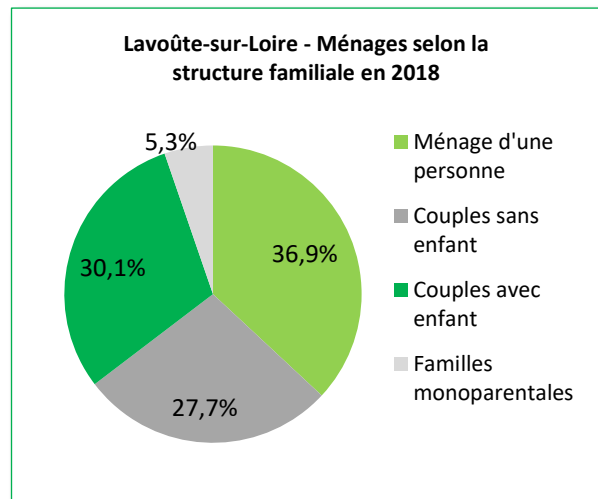
Les couples sans enfant constituent 27,7% des ménages en 2018. Cette catégorie est en légère baisse depuis 10 ans et leur situation est comparable sur les territoires de comparaison.

La commune accueille également des familles monoparentales (5,3% sur Lavoûte-sur-Loire contre une part de 9,9% à l'échelle intercommunale). Cette catégorie est en baisse (7,4% en 2008).

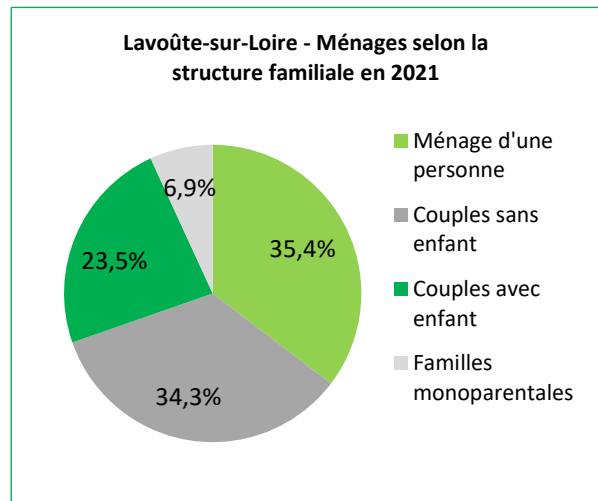
En 2021, les ménages d'une personne (-1,5 points) diminuent ainsi que les couples avec enfants (-6,6 points), qui représentent désormais moins d'un quart des ménages, au profit des couples sans enfants (+6,6 points) et des familles monoparentales (+1,6 points).

➡ La diversification de l'offre de logements contribue à maintenir une diversité des tailles et formes de ménages, essentielle pour maintenir un équilibre démographique.

L'analyse de la structure des ménages est un des indicateurs permettant de cibler une offre de logements adaptée aux besoins.



Sources : Insee, statistiques locales 2018



Sources : Insee, statistiques locales 2021

2.8 UNE BAISSÉ DE LA POPULATION ACTIVE

Face à l'emploi :

- Une représentativité des actifs stables
- Une nette diminution des actifs avec emploi / forte progression des chômeurs.

La part des chômeurs est supérieure à celle de la CA du Puy en Velay (8,7% de chômeurs en 2017) et inférieure à celle du département (7,9%).

Source : INSEE, RGP 2008-2021

	2008	2018	2021
Actifs ayant un emploi	67,1%	63,0%	69,7%
Chômeurs	6,7%	11,8%	6,8%
TOTAL ACTIFS	73,9%	74,9%	76,5%
Inactifs	26,1%	25,1%	23,5%
TOTAL POPULATION	498	488	459
Population de 15 à 64 ans			

Les données Insee 2024 affichent une évolution positive de la situation de 2021 : baisse des chômeurs et augmentation des actifs ayant un emploi.

Les catégories socio-professionnelles :

- Une prédominance des ouvriers et employés
- Peu de cadres, plus d'agriculteur ...

Lavoûte-sur-Loire - Emplois au lieu de travail en 5 catégories (hors agriculteurs exploitants)			
Source : statistiques locales	% des CSP en 2008	% des CSP en 2018	% des CSP en 2018 Département Haute-Loire
Agriculteurs exploitants	22,3%	0,0	5,3%
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	5,6%	11,0	9%
Cadres et professions intellectuelles supérieures	0,0%	5,4	8,8%
Professions intermédiaires	16,7%	14,4	23,2%
Employés	27,8%	47,3	28%
Ouvriers	27,6%	21,9	25,6%

2.9 LE NIVEAU DE REVENU

En 2019, la commune de Lavoûte-sur-Loire compte 375 ménages fiscaux. Le revenu fiscal de référence moyen est de 19 860€ sur la commune. Ces valeurs mettent en exergue un niveau de revenu globalement inférieur à ceux de la CAPEV et du Département.

Une amélioration est à constater à l'échelle de la commune, comme à celle de la CAPEV et du Département. Cependant le niveau de revenu des ménages de la commune reste inférieur à celui de la CAPEV et du Département.

Source : INSEE 2019, publié en 2022 et INSEE 2021 publié en 2024	Lavoûte-sur-Loire		CAPEV		Haute Loire	
	2019	2021	2019	2021	2019	2021
Nombre de ménages fiscaux	375	369	37 576	38 178	102 014	103 670
Part des ménages fiscaux imposés	ss	ss	49,69%	46,3	48,7%	45,5
Médiane du revenu disponible par unité de consommation	19 860	21 230	20 990	22 120	21 000	22 100
Taux de pauvreté	ss	ss	12,8%	12,8%	11,9%	11,9%

Pour des raisons de secrets statistiques, certains indicateurs ne peuvent être renseignés (échantillon trop faible).

2.10 LES PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT DE LA POPULATION COMMUNALE

Les ambitions du SCOT

Le territoire compte actuellement près de 100 000 habitants (population estimée au 1^{er} janvier 2016 : 99 835 habitants). L'ambition du SCOT est **d'atteindre 111 500 habitants à l'horizon 2035, soit un taux de variation annuel d'environ 0,55%**. Cette perspective correspond à une croissance de population annuelle d'environ 550 à 600 habitants.

➡ **La commune de Lavoute-sur-Loire est identifiée comme village.**

Le PLH 2019-2025 vise les mêmes objectifs de développement : 0,55%/an.

Les perspectives de l'Insee

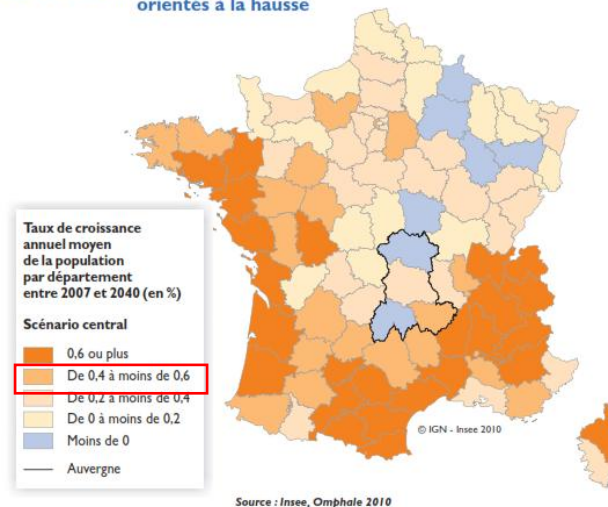
Plusieurs documents de l'Insee ont été étudiés :

- Lettre n°67, « nouvelles projections démographiques auvergnates » (décembre 2010) :

Sur la période 2007-2040, le taux de progression de la population du département fléchirait passant **de + 0,60 % annuellement entre 2007 et 2020 à + 0,39 % de 2020 à 2040**, mais ils seraient toujours supérieurs aux taux nationaux (respectivement + 0,52 % et + 0,33 %).

À l'horizon 2040, selon les scénarios démographiques étudiés, la population de la Haute-Loire pourrait augmenter de 12 % à 24 % par rapport à 2007.

Haute-Loire et Puy-de-Dôme orientés à la hausse



- Insee Analyse, n°41 (juin 2017) : « Auvergne Rhône Alpes, 9,5 millions d'habitants à l'horizon 2050 ».

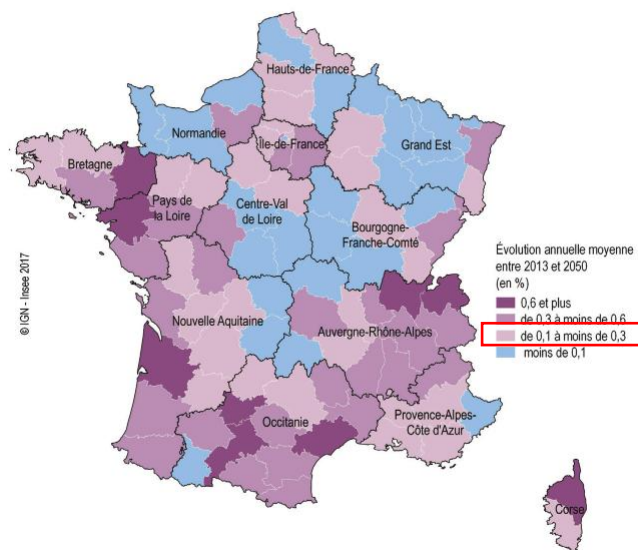
La Haute Loire pourrait enregistrer un taux de croissance démographiques comparables à la moyenne nationale (soit **0,2 % par an** pour la Haute Loire).

Cette croissance serait due aux migrations particulièrement élevées (+ 0,5 %) qui compenseraient largement son déficit naturel.

Au final, la population augmenterait de 9 % d'ici 2050, correspondant à un total de 20 000 habitants supplémentaires, soit la population actuelle du Puy-en-Velay.

1 D'ici 2050 Auvergne-Rhône-Alpes concentrerait 22 % de la croissance démographique de France métropolitaine

Projection de population à l'horizon 2050 par département



Source : Insee, Omphale 2017

Projections à l'horizon 2032			
	Une évolution basée sur les projections du SCOT : +0,55%/an	Une évolution basée sur les projections en Haute Loire selon l' Insee : +0,2%/an	Une évolution basée sur la croissance communale (2008/2018) : +1,3%
Nombre d'habitants en 2018	836 hab		
Nombre d'habitants en 2032	903 hab (+67 hab)	860 hab (+24 hab)	1002 hab (+166 hab)
	↓ Scénario Intermédiaire	↓ Scénario Bas	↓ Scénario Haut

Ce qu'il faut retenir :

- Une croissance démographique irrégulière mais globale.
- Le renouvellement de la population s'effectue surtout par l'accueil de nouvelles populations, entraînant par rebond, un solde naturel positif ; hormis pour la dernière période où la variation de la population devient négative à cause d'un solde migratoire négatif.
- Une population encore jeune mais qui montre des signes de vieillissement.
- La taille des ménages continue de baisser.
- Une baisse de la population active et une diminution du chômage.

3 Habitat

Sources : Dossier complet Insee, paru en juin 2024 et octobre 2024 ; observatoire des territoires ; statistiques locales de l'Insee.

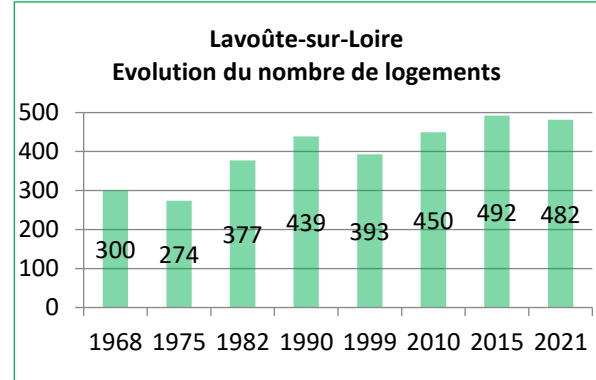
3.1 UNE CROISSANCE GLOBALE

Lavoûte-sur-Loire compte 482 logements en 2021.

La dynamique communale de production de logements est globalement en rupture avec celle de la CAPEV, ce qui reflète l'évolution démographique en dents de scie de la commune.

⇒ Sur les 11 dernières années

- 2010-2021, la commune a gagné 32 logements selon les données Insee, soit une moyenne de 2,9 logements/an.
- 2011-2021, la production de nouveaux logements sur Lavoûte-sur-Loire est de l'ordre de +1,7 logements par an selon le registre communal, mais avec de forts contrastes.



Sources : Insee, RP1967 à 1999 dénombremments, RP2010 et RP2021 exploitations principales

INSEE, RGP 1968 à 2020	1968-1975	1975-1982	1982-1990	1990-1999	1999-2009	2009-2014	2014-2020
Taux de variation annuel moyen des logements							
Lavoûte-sur-Loire	-1,29%	+4,66%	+1,92%	-1,22%	+1,21%	+2,44%	-0,62%
CC Pays du Velay	+1,36%	+1,54%	+0,93%	+0,50%	+1,10%	+0,87%	+0,47%

Source : <https://www.observatoire-des-territoires.gouv.fr/outils/cartographie-interactive>

3.2 UNE PREDOMINANCE DE RESIDENCES PRINCIPALES

La commune de Lavoûte-sur-Loire se caractérise par :

- Une prédominance de Résidences Principales. Leur part est supérieure à celle des territoires de comparaison.
- Une part significative de résidences secondaires.
- Une forte part de logements vacants, légèrement supérieure à celle des territoires de comparaison.

Evolution sur les 11 dernières années (2010-2021) :

- Les Résidences Principales ont augmenté.
- Les Résidences Secondaires connaissent une baisse, ...
- ... potentiellement et partiellement, en faveur des Logements Vacants, lesquels subissent une importante augmentation.

Source : INSEE, RGP 2018-2021	Lavoûte-sur-Loire	Lavoûte-sur-Loire	CA Puy en Velay	CA Puy en Velay	Haute Loire	Haute Loire
	2018	2021	2018	2021	2018	2021
Résidences principales	78,7%	78,8%	76,6%	76,8%	71,5%	71,8%
Résidences secondaires	13,6%	7,5%	11,3%	11,2%	16,1%	15,8%
Logements vacants	7,7%	13,7%	12,1%	12,0%	12,4%	12,4%

Catégorie ou type de logement	2010	%	2015	%	2021	%
Ensemble	450	100,0	492	100,0	482	100,0
Résidences principales	337	74,9	384	77,9	380	78,8
Résidences secondaires et logements occasionnels	76	17,0	69	14,1	36	7,5
Logements vacants	37	8,1	39	8,0	66	13,7

Evolution des logements sur Lavoûte-sur-Loire - Insee 2021 publié 2024.

- **Capacités de densification et de mutation des espaces bâtis**

En application de l'article R151-1 du Code de l'Urbanisme :

« Pour l'application de l'article L.151-4, le rapport de présentation : [...] »

2° Analyse les capacités de densification et de mutation des espaces bâtis identifiés par le schéma de cohérence territoriale en vertu du deuxième alinéa de l'article L.141-3 ainsi que des autres espaces bâtis identifiés par le rapport lui-même en vertu du troisième alinéa de l'article L.151-4 ; [...]. ».



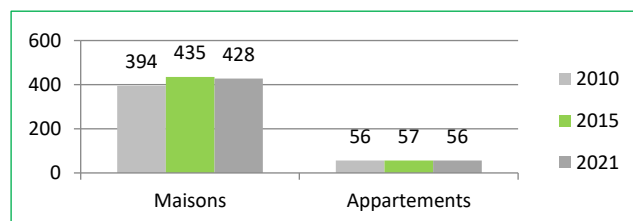
3.3 CARACTERISTIQUES DES RESIDENCES PRINCIPALES

Un déséquilibre maison/appartement

La commune est marquée par un grand déséquilibre de la répartition entre maison et appartement. En 2021, 88,8% des logements de Lavoûte-sur-Loire sont des maisons.

Cette répartition entre maison et appartement est bien différente de celle des territoires de comparaison : 68,1% de maisons pour la CA du Puy en Velay, et 77,3% de maisons pour le Département en 2021.

Lavoûte-sur-Loire - Types de logements



Sources : Insee 2021, publié en 2024

Les appartements représentent seulement 10,8% des logements de Lavoûte-sur-Loire, contre 31,1% des logements à l'échelle de la CA du Puy en Velay. Cette catégorie de logement est plutôt stable depuis 11 ans.

Une part importante de logements récents et de grande taille

Plus de 54% des résidences principales ont été construites depuis les années 1970. La part des constructions anciennes qui reflètent l'urbanisme ancien de la commune, est de plus en plus faible.

La période 1971-1990 a connu une forte production de logements : 30,0% des résidences principales.

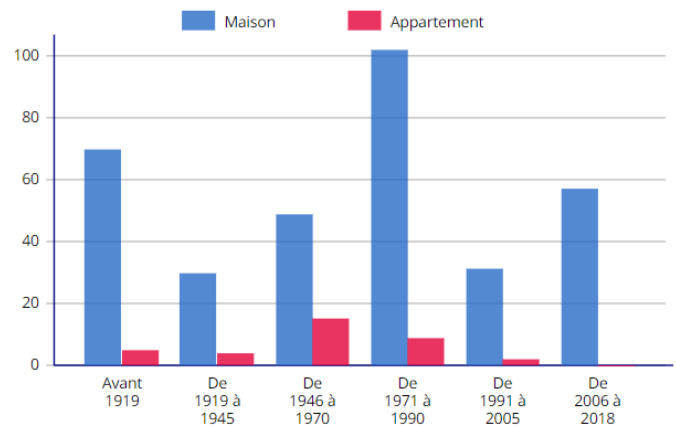
La diversité de taille des logements est faible, puisque 43,2% des résidences principales disposent de 5 pièces ou plus. Cette proportion est plus forte que la moyenne de la CA du Puy en Velay (41,6%) et celle du département (44,7%).

La commune n'offre **qu'un seul logement d'une pièce**.

⇒ Une attention particulière devra être menée ces prochaines années pour maintenir, voire renforcer la proportion de petits/moyens logements sur la commune et des appartements, afin de pouvoir répondre à tous les profils de ménage et différents parcours de vie.

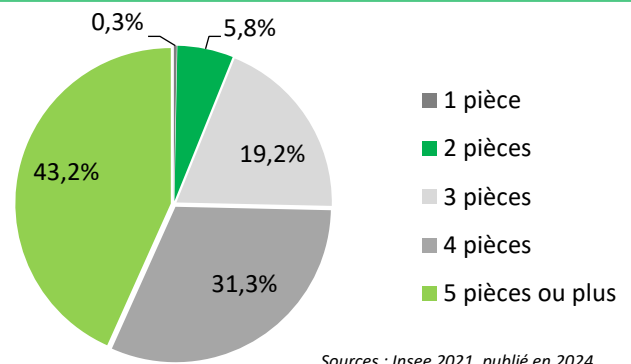
Cette offre de logements inadaptée à la demande est soulignée dans le SCOT.

LOG G1 - Résidences principales en 2021 selon le type de logement et la période d'achèvement



Source : Insee RP2021, publié en 2024

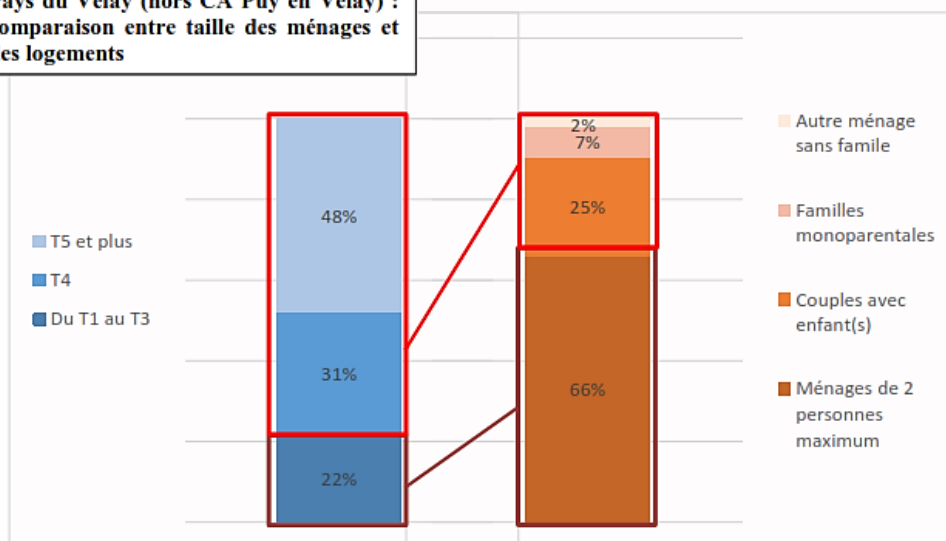
Lavoûte-sur-Loire - Taille des résidences principales en 2021



Sources : Insee 2021, publié en 2024

Globalement, l'évolution du profil des ménages et de la population ne s'accompagne pas d'une évolution de la typologie du parc de logements qui présente peu de variations. Comme évoqué précédemment, la population du Velay comporte une part croissante des plus de 60 ans et présente une forte diminution de la taille des ménages de 1968 à aujourd'hui alors que la dynamique de construction reste très fortement orientée vers le logement individuel et les grands logements.

Pays du Velay (hors CA Puy en Velay) : comparaison entre taille des ménages et des logements



Source : INSEE RP 2013

Sans considérer qu'un logement d'une pièce correspond forcément à un ménage d'une personne, la discordance entre la taille des ménages et des logements reste fortement marquée. 66% des ménages sont constitués de 1 à 2 personnes, alors que près de 80% des logements sont constitués de 4 pièces ou plus.

Source : SCOT, Diagnostic.

Les lotissements

- Lotissement Eco quartier Le Clos d'Emblaves : permis d'aménager 2019 – 14 lots
- Lotissement Le Garay : 2004 – 10 lots
- Lotissement La Percée : 2004 – 6 lots
- Lotissement Les Longes :
 - o 1979, 1^{ère} tranche – 27 lots
 - o 1983, 2^e tranche – 13 lots
 - o 1983, 3^e tranche – 22 lots.

3.4 UNE MAJORITE DE PROPRIETAIRES

Une bonne répartition entre propriétaires et locataires est nécessaire pour attirer différents types de ménages et permettre un certain turn-over sur la commune.

La commune se caractérise par une majorité de propriétaires (73,0% en 2021), dont la part est supérieure aux territoires de comparaison, ce qui reflète les caractéristiques d'une commune rurale.

Statut d'occupation des résidences principales en 2021						
Source : Insee, RP2018-2021, exploitation principale	Lavoûte-sur-Loire	Lavoûte-sur-Loire	CA Puy en Velay	CA Puy en Velay	Haute Loire	Haute Loire
	2018	2021	2018	2021	2018	2021
Propriétaires	69,5%	73,0%	64,8%	65,4%	70,0%	70,4%
Locataires	28,4%	26,4%	33,2%	32,7%	27,7%	27,4%
Dont logements sociaux	9,6%	8,2%	8,4%	7,7%	6,7%	6,4%
Logés gratuitement	2,1%	0,5%	2,0%	1,9%	2,2%	2,2%

La part des propriétaires augmente (73,0% en 2021 contre 69,0% en 2010).

Un parc locatif bien représenté

Les logements locatifs sont au nombre de 100 en 2021 (soit 26,4% des résidences principales), et concernent 196 personnes. Leur part, en augmentation depuis 10 ans, est inférieure à celle des territoires de comparaison.

Logements sociaux

- 36 logements locatifs sociaux :
 - o OPAC : 10 logements rue du Garay et impasse Jean le Blanc
 - o OPAC : 6 logements, 17 avenue de la résistance
 - o OPAC : 1 logement (13 avenue de la résistance)
 - o OPAC : 8 logements pour personnes âgées (rue du Clos Navant)
 - o Alliade Habitat : 8 logements, impasse Cités Prévert
 - o Alliade Habitat : futur écoquartier le Clos d'Emblaves – 5 logements
- logements communaux : 2 appartements et 1 pavillon
- futurs logements Alliade Habitat dans l'écoquartier

Parc social privé et public

Selon les dernières données Insee, 31 logements HLM loués vides se situent sur la commune en 2021 contre 26 en 2010.

Rotation des logements

L'ancienneté moyenne d'emménagement sur Lavoûte-sur-Loire est de 17,8 ans. Cette durée est comparable à celle du département et de la CA du Puy en Velay (la moyenne d'emménagement est de 17,8 ans pour le département et 17 ans pour la CA).

Les propriétaires restent dans leur logement en moyenne 22 ans, ce qui traduit en partie une bonne attractivité du territoire. Les locataires restent en moyenne 6 à 7 ans dans leur logement.

3.5 LES ENJEUX RESSORTIS DES ÉTUDES INTERCOMMUNALES : PLH 2019-2025

Le Programme Local de l'Habitat (PLH) définit les objectifs de la Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay en matière de politique du logement pour répondre aux besoins identifiés sur ses 73 communes membres. C'est le principal outil de définition d'une politique de l'habitat sur un territoire intercommunal. Elaboré depuis l'été 2017, le PLH 2019-2025 a été adopté définitivement le 27 juin 2019 par délibération du conseil communautaire.

L'annexe 2 du PLH vise des fiches communales. Lavoûte-sur-Loire est identifiée comme Commune résidentielle. Les points retenus dans le cadre du PLH sont les suivants :

Lavoûte-sur-Loire

Contexte				
DEMOGRAPHIE (Insee)	Lavoûte-sur-Loire	Communes résidentielles	CA du Puy-En-Velay	Auvergne-Rhône-Alpes
Population municipale 2014	862	13 142	81 778	7 820 966
Taux d'évolution pop municipale / an 1999-2014	1,58%	1,37%	0,27%	0,79%
Taux d'évolution pop municipale / an 2009-2014	3,52%	1,57%	0,24%	0,79%
Taux de 75 ans et plus 2014	8,1%	7,4%	11,6%	9,2%
Nombre de ménages 2014	382	5 354	37 344	3 429 209
Taux d'évolution nombre de ménages / an 1999-2014	2,65%	1,81%	1,07%	1,29%
Taux d'évolution nombre de ménages / an 2009-2014	3,48%	1,73%	0,73%	1,17%
Taille Moyenne des Ménages 2014	2,26	2,42	2,12	2,23
Taux d'évolution / an Taille Moy Mén 2009-2014	0,04%	-0,16%	-0,48%	-0,34%
Revenu médian par UC 2013	18 194 €	19 517 €	19 605 €	20 750 €

PARC DE LOGEMENTS ET CONSTRUCTION (Insee, RPLS, Sitadel)	Lavoûte-sur-Loire	Communes résidentielles	CA du Puy-En-Velay	Auvergne-Rhône-Alpes
Nombre de logements 2014	494	7 270	49 033	4 287 653
Taux de logements individuels 2014	88%	95%	68%	50%
Taux de résidences secondaires et logt occasionnels 2014	15%	15%	12%	12%
Taux de logements vacants 2014	7%	11%	12%	8%
Taux d'évolution / an nb logts vacants 2009-2014	-4,6%	6,8%	4,1%	3,7%
Nombre de résidences principales 2014	382	5 354	37 344	3 429 209
Taux de résidences principales d'avant 1946 en 2014	35%	33%	27%	23%
Taux de locatifs privés 2014	17%	15%	25%	25%
Taux de locatifs HLM 2014	7,6%	1,7%	8,0%	13,5%
Taux de locatifs HLM mis en location vacants 2016 (RPLS)	8,1%	8,0%	6,6%	
Indice de construction 2009-2016 Inklus (sitadel, Insee)	4,6	6,2	4,5	6,4

Sources : INSEE-RP 2014, SITADEL 2016, RPLS 2016.

En 2014, la population municipale compte 862 habitants. Elle a fortement augmenté entre 1999 et 2014 et plus particulièrement depuis 2009. En 2014, les personnes de 75 ans et plus représentaient 8,1% de la population soit un niveau légèrement supérieur à ce qui est observé à l'échelle du département (7,4%). Avec une moyenne de 2,26 personnes par ménage, la population communale est composée de ménages assez mixtes (petits et grands). Depuis 2009, cette taille moyenne des ménages a augmenté, traduction de la réinstallation de familles sur le territoire ou de retour au domicile parental d'enfants l'ayant quitté il y a quelques années.

La population dispose globalement de ressources assez faibles, nettement inférieures à la moyenne de l'agglomération.

En 2014, le parc de logements est très majoritairement composé de logements individuels. Le parc ancien (avant 1946) est important (plus du tiers des résidences principales). La présence de résidences secondaires dépasse la moyenne régionale mais reste largement minoritaire au sein de l'offre de logements. La vacance dans les logements est assez nettement inférieure au niveau départemental et témoigne d'un marché relativement équilibré. Depuis 2009, cette vacance a diminué selon un rythme très significatif.

L'offre locative est assez présente (entre 1/4 et 1/3 des résidences principales). Au sein de ces logements locatifs, l'offre locative sociale est assez peu présente. En 2014, elle représentait 7,6% des résidences principales. Dans le parc HLM, la vacance est très élevée et dépasse largement celle observée au niveau national. Cette vacance peut être due à une très faible tension sur le marché et/ou à la présence de logements HLM ne correspondant plus aux attentes des ménages.

Entre 2009 et 2016, on a construit en moyenne 4,6 logements par an pour 1000 habitants sur la commune. Cela correspond à un niveau de construction moyen, en dessous de la moyenne nationale, mais compris entre les moyennes départementale et régionale.

Les points du PLH à retenir :

- Le PLH 2019-2025 vise un **objectif de croissance de 0,55% par an**.
- Scénario de développement basé sur celui du SCoT et besoins territorialisés en logements
 - **Objectifs de construction par groupe typologique**
 - **Nombre d'habitants** : croissance de l'ordre de 0,53% par an entre 2015 et 2029 inclus, conformément aux objectifs du SCoT revus légèrement à la baisse (près de 450 habitants supplémentaires par an sur une période de 15 ans).

Population Municipale	Nombre d'habitants			Evolution : nombre par an			Evolution : % par an		
	2010	2015	Objectif 2030	1999-2009 inclus	2010-2014 inclus	Objectif 2015-2029 inclus	1999-2009 inclus	2010-2014 inclus	Objectif 2015-2029 inclus
Le Puy-en-Velay	18 521	18 909	19 800 à 20 000	-179	78	63 à 69	-0,77%	0,42%	0,31% à 0,38%
Cœur urbain hors Le Puy	19 220	18 885	19 100 à 19 300	10	-67	22 à 24	0,05%	-0,35%	0,11% à 0,13%
Cœur urbain	37 741	37 794	39 000 à 39 300	-169	11	85 à 94	-0,37%	0,03%	0,21% à 0,24%
Pôle urbain de Craponne	2 164	2 065	2 150 à 2 250	-44	-20	8 à 10	-1,87%	-0,93%	0,38% à 0,47%
Communes structurantes	20 508	20 999	23 400 à 23 600	214	98	158 à 175	1,06%	0,47%	0,68% à 0,83%
Communes résidentielles	12 391	13 234	15 600 à 15 800	153	169	156 à 173	1,16%	1,33%	1,03% à 1,26%
Communes rurales	8 451	8 320	8 500 à 8 600	35	-26	15 à 16	0,43%	-0,31%	0,16% à 0,20%
CAPEV	81 255	82 412	89 000 à 89 300	188	231	422 à 467	0,23%	0,28%	0,47% à 0,57%

- Taille moyenne des ménages : -0,38% par an en moyenne (-0,48% par an entre 2009 et 2014) pour tenir compte du renforcement de l'attractivité du territoire. Cette perspective prend donc en compte le vieillissement de la population mais suppose également une réelle capacité à maintenir et attirer les ménages avec enfants.

Taille Moyenne des Ménages	Indice			Evolution : % par an		
	2009	2014	Objectif 2030	1999-2009	2009-2014	Objectif 2014-2030
Le Puy-en-Velay	1,82	1,78	1,70	-1,06%	-0,41%	-0,30%
Cœur urbain hors Le Puy	2,16	2,09	1,94	-1,00%	-0,71%	-0,46%
Cœur urbain	1,98	1,93	1,81	-1,00%	-0,55%	-0,39%
Pôle urbain de Craponne	2,02	1,93	1,85	-1,11%	-0,91%	-0,26%
Communes structurantes	2,42	2,36	2,19	-0,66%	-0,54%	-0,46%
Communes résidentielles	2,44	2,42	2,32	-0,52%	-0,16%	-0,26%
Communes rurales	2,23	2,14	1,95	-0,47%	-0,84%	-0,57%
CAPEV	2,17	2,12	1,99	-0,75%	-0,48%	-0,38%

▪ Récupération de logements vacants :

Vacance de logements	Nombre			Taux			Vacance 2014-2030
	2009	2014	Objectif 2030	2009	2014	Objectif 2030	
Le Puy-en-Velay	1616	1630	1580	13,8%	13,6%	12,1%	-0,19%
Cœur urbain hors Le Puy	793	1035	980	8,1%	10,2%	9,2%	-0,34%
Cœur urbain	2409	2665	2560	11,2%	12,0%	10,8%	-0,25%
Pôle urbain de Craponne	168	206	190	12,1%	14,5%	12,5%	-0,50%
Communes structurantes	1011	1361	1310	9,6%	12,1%	10,2%	-0,24%
Communes résidentielles	590	818	780	8,8%	11,3%	9,5%	-0,30%
Communes rurales	713	960	920	9,8%	12,9%	12,1%	-0,27%
CAPEV	4891	6010	5760	10,3%	12,2%	10,7%	-0,27%

Le tableau ci-dessous distingue la production issue de la construction de nouveaux logements et celle issue de l'acquisition-amélioration lourde résultant de la modification en profondeur de bâti existant avec des coûts qui s'apparentent à ceux d'une construction neuve (cas d'une grange transformée en logement ou d'un immeuble en situation de péril complètement rénové par exemple).

	Construction de logements <u>en rythme moyen annuel</u> (y compris démolition NPNRU)				Construction de logements sur les 6 ans du PLH	
	2009 – 2013 Inclus (5 ans)	2014 – 2016 Inclus (3 ans)	Objectif de construction neuve 2019-2025 (6 ans)	Dont acquisition- amélioration lourde	Objectif de construction neuve 2019-2025 (6 ans)	Dont acquisition- amélioration lourde
Le Puy-en-Velay	84	51	81 à 99	9 à 10	486 à 594	54 à 60
Cœur urbain hors Le Puy	75	69	66 à 80	3 à 4	393 à 481	18 à 24
Cœur urbain	159	120	147 à 179	12 à 13	879 à 1075	72 à 78
Pôle urbain de Craponne	5	4	11 à 14	2 à 3	68 à 84	12 à 18
Communes structurantes	116	93	113 à 138	24 à 26	679 à 830	144 à 156
Communes résidentielles	96	50	65 à 80	10 à 11	392 à 482	60 à 66
Communes rurales	35	17	19 à 26	6 à 7	113 à 154	36 à 42
CAPEV	411	285	355 à 438	54 à 60	2131 à 2625	324 à 360

- Objectifs de construction par commune

Extrait du Tableau des objectifs de construction neuve par commune, sur les 6 ans du PLH (2019-2025)

			Objectifs de construction neuve PLH (pour les 6 ans)	
	Population municipale 2015	Résidences principales en 2014	Fourchette basse	Fourchette haute
Lavoûte-sur-Loire	855	382	19	23

⇒ soit entre 3,1 et 3,8 logements/an.

- Objectifs de construction de logements locatifs sociaux

Objectifs de production de logements locatifs sociaux HLM

Parc Locatif social HLM	Nombre			Taux			Objectif Nombre 2030	Objectif variation du nombre pour les 6 ans du PLH
	2009	2014	2016	2009	2014	Objectif Taux 2030		
Le Puy-en-Velay	1 693	1 824	1 828	17,3%	18,4%	18,4%	2 041	91
Cœur urbain hors Le Puy	920	949	1 017	10,7%	10,8%	15,0%	1 409	168
Cœur urbain	2 613	2 773	2 845	14,2%	14,8%	16,8%	3 451	260
Pôle urbain de Craponne	115	113	116	11,8%	11,3%	11,1%	125	4
Communes structurantes	324	329	370	4,0%	3,8%	7,0%	725	152
Communes résidentielles	83	112	115	1,7%	2,1%	2,4%	154	17
Communes rurales	35	34	32	0,9%	0,9%	0,5%	21	-5
CAPEV	3 170	3 363	3 478	8,8%	9,0%	10,5%	4 476	428

Objectifs de conventionnement des logements privés

	Logements conventionnés privés de 2008 à 2016				Répartition des objectifs LLS HLM	Objectifs Logts conv. Privés pour les 6 ans du PLH
	Très social	Social	Intermédiaire	Total par an		
Le Puy-en-Velay	11	129	0	16	21%	39
Cœur urbain hors le Puy	0	31	0	3	39%	71
Cœur urbain	11	160	0	19	61%	109
Pôle urbain de craponne	0	13	0	1	1%	2
Communes structurantes	0	42	0	5	34%	61
Communes résidentielles	0	34	0	4	4%	7
Communes rurales	0	10	0	1	0%	0
CA Le Puy-en-Velay	11	259	0	30	100%	180

Objectifs de production de logements locatifs sociaux publics et privés par nature de financement

Parc locatif social HLM	Pour les 6 ans du PLH				LLS publics (pour les 6 ans du PLH)			LLS privés (pour les 6 ans du PLH)	
	LLS publics (HLM)	LLS privés (Anah)	Revenu médian des ménages 2014 par UC	% de HLM dont le loyer moyen est inférieur à 5€/m²	Dont PLAI	Dont PLUS	Dont PLS	Dont social	Dont intermédiaire
Le Puy-en-Velay	91	39	17856	39%	37	50	5	36	2
Cœur urbain hors le Puy	168	71	20553	51%	67	92	8	67	4
Cœur urbain	260	109	19230	43%	104	143	13	104	5
Pôle urbain de Craponne	4	2	20570	37%	2	2	0	2	0
Communes structurantes	152	64	20196	38%	61	91	0	64	0
Communes résidentielles	17	7	19851	28%	5	12	0	7	0
Communes rurales	-5	-2	17553	42%	-2	-2	0	-2	0
CAPEV	428	180	19849	42%	169	246	13	174	5

3.6 LA DYNAMIQUE DES PERMIS DE CONSTRUIRE ET LES PROJETS

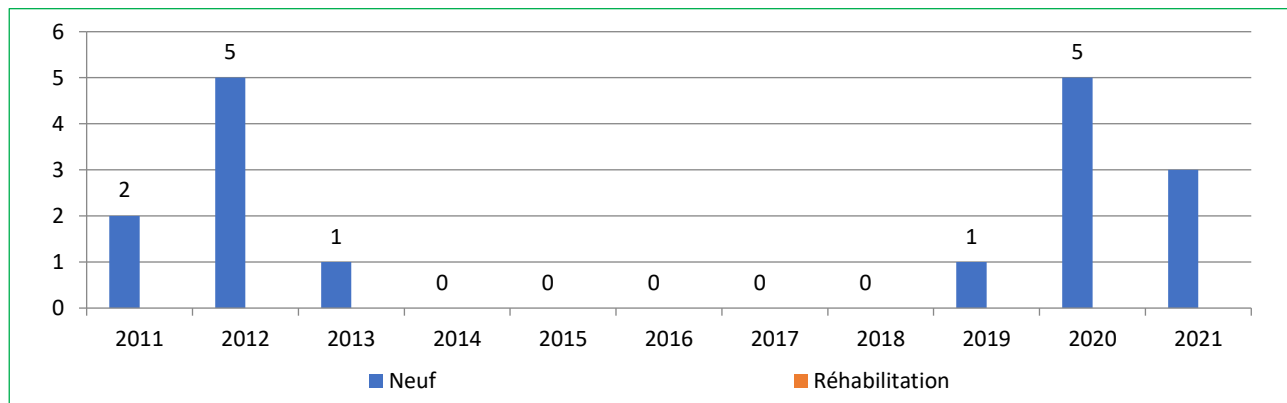
Logements 2011-2021

L'analyse des permis de construire accordés depuis 2011, ayant conduit à la création d'un nouveau logement montre une moyenne de l'ordre de 1,7 logements par an.

Aucun logement collectif n'a été réalisé. Il s'agit uniquement de logement individuel.

Sur 10 ans on comptabilise 17 logements individuels neufs. La surface moyenne des terrains par logement individuel est de 1 135 m².

Logements autorisés entre 2011 et 2021



Source : registre des permis de construire

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Total
Logements	2	5	1	0	0	0	0	0	1	5	3	17
dont logement neuf individuel	2	5	1	0	0	0	0	0	1	5	3	17
dont logements collectifs neufs	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
dont réaménagement du bâti existant (*)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Consommation foncière (m ²) (**)	3960	7000	495	0	0	0	0	0	615	4515	2716	19301
Consommation foncière (ha) (**)	0,39	0,70	0,04						1,06	0,45	0,27	2,91
Consommation moyenne par logement (m ²) (**)	1980	1400	495						615	903	905	1135
Consommation moyenne par logement (ha) (**)	0,20	0,14	0,05						0,06	0,09	0,09	0,11
Densité moyenne (logements/ha) (tous logements confondus)	5,13	7,14	25,00						0,94	11,11	11,11	5,84
(*) Il s'agit de transformation de bâti existant. Par ex : ancien bâti agricole transformé en logements.												
(**) Cela ne concerne que les logements neufs.												

3.7 LES ORIENTATIONS DU SCOT A PRENDRE EN COMPTE

Orientation 4 - Une urbanisation de qualité

DEFINITION :

❖ *La diversification de l'habitat désigne la production d'une offre en logements permettant de mettre en adéquation les caractéristiques du parc de logements aux besoins des ménages, que ce soit en matière de typologie de logements (logements individuels purs, habitat groupé, logements collectifs ou en résidence), de segments de marché (logement locatif, en accession à la propriété, etc.), ou de taille de logements (T1, T2, T3 et plus).*

PRESCRIPTIONS :

❖ Réaliser une **Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP)** pour tout secteur de projet en urbanisation nouvelle et préciser les principes d'aménagements retenus.

❖ **Prendre en compte les enjeux** suivants **en amont de tout projet** en urbanisation nouvelle dans les documents d'urbanisme et dans les choix d'aménagement des collectivités :

- L'exposition aux risques et nuisances naturels et technologiques répertoriés et concernés par une servitude d'utilité publique (règlementation des PPRN et des PPRT notamment) ;
- La présence d'un enjeu environnemental : par exemple, présence ou localisation à proximité d'un corridor ou réservoir de biodiversité, localisation à proximité d'une aire de captages, etc.
- L'existence d'un enjeu paysager : par exemple, coupure d'urbanisation, cônes de vue, entrée de bourgs et de villages, etc.
- L'existence d'un enjeu agricole et la qualité agronomique des terres : par exemple, qualité agronomique des terres, besoins des exploitations, etc.
- La situation de la zone vis-à-vis du bourg de la commune et le mode de desserte.

La prise en compte de ces critères lors de la définition du projet de territoire et du choix des zones d'ouverture à l'urbanisation sera justifiée au sein du rapport de présentation des documents d'urbanisme.

RECOMMANDATION :

❖ Favoriser la réalisation de documents d'urbanisme communaux et intercommunaux ; ➔ *la commune de Lavoûte-sur-Loire entreprend une révision de son PLU.*

❖ Réaliser une **Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) pour tout secteur de projet de plus de 5 000 m² d'un seul tenant au sein de l'enveloppe bâtie** afin de favoriser une conception d'ensemble lors des projets d'aménagement et limiter l'urbanisation « au coup par coup ». Définir, au sein de l'OAP, les principes d'aménagements retenus en matière :

- De densité de logements à atteindre ;
- De diversification des typologies de logements ;
- D'insertion urbaine et paysagère ;
- D'accessibilité routière et de liaisons douces.

❖ Sur les secteurs de projet en urbanisation nouvelle, préciser les objectifs retenus au sein des OAP en matière de :

- o Diversification des typologies de logements ;
- o Limitation des coûts de raccordement aux réseaux.

Orientation 13 - Territorialisation des objectifs de construction de logements

PRESCRIPTIONS :

❖ Programmer la construction d'environ 9 570 logements dans les documents d'urbanisme (dont près de 3 700 logements pour répondre au point mort et maintenir la population), pour permettre l'accueil de 11 600 habitants supplémentaires sur le territoire à l'horizon 2035 ;

		Besoins en logements entre 2016 et 2035	
		Logements à construire entre 2016 et 2035	Soit construction moyenne par an
CA du Puy en Velay	Cœur urbain du Puy	~ 2 970	~ 148
	Pôle secondaire de Craponne	~ 290	~ 14
	Communes structurantes	~ 2 580	~ 129
	Autres communes	~ 1 910	~ 96
CC du Meygal-Mezenc	Communes structurantes	~ 960	~ 48
	Autres communes	~ 330	~ 17
CC des Pays de Cayres et de Pradelles	Communes structurantes	~ 290	~ 14
	Autres communes	~ 240	~ 12
SCoT du Velay		~ 9 570	~ 478

❖ Traduire les objectifs de construction suivants par typologies de communes et par EPCI pour permettre le rééquilibrage de la construction de logements sur le territoire

❖ Pour les EPCI devant faire un PLH, territorialiser des objectifs à la commune. Ces objectifs seront repris par les PLU / PLUi.

Orientation 14 - Un parc de logements adapté

PRESCRIPTIONS :

❖ Fixer dans les documents d'urbanisme un **objectif de remise sur le marché de logements vacants** afin de tendre à l'échelle du SCoT vers un taux de vacance autour de 11% en 2035 (soit une baisse de 0,5% du parc de logements vacants en 20 ans alors que le territoire a connu une hausse de la part des logements vacants de 2,6% en 15 ans). L'effort sera porté par les communes ayant un taux de vacance supérieur à 8% ;

⇒ **La commune de Lavoûte sur Loire est a priori concernée au regard de son taux de logements vacants (13,7% des logements en 2021).**

❖ Poursuivre les actions de réhabilitation afin d'améliorer le niveau de confort et l'attractivité du parc privé pour les ménages ;

❖ Identifier les situations d'habitat dégradé et/ou potentiellement indigne à l'échelle intercommunale et étudier les modalités d'intervention (OPAH, PIG, etc.) ;

❖ Développer des actions visant à reconfigurer les quartiers anciens ou dégradés à travers des opérations de dédensification et de reconfiguration de l'espace public (curetage, ouverture d'îlots, etc.).

Orientation 15 - Une offre en logements complète et diversifiée

PRESCRIPTIONS :

❖ Diversifier l'offre en logements pour permettre des **parcours résidentiels complets** sur le territoire :

- A destination des ménages familiaux, à travers une offre en accession à la propriété (libre et sociale) et des logements locatifs ;

- A destination des jeunes actifs et des décohabitants, en favorisant le rééquilibrage de l'offre de logements en faveur de **petites unités de logements prioritairement** dans le cœur urbain et **les communes structurantes** ;

- A destination des **séniors et des personnes en perte d'autonomie**, à travers une offre en logements adaptée permettant le maintien à domicile (logements de plain-pied en cœur de bourg, à proximité des équipements et services, etc.) ;

❖ Favoriser l'évolution des typologies d'habitat sur le territoire ;

- ❖ Développer le parc de logement social dans les communes du cœur urbain en situation de rattrapage (Espaly-Saint-Marcel et Val-Près-Le-Puy) ;
- ❖ Constituer une offre de logement social répondant au besoin ;
- ❖ Poursuivre les opérations de rénovation du patrimoine social, notamment au sein des quartiers prioritaires du cœur urbain ;
- ❖ Développer des opérations de logements social en fonction des besoins des ménages et des capacités de développement des communes en encourageant les opérations « pilotes » (mixité logements-service, habitat intergénérationnel, etc.) ;
- ❖ Apporter une réponse adaptée aux ménages présentant des besoins spécifiques : hébergement d'accueil d'urgence et d'insertion, logements à destination des jeunes publics, structures d'accueil et de sédentarisation des gens du voyage, etc.

3.8 LA DYNAMIQUE DE LOGEMENTS À ENVISAGER CES PROCHAINES ANNÉES

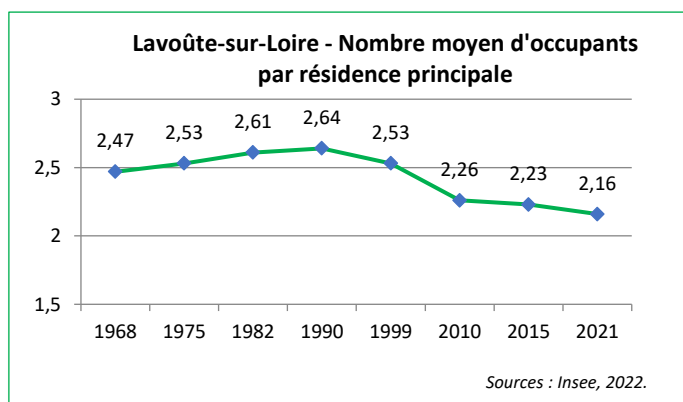
Les scénarii proposés sont issus des perspectives démographiques déclinées plus haut.

Rappel :

Projections à l'horizon 2036				
	Une évolution basée sur la croissance communale (2015/2021) : -0,7%/an	Une évolution basée sur les projections en Haute Loire selon l'Insee : +0,2%/an	Une évolution basée sur les projections du SCOT : +0,55%/an	Une évolution basée sur la croissance communale (2010/2015) : +2,4%/an
Nombre d'habitants en 2021	821 hab			
Nombre d'habitants en 2036	739 hab (-82 hab)	846 hab (+25 hab)	891 hab (+70 hab)	1172 hab (+351 hab)
	↓ Scénario Négatif	↓ Scénario Bas	↓ Scénario Intermédiaire	↓ Scénario Haut

Sont pris en compte pour évaluer les besoins en logements pour la période 2021-2031 :

- La taille des ménages :
La taille des ménages en 2021 est sur la commune de **2,16 pers/ménage**. Malgré un taux supérieur à la moyenne de la CA du Puy en Velay, il est nécessaire de prendre en considération le desserrement des ménages, phénomène qui touche tous les territoires.



Le SCOT envisage un desserrement des ménages estimé à 1,95 pers/ménage. Ces estimations se basent sur un desserrement des ménages plus fort que ce qui s'est passé sur la commune sur la même période.

Taille Moyenne des Ménages	Indice			Evolution : % par an		
	2009	2014	Objectif 2030	1999-2009	2009-2014	Objectif 2014-2030
Le Puy-en-Velay	1,82	1,78	1,70	-1,06%	-0,41%	-0,30%
Cœur urbain hors Le Puy	2,16	2,09	1,94	-1,00%	-0,71%	-0,46%
Cœur urbain	1,98	1,93	1,81	-1,00%	-0,55%	-0,39%
Pôle urbain de Craponne	2,02	1,93	1,85	-1,11%	-0,91%	-0,26%
Communes structurantes	2,42	2,36	2,19	-0,66%	-0,54%	-0,46%
Communes résidentielles	2,44	2,42	2,32	-0,52%	-0,16%	-0,26%
Communes rurales	2,23	2,14	1,95	-0,47%	-0,84%	-0,57%
CAPEV	2,17	2,12	1,99	-0,75%	-0,48%	-0,38%

L'objectif de la commune est de poursuivre l'accueil de nouvelles familles et vise donc à maintenir une taille des ménages assez forte. Ainsi, pour les besoins du PLU, la taille des ménages de la commune pourrait être évaluée à **2,12 pers/ménage d'ici 2032, 2,06 pers/ménage d'ici 2036**. Cette perspective prend donc en compte le vieillissement de la population mais suppose également une réelle capacité à maintenir et attirer les ménages avec enfants.

Projections 2022-2036

Une évolution basée sur la **croissance communale (2015/2021) : -0,7%/an - Scénario Négatif**

Démographie : scénario retenu (en % / an)	-0,7	Nombre de nouveaux habitants	-82
		Nombre de nouveaux logements	-24
1er facteur : desserrement des ménages			
A - Taille des ménages en 2021 :	2,16	C - Nombre d'habitants en 2021 :	821
B - Taille des ménages en 2036 :	2,06	D - Nombre d'habitants en 2036 :	739
E - Nombre de logements nécessaires en 2021 : C/A =			380
F - Nombre de logements nécessaires en 2036 : C/B =			399
G - Nombre de logements à prévoir pour pallier uniquement le desserrement des ménages : F-E			18
2ème facteur : arrivée de nouveaux habitants			
H - Nombre de nouveaux habitants prévus d'ici 2036 : D - C =			-82
I - Nombre de logements que la commune doit prévoir pour pallier l'arrivée de nouveaux habitants : H/B =			-40
J - Nombre de logements neufs produits entre 2021 et 2036			3
K - Nombre de logements neufs à construire : G+I-J =			-24

Une évolution basée sur les projections en Haute Loire selon l'Insee : **+0,2%/an - Scénario Bas**

Démographie : scénario retenu (en % / an)	0,2	Nombre de nouveaux habitants	25
		Nombre de nouveaux logements	28
1er facteur : desserrement des ménages			
A - Taille des ménages en 2021 :	2,16	C - Nombre d'habitants en 2021 :	821
B - Taille des ménages en 2036 :	2,06	D - Nombre d'habitants en 2036 :	846
E - Nombre de logements nécessaires en 2021 : C/A =			380
F - Nombre de logements nécessaires en 2036 : C/B =			399
G - Nombre de logements à prévoir pour pallier uniquement le desserrement des ménages : F-E			18
2ème facteur : arrivée de nouveaux habitants			
H - Nombre de nouveaux habitants prévus d'ici 2036 : D - C =			25
I - Nombre de logements que la commune doit prévoir pour pallier l'arrivée de nouveaux habitants : H/B =			12
J - Nombre de logements neufs produits entre 2021 et 2036			3
K - Nombre de logements neufs à construire : G+I-J =			28

Une évolution basée sur les projections du SCOT : **+0,55%/an - Scénario Intermédiaire**

Démographie : scénario retenu (en % / an)	0,55	Nombre de nouveaux habitants	70
		Nombre de nouveaux logements	50
1er facteur : desserrement des ménages			
A - Taille des ménages en 2021 :	2,16	C - Nombre d'habitants en 2021 :	821
B - Taille des ménages en 2036 :	2,06	D - Nombre d'habitants en 2036 :	891
E - Nombre de logements nécessaires en 2021 : C/A =			380
F - Nombre de logements nécessaires en 2036 : C/B =			399
G - Nombre de logements à prévoir pour pallier uniquement le desserrement des ménages : F-E			18
2ème facteur : arrivée de nouveaux habitants			
H - Nombre de nouveaux habitants prévus d'ici 2036 : D - C =			70
I - Nombre de logements que la commune doit prévoir pour pallier l'arrivée de nouveaux habitants : H/B =			34
J - Nombre de logements neufs produits entre 2021 et 2036			3
K - Nombre de logements neufs à construire : G+I-J =			50

Une évolution basée sur la **croissance communale (2010/2015) : +2,4%/an - Scénario Haut**

Démographie : scenario retenu (en % / an)	2,4	Nombre de nouveaux habitants	351
		Nombre de nouveaux logements	186
1er facteur : desserrement des ménages			
A - Taille des ménages en 2021 :	2,16	C - Nombre d'habitants en 2021 :	821
B - Taille des ménages en 2036 :	2,06	D - Nombre d'habitants en 2036 :	1172
E - Nombre de logements nécessaires en 2021 : C/A =			380
F - Nombre de logements nécessaires en 2036 : C/B =			399
G - Nombre de logements à prévoir pour pallier uniquement le desserrement des ménages : F-E			18
2ème facteur : arrivée de nouveaux habitants			
H - Nombre de nouveaux habitants prévus d'ici 2036 : D - C =			351
I - Nombre de logements que la commune doit prévoir pour pallier l'arrivée de nouveaux habitants : H/B =			170
J - Nombre de logements neufs produits entre 2021 et 2036			3
K - Nombre de logements neufs à construire : G+I-J =			186

⇒ **Le scénario Intermédiaire est celui qui est le plus cohérent avec les objectifs du PLH :**

Projections du PLU sur la base du PLH : construction neuve

Objectifs construction neuve sur Lavoûte-sur-Loire sur 6 ans	nb lgts sur 6 ans	Objectifs PLH consommés pour 2019-2020 soit 1 an	Objectifs restants pour 2021-2025 soit 5 ans	Objectifs construction neuve pour la durée du PLU 2021-2031 soit 10 ans
fourchette basse	19	6,7	33,3	66,6
fourchette haute	23	8	40	80

Ce qu'il faut retenir

- Sur les 10 dernières années (2011-2021), la production de nouveaux logements est de l'ordre de +1.7 logements par an selon le registre des permis de la commune
- Une prédominance de résidences principales (78,8% de maisons) entraînant une faible diversité des logements tant en type de logements (déséquilibre maison/appartement) qu'en taille de logement (peu voire pas de petits logements).
- Une vacance importante par rapport aux territoires de comparaison, et une thématique à prendre en compte, notamment pour participer à la limitation de la consommation de terres agricoles et naturelles d'une part, et maintenir l'attractivité de la commune d'autre part.
- La commune n'est pas soumise aux obligations de la loi SRU, mais elle dispose pourtant de 36 logements sociaux.

Evaluation des suggestions

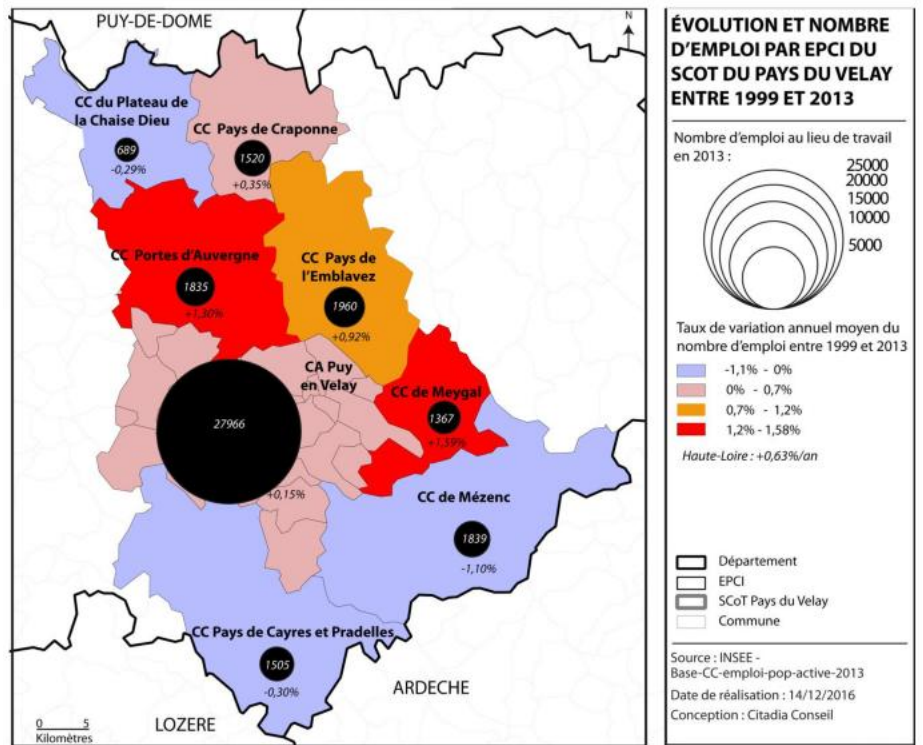
L'identification de nouveaux terrains à construire va inévitablement consommer de nouveaux espaces, dont la justification devra être la plus solide possible afin de répondre au ZERO artificialisation.

Les réflexions sur le développement démographique et donc foncier est à mettre en relation avec l'analyse de la consommation des espaces et le bilan du PLU (Voir plus loin).

4 Economie

Caractéristiques économiques du territoire du SCOT du Pays du Velay

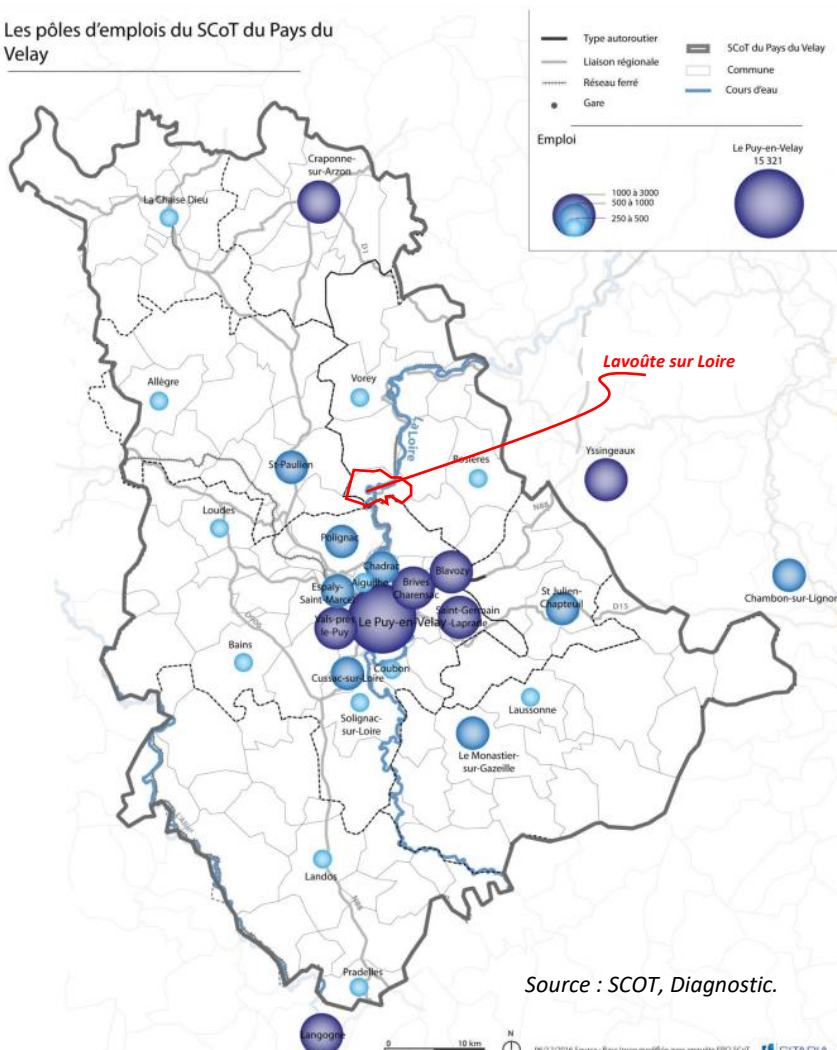
Véritable cœur urbain et économique du Pays, l'agglomération du Puy-en-Velay polarise fortement toute la partie centrale du territoire. Inscrite au cœur d'un bassin agricole enclavé, l'agglomération a bâti son développement sur les services à la population puis sur l'essor d'un tissu industriel. Sans pôle économique concurrent à l'échelle du Pays, l'agglomération concentre la majorité des emplois du Pays et des créations d'entreprises. Au niveau de la région Auvergne, il s'agit du 5^{ème} pôle d'emploi derrière Clermont-Ferrand, Montluçon, Vichy et Moulins.



Source : SCOT, Diagnostic.

Les emplois de l'agglomération sont occupés par des actifs qui vivent dans les communes limitrophes, formant une couronne péri-urbaine de plus en plus résidentielle et dépendante économiquement des emplois du pôle.

Les pôles d'emplois du SCOT du Pays du Velay



Au total, la Communauté d'agglomération propose plus d'emplois qu'elle ne compte d'actifs occupés résidant sur son territoire (1,2 emplois par actifs ayant un emploi en 2013). Malgré un marché de l'emploi moins dynamique qu'en 2009, l'indicateur de concentration d'emploi du Pays du Velay (1,0) reste équivalent à celui du département (0,9) ou de la région Auvergne (1).

Lavoûte-sur-Loire est un village situé à proximité de plusieurs pôles d'emplois locaux.

Dominé par l'agriculture et l'industrie jusqu'aux années 1970, le paysage productif vellave s'est peu à peu transformé avec la montée en puissance de l'économie présentielle. Cependant, si commerces et services sont devenus les principaux moteurs de l'emploi, l'industrie conserve un poids très significatif dans l'économie locale.

En effet, au cours de la dernière décennie, les pertes d'emplois restaient inférieures à celles

observées dans les bassins d'emploi de même taille à l'échelle nationale. Par ailleurs, la pérennité (taux de survie des entreprises 5 ans après leur création) des industries vellaves se distinguait également positivement.

Ces grandes tendances coïncident avec celles du département de la Haute-Loire. Selon le Medef, l'INSEE et l'URSSAF, les suppressions d'emplois industriels ont été relativement faibles au cours des dernières années, en dépit d'une période difficile entre 2008 et 2010. Au total, depuis 2007, le nombre de salariés des entreprises industrielles privées est resté stable. Par ailleurs, le département compte plus d'emplois industriels qu'auparavant.

En termes de structure, le paysage industriel vellave est marqué par la présence de grands groupes industriels : Interplex et Watts (électronique), Merck (industries pharmaceutiques), Michelin, International Paper, OTG Pagès...

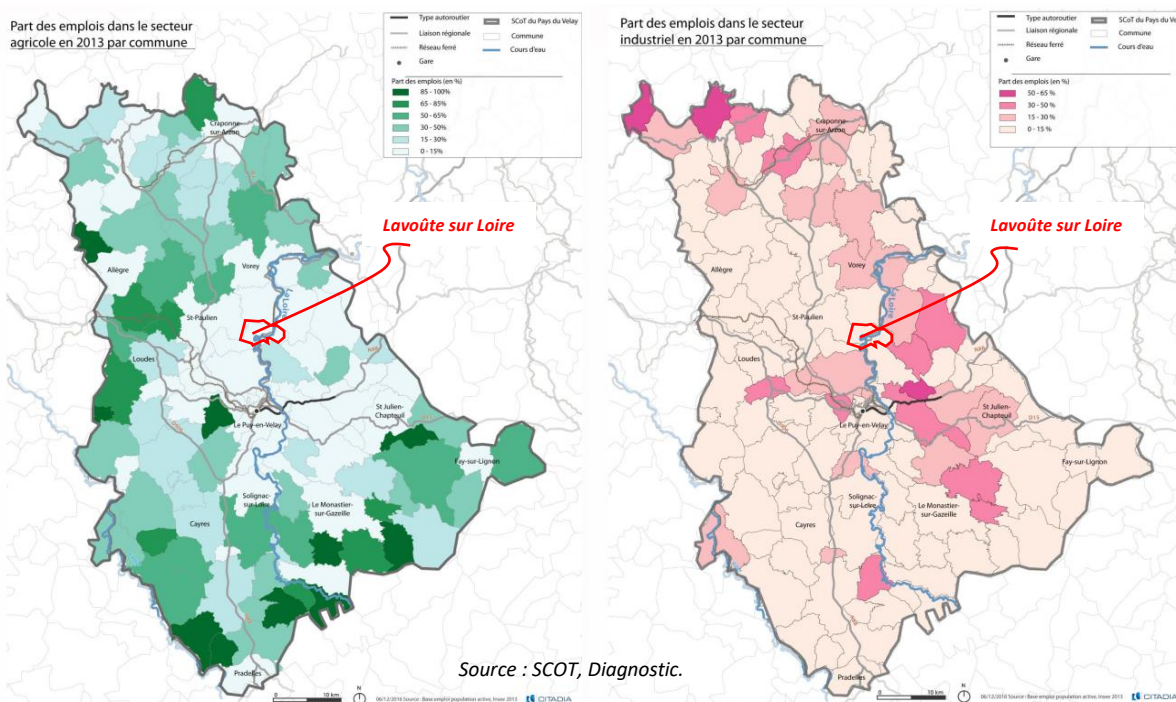
Le caoutchouc, l'agro-alimentaire, la fabrication d'éléments en métal pour la construction représentaient, au milieu des années 2000, 40% de l'emploi industriel. Historiquement implantées dans le Pays, les filières cuir et textile, après avoir vu fondre 1/3 de leurs effectifs entre 1990 et 1999, pourraient être, de concert avec les métiers du plastique, au cœur d'un renouveau industriel de la Haute-Loire. En effet, la présence des tanneries et de la Maroquinerie du Puy (sous-traitant exclusif d'Hermès) sont des atouts qui devraient être mobilisés pour créer un pôle du cuir et du luxe.

Au-delà de ces filières et savoir-faire traditionnels, le Pays peut miser sur des particularités reconnues comme ses principaux atouts : autonomie (indépendance par rapport aux grands groupes) et diversité des métiers.

Parallèlement aux mutations du paysage industriel, l'économie tertiaire est peu à peu montée en puissance. Les évolutions respectives des taux de création d'établissements et d'entreprises et de l'emploi dans ces mêmes segments de l'économie en témoignent.

Le développement des commerces et services a été alimenté par l'attractivité résidentielle croissante du Pays. Une attractivité liée notamment à la proximité du bassin d'emploi stéphanois et aux qualités du cadre de vie vellave.

A contrario des services aux entreprises, les services aux particuliers (santé...) se sont développés de façon significative. Aujourd'hui, à l'échelle du département de la Haute-Loire, la vitalité des services semble même plus prononcée que celle des commerces.



⇒ La commune de Lavoûte-sur-Loire : la part des emplois dans l'agriculture et les secteurs industriel et tertiaire est très faible.

4.1 LA STRUCTURE DE L'EMPLOI

La commune de Lavoûte sur Loire fait partie de la couronne du Grand Pôle du Puy en Velay. Elle fait partie de la Zone d'emploi et du Bassin de vie du Puy en Velay.

Le nombre d'emplois dans la zone a diminué depuis 3 ans : -9 emplois.

L'indicateur de concentration de l'emploi est inférieur à 100 (on compte en 2021, 27,2 emplois sur la zone pour 100 actifs ayant un emploi et habitant la zone), ce qui signifie que **le territoire offre peu d'emploi par habitant actif**.

En 2021, 14% des actifs ayant un emploi, habitent et travaillent sur la commune de Lavoûte-sur-Loire. Cette part est en baisse depuis 11 ans (16,8% des actifs ayant un emploi travaillaient sur Lavoûte-sur-Loire en 2010).

Cependant, 86,0% des actifs travaillent en dehors de la commune.

sources : Insee, RP2008 à RP2018	2008	2013	2018	2021
Nombre d'emplois dans la zone	74	94	97	88
Actifs ayant un emploi résidant dans la zone	339	337	313	324
Indicateur de concentration d'emploi	21,8	27,7	31,0	27,2

4.2 UNE VOCATION ECONOMIQUE PORTEE PAR LES SERVICES

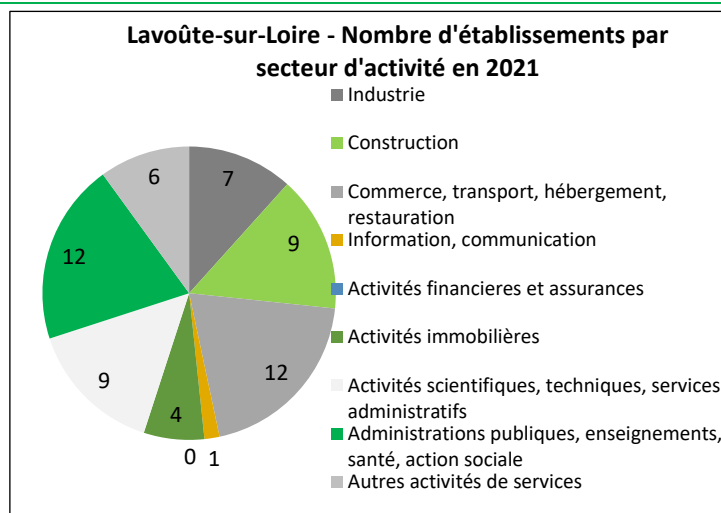
Lavoûte-sur-Loire compte **60 entreprises en 2021**.

Les établissements les plus représentés relèvent du secteur du commerce et de l'administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale, puis de la construction et des activités scientifiques et techniques.

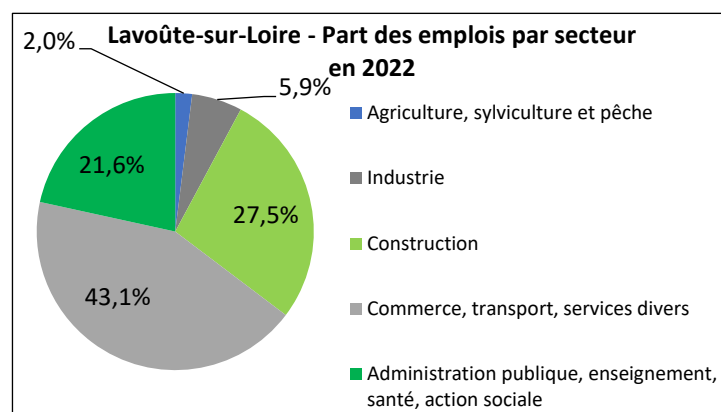
En 2022, les entreprises de Lavoûte sur Loire emploient 51 salariés.

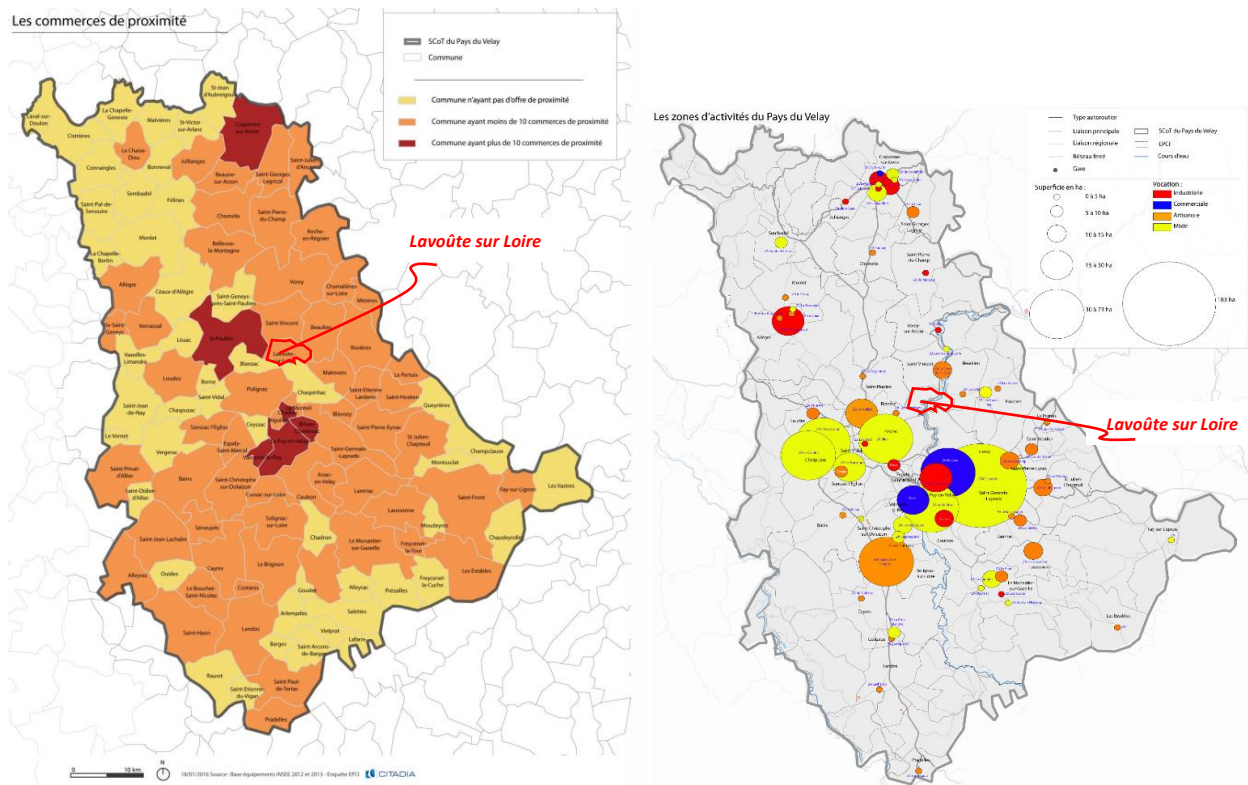
Le secteur du commerce, transport et services divers est celui qui emploie le plus avec 43 % des emplois.

La commune ne dispose pas de zone d'activités mais compte 13 artisans et 7 commerces.



Source : Observatoires des territoires.gouv.fr





4.3 L'EQUIPEMENT COMMERCIAL ET DE SERVICES

Les artisans de la commune de Lavoûte sur Loire : 13 artisans

CHANUT Bernard Domaines d'activités : - Abattage - Travaux forestiers - Travaux agricoles - Adresse : Veyrac	
BL Bâtiment Dervis BLAZEVIC Domaines d'activités : Maçonnerie Charpenterie - Adresse : Le Bourg	
Electricité Morbidelli Alexandre Alexandre MORBIDELLI Domaines d'activités : Electricité Chauffage - Plomberie - Adresse : 49 Avenue de la Résistance	
EMT Eric MASSON Domaines d'activités : Electricité Menuiserie - Multiservice Batiment - Adresse : La Percée	
Garage GOUDARD Mickael Mickael GOUDARD Domaines d'activités : Garage Adresse : 5 Avenue de la Résistance	
BL Bâtiment Dervis BLAZEVIC Domaines d'activités : Maçonnerie Charpenterie - Adresse : Le Bourg	
Coin de Jardin Didier CHALENCON Domaines d'activités : Maçonnerie Paysagiste - Adresse : lieu-dit près d'Emblavez	
M.A.C.P Agencement menuiserie Cedric PEREIRA Domaines d'activités : Menuiserie Adresse : Rue Chublere	
Petits Travaux Issartel Marc Marc ISSARTEL Domaines d'activités : - Peintre - Multiservice Batiment - Adresse : 10, rue Ronsard	
Nettoyage - Rénovation véhicules Glass Pro Tech Mikael MAIA DA SILVA Domaines d'activités : Nettoyage - Rénovation véhicules Adresse : 1 Impasse de l'église	
Platrerie Peinture Facade Blanc Père et Fils Père et Fils BLANC Domaines d'activités : Platrier Peintre - Adresse : La Gare	
Tapisserie d'ameublement Toiles et Ramponneaux Nathalie GIBERT-CHABAT Domaines d'activités : - Tapisserie d'ameublement - Adresse : 14 Avenue du Cros	
Taxi Ambulances de l'Emblavez LOMBARDOT Domaines d'activités : Taxi Ambulance - Adresse : Place de la mairie	
Transports Grand Maurice Maurice GRAND	

Domaines d'activités : - Transport -
Adresse : le Pont Neuf

Les commerces : 9 commerçants dont 3 ambulants

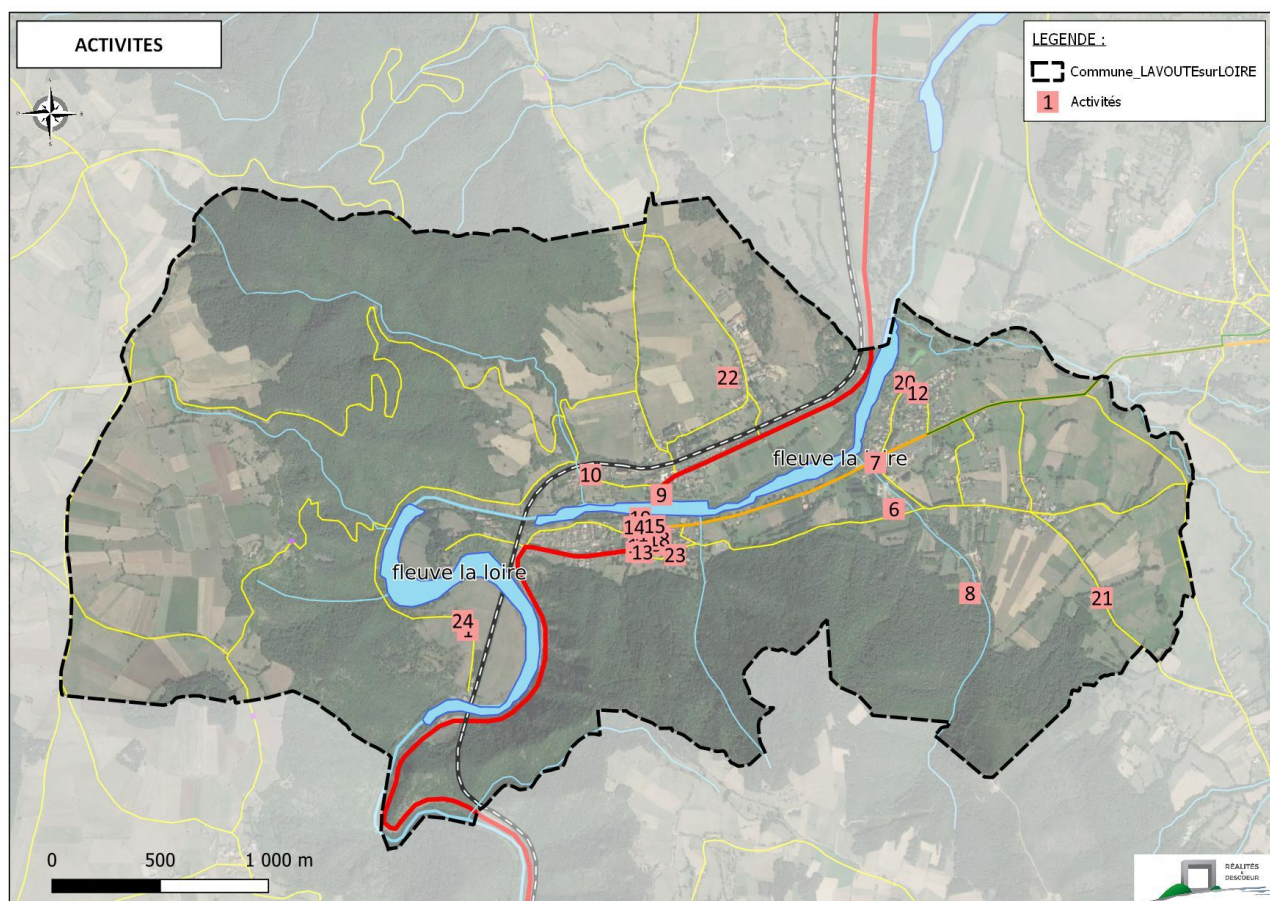
Domaines d'activités		Adresse
Bar Restaurant - Traiteur - Tabac	L'assiette Lavoutoise	2 Avenue de la Résistance
Pâtisserie Restaurant - Hôtel - Salon de thé -	Les Délices de Lavoûte	3 place Eglise
Domaines d'activités : Restaurant	Auberge du Pont 9	2 Avenue du Pont Neuf
Domaines d'activités : Bar	Café Gallien Marie	Le Bourg
Coiffure	Coiffeur	Route du Puy
Station de lavage	Mouss'auto	Les Près d'Emblaves
Epicerie, dépôt de pain	Communello	
	Le reprise du commerce est en cours	

Commerces ambulants :

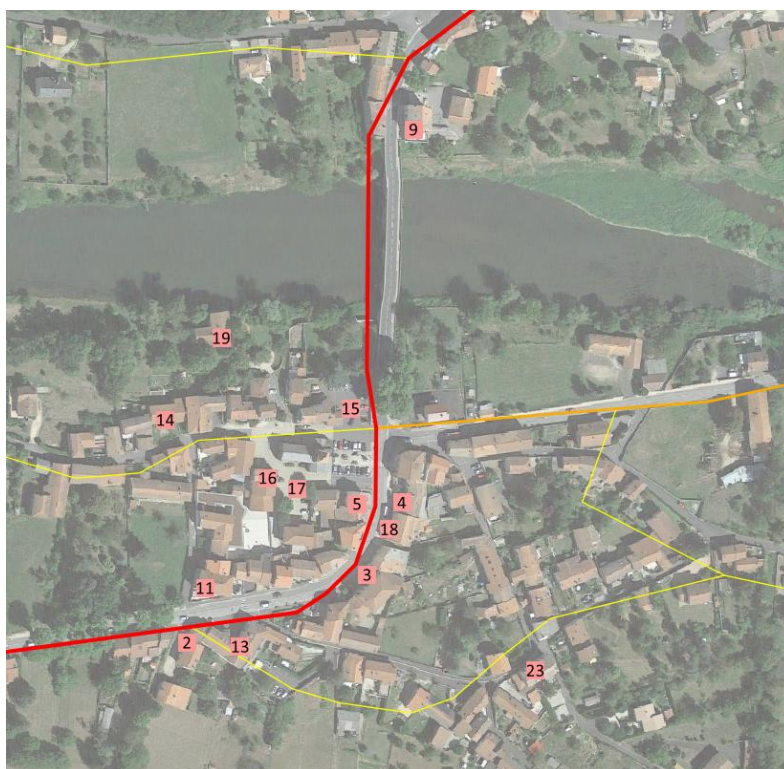
- Boucherie Charcuterie - Adresse : Veyrac
- Thierry STORNI- Magasin de vêtements -Adresse : Les Longes
- Pizza de l'Emblavez – camion

Perspectives de Développement :

- Ouverture d'une épicerie en centre-bourg



Zoom sur le bourg :



Vocation	Numéro	type
Activités	1	Magasin de pêche
Activités	2	Café Au petit cabaret
Activités	3	Coiffeur
Activités	4	Garagiste Goudard
Activités	5	Restaurant bar tabac
Activités	6	Garage D Auto
Activités	7	Station lavage Auto
Activités	8	Stand de tir
Activités	9	Restaurant Auberge du pont
Activités	10	Tapissier décorateur
Activités	11	Electricien plombier
Activités	12	Multi services bâtiment Issartel Marc
Activités	13	Boulangerie
Activités	14	Restaurant Les Délices de Lavoûte
Activités	15	Marché
Services	16	Cabinet infirmiers
Services	17	Ambulancier
Services	18	Cabinet ostéopathie
Tourisme	19	Chambres d'hôtes Les Délices de Lavoûte
Tourisme	20	Camping Les Ombrelles
Tourisme	21	Gîte de Chancel
Tourisme	22	Gîte les Poiriers
Tourisme	23	Gîtes Denise Soulier
Tourisme	24	Airbnb 6 personnes

4.4 LES ORIENTATIONS DU SCOT EN MATIERE D'ECONOMIE

Orientation 5 - Un développement économique volontariste et optimisé

PRESCRIPTIONS :

- ❖ Identifier les disponibilités existantes (foncières et immobilières) au sein des zones d'activités en amont de tout projet à vocation économique en urbanisation nouvelle et recourir prioritairement à ce foncier disponible ;
- ❖ Justifier la création de nouvelles zones d'activités économiques ou l'extension d'une zone d'activité existante au regard d'une gestion économe du foncier et de la répartition effectuée à l'échelle intercommunale ;
- ❖ Recenser les friches économiques et industrielles dans les documents d'urbanisme et étudier la faisabilité et les modalités de requalification de ces bâtiments à moyen/long terme (diagnostic de site, étude de positionnement, dépollution, accompagnement à l'implantation d'entreprises, etc.).
- ❖ Optimiser l'occupation du sol au sein des zones d'activités et améliorer le cadre d'accueil aux entreprises :
 - Intégrer des réflexions concernant la limitation des bandes de recul entre les bâtiments d'activité ;
 - Etudier les capacités de mutualisation du stationnement ;
 - Travailler en concertation avec les acteurs économiques sur le découpage du foncier au sein des zones.
- ❖ Identifier les secteurs de projets stratégiques à l'échelle intercommunale et mettre en œuvre un schéma de développement économique intégrant une stratégie foncière adaptée aux besoins des porteurs de projets et aux ressources du territoire en s'appuyant sur l'armature économique suivante :

Orientation 19 – Prescriptions relatives au commerce de moins de 1200m² de surface de plancher

PRESCRIPTIONS :

Sur l'ensemble du territoire du Pays du Velay :

- ❖ Prévoir l'implantation des commerces et ensembles commerciaux de moins de 1 200m² de surface de plancher **au sein des centre-bourgs et des villages principaux** des communes ;
- ❖ Favoriser la création de commerces au sein des cellules commerciales vacantes et des espaces libres non bâtis au sein de l'enveloppe bâtie.

RECOMMANDATIONS :

- ❖ Encourager la mise en œuvre d'outils règlementaires et opérationnels en faveur de la redynamisation du commerce de proximité :
 - Etudier la possibilité de définir des linéaires commerciaux dans les documents d'urbanisme afin de maîtriser le changement d'affectation des bâtiments existants et favoriser la diversité commerciale ;
 - Etudier l'intérêt de créer un périmètre de sauvegarde du commerce de proximité et de l'artisanat pour permettre le recours au droit de préemption sur les fonds de commerce et les baux commerciaux.
- ❖ Répertorier les cellules commerciales vacantes dans les documents d'urbanisme.

Dans le pôle secondaire de Craponne/Arzon et les **communes structurantes** : Encourager l'implantation des commerces et ensembles commerciaux de moins de 1 200m² de surface de plancher à proximité d'une cellule commerciale existante afin de favoriser la création de linéaires commerciaux ou de polarités commerciales et de renforcer la pérennité du tissu commercial local ;

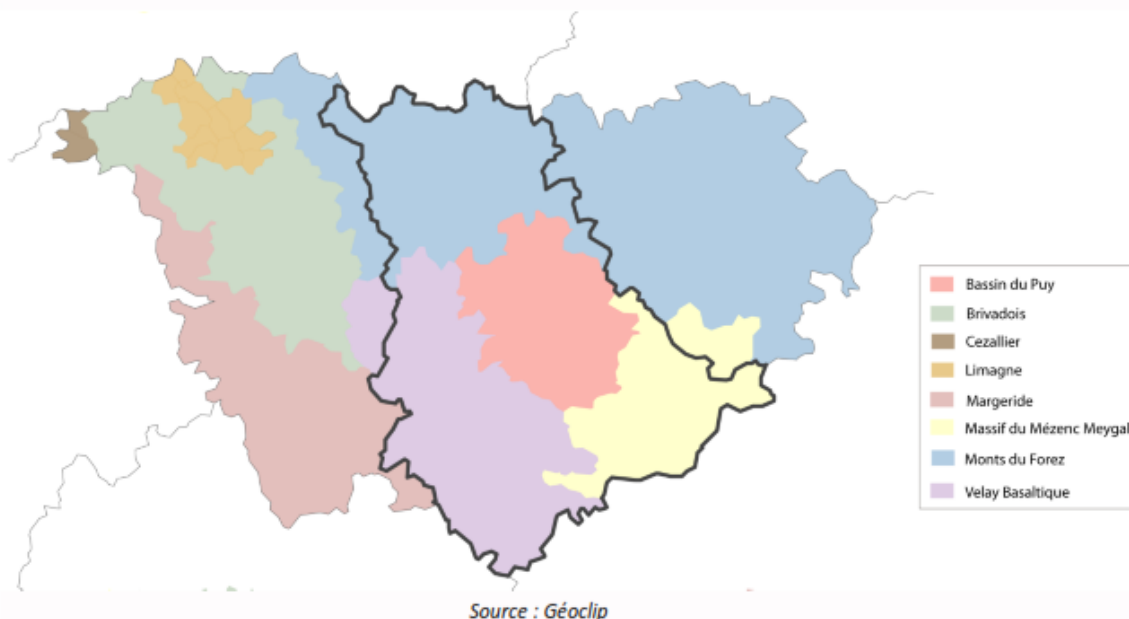
4.5 L'AGRICULTURE

Le diagnostic agricole s'appuie sur plusieurs données :

- recensement agricole de 2010
- recensement agricole de 2020 : <https://stats.agriculture.gouv.fr/cartostat/>
- Réunion agricole réalisée en septembre 2021. 3 exploitants ont participé.

La commune de Lavoûte-sur-Loire est située dans la petite région agricole du bassin du Puy. Cette PRA dispose d'un relief mouvementé dont l'altitude oscille entre 600 et 800 mètres. Les sols sont très diversifiés, assez riches et de bonne profondeur.

Les petites régions agricoles (contexte pédoclimatique)

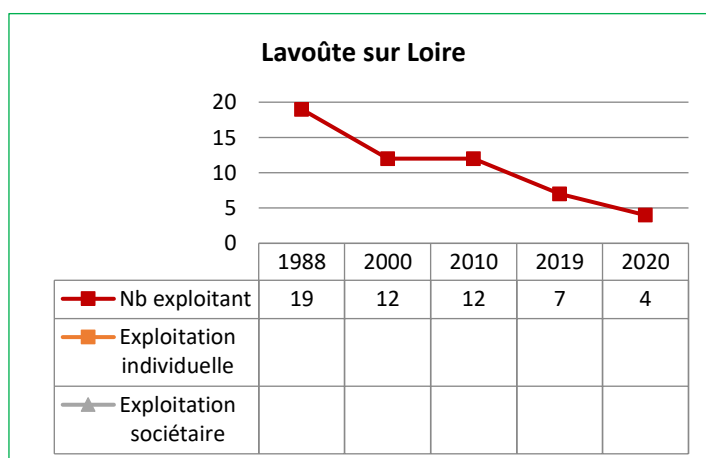


Source : SCOT, diagnostic.

Les exploitations (Renseignements issus des dossiers d'aides au titre de la PAC)

D'après ces déclarations de surfaces (PAC en 2019- PAC DDT),

- l'agriculture occupe 33% du territoire communal ➡ il sera nécessaire de préserver les espaces mis en valeur par les jeunes agriculteurs et les exploitants en agriculture biologique
- 33 exploitations agricoles disposent d'au moins une parcelle déclarée sur la commune
- 7 exploitations agricoles en 2019, totalisant une SAU de 305.31 ha
- 3 exploitants ont bénéficié d'une dotation jeune agriculteur (DJA) et déclarent 56 hectares sur la commune.
- 4 exploitants produisent en agriculture biologique et exploitent 86 hectares sur la commune soit 25 % de la surface agricole de la commune.



Source : Agreste 2010-2020, PAC DDT 2019

Les 1^{ères} données du recensement agreste 2020 indiquent 4 exploitations agricoles sur la commune, soit une baisse notable des exploitations en 10 ans.

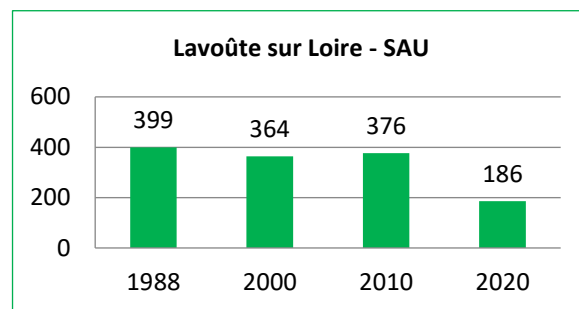
Les exploitations agricoles sont de taille réduite, très inférieure à la moyenne départementale. Il sera nécessaire d'éviter le morcellement des terres.

La SAU

La surface agricole utilisée est en baisse régulière depuis 1988. Elle est de 186 ha en 2020.

Les productions

L'orientation est basée sur l'élevage. ⇒ Elles doivent disposer de surfaces suffisantes pour l'alimentation de leurs troupeaux. Il est nécessaire de prévoir un potentiel suffisant de terres agricoles pour permettre le développement des exploitations existantes et de veiller à maintenir l'accessibilité des parcelles pour le pâturage et la circulation des engins agricoles.



Source : Agreste 2010-2020

Surfaces déclarées

Exploitations agricoles (EA) ayant au moins une parcelle sur la commune

	Nb d'EA ayant au moins une parcelle déclarée sur la commune	Surface totale déclarée sur la commune (ha)	Dont prairies permanentes (ha)	Dont terres arables (ha)	Dont cultures permanentes (ha)	Dont autres (ha)	Part des surfaces déclarées dans la surface communale (%)
Lavoûte-sur-Loire	33	343,9	163,6	178,5	0,0	1,9	33

46 % du territoire déclaré à la PAC en Haute-Loire

Source : Insee - BPE 2019

Productions animales

Aides de la politique agricole commune (PAC)

		Aide aux Bovins Allaitants (ABA)	Aide aux Bovins Laitiers (ABL)	Aide Ovine (AO)	Aide Caprine (AC)
Lavoûte-sur-Loire	EA	2	2	0	0
	effectif engagé	71	100	0	0
Haute-Loire	effectif communal médian	107	209	393	131

Source : PAC 2019

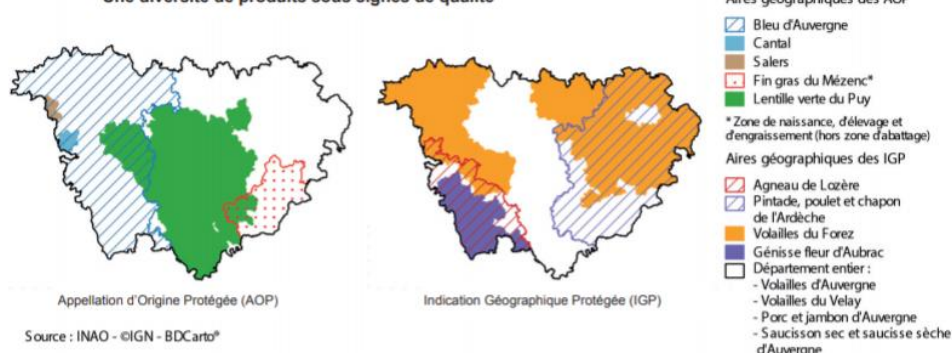
(source : PAC, DDT)

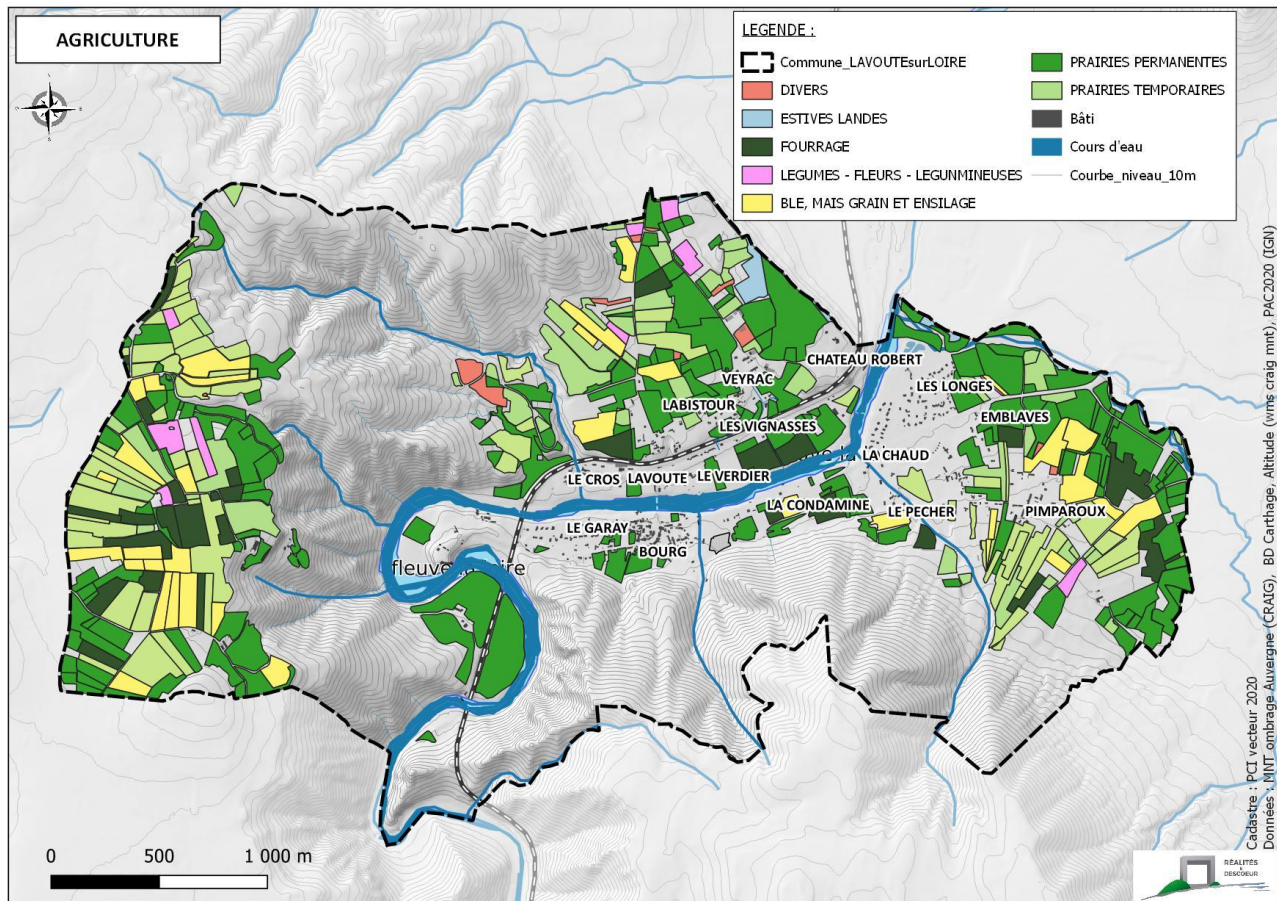
La commune est incluse dans l'aire géographique de production de lentilles d'appellation d'origine contrôlée (AOC) « Lentille verte du Puy ».

⇒ L'article L. 112-3 du code rural prévoit que le PLU ne peut être approuvé qu'après avis de la chambre d'agriculture, de l'Institut national de l'origine et de la qualité (INAO Aurillac) lorsque ceux-ci concernent une commune incluse dans une aire d'appellation d'origine. En cas de réduction substantielle des surfaces affectées à des productions bénéficiant d'une AOC, le PLU ne peut être approuvé qu'après avis conforme de la CDPENAF.

La commune est incluse dans l'aire géographique des Indications Géographiques Protégées (IGP) « jambon d'Auvergne », « pintade de l'Ardèche », « porc d'Auvergne », « poulet de l'Ardèche ou chapon de l'Ardèche », « saucisson sec d'Auvergne ou saucisse sèche d'Auvergne », « volailles du Velay », « volailles d'Auvergne ».

Une diversité de produits sous signes de qualité





Périmètres de protection sanitaire

En fonction de leur nature, de leur taille et de leur mode de conduite, les bâtiments d'élevage et certaines de leurs annexes bénéficient de périmètres de protection sanitaire d'un rayon de 50 à 100 m.

Le périmètre sanitaire rend cette zone inconstructible. Ainsi, un agriculteur ne peut pas construire un bâtiment d'élevage neuf ou une annexe à moins de 50 m ou 100 m de toute construction à usage d'habitation (habitations des tiers, stades, camping hors camping à la ferme, zones à urbaniser) (sauf cas particuliers d'un exploitant devant, pour mettre en conformité son installation autorisée, réaliser des annexes ou aménager ou reconstruire sur le même site un bâtiment de même capacité) (arrêtés ministériels du 7 février 2005 et circulaire d'application du 6 juillet 2005).

A l'inverse, une personne souhaitant construire à proximité d'une exploitation d'élevage doit respecter cette même distance. C'est la règle de réciprocité (Art L111-3 du Code Rural) qui prévoit une marge de recul entre un bâtiment d'élevage, ses annexes et les constructions de tiers à usage d'habitation ou à usage professionnel.

Ces périmètres sont fixés soit par la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement soit par le Règlement Sanitaire Départemental.

Sont pris en compte pour l'instauration du périmètre :

- les bâtiments servant au logement des animaux et les différentes aires ou circulation attenantes.
- les laiteries et fromageries
- les bâtiments ou installations servant à abriter la nourriture.
- les dispositifs de stockage et de traitement des effluents.

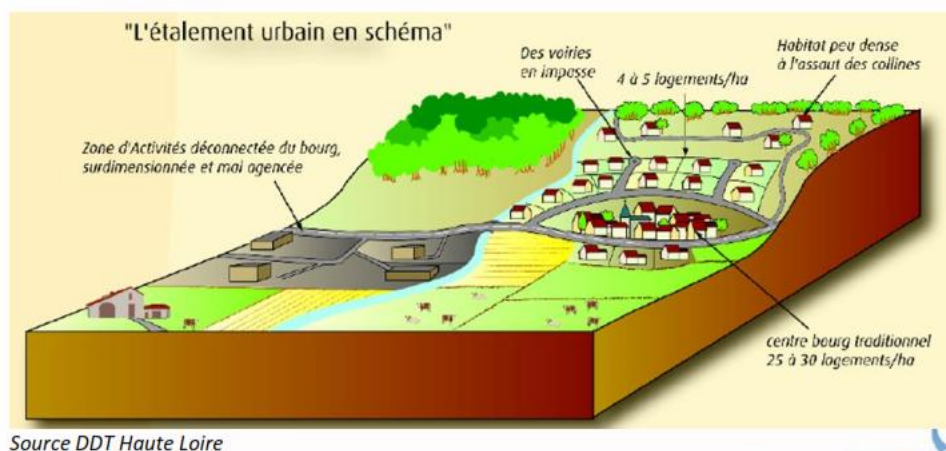
Agriculteurs exploitants sur Lavoûte-sur-Loire : Résultat issu de la réunion agricole réalisée en septembre 2021.

NATURE DE L'ACTIVITE	TYPE D'ACTIVITES	SURFACE TOTALE EXPLOITEE	SURFACE SUR LA COMMUNE	CARACTERISTIQUES / PROJETS
Exploitations ayant leur siège à Lavoûte-sur-Loire				
N°1 2 exploitants à CHANCEL	Elevage et Tourisme rural, Compétition	7.29 dont 7 ha en Natura 2000	7.29	-Ages : 63 et 35 ans -La succession est assurée -Propriétaire -les bâtiments sont en bon état et suffisants en capacité pour l'instant - installations diverses et complémentaires : gîtes 4 étoiles -Contraintes : * passages intempestifs des motos générant des nuisances, des dégradations paysagères, des risques d'inondation/ruissellements, * entretien des fossés pour limiter les risques de ruissellements
N° 2 Le CROS	moutons			-siège au Cros
N°3 2 exploitants à VEYRAC				
N°4 Château de La Voute				-quelques parcelles en Bio
N°5 Le Bourg	moutons			-Double actif
N°6 VEYRAC				
N°7 LA ROCHE				
N°8 1 exploitant à VEYRAC	Bovin Lait, Ovin Viande, Elevage de Génisses	/	/	-Age : 48 ans - Propriétaire/Locataire - Installation classée soumise à déclaration -les bâtiments sont en bon état mais insuffisants en capacité -Contraintes : circulation, accès, éléments techniques gênants tels que poteaux EDF, ponts
N°9 La Condamine				

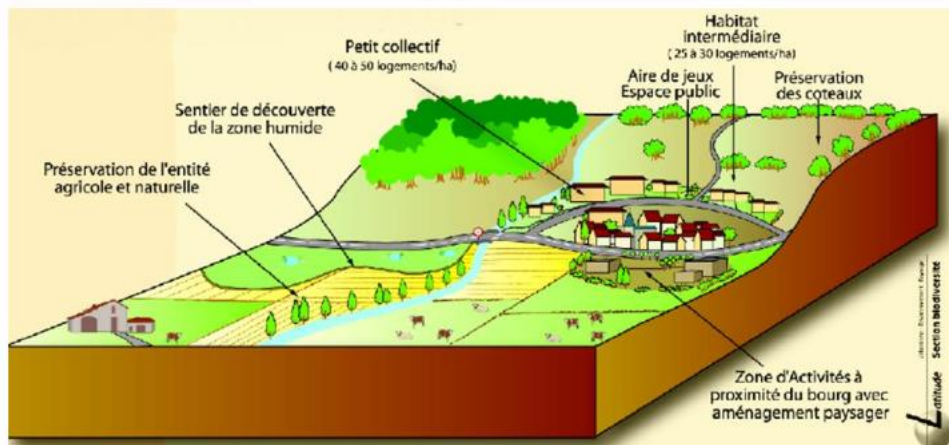


Les orientations du SCOT en matière d'agriculture**Orientation 9 - Des espaces agricoles préservés et mis en valeur****PRESCRIPTIONS :**

- ❖ Fixer des limites intangibles à l'urbanisation, y compris en s'appuyant sur la présence d'éléments physiques matérialisant ces limites ;
- ❖ Préserver et protéger les espaces agricoles à forte valeur agronomique, et/ou particulièrement les « espaces agricoles fonctionnels », les zones de « productions agricoles labellisées » (principe du code rural), ainsi que les « zones d'épandage » ;
- ❖ Limiter l'urbanisation des zones agricoles fonctionnelles, à l'exception des projets nécessaires à l'équipement rural (exemple : eau potable, eau pluviale, assainissement, gaz, électricité, télécommunication, équipements d'intérêt général, liaisons douces). Ces projets devront justifier l'impossibilité d'être réalisés ailleurs, évaluer leurs impacts, réduire les impacts par les travaux, et compenser les impacts ;
- ❖ Mettre en valeur les espaces d'AOC/AOP.

Illustration schématique de l'impact de l'étalement urbain sur les espaces agricoles :

Source DDT Haute Loire

Exemple de « bonnes pratiques » recommandées par le SCOT :

Source DDT Haute Loire

Orientation 10 - Garantir les conditions de viabilité des exploitations et de fonctionnalité des espaces agricoles**RESCRIPTIONS :**

- ❖ Garantir la fonctionnalité des espaces agricoles dans l'organisation du territoire, et notamment : proscrire le mitage, éviter le morcellement et les effets de coupures, interdire l'enclavement des sièges d'exploitation et définir des règles de réciprocité, garantir l'accessibilité et la circulation, et contrôler le changement de destination ;
- ❖ Favoriser des zones agricoles (A) autour des sièges d'exploitation, sauf zones à sensibilité environnementale fortes.

RECOMMANDATIONS :

- ❖ Dans l'élaboration des documents d'urbanisme locaux, associer la profession agricole et les autres partenaires (consommateurs, associations, entreprises agroalimentaires locaux...) et porter un projet de territoire intégrant les fonctions économiques, environnementales et sociales de l'agriculture ;
- ❖ Saisir les opportunités de portage foncier (ex : convention SAFER) ;
- ❖ En cas de mutation programmée, maintenir une exploitation agricole temporaire (ex : par Convention de mise à disposition) ;
- ❖ Anticiper les enjeux de transmission-installation pouvant impacter le devenir des espaces agricoles (ex. d'effets : reprise, agrandissement, urbanisation, ou friches par exemple).

4.6 L'ECONOMIE FORESTIERE

La forêt couvre 503 hectares sur la commune de Lavoûte-sur-Loire, soit un taux de boisement de 47,8 %, selon les données de l'IGN, supérieur au taux départemental qui s'élève à 42,2 % calculé selon la même source.

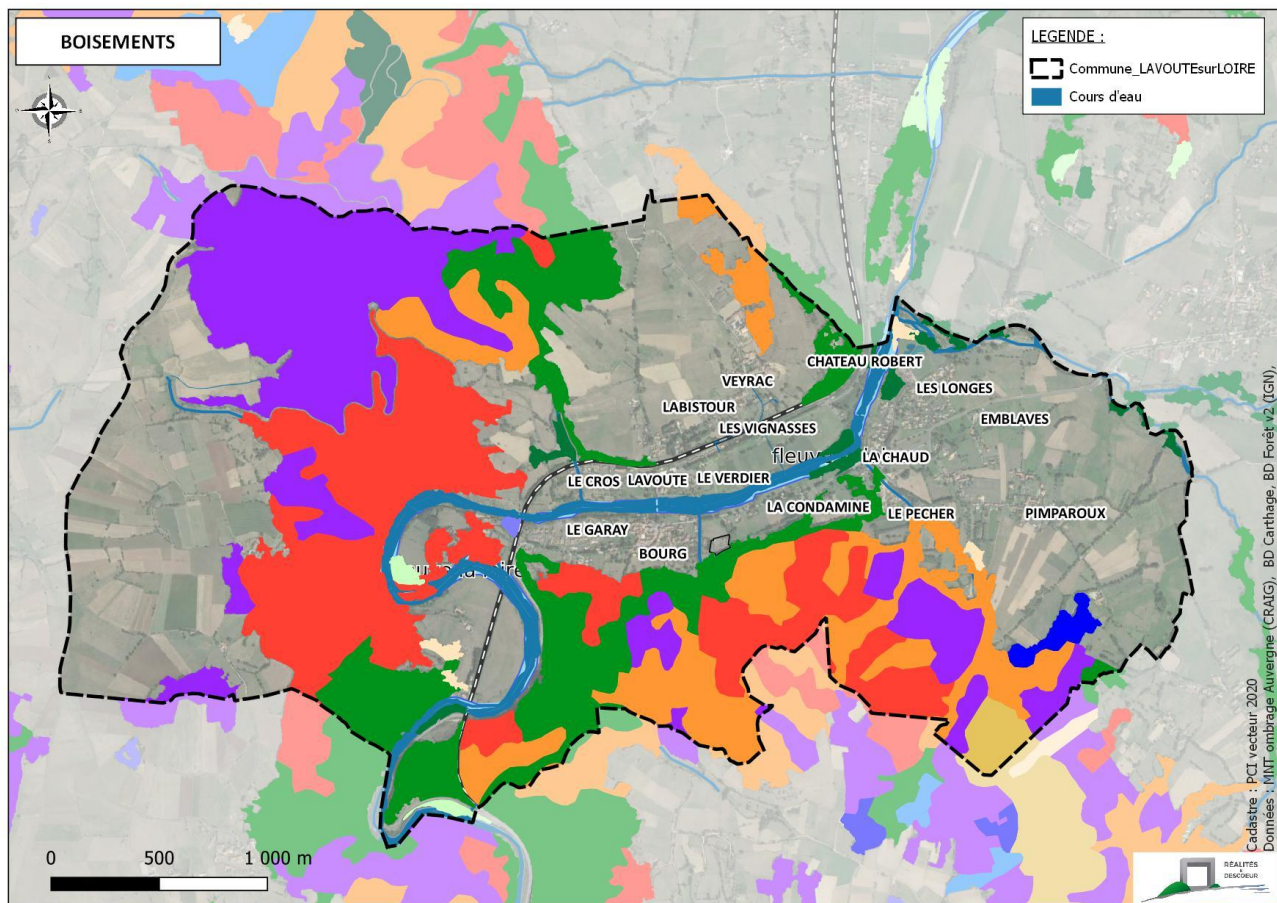
L'inventaire national forestier recense des peuplements majoritaires de futaies mixtes en mélange, de futaies de conifères (pin sylvestre) et de feuillus (chênes).

La forêt joue un rôle majeur dans les défis environnementaux à venir, et notamment :

- L'atténuation du changement climatique, par le stockage carbone
- La lutte contre l'érosion de la Biodiversité
- La lutte contre l'épuisement des ressources : que ce soit pour les matériaux ou pour l'énergie.

La commune de Lavoûte-sur-Loire n'est pas concernée par une réglementation de boisement, ni par le régime forestier. Elle ne compte aucune exploitation forestière/scierie.





- | | |
|--|--|
| Jeune peuplement ou coupe rase ou incident | Pin à crochets ou pin cembro pur |
| Feuillus purs en îlots | Autre pin pur |
| Chênes décidus purs | Mélange de pins purs |
| Chênes sempervirents | Sapin ou épicéa pur |
| Hêtre pur | Mélèze pur |
| Châtaignier pur | Douglas pur |
| Robinier pur | Autre conifère pur autre que pin, sapin, épicéa, douglas ou mélèze |
| Autre feuillu pur | Mélange d'autres conifères |
| Mélange de feuillus | Mélange de conifères |
| Peupleraie | Mélange de feuillus prépondérants et conifères |
| Conifères purs en îlots | Mélange de conifères prépondérants et feuillus |
| Pin maritime | Forêt ouverte avec coupe rase ou incident |
| Pin sylvestre pur | Forêt ouverte de feuillus purs |
| Pin laricio ou pin noir pur | Forêt ouverte de conifères purs |
| Pin d'Alep pur | Forêt ouverte à mélange de feuillus et conifères |
| | Lande ligneuse |
| | Formation herbacée |

Les orientations du SCOT en matière d'économie forestière

Orientation 12 - Valoriser les espaces forestiers, les capacités de productions de bois d'œuvre et de bois énergie

PRESCRIPTIONS :

- ❖ Favoriser les continuités boisées pour une gestion économique plus rentable, éviter les boisements en « timbre-poste » - cf. illustrations ;
- ❖ Maintenir et conforter les rôles diversifiés de la forêt :
 - De production (bois d'œuvre mais aussi bois énergie) ;
 - De protection face aux risques naturels, et/ou des plantations plus anciennes à forte valeur de biodiversité et patrimoniales ;
 - D'accueil des populations (usages récréatifs) ;
 - De composante paysagère et environnementale ;
 - De puits de carbone.
- ❖ Favoriser la création d'activités dédiées au développement de la filière bois dans les secteurs ayant un potentiel de développement de la filière et dans les zones déjà équipées ;

RECOMMANDATIONS :

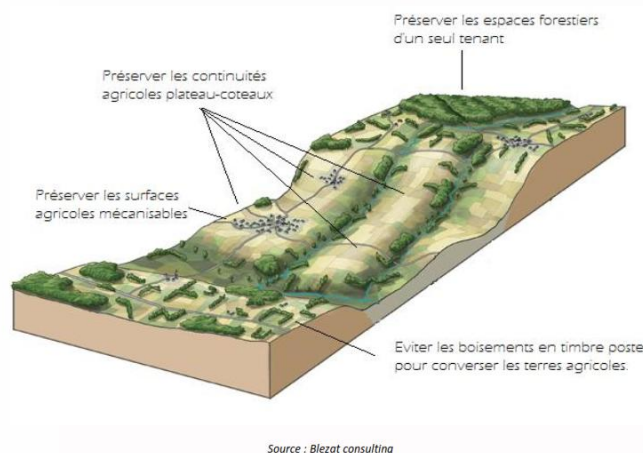
❖ Dans l'élaboration des documents d'urbanisme locaux, associer notamment l'Office National des Forêts (ONF), le Centre Régional de la Propriété Foncière (CRPF), les entrepreneurs de travaux forestiers (ETF), les scieries et gestionnaires de plateformes bois ;

❖ A l'échelle de massif forestier, inciter à la mise en œuvre :

- de charte forestière de territoire (CFT) ;
- les actions collectives de gestion ;
- le plan d'approvisionnement territorial (PAT) ;
- de démarche PEFC (programme de reconnaissance des certifications forestières) ;
- de schéma de dessertes facilitant la programmation des dessertes forestières aux boisements à potentiel de production
- de plan climat air énergie territorial PCAET et de démarche Territoire à énergie positive pour la croissance verte TEPCV

❖ Combiner planification et appuis financiers au développement forestier – filières bois – et rural (ex : SCOT, PLU(i), et LEADER 2014-2020, PDR FEADER 2014-2020 Auvergne...

Illustration - Eviter les boisements en « timbre-poste », et préserver les continuités agricoles plateaux mécanisables et coteaux



4.7 TOURISME

Contexte du SCOT :

Le tourisme en Haute-Loire repose essentiellement sur les visites de sites patrimoniaux et les activités de pleine nature

- Tourisme culturel : abondance de paysages naturels et agricoles préservés (relief volcanique, plateaux, gorges, ...), inscription du Puy en Velay à l'Unesco, richesses architecturales, 3 PNR, grandes manifestations culturelles ...
- Tourisme d'activités tant estival qu'hivernal (espace nordique du Mezenc, du Meygal, vélorail, voie verte, lacs, sentiers de grande randonnée, ...)

L'activité touristique représente une part non négligeable des emplois tertiaires.

⇒ La commune de Lavoûte sur Loire n'a pas de vocation touristique spécifique mais dispose cependant d'atouts culturels et naturels : château, val de Loire, voie verte, chemin de St-Jacques de Compostelle.

LOG T1 - Évolution du nombre de logements par catégorie en historique depuis 1968

Catégorie de logement	1968(*)	1975(*)	1982	1990	1999	2010	2015	2021
Ensemble	300	274	377	439	393	450	492	482
Résidences principales	208	201	235	264	272	337	384	380
Résidences secondaires et logements occasionnels	61	50	135	156	77	76	69	36
Logements vacants	31	23	7	19	44	37	39	66

(*) 1967 et 1974 pour les DOM

Les données proposées sont établies à périmètre géographique identique, dans la géographie en vigueur au 01/01/2024.
Sources : Insee, RP1967 à 1999 dénombremments, RP2010 au RP2021 exploitations principales.

Les offres d'hébergement sur la commune :

Contexte : Alors que l'offre hôtelière et de plein air est principalement concentrée dans le bassin de vie du Puy en Velay, à l'exception notable du Pays de Cayres et Pradelles, les résidences secondaires constituent une part importante du parc de logements au Nord et au Sud du Pays du Velay.

Les résidences secondaires sont l'hébergement favorisé des populations vacancières du Pays du Velay. À l'échelle régionale le Pays du Velay avoisine les 10% en capacité d'accueil touristique.

Enjeu majeur du SCOT, l'hébergement est un élément à favoriser dans le développement touristique afin d'accueillir une population non locale.

- Lavoûte sur Loire compte 16,9% de résidences secondaires en 2010, 7,47% en 2021.

**Les hébergements touristiques**

- 2 meublés et gîtes (Chancel 6 personnes, Les Poiriers 5 personnes)
- 1 chambre d'hôtes (Les Délices de Lavoûte dans le Bourg) : 10 personnes
- 1 camping Les Ombrelles : 54 emplacements, 2 caravanes, 1 mobilhome
- Airbnb : Emblaves (5 personnes), Tholence (6 personnes)

**La restauration**

- 2 restaurants

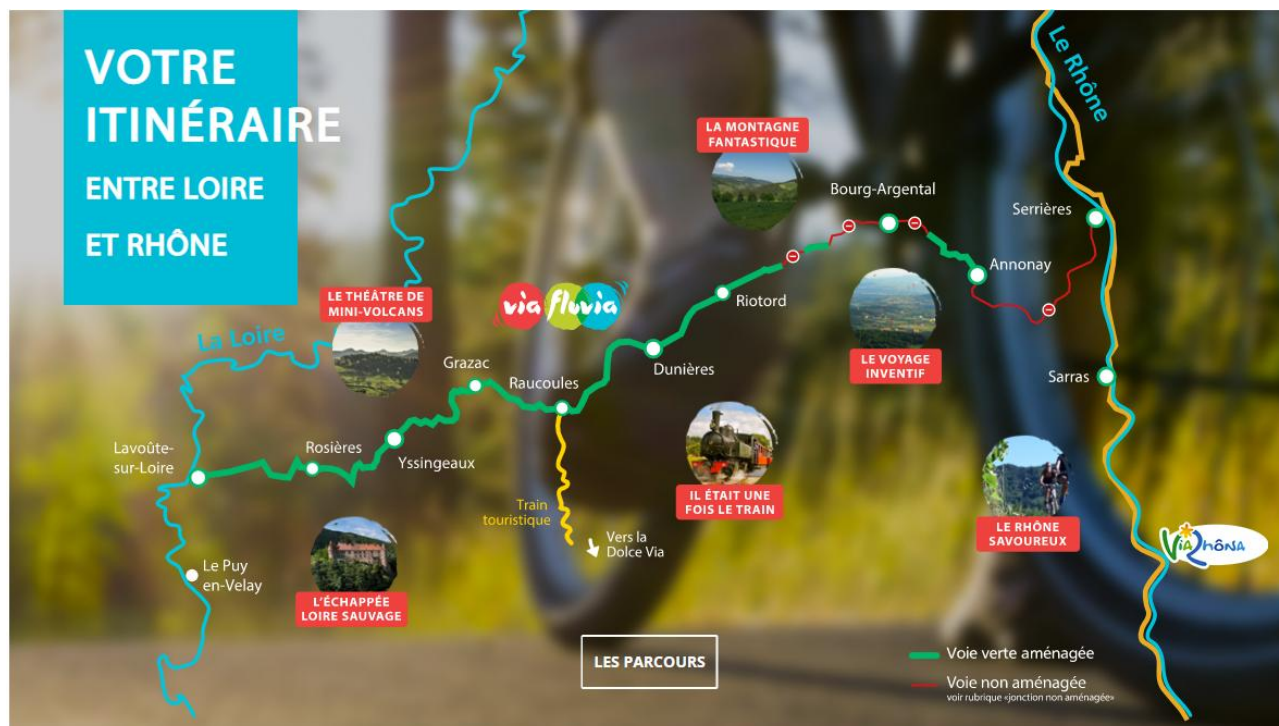
Les activités touristiques

- PR 225, Les Bois Noirs
- PR 671, Panorama sur le Val de Loire
- Etape du chemin de

Compostelle,

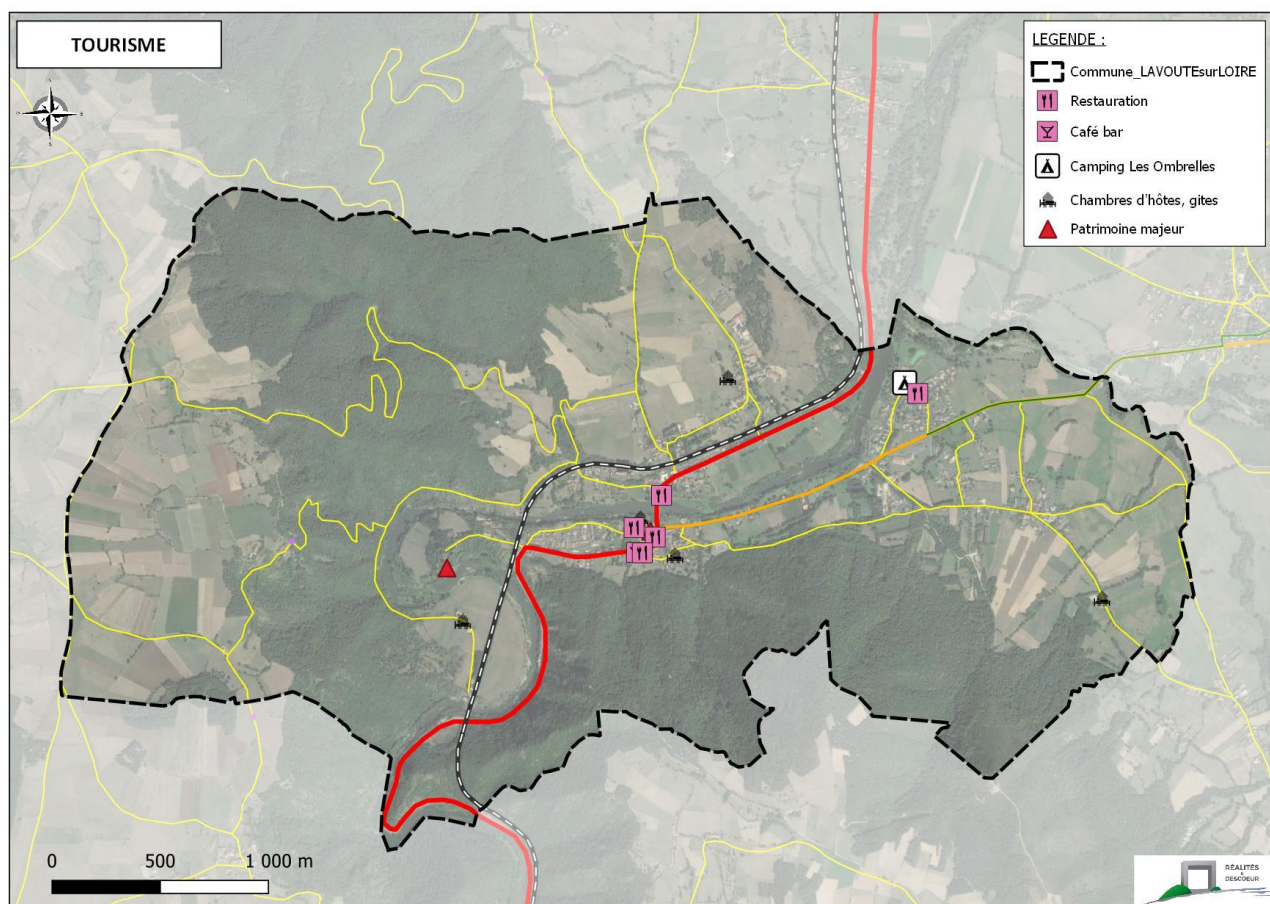
- Patrimoine : château de Polignac, Eglise romane,
- La voie verte « Via Fluvia ».

Ce projet de Véloroutes entre Loire et Rhône est en cours de réalisation. Certaines sections de la voie verte sont d'ores et déjà aménagées, comme celle de Lavoûte-sur-Loire.

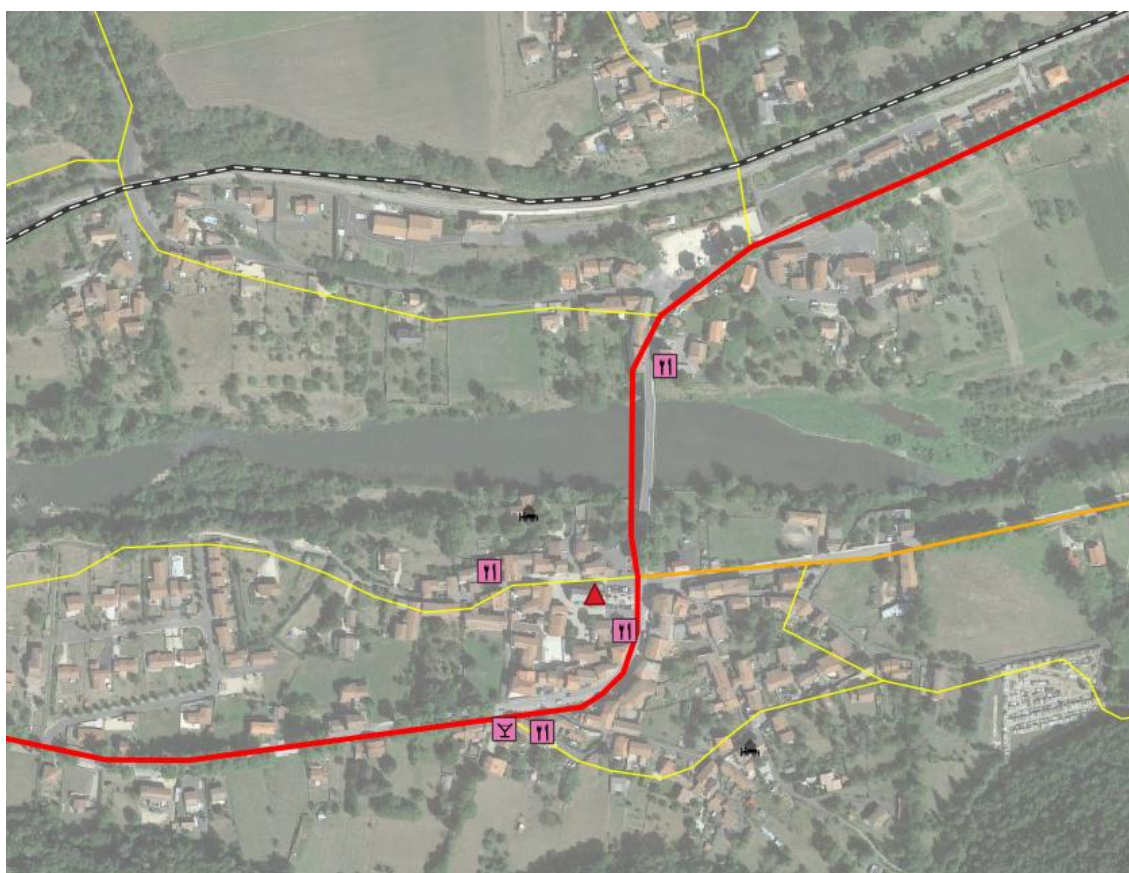


<https://www.viafluvia.fr/>





Zoom sur le bourg



Les orientations du SCOT**Orientation 40 – La stratégie touristique du territoire****PRESCRIPTIONS :****❖ Valoriser les sites emblématiques du territoire en s'appuyant sur des richesses touristiques diversifiées :**

- o Le tourisme « culturel » et « de patrimoine », en lien avec la découverte du patrimoine architectural remarquable et les événements touristiques du territoire (exemples non exhaustifs : labels UNESCO, Pays d'Art et d'Histoire, « Les plus beaux villages de France », sites inscrits et classés, villes et bourgs de caractère, etc.) ;
- o Le tourisme « vert », de nature et de plein-air en lien avec la valorisation des richesses paysagères et naturelles du Pays du Velay (exemples non exhaustifs : **Vallées de Loire** et de l'Allier, gorges de l'Arzon, lacs, plateaux volcaniques, etc.) dont le projet d'UTN de l'écopôle ;
- o Les grands itinéraires de randonnées départementaux et régionaux (exemples non exhaustifs : chemins de Saint-Jacques, voie verte, Respirando, piste trans-cévenole, etc.).

❖ Poursuivre le développement et la diversification de l'offre d'accueil et d'hébergement touristique du territoire :

- o Prévoir la modernisation et le développement des structures d'accueil et d'hébergement touristique à proximité des itinéraires et des sites touristiques identifiés, en fonction de l'évolution de la fréquentation touristique du territoire : cosy camp, requalification des villages vacances d'Alleyras et de Vorey, Campings de la Pra de Mars et Camping des Moulettes, ... ;
- o Conforter le parc hôtelier du territoire ;
- o Soutenir le développement de l'hébergement rural et de plein air, en lien avec les projets de diversification de l'activité agricole et touristique (exemples non exhaustifs : gîtes, chambres d'hôtes, hébergement insolite, etc.).

❖ Inscrire le Pays du Velay au cœur de la stratégie départementale et régionale en matière de promotion touristique :

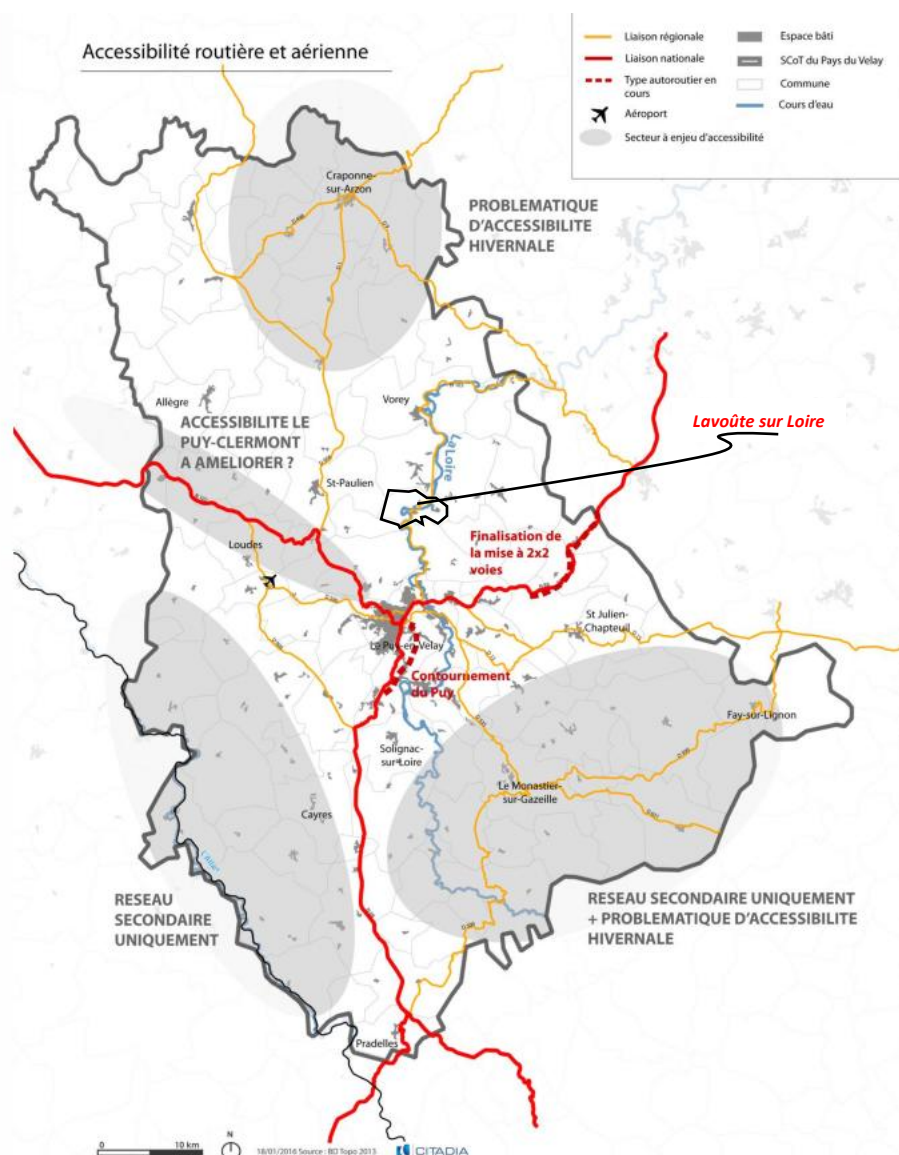
- o Valoriser les labels touristiques et développer des actions permettant de tendre vers un « tourisme d'excellence » (exemples non exhaustifs : AOP « Lentille du Puy » et « Fin gras du Mézenc », Festival de musique de La Chaise Dieu, etc.) ;
- o Améliorer la structuration des acteurs et professionnels de la filière touristique du territoire (exemples non exhaustifs : offices de tourisme, syndicats d'initiatives, points infos tourisme, etc.) ;
- o Développer la promotion et la sensibilisation autour de l'offre touristique du Pays du Velay (exemples non exhaustifs : maison touristique, maison de parc, etc.).
- o Développer une politique d'éducation à l'environnement et au développement durable en diffusant les connaissances du parc Livradois-Forez via les EPCI concernées par le PNR.

Ce qu'il faut retenir

- La commune de Lavoûte sur Loire fait partie de la couronne du Grand Pôle du Puy en Velay, de la Zone d'emploi et du Bassin de vie du Puy en Velay.
- Le nombre d'emplois dans la zone a diminué depuis 3 ans : -9 emplois. Mais la commune offre peu d'emplois par habitant actif.
- Les établissements les plus représentés relèvent du secteur du commerce, et de l'administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale.
- Le secteur du commerce, transport et services divers est celui qui emploie le plus avec 43 % des emplois.
- La commune ne dispose pas de zone d'activités mais compte 13 artisans et 7 commerces.
- Une vocation agricole encore bien présente.
- 47,8% de la surface communale est couverte par des boisements.
- Pas de vocation touristique spécifique mais la commune dispose d'atouts culturels et naturels : château, val de Loire, ...

5 Les déplacements

5.1 CONTEXTE

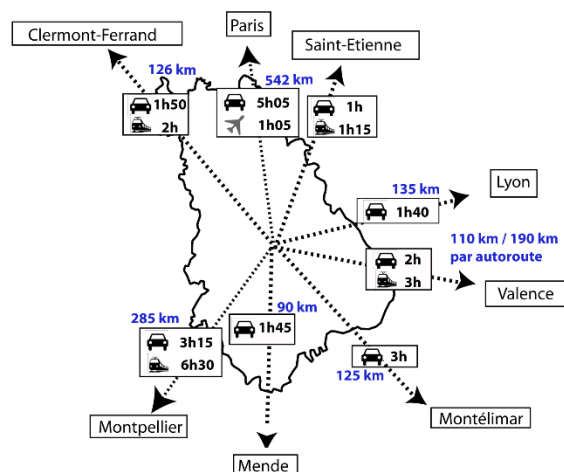


Source : SCOT, Diagnostic.

Le Pays du Velay est desservi par un réseau routier de niveau principalement départemental et national. Les routes D1, D13, D103, D906, N102 (Le Puy- Lempdes sur Allagon) et N88 entre Le Puy et Pradelles, quadrillent globalement l'ensemble du territoire.

Le développement des infrastructures routières, la mise à deux fois deux voies de la RN88 notamment, facilite les liaisons internes et ouvre le Pays du Velay à l'influence de deux grands espaces économiques : l'aire urbaine de Lyon/St-Etienne et l'aire urbaine de Clermont-Ferrand. En effet, moins d'une heure est désormais nécessaire pour accéder à St-Etienne depuis le Puy-en-Velay.

Accessibilité : les distances temps en voiture et en train depuis l'Agglomération du Puy-en-Velay



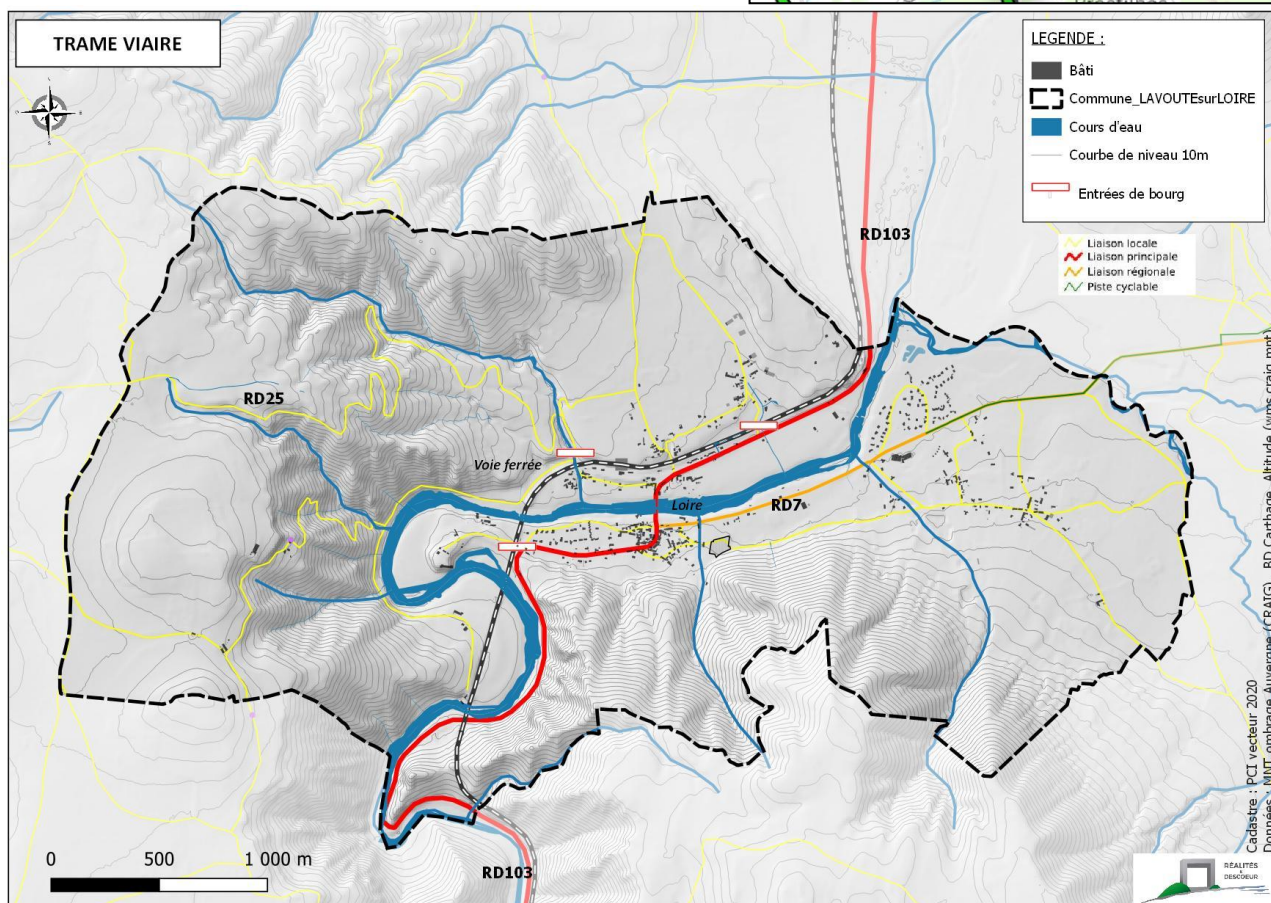
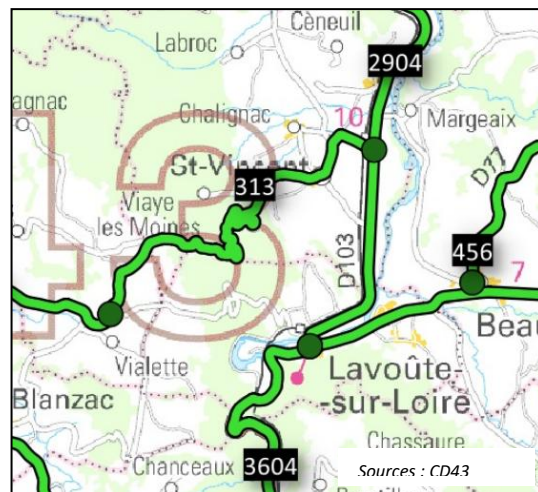
CITADIA

Source : SCOT, Diagnostic.

5.2 TRANSPORTS ROUTIERS

Le réseau viaire se compose de voies de type :

- Primaire :
 - La RD103 : reliant le cœur d'agglomération à Retournac / traverse le bourg / un trafic important
 - La RD7 : reliant le Bourg à Rosières, en passant par le secteur de l'Emblaves
 - La RD25 : reliant le Bourg au plateau de Saint-Paulien.
- Secondaire : elles constituent plutôt des voies de desserte entre les villages et les terres agricoles.
- Et tertiaire : essentiellement des chemins d'exploitation et des sentiers.



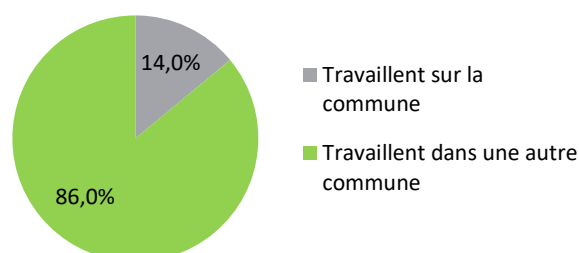
5.3 DEPLACEMENTS DOMICILE-EMPLOI

86% des actifs ayant un emploi travaillent en dehors de la commune.

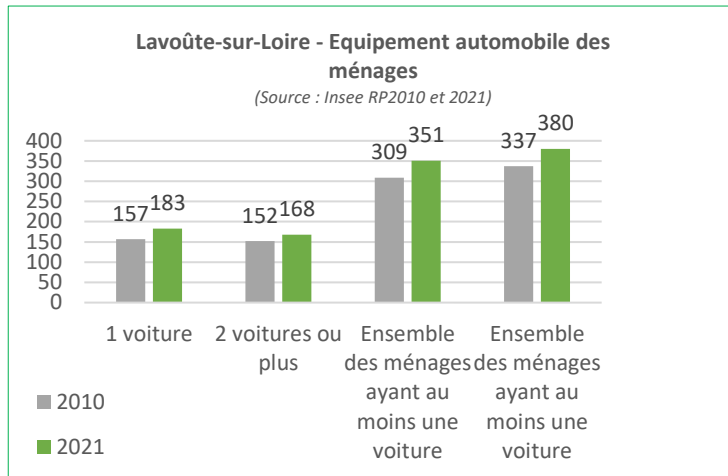
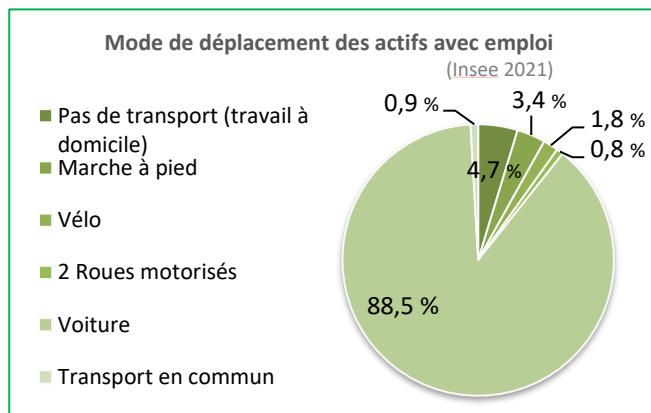
De plus, la part des habitants travaillant sur la commune tend à diminué depuis 11 ans.

- La voiture individuelle reste le mode de transport le plus largement utilisé (88,5%).
- Une motorisation qui progresse
- Une offre insuffisante de transports en commun

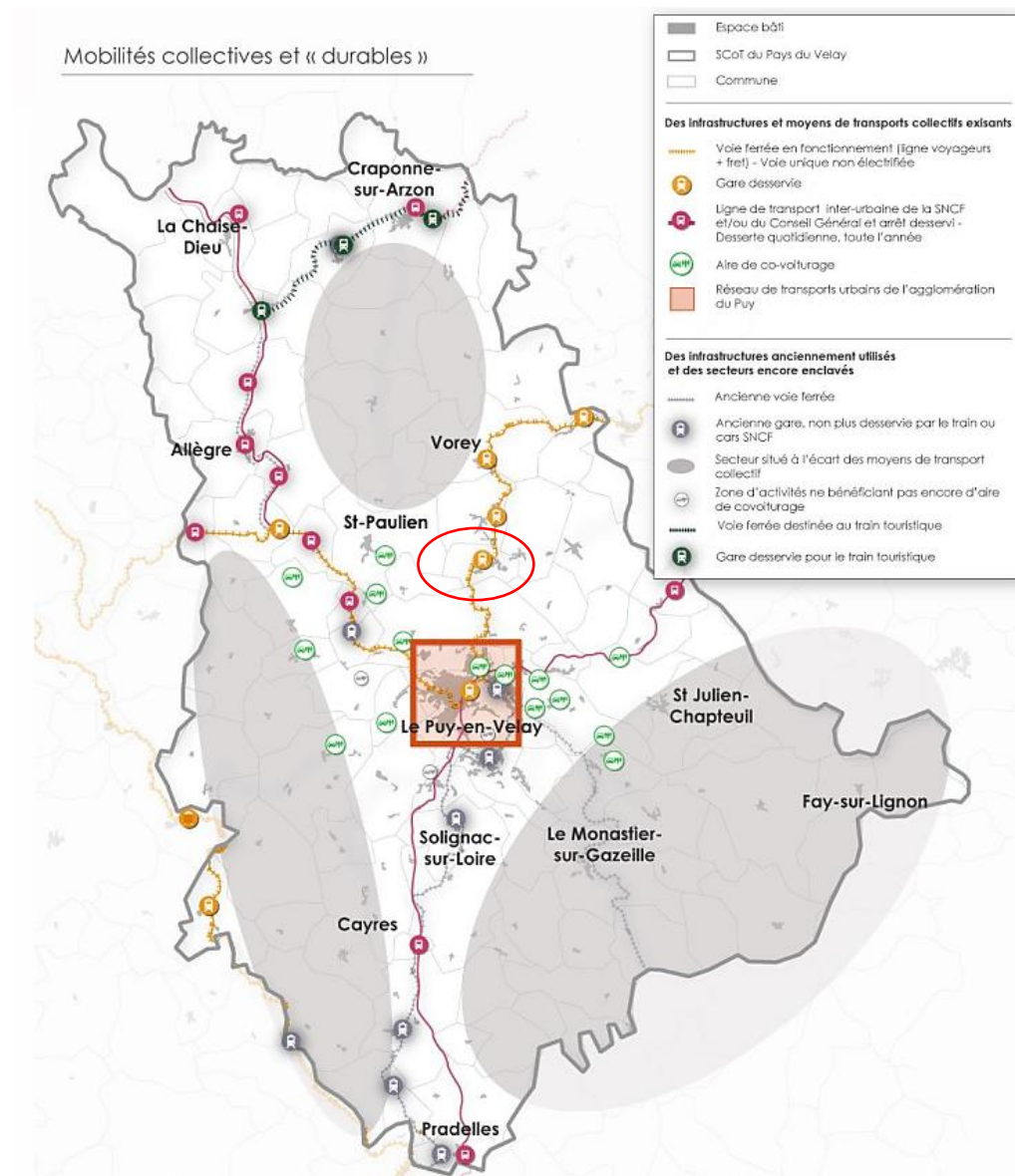
Lieu de travail des actifs de 15 ans ou plus ayant un emploi qui résident à Lavoûte-sur-Loire



La commune dispose d'une part non négligeable d'actifs ayant un emploi et travaillant sur la commune, mais 88,5% des actifs utilisent des moyens de transport individuels. La proximité des bassins d'emplois (Le Puy) et une offre jugée insuffisante de moyens de transports alternatifs et attractifs (collectifs) contribuent à l'augmentation des déplacements en véhicules personnels.



5.4 UNE OFFRE EN TRANSPORTS EN COMMUN QUI SE DEMARQUE PAR UNE DESSERTE FERROVIAIRE.



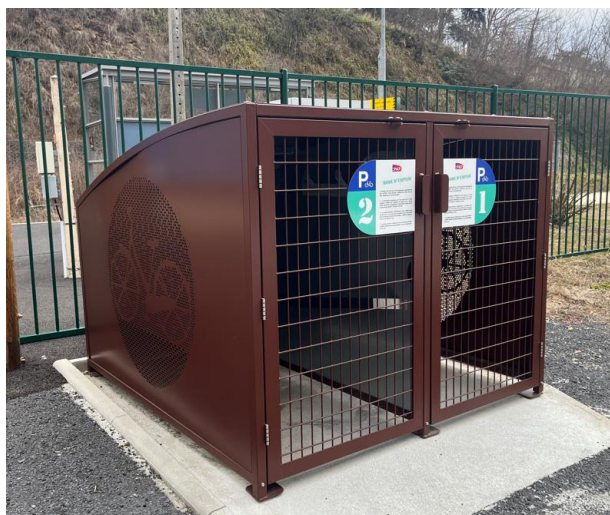
Source : SCOT, Diagnostic.

- La commune dispose d'une gare, mais cette dernière n'est plus en service. Désormais, une halte ferroviaire de la Société nationale des chemins de fer français (SNCF) est desservie par des trains TER Auvergne-Rhône-Alpes.

11 trains s'arrêtent à Lavoûte-sur-Loire chaque jour, permettent de se rendre au Puy-en-Velay en dix minutes, à Saint-Etienne en un peu plus d'une heure. Un nouvel arrêt a été ajouté, 16H21 à Lavoûte, départ du Puy à 16H10, arrivée à Saint-Etienne à 17H42.

Le centre-bourg est à 600 mètres, un parking pour les véhicules et les vélos est aménagé à proximité.

D'une manière globale, à l'échelle du SCOT, il ressort que ce moyen de transport reste peu attractif du fait des temps de trajets supérieurs à la route, de la suppression de gares et voies ferrées, de correspondances très limitées,



- Le réseau des transports interurbains de voyageurs comporte une vingtaine de lignes régulières.

Lavoûte-sur-Loire est desservie par une ligne Le Puy/Yssingeaux.





La Région
Auvergne-Rhône-Alpes



Haute-Loire
LE DÉPARTEMENT



La Région
Auvergne-Rhône-Alpes

Haute-Loire
LE DÉPARTEMENT

VOUS TRANSPORTENT

Source : Schéma de transport de l'agglomération du Puy-en-Velay

- Transport à la demande organisée par l'agglomération les mercredis et samedis. Un TAD spécial PMR est disponible.
- La commune dispose d'un site de covoiturage. L'agglomération du Puy en Velay met en place un système de voiture partagée. 9 véhicules électriques sont offerts à la location pour les communes d'Allègre, Arsac en Velay, Craponne sur Arzon, La Chaise Dieu, Lavoûte-sur-Loire, Le Puy-en-Velay et Saint Paulien. La commune de Lavoûte sur Loire dispose d'ailleurs de 2 bornes de recharge.



A noter qu'un second site de covoiturage financé par la CAPEV, existe devant le centre aqua passion.

- L'aéroport du Puy-en-Velay offre une liaison quotidienne avec Paris. Il est emprunté chaque année par 8 000 passagers soit une moyenne de 21 passagers par jour. Cette desserte aérienne est principalement à usage « d'affaire ». Il est situé à 20km de la commune.
- Le transport scolaire est assuré par trains et bus scolaires qui desservent Retournac, Le Puy et Brives Charensac.

5.5 STATIONNEMENT

La commune dispose d'un assez bon maillage avec une quarantaine de stationnements. Ils permettent d'accéder aux services et équipements. La commune juge satisfaisante l'offre de stationnements, à l'exception du cœur de bourg (saturé en permanence). Une taille des ménages assez élevée de 2,16 pers/ménage, un équipement automobile des ménages qui s'améliore (92,5% des ménages ont au moins une voiture), combinés à des bâtiments anciens parfois peu adaptés au besoin d'habiter aujourd'hui (la réhabilitation des constructions anciennes n'est pas toujours adaptée à la mise en place de garages ou stationnements sur la parcelle), contribuent à augmenter la problématique des stationnements en cœur de bourg.

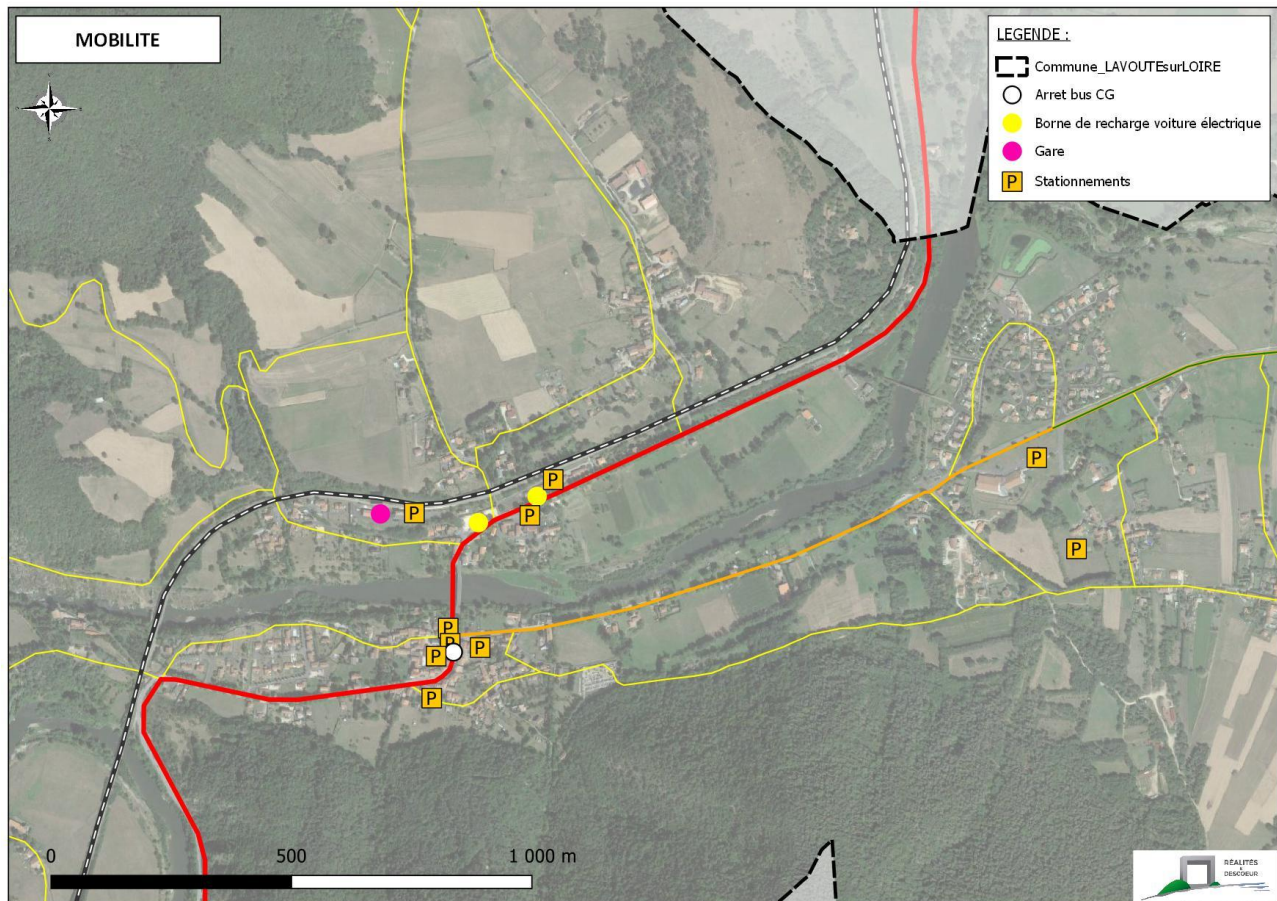
LOG T9 - Équipement automobile des ménages

Équipement	2010	%	2015	%	2021	%
Ensemble	337	100,0	384	100,0	380	100,0
Au moins un emplacement réservé au stationnement	250	74,2	285	74,3	288	75,8
Au moins une voiture	309	91,8	351	91,5	351	92,5
1 voiture	157	46,7	178	46,4	183	48,2
2 voitures ou plus	152	45,1	173	45,1	168	44,3

Sources : Insee, RP2010, RP2015 et RP2021, exploitations principales, géographie au 01/01/2024.

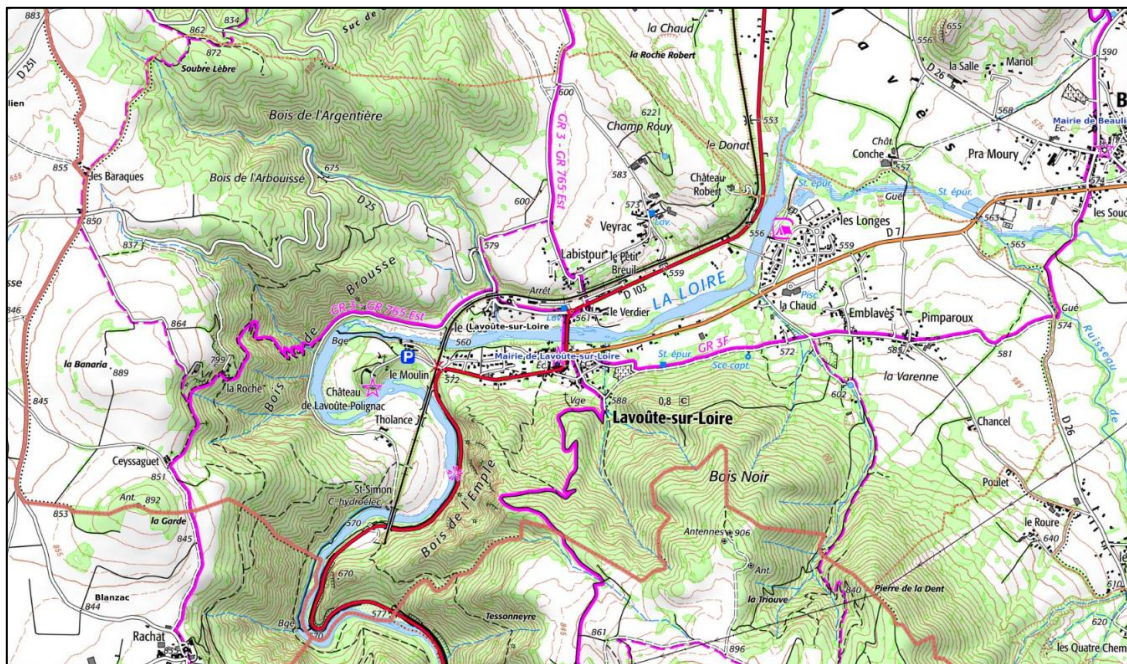
Lavoûte sur Loire

Localisation	Nombre de places				
	Voitures	Places handicapées	Véhicules hybrides et électriques	Vélos	Autres services
Place des Anciens Combattants (<i>Place du Monument aux Morts, Place du Presbytère</i>)	26				
Place de la Mairie	4				
Place du Pont Neuf	libre		-1 borne de recharge -1 voiture Auto-partage		
RD103			1 borne de recharge		
Piscine					
Eco quartier					
Rue du Clos	13	2			
Place Denis Marcoux	libre				
Gare SNCF	libre			X	
Rue de la Chublere					
Place du Sonneur	7				
Place de la Maternelle	4				

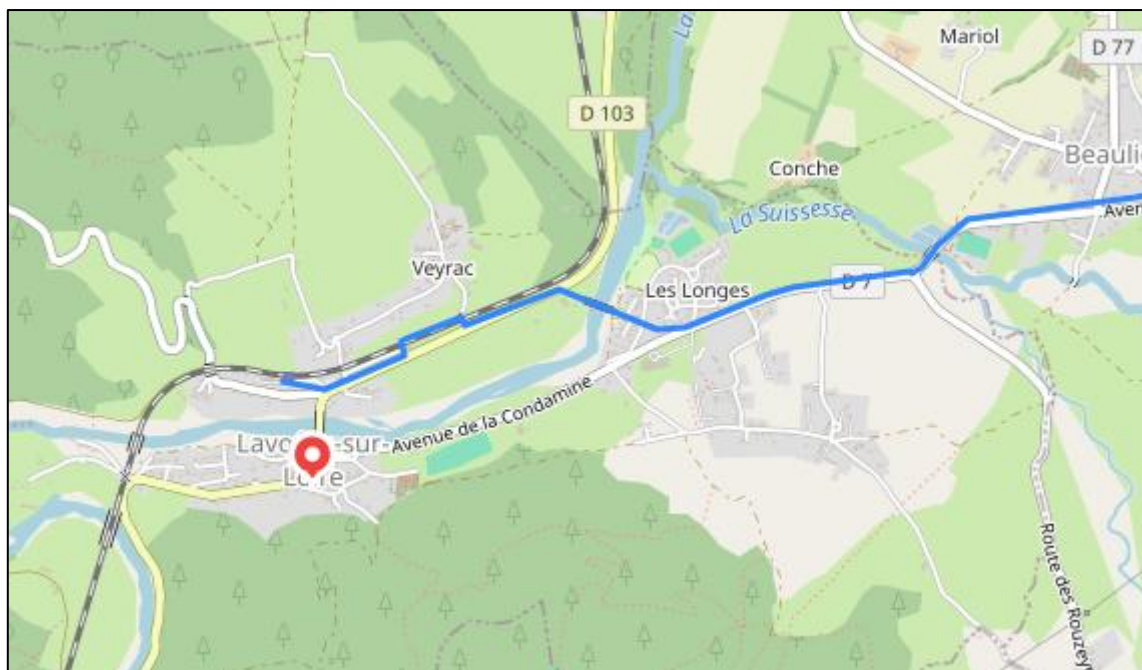


5.6 MOBILITES DOUCES

La commune dispose de plusieurs itinéraires de randonnée : le GR 3- GR 765 Est, le GR 3F et le PR 225 « Les Bois noirs ». Elle est traversée par le chemin de Compostelle.



Elle est également parcouru par la Via Fluvia, sur la section Lavoûte-sur-Loire/Yssingeaux.



Source : <https://www.viafluvia.fr/nos-parcours/les-parcours/>

5.7 LES ORIENTATIONS DU SCOT

Orientation 16 - Poursuivre le désenclavement routier et ferroviaire du territoire

PRESCRIPTIONS :

- ❖ Soutenir les projets de modernisation et de sécurisation du réseau routier structurant :
 - Sur l'axe Lyon/Saint-Etienne/Le Puy/Toulouse, par la poursuite de la mise à 2x2 voies de la RN88 et l'achèvement du contournement routier du Puy-en-Velay ;
 - Sur l'axe Le Puy/Clermont-Ferrand RN 102).
- ❖ Pérenniser voire développer, si nécessaire, l'offre commerciale de l'aéroport de Loudes-Chaspuzac (aviation d'affaires) et améliorer les connexions en direction du cœur urbain ;
- ❖ **Conforter le service de transport interurbain départemental**, notamment sur les communes structurantes et les autres communes du territoire ;
- ❖ **Accompagner la mobilisation en faveur de l'amélioration de la desserte ferroviaire** du Pays du Velay, en échange avec les agglomérations régionales (Clermont-Ferrand, Saint-Etienne et Lyon) et vers Paris :
 - Améliorer le cadencement de la desserte TER sur la ligne Saint-Etienne/Firminy/Le Puy ;
 - **Pérenniser la desserte des gares TER du territoire (Lavoûte, Saint-Vincent, Vorey et Chamalières).**
 - Soutenir la mise en service d'une liaison TER directe entre Le Puy-en-Velay et Saint-Etienne TGV.

Orientation 17 - Déployer une offre de mobilité durable adaptée aux caractéristiques du territoire

PRESCRIPTIONS :

- ❖ Développer l'offre de mobilité urbaine et rurale sur l'ensemble du territoire :
 - Optimiser la desserte et le niveau de services du réseau urbain TUDIP ;
 - Permettre le déploiement du réseau TUDIP en direction des communes structurantes de première couronne de l'agglomération : Blavozy, Coubon, Cussac-sur-Loire, Le Monteil, Pognac, Saint-Germain-Laprade ;

❖ Permettre l'aménagement de pôles multimodaux structurants et locaux en s'appuyant sur le pôle multimodal du Puy et les gares TER du territoire :

- Améliorer le cadencement entre les différents modes de transport ;
- Etudier les besoins en stationnement et prévoir, si nécessaire, le développement d'une offre nouvelle notamment en périphérie de l'agglomération du Puy (au point d'entrée et à proximité de l'échangeur de la future déviation) ;

❖ Développer les services de transport à la demande en priorité sur les secteurs situés à l'écart des réseaux de transports en commun ou confrontés à une problématique d'accès à la mobilité.

❖ Poursuivre le développement d'aménagements dédiés aux transports partagés (covoiturage, autopartage, etc.) afin de réduire l'engorgement routier du cœur urbain et limiter la part de la voiture individuelle dans les déplacements quotidiens des ménages :

- Développer les actions de promotion et de communication autour des équipements dédiés au covoiturage, en lien avec les plateformes départementales existantes (Covoiturage 43) ;
- Etudier les modalités de réalisation de nouveaux équipements en priorité sur les communes structurantes et aux « portes d'entrées » du cœur urbain, en fonction de l'évolution des besoins, de la fréquentation des équipements existants et des capacités de mutualisation de l'offre de stationnement ;
- **Encourager les initiatives en faveur du développement de véhicules électriques et l'aménagement d'infrastructures dédiées** (de type borne de recharge électrique par exemple).

Orientation 18 – Renforcer les liens entre urbanisation et mobilité

PRESCRIPTIONS :

❖ **Compléter le maillage de liaisons douces** pour faciliter les déplacements de proximité des ménages sur l'ensemble du territoire et notamment :

- Entre le Puy-en-Velay et les autres communes du cœur urbain ;
- Entre les communes structurantes du territoire et le cœur urbain ;
- **Au sein des communes : entre le centre-bourg, les villages et les espaces d'activités économiques ;**

❖ Renforcer les déplacements doux et l'accès aux places publiques pour les piétons

- Développer les pistes cyclables et les zones piétonnes ;
- Réduire le stationnement de surface aux seules dessertes locales ;

❖ Structurer le développement du cœur urbain autour du déploiement du réseau de transport en commun et des projets d'infrastructures routières :

- Dans les secteurs bénéficiant d'une desserte en transport en commun, intégrer des objectifs spécifiques en faveur d'une gestion économe du foncier et de la mixité des fonctions urbaines (habitat, commerce, équipements et services).

RECOMMANDATION :

❖ **Privilégier le développement de l'urbanisation dans les lieux accessibles par les transports collectifs** (bus, gares)

❖ Mettre en place des schémas de déplacement à l'échelle des EPCI.

Ce qu'il faut retenir

- Le réseau viaire se compose de voies de type primaire (RD103 ; RD7 et RD25), secondaire et tertiaire.
- 14% des actifs ayant un emploi et qui résident à Lavoûte-sur-Loire travaillent sur la commune.
- Une constante augmentation de la motorisation des ménages.
- 88,5% des actifs utilisent un véhicule individuel.
- Une offre insuffisante de transports en commun.
- La commune dispose d'un assez bon maillage avec une quarantaine de stationnements.

**Evaluation des suggestions**

La poursuite du développement urbain et donc l'accueil de nouveaux ménages sont susceptibles d'augmenter les flux de véhicules sur le territoire communal (augmentation du nombre de déplacements proportionnelle au volume d'habitants accueillis).

L'absence d'alternatives aux déplacements automobiles est très préjudiciable pour l'environnement et le climat en général et pour les personnes peu mobiles en particulier : personnes sans permis ou sans véhicule, femmes au foyer, personnes âgées ou handicapées, adolescents ou jeunes, accidentés de la vie...

La faible desserte collective fragilise les populations, notamment celles qui travaillent à l'extérieur mais également les populations peu mobiles (jeunes, personnes âgées ou handicapées, conjoint non motorisé). Elle renforce la spécialisation de l'offre en logements.

6 Equipements et réseaux

6.1 LES ÉQUIPEMENTS PUBLICS

Tous les bâtiments publics sont accessibles aux personnes à mobilité réduite.

Les équipements publics :

- Mairie
- Médiathèque
- Agence Postale Communale

Les équipements scolaires :

- Ecole "La Galoche" :
L'école publique Primaire et Maternelle de Lavoûte-sur-Loire baptisée "La Galoche" (Du nom de l'ancienne voie de chemin de fer reliant Lavoûte-sur-Loire à Lavoûte-sur-Rhône) a été inaugurée en mars 2018. Elle est composée de 3 classes.

Evolution des effectifs scolaires (nb d'élèves)				
2016-17	2017-18	2018-19	2019-20	2021-22
77	81	85	68	70

L'école compte aussi une salle de garderie et une belle salle d'activités toute équipée pour le sport en intérieur. Une passerelle est réalisée avec la micro-crèche.

- Les collèges se situent sur Brives-Charensac et le Puy-en-Velay.
- Les lycées se situent sur le Puy-en-Velay.

Les équipements sportifs, culturels et de loisirs

- Salle polyvalente
- Salles annexes communales
- Piscine-Gymnase
- Tennis
- Complexe sportif
- Terrain de boules lyonnaises
- Aires de jeux



Les équipements de santé

1 ambulancier, place de la mairie	
1 cabinet infirmier dans le bourg	
1 médecin généraliste : 17 bis av Résistance	
Cabinet ostéopathie : 11 avenue de la résistance	
Podologue à Emblaves	

Une Maison de Santé vient de voir le jour à Lavoûte-sur-Loire

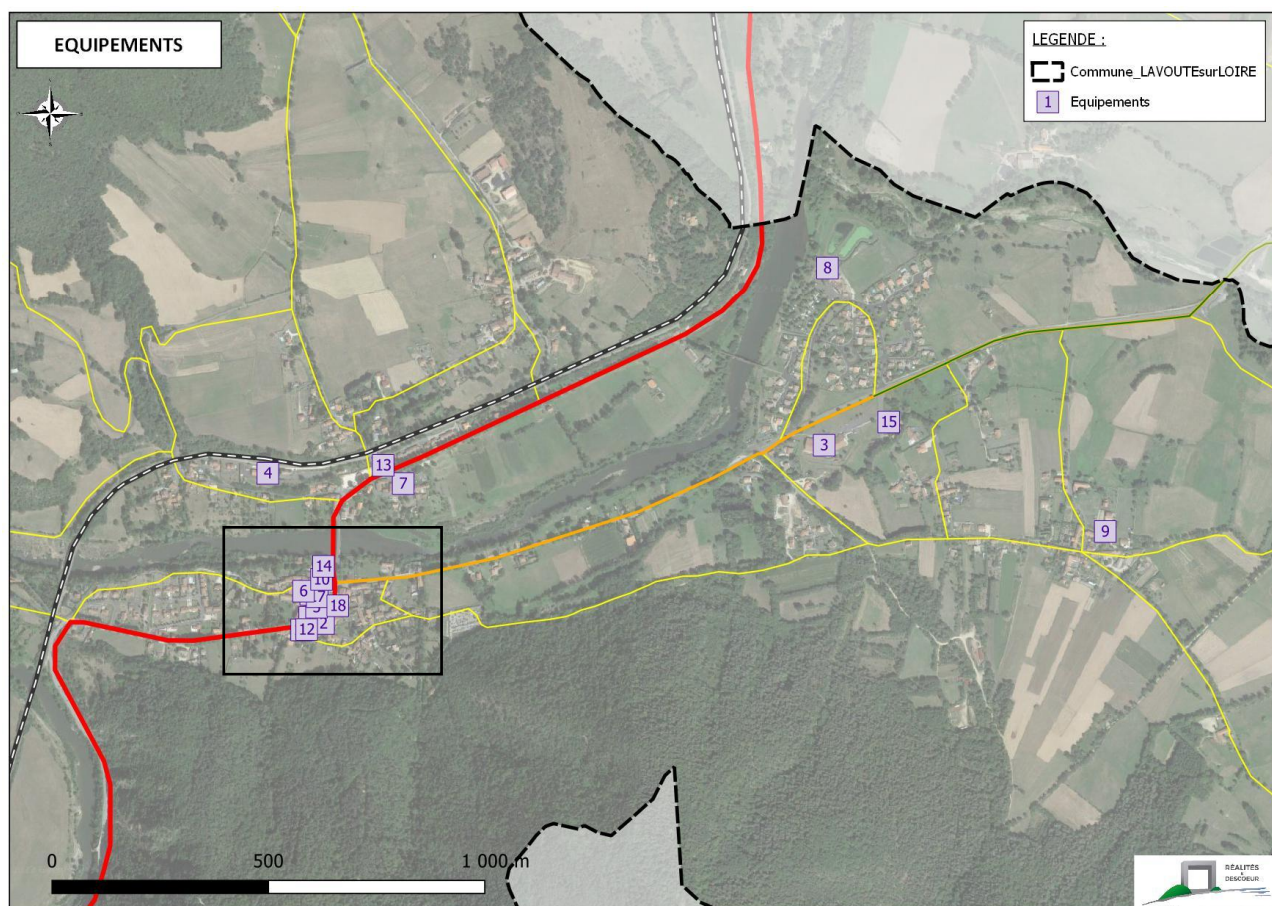
Afin de compléter le projet social du « Clos Navant » et de permettre aux professionnels de santé d'avoir un outil de travail adapté, le conseil municipal, a fait réaliser une étude de faisabilité par la Société d'Économie Mixte du Velay (SEM du Velay). Cette étude a débouché sur des besoins flagrants et un projet. Ce projet répond aux besoins immédiats mais permet également d'envisager l'avenir puisqu'il peut être évolutif.

Dans l'immédiat il est composé de deux cabinets médicaux, un cabinet infirmier, un studio qui permet de recevoir des internes (un médecin étant maître de stage), une salle d'attente et les locaux techniques et sanitaires adaptées.

Le bâtiment est évolutif et l'extension est possible suivant les besoins. Le partage de certains locaux peut permettre des permanences d'autres praticiens. A l'extérieur, des places de stationnement pour les professionnels et pour les patients sont prévues.

Le tissu associatif

CLUB DES AINÉS DE LAVOÛTE-SUR-LOIRE – POTUS	SECTEUR BOULISTE EMBLAVEZ
ANCIENS COMBATTANTS LAVOÛTE-SUR-LOIRE	ASSOCIATION DE BOULES LAVOUTOISE
A.C.C.A. LAVOÛTE-SUR-LOIRE (chasse)	LES AMIS DE BIJOU (pétanque)
LA TONKINOISE (animations)	MARCHE ESCAPADES EN EMBLAVEZ
C.I.G.A.L. (manifestations)	MOTO CLUB DE L'EMBLAVEZ
LES AMIS DU CHÂTEAU DE LAVOÛTE-POLIGNAC (patrimoine)	LA TRAPANELLE (RALLYE AUTO)
VIVRE ET CONDUIRE (périscolaire)	BADMINTON CLUB EMBLAVEZ
	TSBE LAVOÛTE (tir sportif)





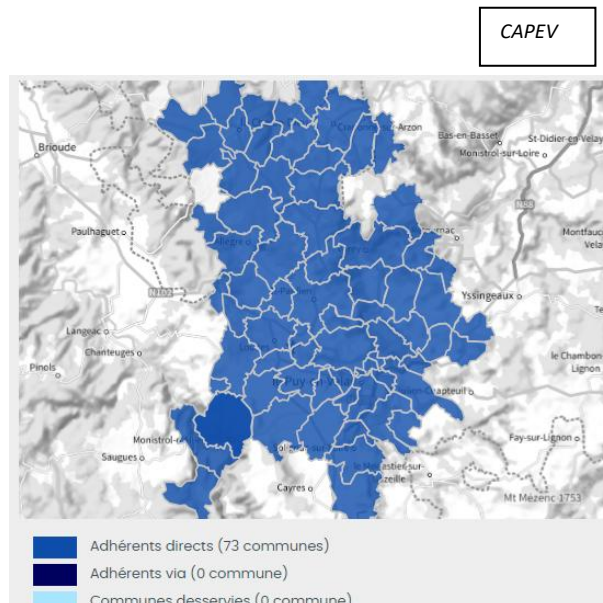
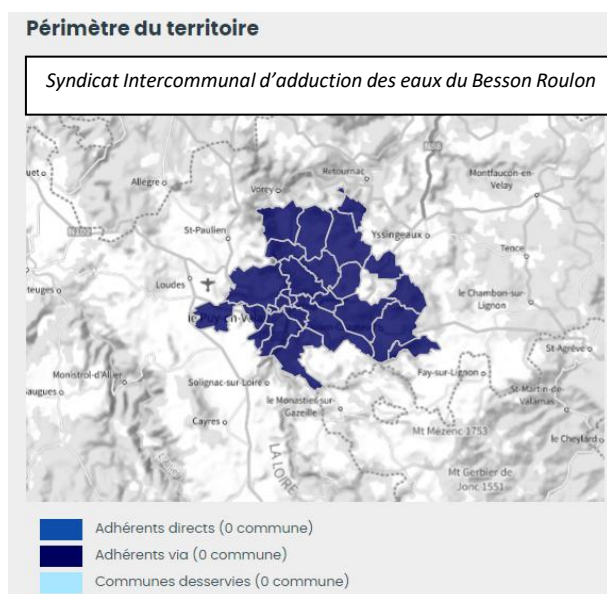
Vocation	Numéro	type
Equipements	1	Bibliothèque
Equipements	2	La Poste
Equipements	3	Piscine
Equipements	4	Gare
Equipements	5	Mairie
Equipements	6	Ecole de la Galoche
Equipements	7	Salle polyvalente
Equipements	8	Tennis
Equipements	9	Salle communale
Equipements	10	Salle communale associations
Equipements	11	Crèche
Equipements	12	Cabinet médical
Equipements	13	Maison médicale
Equipements	14	Aire de jeux
Equipements	15	Aire de jeux
Services	16	Cabinet infirmiers
Services	17	Ambulancier
Services	18	Cabinet ostéopathie
Tourisme	19	Chambres d'hôtes les délices de Lavoute
Tourisme	20	Camping Les Ombrelles
Tourisme	21	Gîte de Chancel
Tourisme	22	Gîte les Poiriers
Tourisme	23	Gîtes Denise Soulier
Tourisme	24	Airbnb 6 personnes

6.2 LES SERVICES PUBLICS ET RESEAUX

• Eau potable

Depuis le 1er janvier 2023, la Direction de l'Eau et de l'Assainissement (DEA) exerce l'ensemble des compétences eau et assainissement sur la totalité du territoire de la Communauté d'Agglomération.

Pour Lavoûte-sur-Loire, la CAPEV gère en délégation la production, le transfert et la distribution de l'eau potable, l'ancien syndicat intercommunal d'adduction des eaux du Besson Roulon (dissout au 1er janvier 2021 au profit de la CAPEV) gère en régie la production et le transfert de l'eau potable pour 25 communes dont Lavoûte-sur-Loire.



<https://www.services.eaufrance.fr/collectivite/114137/2023>

La commune de Lavoûte-sur-Loire ne compte sur son territoire aucun captage d'eau destinée à la consommation humaine - captage public et/ou captage privé alimentant du public - et ne dispose d'aucun périmètre de protection pour ce type de captage.

La commune est alimentée en eau potable par l'unité de distribution (UDI) intitulée "Besson-Roulon Emblavez". Les ressources actives en eau potable relatives à cette unité de distribution sont les captages Besson 1, Besson 2, Besson 3 Bondou, Besson 5 Moulin, Besson 6 et Besson 7 Haon, situés sur la commune de Solignac-sur-Loire.

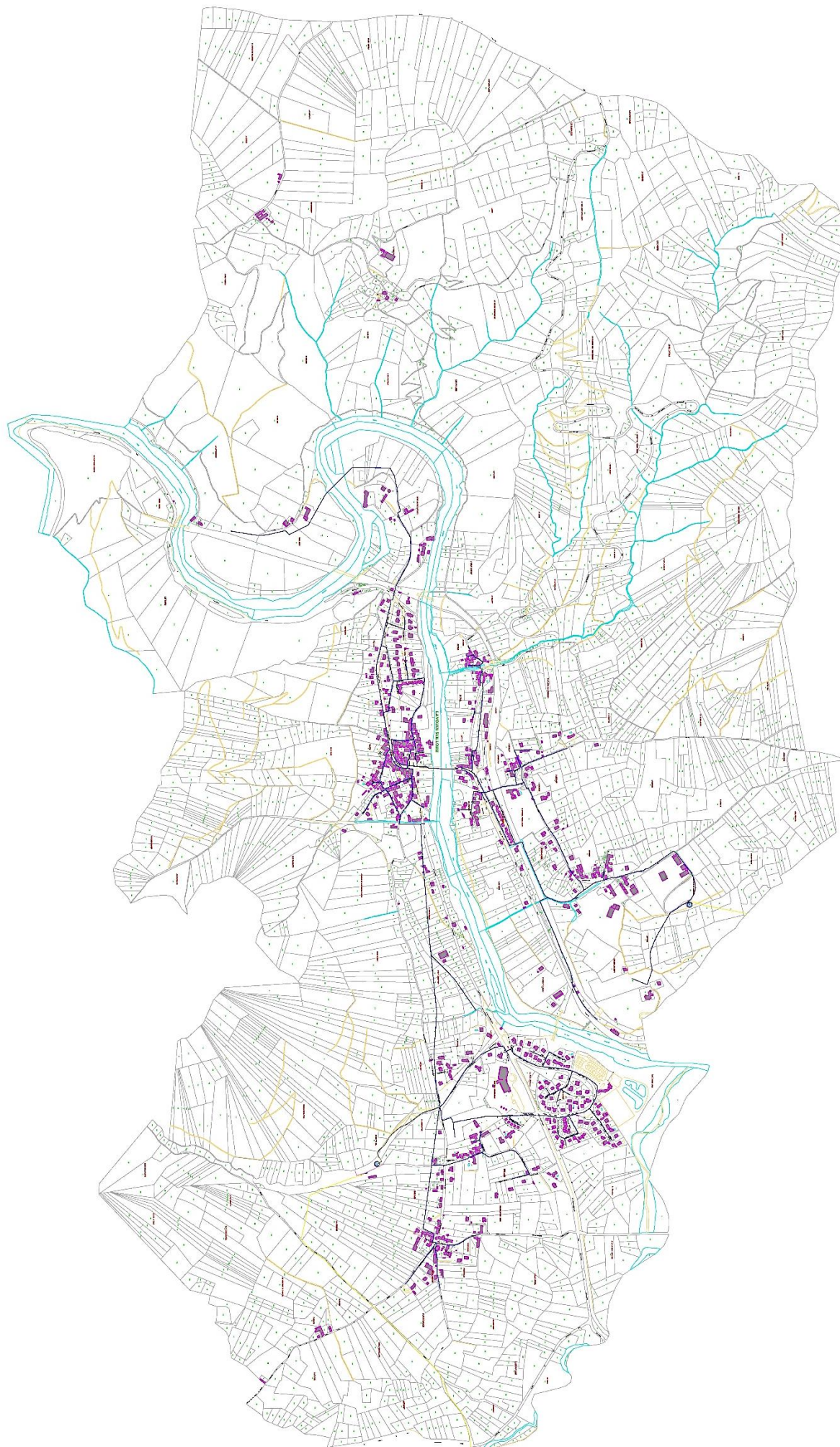
⇒ Les parcelles classées en zone constructible par le PLU devront bénéficier d'une alimentation en eau potable suffisante. Pour satisfaire l'augmentation de la population, la commune devra s'assurer que l'eau potable est disponible, ainsi que les capacités d'assainissement.

Les captages unifamiliaux d'eau destinée à la consommation humaine (alimentation d'un seul foyer par un captage privé) ne sont pas suivis par l'Agence Régionale de Santé, ce type de captage est soumis à déclaration en mairie de leur lieu d'implantation.

Le Réseau

Le réseau de Besson-Roulon distribue l'eau potable aux communes/quartiers suivants :

- | | |
|--|--|
| - BEAULIEU - hameaux | - MONTEIL (LE) - toute la commune |
| - BLAVOZY - toute la commune | - PUY-EN-VELAY (LE) |
| - CHASPINHAC - toute la commune | - ROSIERES - hameaux |
| - COUBON - Charentus Latour Orzilhac | - SAINT-ETIENNE-LARDEYROL - le bourg |
| - LAVOÛTE-SUR-LOIRE - toute la commune | - SAINT-GERMAIN-LAPRADE - toute la commune |
| - MALREVERS - hameaux | - SAINT-VINCENT - toute la commune |
| - MEZERES - toute la commune | |



La qualité

Afin de définir la fiabilité ou non des eaux distribués (paramètres bactériologiques) des bilans sont réalisés sur les unités de distribution en eau potable de manière générale sur les cinq dernières années. Pour la période 2016-2022, la conformité bactériologique s'élève à 100 % pour l'unité de distribution "Besson-Roulon Emblavez".



QUELLE EAU BUVEZ-VOUS ?



ZONE DE DISTRIBUTION : BESSON - ROULON

Conclusion sanitaire	Indicateur global de qualité
2023 L'eau distribuée est de bonne qualité. Elle peut être consommée par tous.	A : Eau de bonne qualité
	B : Eau de qualité convenable
	C : Eau de qualité insuffisante
	D : Eau de mauvaise qualité
	Indicateur 2022 : A

Origine et gestion de l'eau

Votre réseau est alimenté par plusieurs captages. L'eau qui l'alimente est d'origine souterraine.

Elle fait l'objet d'un traitement.

Votre réseau alimente de façon permanente 14 communes (BEAULIEU, BLAVOZY, BRIVES-CHARENSAC, CHASPINHAC, COUBON, LAVOUTE-SUR-LOIRE, MALREVERS, MEZERES, MONTEIL (LE), PUY-EN-VELAY (LE), ROSIERES, SAINT-ETIENNE-LARDEYROL, SAINT-GERMAIN-LAPRADE, SAINT-VINCENT), soit 17725 personnes. Le responsable des installations est : « DIRECTION EAU ET ASSAINISSEMENT (CAPEV) ».

Pour plus de renseignements, veuillez contacter « DIRECTION EAU ET ASSAINISSEMENT (CAPEV) » qui assure l'exploitation du réseau.

PARAMÈTRES D'INTÉRÊT POUR LA POTABILITÉ DE L'EAU

BACTÉRIOLOGIE	A	Bonne qualité
Micro-organismes indicateurs d'une éventuelle contamination des eaux par des bactéries pathogènes. Absence exigée.	Nombre de prélèvements : 37 Conformité : 97 % Valeur maxi : 1 n/100 ml	
NITRATES	A	Bonne qualité
Éléments provenant des pratiques agricoles, des rejets domestiques et industriels. Le maximum réglementaire est 50 mg/L.	Nombre de prélèvements : 5 Valeur moyenne : 14 mg/L Valeur maxi : 14 mg/L	
PESTICIDES ET MÉTABOLITES PERTINENTS	A	Très bonne qualité
Le terme "pesticides" regroupe plusieurs centaines de substances différentes. Le maximum réglementaire est 0,5 microgramme/L pour le total des pesticides analysés et 0,1 microgramme/L pour chaque substance. En-deçà de la valeur sanitaire propre à chaque pesticide, l'eau peut être consommée sans risque pour la santé.	Nombre de prélèvements : 2 Conformité : 100 % Nombre de substances recherchées : 215 Valeur maxi : 0 microgramme/L	

Quelques conseils

SAVEUR-COULEUR 	Signalez à votre distributeur d'eau (coordonnées sur la facture) les changements de saveur ou de couleur de l'eau distribuée.
SÈCHERESSE 	En période de sécheresse, limitez autant que possible votre utilisation d'eau du robinet.
ABSENCE 	Après quelques jours d'absence, laissez couler l'eau quelques minutes avant de la boire.
RÉSEAU PRIVÉ 	Si vous utilisez l'eau d'un puits ou d'un récupérateur d'eau de pluie, toute communication avec l'eau du réseau public est interdite.

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

DURETÉ	Eau douce
Concentration en calcium et magnésium dans l'eau exprimée en degré français. Il n'y a pas de valeur de seuil réglementaire.	Nombre de prélèvements : 5 Valeur moyenne : 6,22 °f Valeur maxi : 6,5 °f

Pour aller plus loin

	Retrouver les résultats des analyses de l'eau de votre commune sur le site Internet : www.eaupotable.sante.gouv.fr
--	--

Édité le 24/05/2024

UDI 043000307

L'indicateur global de qualité prend en compte les 30 paramètres / familles de paramètres faisant l'objet d'une limite de qualité. Il est égal à l'indicateur de qualité du paramètre le plus déclassant. Les résultats du contrôle des paramètres de qualité liés aux canalisations ne sont pas pris en compte, dans la mesure où ils ne sont pas représentatifs de la qualité de l'eau distribuée sur la zone concernée.

- **Assainissement et eaux pluviales**

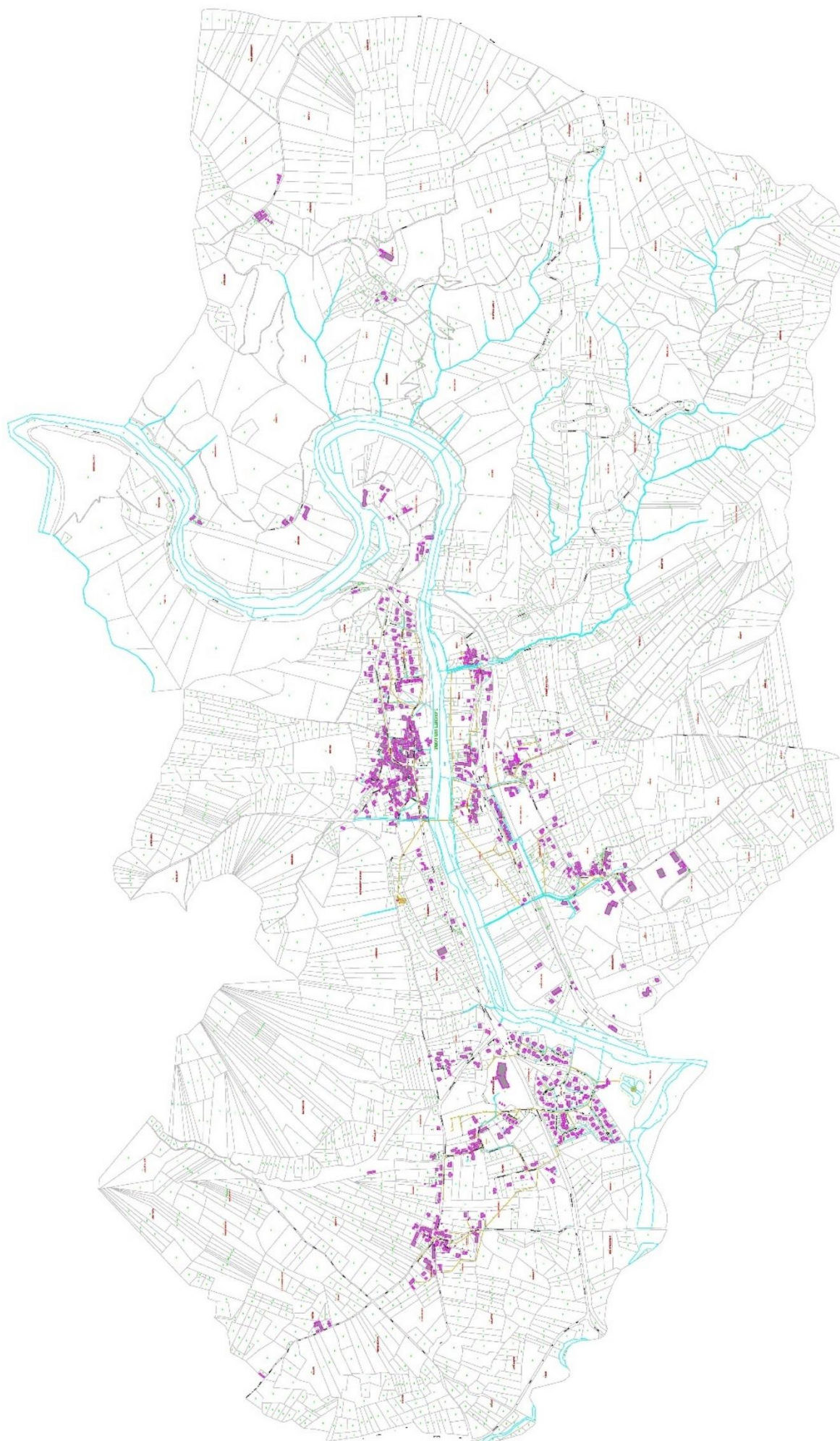
L'assainissement relève de la compétence de la CAPEV (délégation).

Un diagnostic d'assainissement est en cours d'élaboration sur la commune.

Le Schéma d'assainissement de Lavoûte, Beaulieu et Rosières est en cours de réalisation.

Les principaux secteurs urbanisés de Lavoûte-sur-Loire sont desservis en assainissement collectif :

- La station du Bourg dessert le secteur du Bourg et de ses extensions, le secteur du Cros, le verdier, Labistour, Veyrac ;
- La station des Longes dessert le secteur des Longes, Emblaves, Pimparoux.

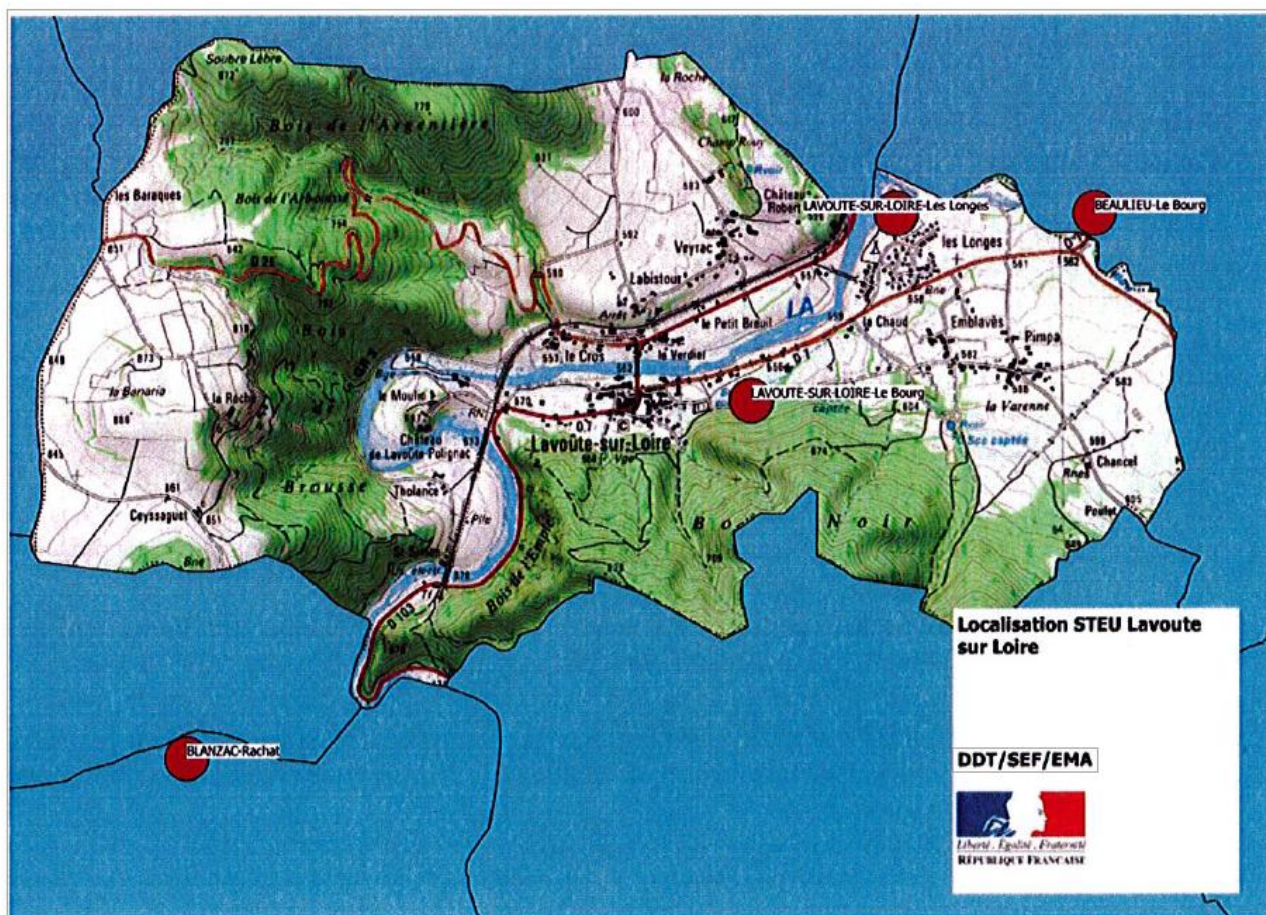


⇒ La commune devra vérifier, à l'occasion de la révision de son PLU si son document de zonage d'assainissement permet de répondre aux prévisions d'urbanisation.

Dans le cas où le zonage serait à modifier, afin d'être rendu compatible avec le nouveau document d'urbanisme, il serait souhaitable de conduire simultanément les démarches de zonage d'assainissement et de PLU, pour éviter une révision des documents d'urbanisme contenant des dispositions contraires au zonage. Aussi, il est vivement conseillé de programmer simultanément l'enquête publique spécifique au zonage avec l'enquête publique liée au document d'urbanisme. Une fois adoptées, les dispositions du zonage d'assainissement doivent être rendues opposables aux tiers ; pour cela le zonage d'assainissement doit être annexé à toute révision ou élaboration de ce dernier.

Les stations d'épuration

Localisation des stations d'épuration (source : PAC, DDT)



Station de LAVOÛTE-BOURG	Station de LAVOÛTE-LES LONGES
Capacité constructeur : 500 EH Capacité nominale : 75m ³ /j soit 30kg DBO ₅ /j Date mise en service : 1999	Capacité constructeur : 360 EH Capacité nominale : 54m ³ /j soit 21.6kg DBO ₅ /j Date mise en service : 1982
Capacité réelle : 560 EH Capacité nominale réelle : 206m ³ /j soit 33.6kg DBO ₅ /j	
Production de boues 2023 : 7.76 TMS/an soit 437 m ³	Production de boues 2023 : ABS
Résultats des conformités :	
Taux de conformité aux bilans sur les dernières années 100% Conformité équipement : oui Conformité performance : oui	Taux de conformité aux bilans sur les dernières années 72% Conformité équipement : oui Conformité performance : oui
Milieu récepteur : La Loire	
Le réseau est majoritairement séparatif, cependant des infiltrations d'eaux claires parasites et d'eaux pluviales sont à noter.	Le réseau est majoritairement unitaire ⇒ admission d'eaux claires parasites et d'eaux pluviales en proportion plus ou moins grande suivant les périodes.

Source : Bureau d'Etudes et SPANC Direction de l'Eau et de l'Assainissement de la CAPEV

L'assainissement individuel

L'assainissement relève de la compétence de la CAPEV (délégation).

- **Les déchets**

La CAPEV a la compétence du traitement des déchets, ainsi que de la collecte. Les missions sont confiées au SICTOM Emblaves Meygal.

- La collecte des déchets ménagers se fait une fois par semaine. Le traitement des ordures ménagères est confié à Altrium situé à Polignac.
- La collecte du tri sélectif se fait une fois par semaine. Les tonnages collectés sont transférés à la société SRVV à polignac, et à la société SITA à Firminy.
- La commune dispose d'équipements : des points d'apports volontaires pour le tri sélectif sont situés dans les villages des Longes (verre, plastique, cartons), Place du Pont Neuf (+vêtements). Des bacs jaunes sont répartis sur l'ensemble de la commune.
- Aucune déchetterie n'est présente sur la commune de Lavoûte-sur-Loire, la plus proche se situe sur la commune de Saint-Vincent, à 6 km.

Le SRADDET approuvé en avril 2020 comporte un volet portant sur les déchets, dont les objectifs sont les suivants :

- Réduire de 10% en 2020 par rapport à 2010 la production des Déchets Ménagers et Assimilés et des quantités de déchets d'activités économiques
- Développer le réemploi et augmenter la quantité de déchets faisant l'objet de préparation à la réutilisation (objectifs quantitatifs par filières)
- Atteindre une valorisation matière de 55% en 2020 et de 65% en 2025 des déchets non dangereux non inertes
- Atteindre une valorisation matière de 70% des déchets issus de chantiers du BTP d'ici 2020.

- **La desserte en NTIC**

Source : monreseaumobile.fr : <https://cartefibre.arcep.fr>

La commune dispose d'une bonne couverture mobile, pour les communications (voix et SMS) ainsi que pour la couverture 4G, avec les 4 principaux opérateurs. Quelques zones blanches persistent encore. Les émetteurs se situent sur les communes de Lavoûte et Viallette. Le déploiement de la fibre optique est en cours.

Les orientations du SCOT

Orientation 29 – S’engager en faveur d’une couverture en équipements équilibrée et cohérente

PRESCRIPTIONS :

❖ Assurer la **cohérence entre l’offre en équipements et la structuration du territoire** afin de rapprocher les différents espaces de la vie quotidienne (logements, entreprises, commerces/services) et limiter les temps de déplacement quotidien des ménages :

Localisation <u>préférentielle</u>	Gammes d’équipement (catégories INSEE)	Temps d’accès moyen
Le cœur urbain Le pôle rural de Craponne/Arzon Rayonnement SCoT	EQUIPEMENTS SUPERIEURS <i>*Exemples : Lycée, formation supérieure et professionnelle, pôle emploi, hôpital, médiathèque, salle de spectacle, théâtre, musée, etc.</i>	25-30mn
Les communes structurantes Rayonnement de proximité	EQUIPEMENTS INTERMEDIAIRES <i>Exemples : Collèges, formation professionnelle, EHPAD, maisons de santé, offre culturelle et de loisirs intermédiaire (bibliothèques, centres culturels), etc.</i>	10-15mn
Les autres communes Rayonnement local	EQUIPEMENTS DE PROXIMITÉ <i>Exemples : Equipements sportifs et de loisirs, banque, équipement petite enfance, bureau de poste, relais de service publics, pharmacie, médecin généraliste, etc.</i>	5-10mn

❖ Poursuivre la **mutualisation** de l’offre d’équipements et de services pour maintenir une **couverture de qualité** sur l’ensemble du territoire et améliorer **l’accès aux services** des ménages ;

❖ Prévoir **l’implantation préférentielle** des projets d’équipements et de services au sein des **centralités ou des espaces équipés** existants afin de contribuer à la mixité des fonctions et à l’animation urbaine des communes ;

❖ Garantir une **bonne accessibilité** aux modes actifs (piétons, cyclistes) et aux personnes à mobilité réduite (PMR) en proposant des aménagements adaptés et sécurisés.

Orientation 30 – Offrir une gamme d’équipements complète et adaptée aux besoins des ménages et des entreprises

PRESCRIPTIONS :

❖ Développer une offre de formation professionnelle et supérieure complémentaire à l’offre de formation existante et en lien avec les besoins des filières du territoire (qualité, numérique, services, industries innovantes, etc.) ;

❖ Conforter, voire développer, les équipements hospitaliers et de santé existants, en particulier sur le pôle secondaire de Craponne-sur-Arzon ;

❖ Soutenir les projets d’équipements culturels, sportifs et de loisirs pour développer le lien social et l’animation de proximité sur l’ensemble du territoire ;

❖ Conforter les équipements scolaires existants et étudier les conditions de développement d’une offre nouvelle en fonction de l’évolution des besoins ;

RECOMMANDATION

❖ Encourager la mise en place de réflexions à l’échelle intercommunale ou du Pays concernant l’organisation de l’offre de soins et de santé du territoire

Partie 8 - Infrastructures et réseaux de communications Electroniques

PRESCRIPTIONS :

❖ **Permettre le raccordement très haut débit sur l’ensemble du territoire ;**

❖ **Améliorer l’accès aux services numériques pour les ménages et les entreprises** : résorber les « zones blanches » 3G, développer les espaces publics numériques, etc.

Orientation 37 – Favoriser l'amélioration des conditions d'assainissement des eaux usées

PRESCRIPTIONS :

- ❖ Veiller à une **couverture intégrale du territoire en zonage d'assainissement**, définissant le type d'assainissement le plus adapté à chaque parcelle. Ce zonage d'assainissement est annexé aux documents d'urbanisme locaux ;
- ❖ Les secteurs **déjà desservis par les réseaux d'assainissement collectif** sont prioritairement ouverts à l'urbanisation ;
- ❖ Dès lors qu'un dysfonctionnement du réseau d'assainissement ou de l'équipement de traitement des eaux usées est constaté (capacité, performance d'épuration...), toute opération nouvelle d'urbanisation dans le secteur concerné est conditionnée à la remise à niveau de l'équipement et/ou à la justification de l'engagement d'un programme de réhabilitation des réseaux ;
- ❖ Rechercher une amélioration des performances des équipements collectifs notamment par la **poursuite de la mise en séparatif des réseaux** ;
- ❖ Dans les futurs projets, veiller à la **compatibilité des opérations d'aménagement inscrites en zone d'assainissement autonome** ;
- ❖ Conditionner l'extension des constructions existantes desservies par un dispositif d'assainissement autonome non conforme, à la **réhabilitation de l'équipement** ;

RECOMMANDATION

- ❖ Assurer la couverture totale du SCoT par des Services Publics d'Assainissement Non Collectif.
- ❖ Mener des contrôles exhaustifs des installations autonomes du territoire et recenser les installations non conformes, présentant notamment un impact sur les milieux récepteurs

Orientation 38 – Poursuivre la mise en œuvre d'une gestion optimale des eaux pluviales

PRESCRIPTIONS :

- ❖ Favoriser une **gestion alternative des eaux pluviales**, à la parcelle ou à l'échelle de l'opération ;
- ❖ Une **infiltration des eaux sera privilégiée** dès lors que la nature des sols le permettra. Dans le cas contraire, des équipements de **rétenction permettant un rejet limité dans le réseau d'assainissement** seront mis en œuvre ;
- ❖ Les zones soumises à une **problématique particulière de ruissellement** se verront attribuer un coefficient d'espace vert non imperméabilisé renforcé ;
- ❖ Les documents d'urbanisme mettront en place les dispositions réglementaires permettant d'inciter la **réalisation de toitures végétalisées ou équipées pour la récupération des eaux pluviales** ;

RECOMMANDATION :

- ❖ Favoriser un **pré-traitement avant rejet** des eaux pluviales issues des surfaces de parkings et voiries afin d'éviter toute pollution des milieux. Cette règle sera également appliquée dans les zones d'activités économiques ;
- ❖ Préconiser la récupération des eaux de pluie pour toutes les constructions disposant d'une surface de toiture supérieure à 300m².

Orientation 39 - Permettre une meilleure gestion des déchets

PRESCRIPTIONS :

- ❖ Imposer aux nouvelles constructions d'habitat collectif, d'immeubles tertiaires ou d'équipement, des **espaces de stockage des différentes catégories de déchets** collectés sur la commune et des objets encombrants. Les locaux devront être suffisamment dimensionnés pour permettre la manipulation aisée de tous les bacs et être accessibles à tous ;
- ❖ Réduire la part de déchets enfouis et garantir les **conditions nécessaires à une bonne performance de la collecte des déchets et du tri sélectif** pour réduire la part des déchets enfouis ;

❖ **Renforcer les dispositifs de collecte dans les zones d'activités économiques** afin de prendre en compte les volumes générés par les entreprises.

RECOMMANDATION :

- ❖ Dans l'objectif de réduire les nuisances visuelles que peuvent engendrer les aires de présentation ou de stockage de déchets situées à l'extérieur, l'intégration paysagère de ces dernières est conseillée.
- ❖ Lors de la conception des projets, la valorisation des déchets de chantiers sur site (récupération...), et la limitation de la production de déchets à la source sera recherchée. Les chartes des « chantiers propres » ou « chantiers verts » pourront être mises en place.
- ❖ Soutenir la création d'une plateforme d'échange entre les activités économiques du territoire visant une mutualisation et une valorisation de leurs déchets par recyclage en réintégrant les process.
- ❖ Favoriser la mise en place du compostage à toutes les échelles : individuelle, collective...

Ce qu'il faut retenir

- De nombreux équipements et services.
- Eau potable : la gestion relève du Syndicat Intercommunal d'adduction des eaux du Besson Roulon en matière de production et transfert et de la CAPEV en matière de Production, transfert et distribution.
- L'assainissement relève de la compétence de la CAPEV (délégation). Un diagnostic d'assainissement est en cours d'élaboration sur la commune.
- Le Schéma d'assainissement de Lavoûte, Beaulieu et Rosières est en cours de réalisation.
- L'assainissement relève de la compétence de la CAPEV (délégation).
- La CAPEV a la compétence du traitement des déchets, ainsi que de la collecte. Les missions sont confiées au SICTOM Emblaves Meygal.
- La commune dispose d'une bonne couverture mobile, pour les communications (voix et SMS) ainsi que pour la couverture 4G, avec les 4 principaux opérateurs.



Evaluation des suggestions

Le développement de la commune, notamment l'accueil de nouveaux habitants va générer un besoin plus important en eau potable et un volume plus important de déchets à traiter.

Le développement des zones constructibles du PLU doit être cohérent avec les possibilités d'assainissement (collectif ou non) conformément à la réglementation en vigueur, au plus tard au moment de l'urbanisation. Ainsi, dans le cadre du PLU, la cohérence de l'ouverture à l'urbanisation, de certaines zones (U, AU) avec les possibilités de collecte, de transport et de traitement des eaux usées, sont à justifier. Les ouvertures à l'urbanisation ne pourront être admises qu'à hauteur des flux de pollution qu'il est possible d'acheminer et de traiter par les ouvrages. Si les capacités des ouvrages se trouvent dépassées, l'urbanisation nouvelle ne pourra être envisagée qu'à la condition d'une planification des investissements à réaliser en matière d'assainissement.

7 L'occupation du territoire et la consommation foncière

La consommation foncière et l'artificialisation du territoire sont des indicateurs aujourd'hui incontournables de l'élaboration d'un document d'urbanisme.

En effet, la lutte contre l'étalement urbain et l'artificialisation des sols est devenu, ces dernières années en France, une priorité. Le développement économe, préservant les espaces agricoles et naturels est l'un des objectifs majeurs pour les prochaines années.

L'analyse de l'artificialisation des sols est complexe, et peut être faite au regard de nombreux indicateurs et méthodologies qui ne peuvent pas être comparées entre-elles.

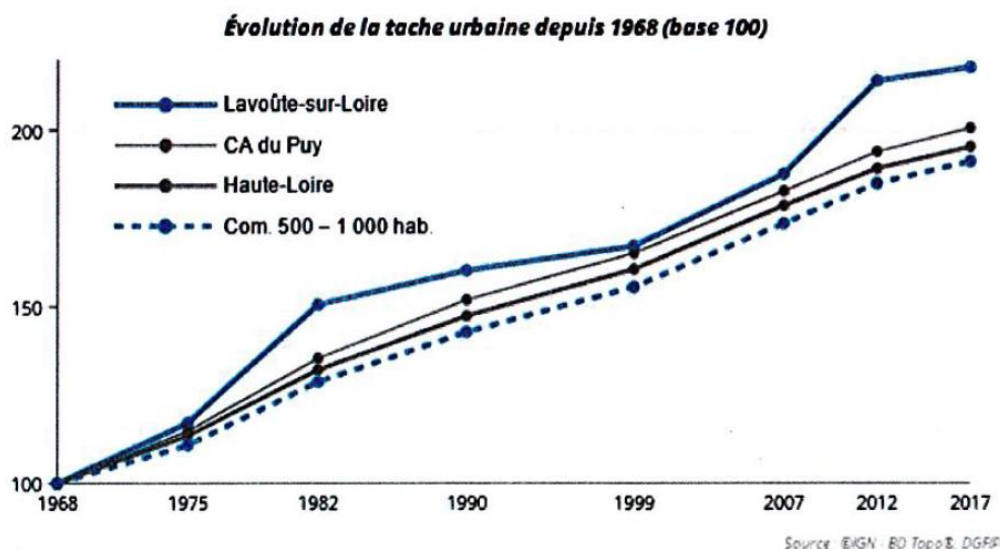
Dans le cadre de la révision du PLU de Lavoûte-sur-Loire, le choix a été fait de croiser 3 types de données :

- Des informations issues du PAC de la DDT Haute-Loire
- Une donnée mise en place par l'observatoire du Plan biodiversité : le flux d'artificialisation, permettant de situer la commune dans le territoire intercommunal
- Une analyse de la consommation foncière réalisée à partir de la comparaison de photographies aériennes et du registre des autorisations d'urbanisme.

7.1 EVOLUTION DES SURFACES

Les informations suivantes sont issues du *Porter à connaissance des services de l'Etat*.

L'exploitation des fichiers fonciers de la DGFIP donne à l'échelle communale une approche sur l'évolution des surfaces naturelles, agricoles et forestières (NAF).



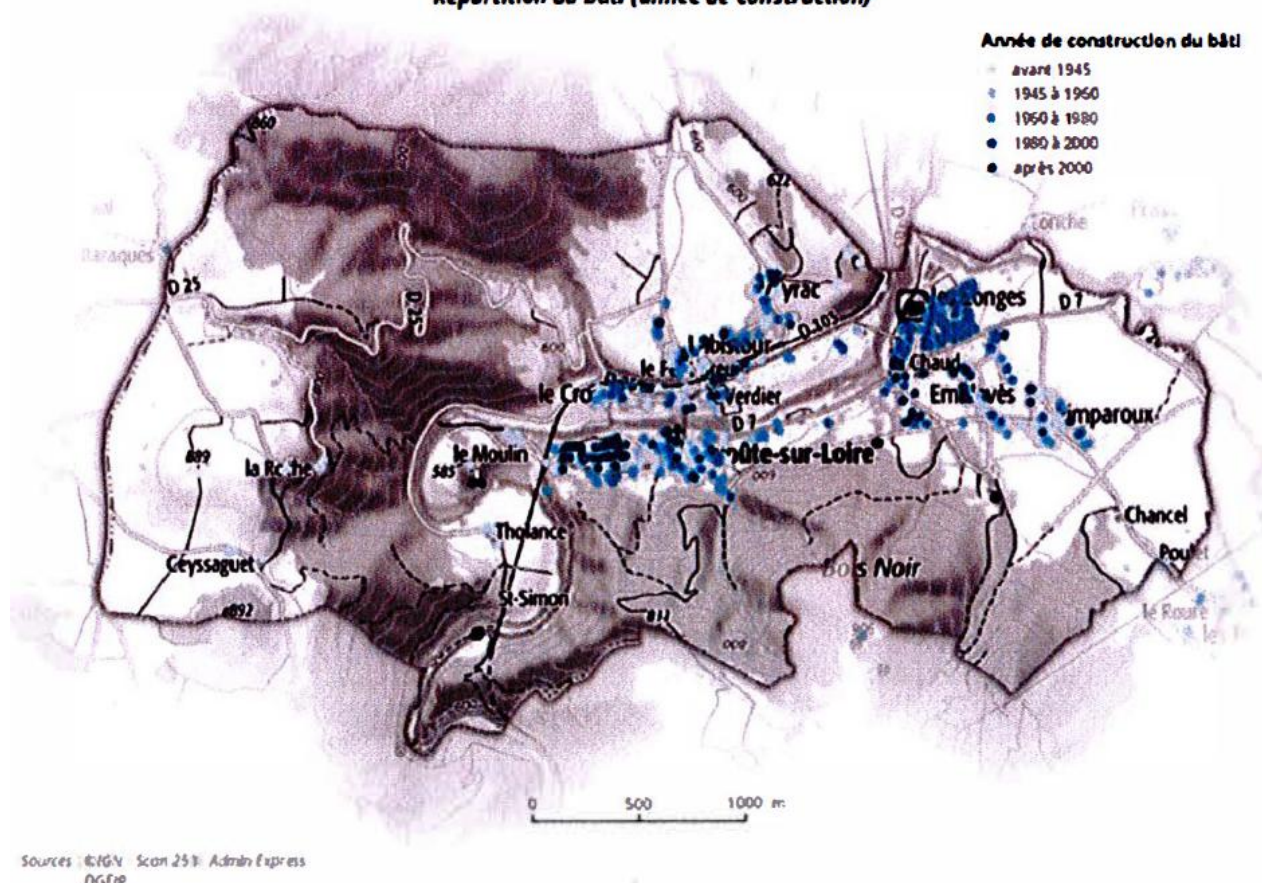
1 - Evolution des surfaces

L'évolution de la tache urbaine de la commune Lavoûte-sur-Loire a plus que doublé depuis 1968. Cette évolution est supérieure à l'évolution connue sur la communauté d'agglomération du Puy-en-Velay et sur le département de la Haute-Loire. L'évolution de la tache urbaine est également supérieure à l'évolution connue par les communes de même typologie que Lavoûte-sur-Loire (communes entre 500 et 1000 habitants).

Entre 2009 et 2018, les espaces naturels, agricoles et forestiers ont perdu 2,7 hectares. Ces espaces naturels, agricoles et forestiers ont été utilisés par l'habitat à 85,2 % et par l'activité économique à 7,4 %. Pour le département de la Haute-Loire, la communauté d'agglomération du Puy-en-Velay et les communes de mêmes typologies que Lavoûte-sur-Loire l'évolution vers un usage d'activité économique représente une part plus importante, entre 17,1 % et 19 %.

2 - Evolution du bâti

La carte ci-dessous représente la totalité du bâti (habitations, commerces, dépendances ...). Les fichiers fonciers de la DGFIP permettent de cartographier la construction selon la date d'achèvement de la construction (ces données sont déclaratives).

Répartition du bâti (année de construction)

7.2 ARTIFICIALISATION DES SOLS

Selon les données de l'observatoire pour les données de l'artificialisation des sols, **la commune de Lavoûte sur Loire a artificialisé 2,70 ha entre 2009 et 2019, soit une moyenne de 2700 m² par an.** L'essentiel de cette artificialisation correspond au développement de l'habitat.

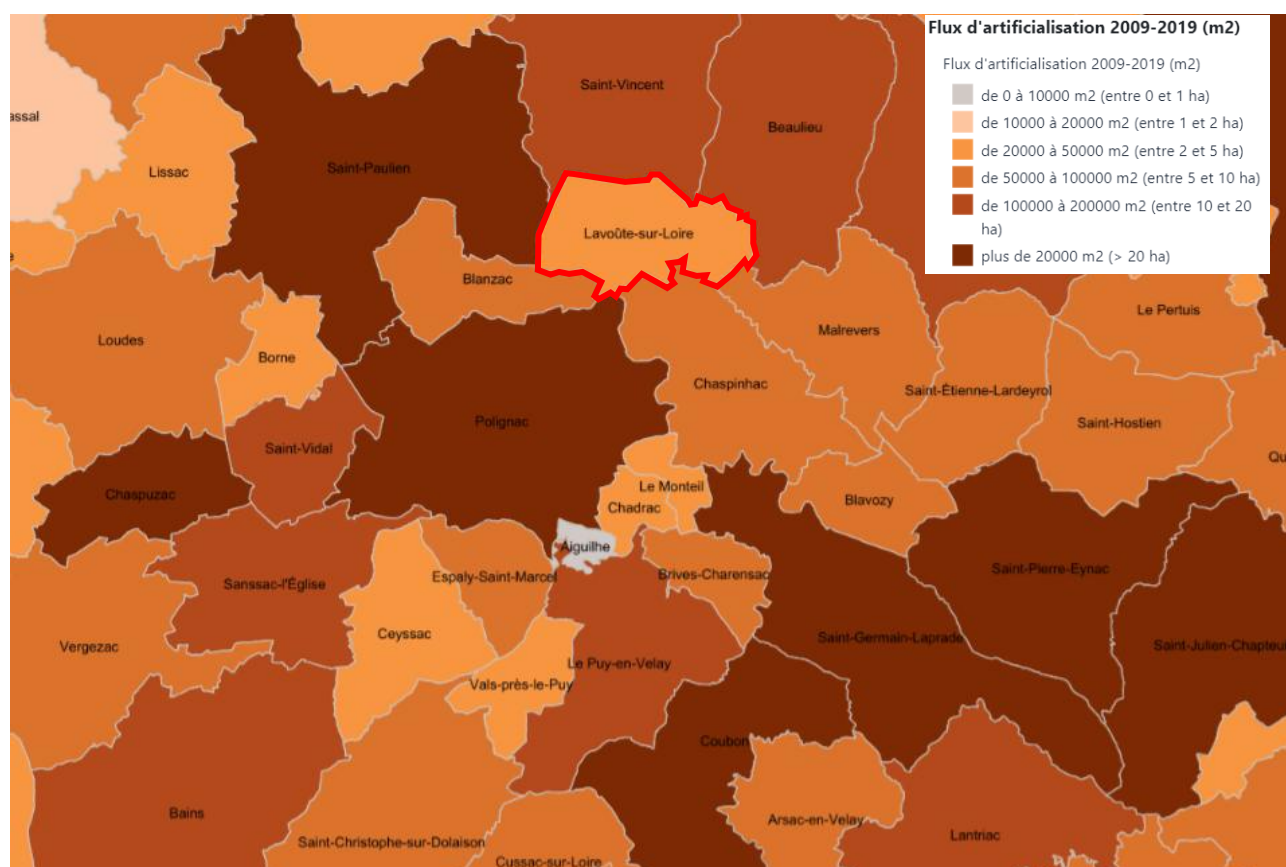
Lavoûte sur Loire se distingue par une part d'artificialisation (surface artificialisée par rapport à la taille de la commune) sur 2009-2019 de l'ordre de 0.26%. La consommation des espaces apparaît faible par rapport à la consommation des territoires voisins (ex : Polignac a consommé 25 ha ; Chaspuzac a consommé 41 ha).

La commune de Lavoûte sur Loire consomme entre 500 et 1000 m²/habitant, alors que par exemple,

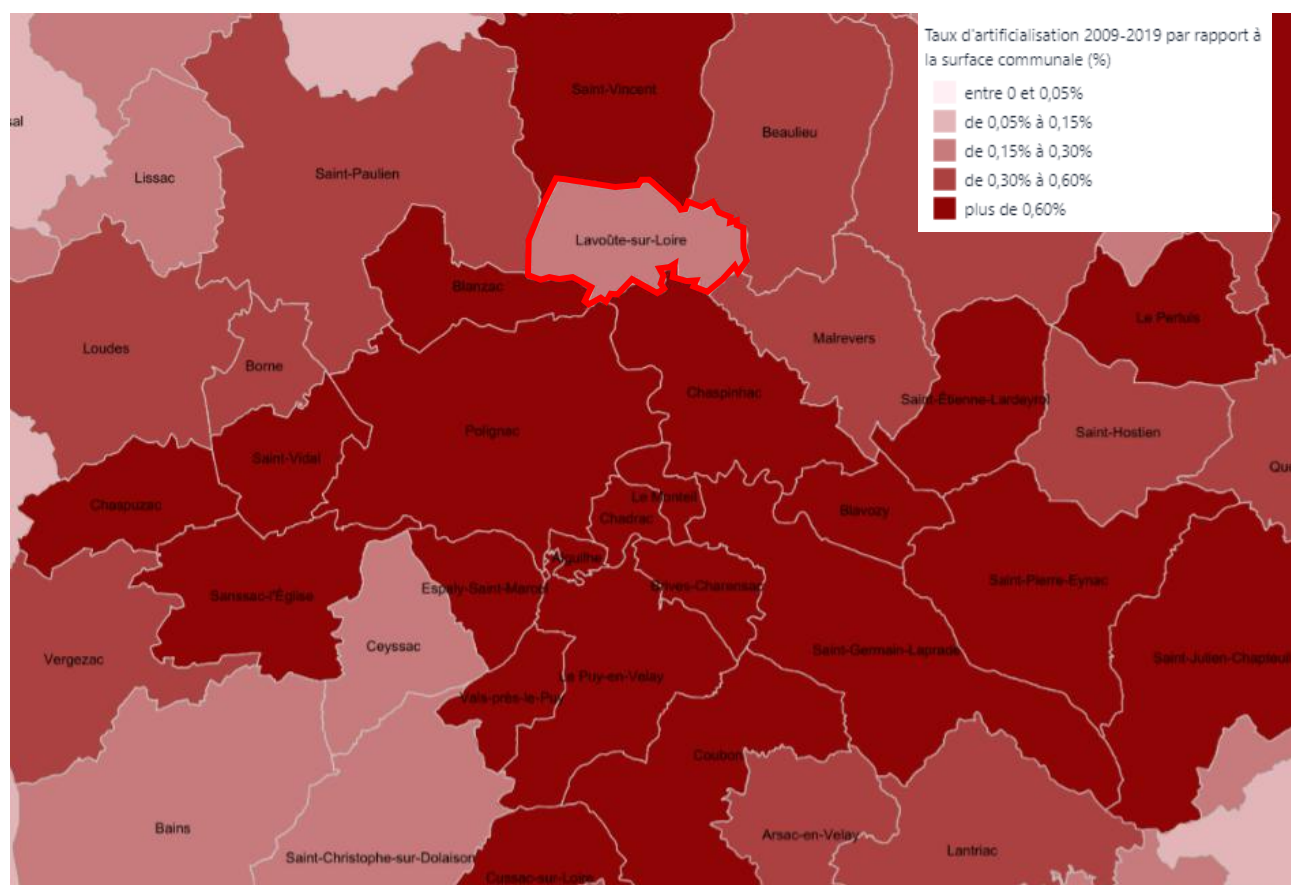
- Les communes voisines de Chaspinhac, Blanzac ont accueilli un volume d'habitants plus important que Lavoûte sur Loire, mais affichent une consommation/habitant plus économe.
- Le Puy en Velay qui a accueilli un volume plus important d'habitants et d'emplois, affiche un profil plus mesuré.

	Surface artificialisée 2009-2019 (m ²)	Dont surface dédiée à l'activité (m ²)	Dont surface dédiée à l'habitat (m ²)	Taux d'artificialisation (%)
Lavoûte-sur-Loire	27 010	1 630	22 880	0.26
Polignac	250 840	40 518	202 838	0.76
Le Puy en Velay	195 995	94 904	97 122	1,16
Chaspuzac	419 048	278 273	114 869	4,16

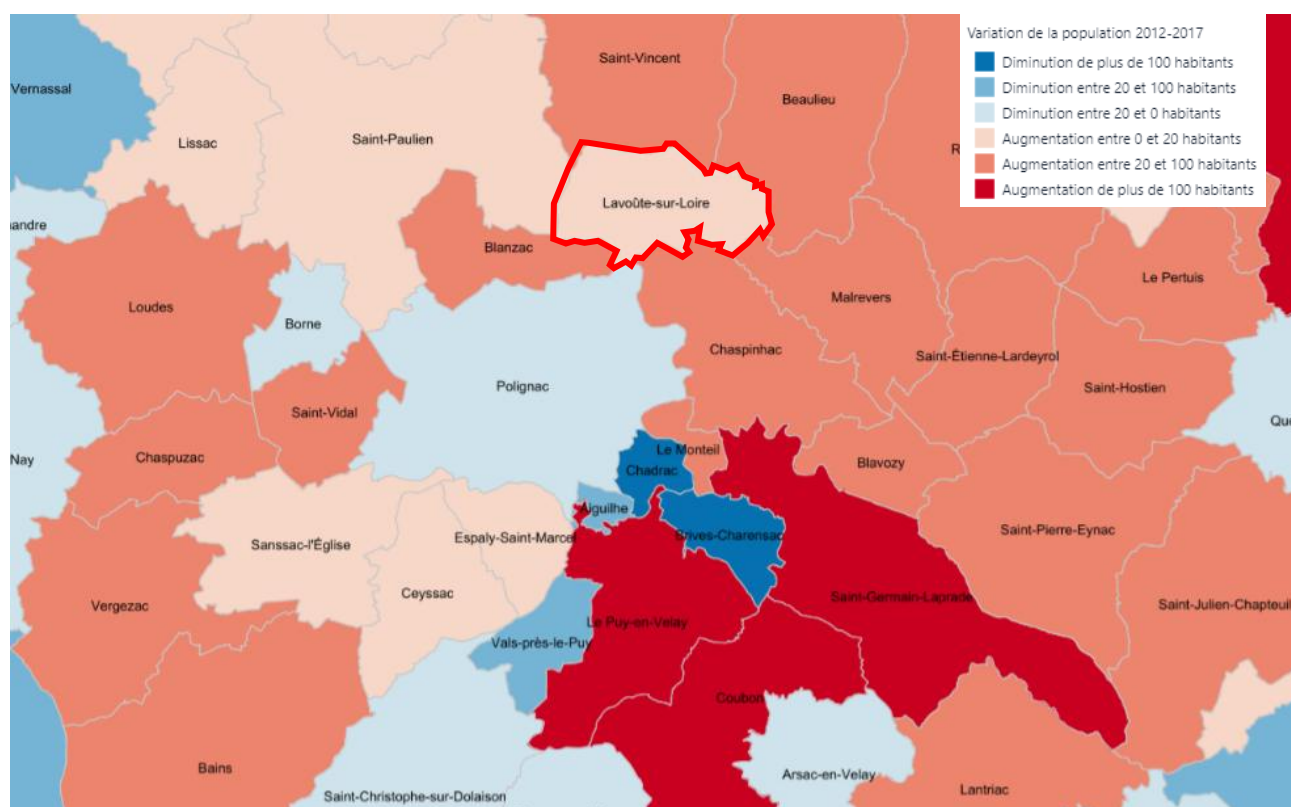
Source : <https://artificialisation.biodiversitetousvivants.fr/les-donnees-au-1er-janvier-2018#paragraphe--969>

Flux artificialisation (m²) 2009-2019

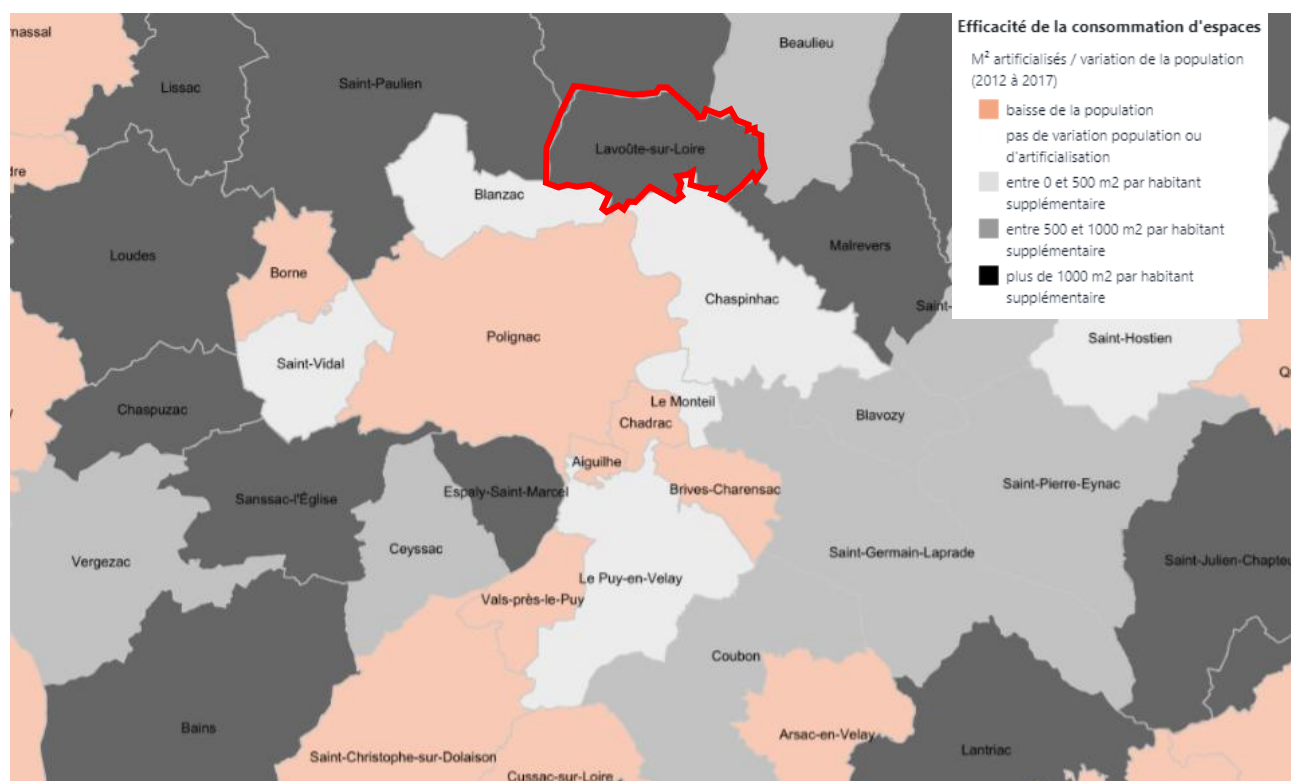
Taux d'artificialisation (%) 2009-2019



Variation de la démographie entre 2012 et 2017



Efficacité de la consommation d'espaces 2012 et 2017



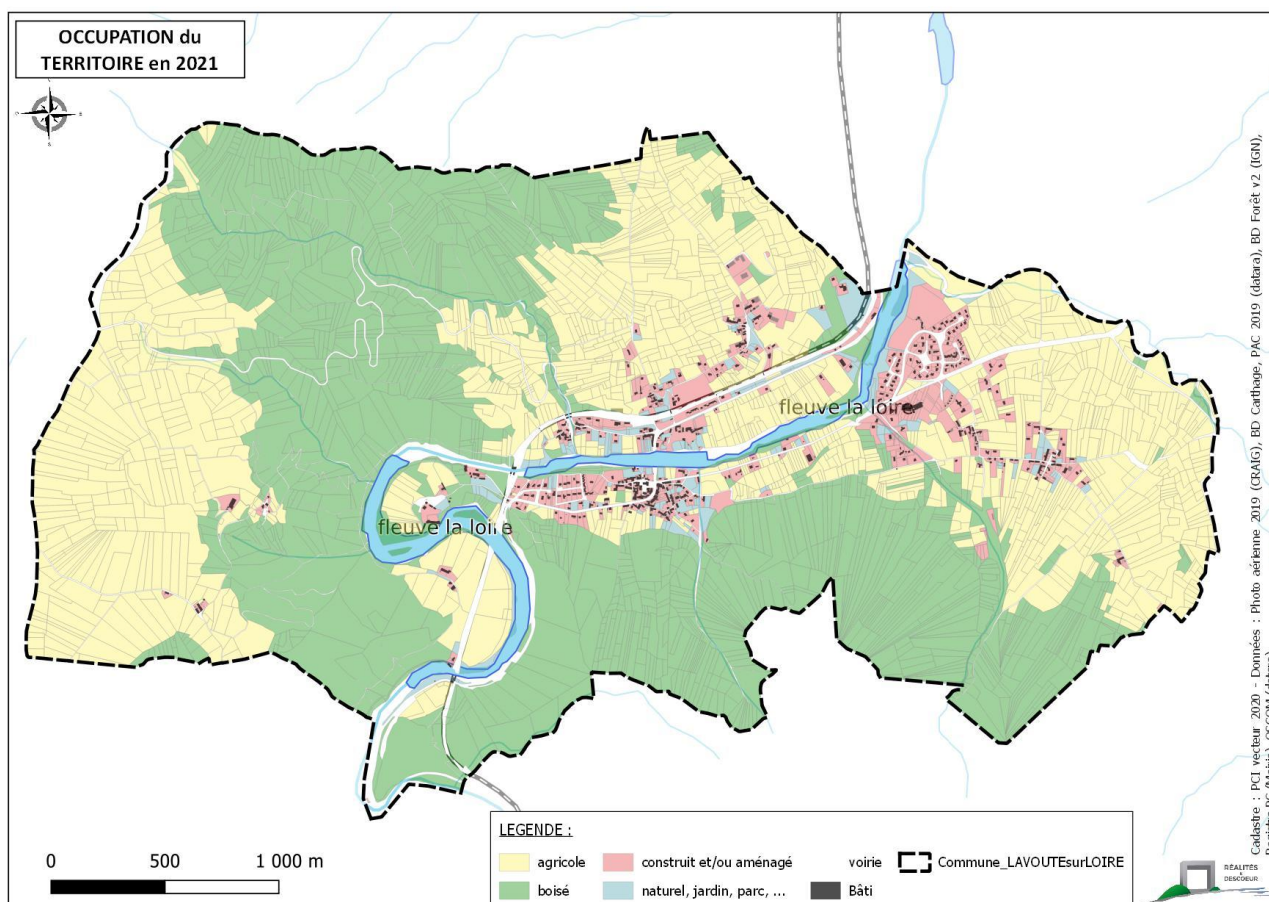
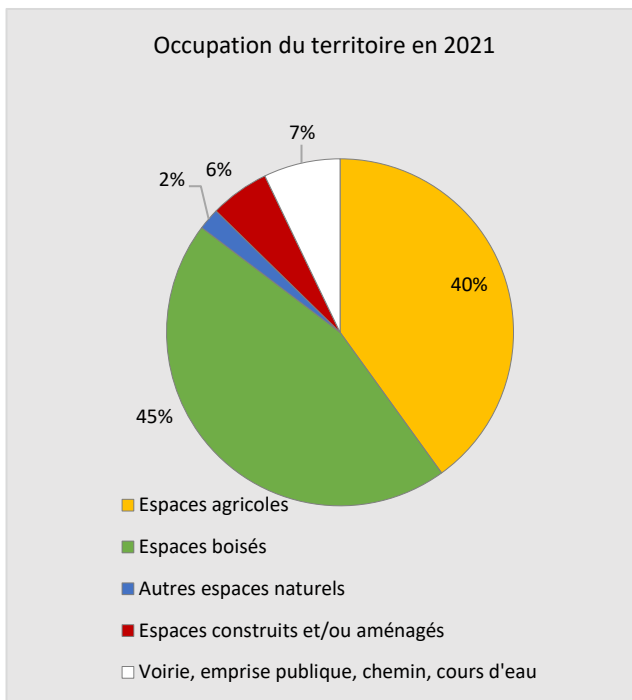
7.3 OCCUPATION GÉNÉRALE DU TERRITOIRE

La surface géoréférencée du territoire communal est de 1051,71 ha.

L'occupation du territoire peut se partager en 5 grandes typologies, par ordre d'importance :

- Les espaces boisés pour 476 ha
- Les espaces agricoles pour 421 ha
- Le réseau hydrographique et les voiries pour 75 ha
- Les espaces construits et aménagés par l'Homme (habitat, équipements, activités) pour 58 ha
- Les autres espaces naturels pour 21 ha

Il s'agit d'une estimation du bureau d'études basée sur la dernière photographie aérienne datant de 2019 (Source CRAIG), les données PAC 2017 et 2019, et les données communales (permis de construire 2011-2021). Il s'agit de chiffres non figés, établis sur la base d'une photographie aérienne à grande échelle et comprenant une marge d'interprétation dans l'occupation des parcelles.



Les espaces agricoles

Les terres travaillées par l'agriculture occupent 421 hectares soit 40 % du territoire.

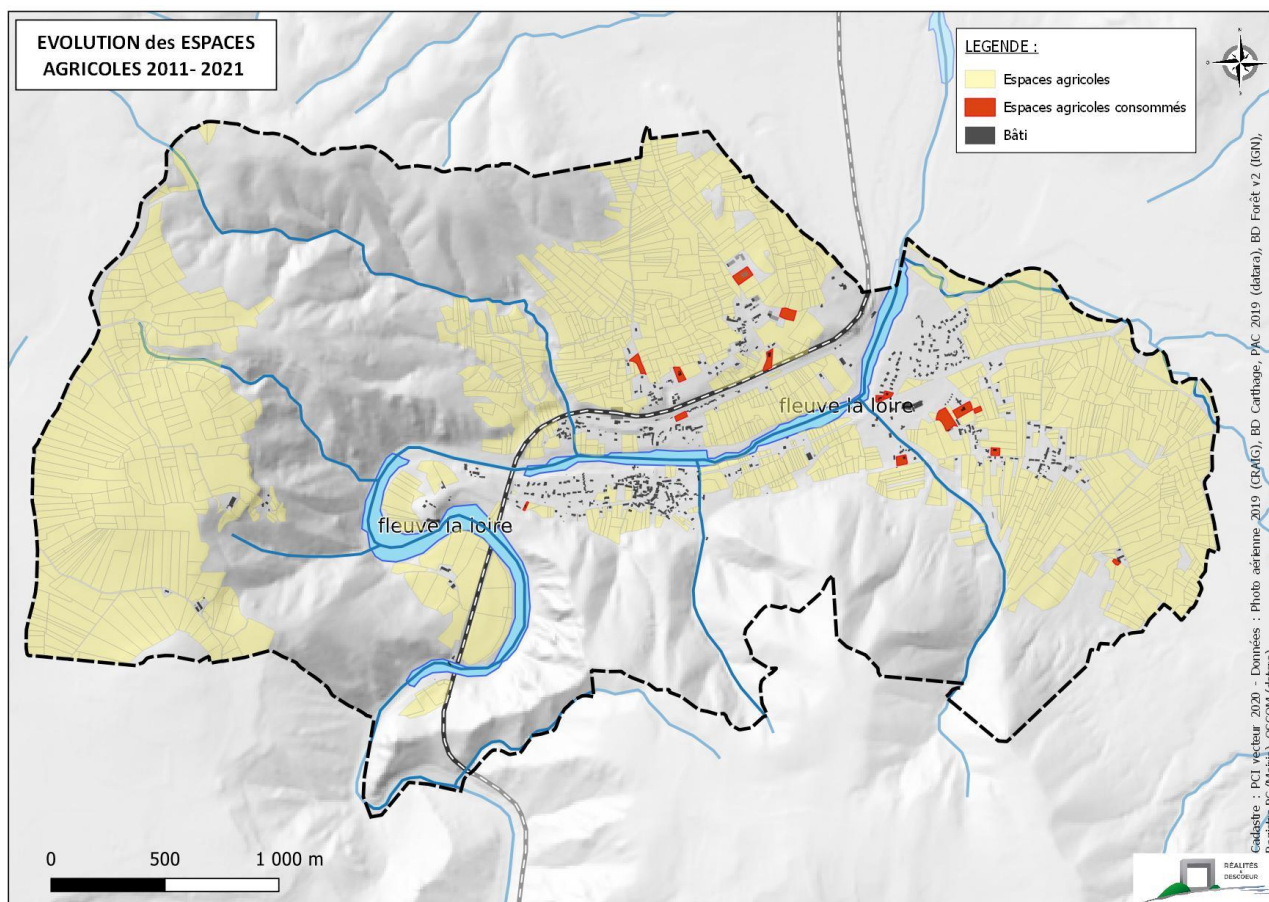
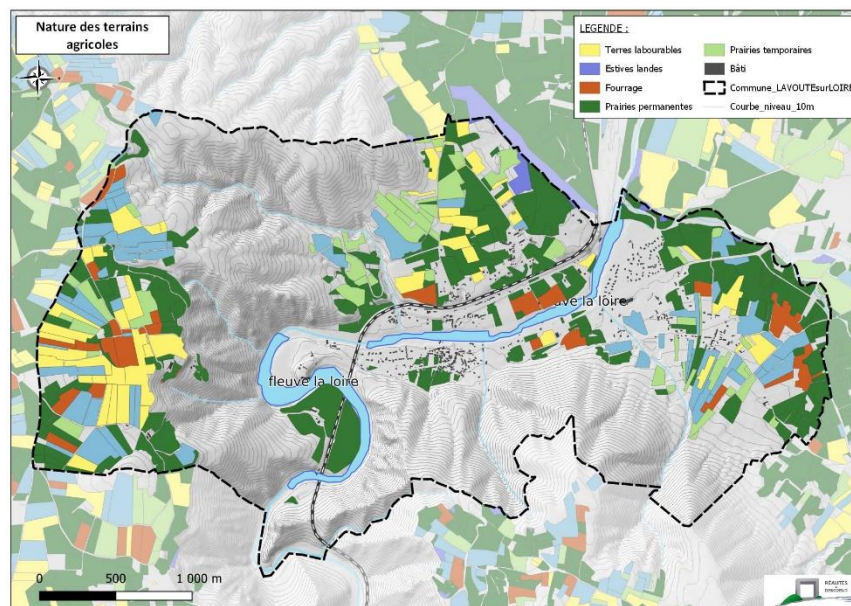
Cette occupation d sol a été estimée selon les données PAC 2017 - 2019 ; la photographie aérienne de 2019.

Les terres agricoles sont présentes sur l'ensemble du territoire et représentent les polycultures (prairies pour l'élevage et cultures).

A l'exception de la partie Ouest, les espaces agricoles subissent des pressions foncières en contact avec les zones urbanisées.

Sur la période 2011-2021, un volume important d'espace agricole a été consommé pour le développement urbain de la commune, tant pour de la vocation d'habitat (11 PC pour des maisons individuelles), que pour la vocation agricole (3 PC pour des bâtiments) et les équipements (1PC pour la maison de santé).

75% des espaces consommés ces 10 dernières années l'ont été sur des espaces agricoles, soit 2.74 ha.

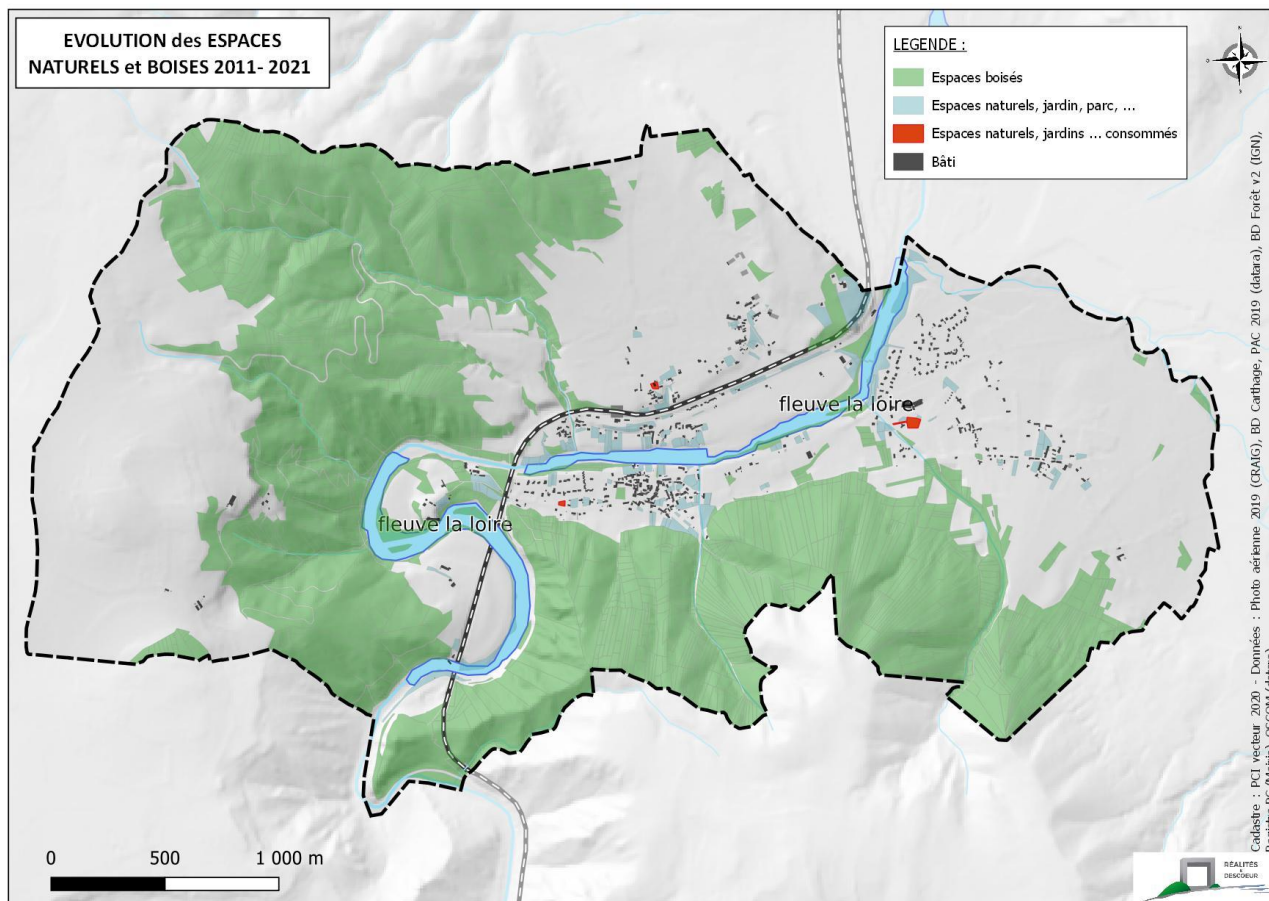


Les espaces naturels

Les espaces naturels et les boisements occupent 497 ha, soit 45% du territoire. Ils représentent la plus forte occupation du territoire.

Les boisements ne sont pas fréquents et se concentrent plus particulièrement sur les pentes encadrant le fleuve Loire. Les autres espaces naturels couvrent des secteurs intermédiaires entre boisement et agriculture, des fonds de jardins, ...

Sur la période 2011-2021, aucun espace boisé n'a été consommés. Les espaces consommés sur cette période sont plutôt des espaces dits naturels, des espaces jardinés, ... à hauteur de 0.42 ha, soit 12% de la consommation totale : 2 PC pour des maisons individuelles et 1 PC pour la vocation agricole.



Les espaces urbanisés

L'étude de l'évolution de l'occupation du territoire sur la période 2011-2021, s'appuie sur les permis de construire.

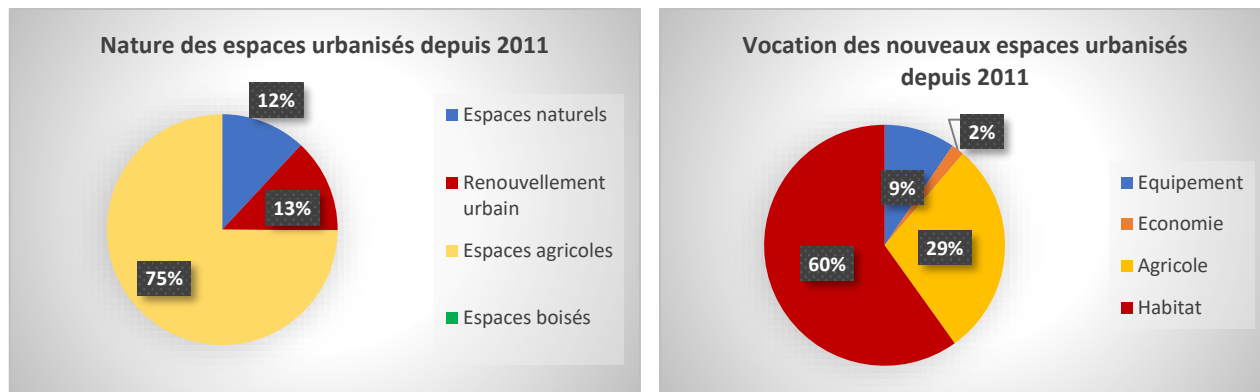
Les espaces urbanisés (construits et/ou aménagés, hors voiries) représentent dans leur ensemble 58 ha, soit 6 % du territoire.

Les espaces nouvellement construits/aménagés des 10 dernières années, représentent 3.12 ha.

- Espaces agricoles : 2.74 ha d'espaces agricoles ont été consommés, soit 75% des espaces consommés
- Espaces naturels : 0,38 ha soit 12% des espaces consommés

Aucun espace boisé n'a été consommé sur les 10 dernières années.

Le Renouvellement urbain : 1.16 ha. Il s'agit d'espaces déjà artificialisés/aménagés, densifiés ; et de changements de destination (par ex : logement transformé en activité).

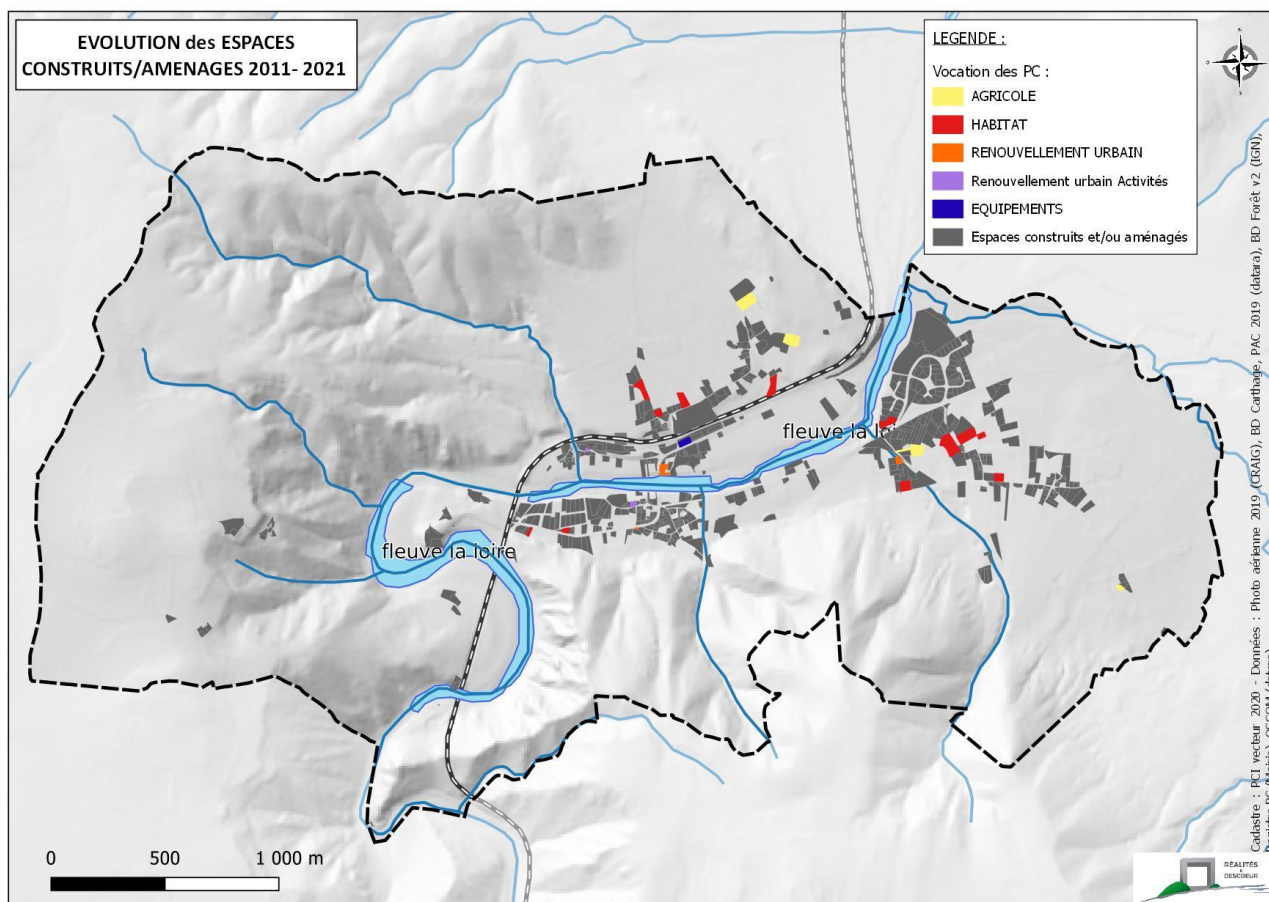


Entre 2011 et 2021, 20 PC ont été déposés pour la construction, dont :

- Logement : 13 PC correspondant à 17 maisons individuelles (dont 5 groupées –Eco quartier)
- Renouvellement urbain : 4 PC, dont
 - 1 maison individuelle (densification urbaine)
 - 1 transformation de ferme en salon de thé, pâtisserie, chambres d'hôtes
 - 1 transformation de logement en local artisanal (tapisserie)
- Agriculture : 4 PC
- Économie : 0 PC
- Equipement : 1 PC (maison de santé)

Les espaces ont été artificialisés pour les vocations suivantes :

- 2.07 ha consommés pour l'habitat
- 0.12 ha consommés pour les équipements
- 0.93 ha consommés pour répondre aux besoins des agriculteurs.



8 L'organisation urbaine

8.1 ORGANISATION DU TERRITOIRE

Dans ce contexte naturel très varié, l'habitat est à l'origine regroupé.

On peut repérer sur le territoire de Lavoûte-sur-Loire plusieurs groupements :

- le bourg, lui-même fractionné en deux parties de part et d'autre du pont sur la Loire
- Le Cros
- Emblavez
- Pimparoux

et sur le plateau dominant la Loire :

- Veyrac
- Labistour

Compte tenu de la relative rigueur du climat, il y a peu de constructions isolées, à quelques exceptions près sur le plateau de Ceyssaguet.

Le quartier des Longes est entièrement récent ; historiquement le secteur était destiné à servir le développement d'activités, mais le projet ayant été abandonné, le foncier a donc été utilisé pour construire un lotissement communal. Il n'entretient aucune logique morphologique avec le reste des implantations humaines sur le territoire de Lavoûte-sur-Loire.

Le château de Lavoûte - Polignac, implanté dans la boucle de la Loire, constitue avec son environnement un paysage parfaitement équilibré avec un point d'appel mis en scène d'une façon magistrale et particulièrement attractif sur le plan touristique.

Au débouché des gorges de la Loire, cette architecture prégnante constitue, avec le socle de la plaine alluviale et le fond sombre des escarpements du plateau, un paysage dont la structure revêt une force surprenante.

La commune de Lavoûte-sur-Loire est soumise à des contraintes morphologiques fortes : relief et risques d'inondations ont rendu complexe l'expansion du bâti. En résulte une organisation de la commune en trois espaces :

- le centre-bourg du village situé sur la rive droite de la Loire
- les hameaux de Veyrac, Labistour et Le Cros sur la rive gauche et le long de la RD 103
- les hameaux de l'Emblavès et des Longes à l'est de la commune, de part et d'autre de la RD 7.

L'agencement entre le fleuve, le rail et la route est également une spécificité de la vallée de la Loire. Lavoûte-sur-Loire en est un bel exemple avec la présence de la gare sur la rive gauche du fleuve, du pont qui l'enjambe pour faire la jonction entre les deux routes départementales. Les ingénieurs du passé ont fabriqué des compositions entre les routes, le cours du fleuve, les voies ferrées qui le longent en grande partie et les ponts qui permettent de le traverser. Ces divers aménagements sont une réponse pragmatique et esthétique aux différentes situations naturelles de gorges et de plaines. Ils constituent une sorte de motif paysager propre à cet ensemble de paysage. Ces dispositifs sont également des témoignages d'un savoir-faire et d'une époque de l'ingénierie (deuxième moitié du 19^{ème} siècle et première moitié du 20^{ème} siècle). Un voyage Le Puy-Saint-Etienne en train reste une expérience paysagère mémorable et séduisante.

Le bourg et les hameaux**- Evolution historique**

L'histoire de l'urbanisation de la commune est tout d'abord très liée à l'histoire de la famille de Polignac, et plus particulièrement à un prieuré (remontant au 9^e siècle) dont il ne reste aujourd'hui que l'église dans le bourg.

L'implantation historique de Lavoûte-sur-Loire est également intimement liée à la présence d'un pont médiéval qui traversait la Loire à proximité immédiate de l'actuel pont SNCF. C'est autour de ce point de passage obligé qui reliait probablement Saint Vincent à Rosières que le bourg s'est développé, d'une part en rive droite aux abords du prieuré, d'autre part en rive gauche avec les villages du Cros, de Labistour, le Verdier et Thoulouse, cette dernière rive ayant à priori une urbanisation plus avancée.

La réalisation sous le second Empire de la route nationale 88 bis qui s'appellera plus tard RN103 et R0103, puis la jonction par le GC n° 6 avec Beaulieu a renversé la tendance : une nouvelle vague d'urbanisation s'est manifestée vers le nouveau pont édifié en 1855 et l'équilibre n'est revenu qu'avec l'implantation de la gare côté rive gauche lorsque la ligne SNCF Le Puy - Pont de Lignon a été réalisée (1866).

Les petits hameaux alentours, Pimparoux, Emblavez, Veyrac ont eu leur histoire : Pimparoux était le plus important, car lieu de passage entre Rosières et LAVOÛTE-SUR-LOIRE ; Emblavez était une ancienne "villa" gallo-romaine (villa Emblaverais vers 940) et Veyrac existe depuis au moins l'an 1460.

- Evolution récente

Suivant l'évolution des moyens de communication, le bourg de Lavoûte-sur-Loire s'est développé de différentes façons.

Il y eu tout d'abord une densification interne (jonction entre Lavoûte haute et Lavoûte basse), puis une extension jusqu'au contrefort de la forêt tout en évoluant d'une forme rurale éparse à une forme commerciale diversifiée (gare, CFD, ...).

Après l'arrêt d'exploitation de la ligne des chemins de fer départementaux (années 50), la vocation commerciale s'est ralentie et la vocation rurale est réapparue. L'exode rural aidant, la population a baissé jusqu'en 1980 où, sur intervention communale, le lotissement des Longes a donné un nouveau caractère à la commune.

- Dynamique urbaine

Le mode d'évolution du bourg lié essentiellement aux moyens de communication a également été guidé par les formes de relief de la commune.

Il est certain que la proximité immédiate de la forêt au Nord du bourg a limité les possibilités d'extension.

La Loire par ses débordements a été un élément déterminant (rares sont les anciennes habitations situées en bordure immédiate du fleuve) pour ce qui concerne la rive gauche.

Les villages se sont regroupés autour du pont, mais aussi à proximité de la gare.

La présence de la voie ferrée a dans un premier temps constitué un stimulant pour l'urbanisation, mais malgré son implantation judicieuse au pied du plateau de Veyrac, elle constitue une coupure qui accentue la rupture topographique entre la vallée et ce dernier.

Dans les dernières décennies, une tendance à la facilité s'est traduite par une urbanisation linéaire, notamment le long de la RD103 en direction du Nord, mais également en direction du Sud sur la zone amont.

Dans ce processus, les entrées du bourg sont particulièrement visées.

Les entrées du bourg

Lavoûte-sur-Loire qui constitue la porte Sud d'entrée de la plaine de la Loire juste à la charnière entre les gorges et la plaine, bénéficie également de paysages d'entrée du bourg remarquables.

Les alignements de platanes qui bordent les trois entrées contribuent fortement au caractère du village et le différencient.

Sont concernées

- Entrée Sud par la RD103 : la longue ligne droite au débouché des gorges est bordée de platanes. Les éléments naturels aident à la lecture de l'entrée du bourg. En effet, le bourg se situant au débouché des gorges de la Loire, on passe d'un espace naturel serré et directionnel, à un espace plus vaste lorsqu'on franchit un virage démasquant la perspective sur la plaine de l'Emblaves.

Ce virage, qui fait basculer le paysage est une porte, que la présence du château et de ses tours renforce, par-delà laquelle on découvre autre chose.

Le bâti, à usage essentiellement d'habitation (R+1) constitue la 1^{ère} séquence jusqu'à ce que la densité augmente et indique l'approche du cœur de bourg.



- Entrée Nord par la RD103 est également bordée de platanes.
L'entrée du bourg est annoncée très loin par l'allée des platanes. L'urbanisation est plutôt linéaire, aérée jusqu'au noyau ancien de Lavoûte et du Verdier.
Une seconde entrée marquante est constituée par le Pont s'ouvrant sur le bourg ancien.



- L'entrée Est en direction de Rosières par la RD7 ne comporte plus qu'une seule rangée de platanes.
Par ce biais, on pénètre très rapidement dans le cœur de bourg. La route est dans le prolongement de l'église.



8.2 CAPACITE D'ACCUEIL THEORIQUE

- Méthodologie déterminée pour recenser les capacités d'accueil

Les « dents creuses » ont été délimitées dans un premier temps à partir d'une méthodologie théorique, appliqué au document d'urbanisme précédent :

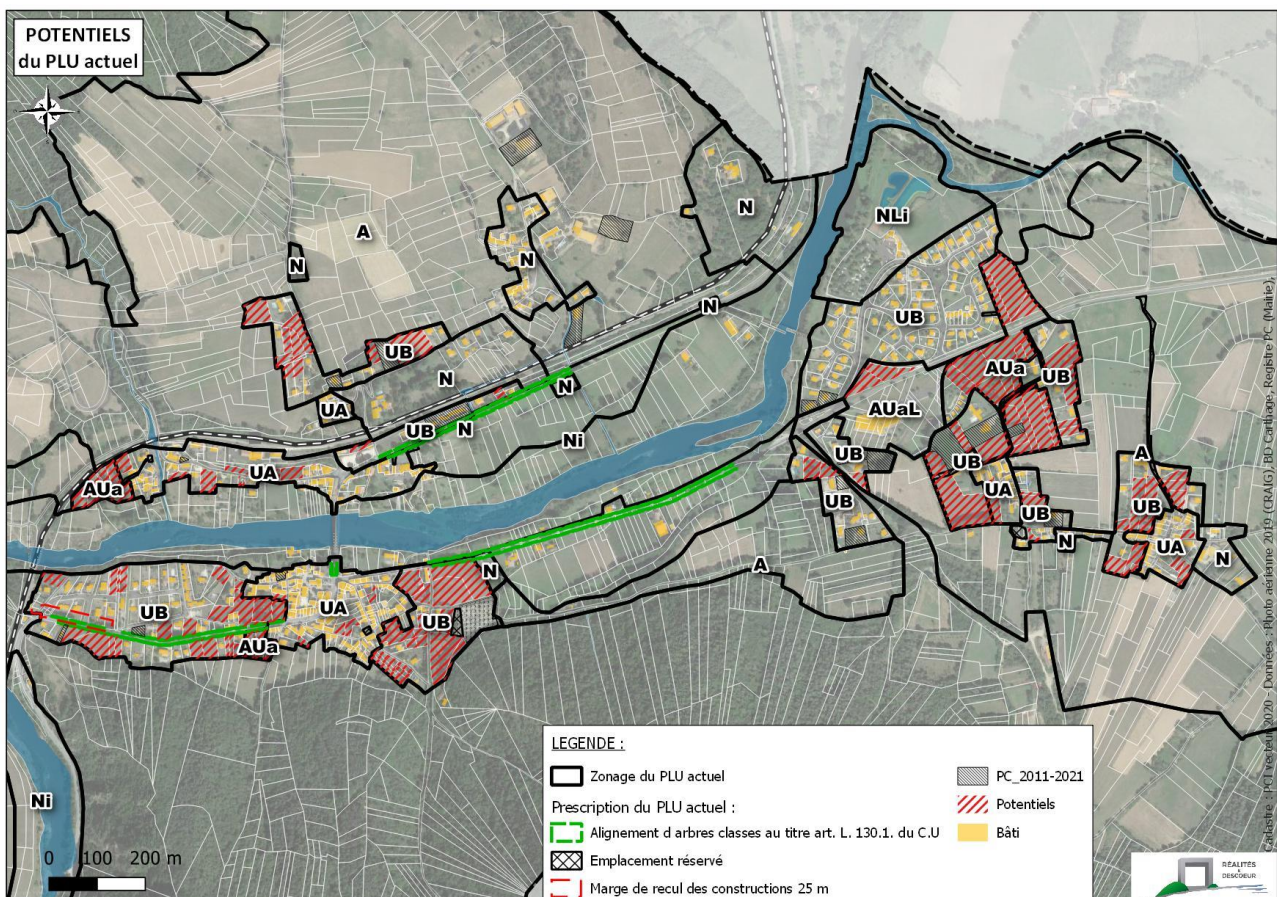
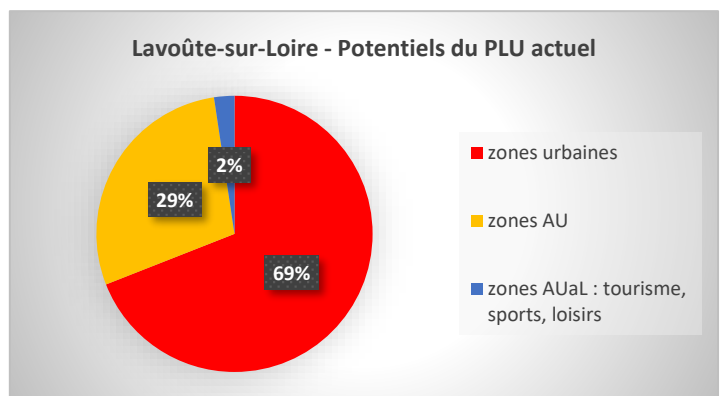
- Identification des parcelles non construites (parcelle accueillant un bâti de moins de 50 m² étant considérée comme non bâtie) situées en zone constructible, de plus de 500 m²
- Identification des grandes parcelles partiellement construites, pour prise en compte du potentiel de division parcellaire, très peu présent sur la commune.
- Exclusion des parcelles ayant fait l'objet d'une autorisation d'urbanisme ces dernières années
- Exclusion des parcelles non constructibles du fait de leur configuration, topographie, ... à la suite d'une visite de terrain

- Application de la méthode sur la commune de Lavoûte-sur-Loire

Le potentiel théorique identifié totalise 16.99 ha toutes vocations confondues.

Vocation des zones du PLU de Lavoûte-sur-Loire	Capacité d'accueil en m ²
zones urbaines U	117344
zones à urbaniser AU	48599
zones à urbaniser AUaL : tourisme, sports, loisirs	4047

Ce potentiel théorique ne présage pas de la constructibilité de certaines parcelles (pentes, accès, jardins, parcs, ...).



8.3 LES ORIENTATIONS DU SCOT

Orientation 2 - Un modèle de développement maitrise qui limite les pressions sur les espaces agricoles et naturels

PRESCRIPTIONS :

- ❖ Délimiter l'enveloppe bâtie de la commune dans les documents d'urbanisme ;
- ❖ Analyser dans les documents d'urbanisme le potentiel de construction au sein de l'enveloppe bâtie ;
- ❖ Identifier les secteurs stratégiques pour lesquels une opération d'ensemble dans les enveloppes bâties méritera d'être mise en œuvre ;
- ❖ Préserver ou créer des coupures d'urbanisation ou des espaces libres dans les enveloppes bâties existantes (opérations de dédensification ou de curetage, valorisation des espaces publics, etc.) afin de renforcer l'attractivité des centres-bourgs et leur animation urbaine ;
- ❖ Réserver une part minimum de logements à construire au sein des enveloppes bâties dans les documents d'urbanisme afin d'optimiser les enveloppes bâties et favoriser une gestion économe du foncier : **Dans les communes structurantes, prévoir la mobilisation d'au moins environ 30% des stocks fonciers définis par le SCOT au sein des enveloppes bâties ;**
- ❖ Mettre en œuvre une urbanisation moins consommatrice d'espaces compatible avec la préservation du cadre de vie des ménages et de l'identité du territoire, en respectant les densités brutes moyennes suivantes et tendre vers des densités optimisées à l'horizon 2035 : **communes autres : entre 10 et 12 lgts/ha**

	Densités minimales	Densités optimisées
Cœur urbain du Puy	18 logements/ha	25 logements/ha
Pôle secondaire de Craponne	12 logements/ha	15 logements/ha
Communes structurantes	12 logements/ha	15 logements/ha
Autres communes	10 logements/ha	12 logements/ha

- ❖ Préconiser au sein des PLU/PLUi des densités minimales de construction au sein notamment des OAP.

Orientation 3 - Un développement résidentiel organisé

- ❖ Délimiter les différents types de tissus urbains du territoire afin de hiérarchiser le développement de l'urbanisation en s'appuyant sur les définitions suivantes :
 - Le centre-bourg correspond à la centralité principale et à l'espace de vie majeur ou historique de la commune. Caractérisé par une urbanisation continue et agglomérée, le centre-bourg est généralement organisé à partir d'un axe routier structurant et accueille un ou plusieurs commerce(s), équipement(s) ou service(s) ;
 - Les villages regroupent plus de 3-5 constructions agglomérées à usage d'habitation et se distinguent du centre-bourg par une densité et une taille plus réduite. 2 types de villages sont identifiés et hiérarchisés (les villages principaux et les villages secondaires) en fonction des critères suivants : le nombre de logements que comporte le village, la présence d'un ou de commerce(s), service(s) et/ou équipement(s), la proximité et les liaisons au centre-bourg, la capacité des réseaux, secs et humides, la présence d'une activité agricole ;
 - Les écarts à l'urbanisation correspondent aux fermes et à l'habitat isolé (mitage) regroupant moins de 3-5 constructions à usage d'habitation ;
 - L'habitat linéaire se caractérise par un étalement urbain important réalisé généralement le long d'un axe routier (1 à 2 rideaux d'urbanisation).

a. Les règles d'urbanisation dans les centre-bourgs

- ❖ Délimiter dans les documents d'urbanisme l'enveloppe bâtie du centre-bourg ;
- ❖ Définir des secteurs d'urbanisation nouvelle (sur des espaces agricoles et naturels) prioritairement en extension de l'enveloppe bâtie des centres-bourgs ;
- ❖ Prendre en compte les principes d'aménagement suivants au sein des secteurs d'urbanisation nouvelle :

- Localiser les secteurs d'urbanisation nouvelle en continuité de l'enveloppe bâtie existante et privilégier les opérations « en profondeur » et en « second rideau d'urbanisation » ;
- Conserver les coupures d'urbanisation existantes vis-à-vis des villages et écarts voisins ;
- Rester en accord avec la structure et la silhouette traditionnelle du centre-bourg (desserte des voiries, rapports à l'espace public, gabarits, etc.) ;
- Assurer une intégration urbaine et paysagère optimale des nouvelles constructions.

b. Les règles d'urbanisation dans les villages

- ❖ Délimiter dans les documents d'urbanisme l'enveloppe bâtie des villages et identifier les villages principaux et les villages secondaires ;
- ❖ Dans les villages principaux, permettre une ouverture à l'urbanisation maîtrisée, après l'analyse du potentiel foncier disponible au sein du village et à condition de :
 - Ne pas entraîner une urbanisation linéaire entre deux villages ;
 - Ne pas impacter sur la fonctionnalité d'une exploitation agricole ;
 - Ne pas entraîner d'impact sur un espace naturel protégé ou sur un paysage remarquable ;
 - Ne pas remettre en cause le rôle du centre-bourg de la commune ou du centre-bourg de plus proche ;
- ❖ Dans les villages secondaires, permettre l'urbanisation au sein de l'enveloppe bâtie existante.

c. Les règles d'urbanisation dans les écarts à l'urbanisation et les secteurs d'habitat linéaire

- ❖ Dans les écarts à l'urbanisation et les secteurs d'habitat linéaire : préserver les limites urbaines actuelles et ne pas entraîner d'impact supplémentaire de l'urbanisation sur les espaces naturels, agricoles et les continuités paysagères ;
- ❖ Préserver, voire recréer, des coupures d'urbanisation afin de conserver des espaces non bâtis, agricoles et naturels, entre le centre-bourg, les villages et les écarts.

Orientation 21 – Organiser un développement urbain en accord avec l'armature urbaine et paysagère

PRESCRIPTIONS :

- ❖ Etudier la silhouette villageoise des communes reconnues comme site emblématique dans le diagnostic paysager des documents d'urbanisme locaux et y définir (en les localisant) les éléments naturels ou anthropiques, qui la caractérisent ;
- ❖ Assurer la préservation de la silhouette villageoise dans la conception du projet d'urbanisme et des projets urbains, en prenant en compte notamment les éléments caractéristiques déterminés dans le diagnostic ;

Orientation 22 – Adopter un vocabulaire architectural et paysager harmonieux

PRESCRIPTIONS :

- ❖ Aller dans le sens de la requalification des centres anciens patrimoniaux : encourager les travaux de rénovation des bâtiments (façade, toiture...) dans les centres anciens ;
- ❖ Réglementer les formes urbaines (implantation par rapport à la voie, dans la parcelle, gabarit des voies, etc.), les formes architecturales, les volumes et l'aspect extérieur des constructions (couleurs, matériaux...) des nouvelles extensions urbaines dans les documents d'urbanisme en cohérence avec les codes identitaires locaux afin de garantir l'intégration des nouveaux quartiers dans la trame traditionnelle et en accord avec l'environnement paysager ;
 - o Les architectures contemporaines ne devront toutefois pas être écartées ;
- ❖ Les nouvelles constructions seront évitées sur les lignes de crêtes de coteau afin de minimiser leur impact visuel ;
 - o Une dérogation pourra toutefois être accordée lorsque cela relève du mode de développement historique et identitaire de la commune, ou que des contraintes fortes (ex : risques...) empêchent toute autre localisation des projets ;

- ❖ Les crêtes de coteaux, correspondant aux rebords de plateau sont précisément délimitées et protégées de toute urbanisation nouvelle compromettant l'identité du site ;
- ❖ Conserver la ligne moyenne d'épannelage existante, en prévenant les surélévations des constructions, et, sauf nécessités techniques indispensables, toute construction présentant un faîtage plus haut que l'existant : réglementer les hauteurs en conséquence dans les documents locaux ;
- ❖ Pour les villages situés en rebord de coteaux marqués, si une extension urbaine s'avère nécessaire, une implantation sur le plateau, en retrait de la ligne de crête sera privilégiée ;

8.4 LES BESOINS FONCIERS À ENVISAGER CES PROCHAINES ANNÉES

Les scénarii proposés sont issus des perspectives démographiques déclinées plus haut.

Rappel :

Projections à l'horizon 2036				
	Une évolution basée sur la croissance communale (2015/2021) : -0,7%/an	Une évolution basée sur les projections en Haute Loire selon l'Insee : +0,2%/an	Une évolution basée sur les projections du SCOT : +0,55%/an	Une évolution basée sur la croissance communale (2010/2015) : +2,4%/an
Nombre d'habitants en 2021	821 hab			
Nombre d'habitants en 2036	739 hab (-82 hab)	846 hab (+25 hab)	891 hab (+70 hab)	1172 hab (+351 hab)
	↓ Scénario Négatif	↓ Scénario Bas	↓ Scénario Intermédiaire	↓ Scénario Haut

Sont pris en compte pour évaluer les besoins en logements pour la période 2021-2036 :

- La taille des ménages :
- La consommation moyenne par logement
Le SCOT préconise pour les communes rurales une fourchette entre 10 et 12 logements/ha. Toutefois dans un objectif d'une réduction de la consommation foncière, les perspectives du PLU se basent sur 15 logements/ha, soit environ 666 m²/logement.
- Un coefficient de rétention
Aux données brutes des potentialités urbaines, il est nécessaire d'appliquer un coefficient minimum de rétention foncière lié à deux facteurs : Les propriétaires des terrains ne souhaitent pas nécessairement bâtir ou vendre ; la situation du marché foncier. Cet état de fait donne des indicateurs pour établir une rétention foncière. Sur la commune de Lavoûte-sur-Loire, une rétention de 30% a été retenue. Cette rétention permet de prendre en compte la rétention nécessaire à l'équipement des zones à urbaniser (voiries, espaces publics, ...).

Projections 2021-2036

Une évolution basée sur la croissance communale (2015/2021) : -0,7%/an - Scénario Négatif

Démographie : scenario retenu (en % / an)	-0,7	Nombre de nouveaux habitants	-82
		Nombre de nouveaux logements	-24

1er facteur : desserrement des ménages

A - Taille des ménages en 2021 :	2,16	C - Nombre d'habitants en 2021 :	821
B - Taille des ménages en 2036 :	2,06	D - Nombre d'habitants en 2036 :	739
E - Nombre de logements nécessaires en 2021 : C/A =			380
F - Nombre de logements nécessaires en 2036 : C/B =			399

G - Nombre de logements à prévoir pour pallier uniquement le desserrement des ménages : F-E =	18
---	----

2ème facteur : arrivée de nouveaux habitants

H - Nombre de nouveaux habitants prévus d'ici 2036 : D - C =	-82
--	-----

I - Nombre de logements que la commune doit prévoir pour pallier l'arrivée de nouveaux habitants : H/B =	-40
--	-----

J - Nombre de logements neufs produits entre 2021 et 2036	3
---	---

K - Nombre de logements neufs à construire : G+I-J =	-24
--	-----

Surface nécessaire pour une moyenne de 666 m ² par logement (en ha)	-1,6 ha
--	---------

Surface nécessaire en prenant en compte une rétention foncière de 30 %	-2,1 ha
--	---------

Une évolution basée sur les projections en Haute-Loire selon l'Insee : +0,2%/an - Scénario Bas

Démographie : scénario retenu (en % / an)	0,2	Nombre de nouveaux habitants	25
		Nombre de nouveaux logements	28
1er facteur : desserrement des ménages			
A - Taille des ménages en 2021 :	2,16	C - Nombre d'habitants en 2021 :	821
B - Taille des ménages en 2036 :	2,06	D - Nombre d'habitants en 2036 :	846
E - Nombre de logements nécessaires en 2021 : C/A =			380
F - Nombre de logements nécessaires en 2036 : C/B =			399
G - Nombre de logements à prévoir pour pallier uniquement le desserrement des ménages : F-E			18
2ème facteur : arrivée de nouveaux habitants			
H - Nombre de nouveaux habitants prévus d'ici 2036 : D - C =			25
I - Nombre de logements que la commune doit prévoir pour pallier l'arrivée de nouveaux habitants : H/B =			12
J - Nombre de logements neufs produits entre 2021 et 2036			3
K - Nombre de logements neufs à construire : G+I-J =			28
Surface nécessaire pour une moyenne de 666 m ² par logement (en ha)			1,8 ha
Surface nécessaire en prenant en compte une rétention foncière de 30 %			2,4 ha

Une évolution basée sur les projections du SCOT : +0,55%/an - Scénario Intermédiaire

Démographie : scénario retenu (en % / an)	0,55	Nombre de nouveaux habitants	70
		Nombre de nouveaux logements	50
1er facteur : desserrement des ménages			
A - Taille des ménages en 2021 :	2,16	C - Nombre d'habitants en 2021 :	821
B - Taille des ménages en 2036 :	2,06	D - Nombre d'habitants en 2036 :	891
E - Nombre de logements nécessaires en 2021 : C/A =			380
F - Nombre de logements nécessaires en 2036 : C/B =			399
G - Nombre de logements à prévoir pour pallier uniquement le desserrement des ménages : F-E			18
2ème facteur : arrivée de nouveaux habitants			
H - Nombre de nouveaux habitants prévus d'ici 2036 : D - C =			70
I - Nombre de logements que la commune doit prévoir pour pallier l'arrivée de nouveaux habitants : H/B =			34
J - Nombre de logements neufs produits entre 2021 et 2036			3
K - Nombre de logements neufs à construire : G+I-J =			50
Surface nécessaire pour une moyenne de 666 m ² par logement (en ha)			3,3 ha
Surface nécessaire en prenant en compte une rétention foncière de 30 %			4,3 ha

Une évolution basée sur la croissance communale (2010/2015) : +2,4%/an - Scénario Haut

Démographie : scénario retenu (en % / an)	2,4	Nombre de nouveaux habitants	351
		Nombre de nouveaux logements	186
1er facteur : desserrement des ménages			
A - Taille des ménages en 2021 :	2,16	C - Nombre d'habitants en 2021 :	821
B - Taille des ménages en 2036 :	2,06	D - Nombre d'habitants en 2036 :	1172
E - Nombre de logements nécessaires en 2021 : C/A =			380
F - Nombre de logements nécessaires en 2036 : C/B =			399
G - Nombre de logements à prévoir pour pallier uniquement le desserrement des ménages : F-E			18
2ème facteur : arrivée de nouveaux habitants			
H - Nombre de nouveaux habitants prévus d'ici 2036 : D - C =			351
I - Nombre de logements que la commune doit prévoir pour pallier l'arrivée de nouveaux habitants : H/B =			170
J - Nombre de logements neufs produits entre 2021 et 2036			3
K - Nombre de logements neufs à construire : G+I-J =			186
Surface nécessaire pour une moyenne de 666 m ² par logement (en ha)			12,4 ha
Surface nécessaire en prenant en compte une rétention foncière de 30 %			16,1 ha

Ce qu'il faut retenir

- Selon les données de l'observatoire pour les données de l'artificialisation des sols, la commune de Lavoûte-sur-Loire a artificialisé 2.71 ha entre 2009 et 2019, soit une moyenne de 2700m² par an.
- L'analyse des 10 dernières années (2011-2021) confirme ces résultats : 3.12 ha consommés.
- Capacités restantes au PLU actuel : 16.99 ha toutes vocations confondues.

ENJEUX

Limiter les extensions linéaires. Limiter le mitage. Maintenir des coupures d'urbanisation.

Un modèle de développement maîtrise qui limite les pressions sur les espaces agricoles et naturels

Un développement résidentiel organisé

Viser le ZERO artificialisation.

ORIENTATIONS

Définir une enveloppe foncière pour les prochaines années, en compatibilité avec les ressources naturelles et les directives supra communales (SCOT, PLH).

9 Les entités paysagères

Les paysages sont le fruit de la relation qu'entretiennent les hommes avec leur milieu. Leurs formes changent au cours des siècles, répondant aux transformations des sociétés qui l'habitent. De l'articulation des grandes données naturelles et d'une multitude d'histoires individuelles, résulte un foisonnement de formes, d'implantations et de structures paysagères. C'est pourquoi chaque habitant et chaque acteur, à son échelle, en porte une part de responsabilité.

La commune de Lavoûte-sur-Loire se situe dans l'unité paysagère des Gorges de la Haute-Loire.

Lavoûte-sur-Loire est située sur les berges de la Loire. Suite au défilé des gorges de Peyredeyre en amont, la Loire laisse place à une vaste plaine agricole qui s'étend de Lavoûte-sur-Loire jusqu'à Vorey : l'Emblavez, où le cours de la rivière se fera plus discret derrière sa ripisylve de saules et d'aulnes. Dans cette plaine, une végétation spontanée dominée par les saules recolonise d'anciennes gravières. Sur les coteaux qui bordent la vallée, les anciennes terrasses sont abandonnées et en cours de colonisation par une fruticée spontanée. Avec un point culminant le mont Banaria à 889 m d'altitude, les paysages de cette commune se partagent entre la plaine alluvionnaire de l'Emblavez et des ensembles montagneux boisés.

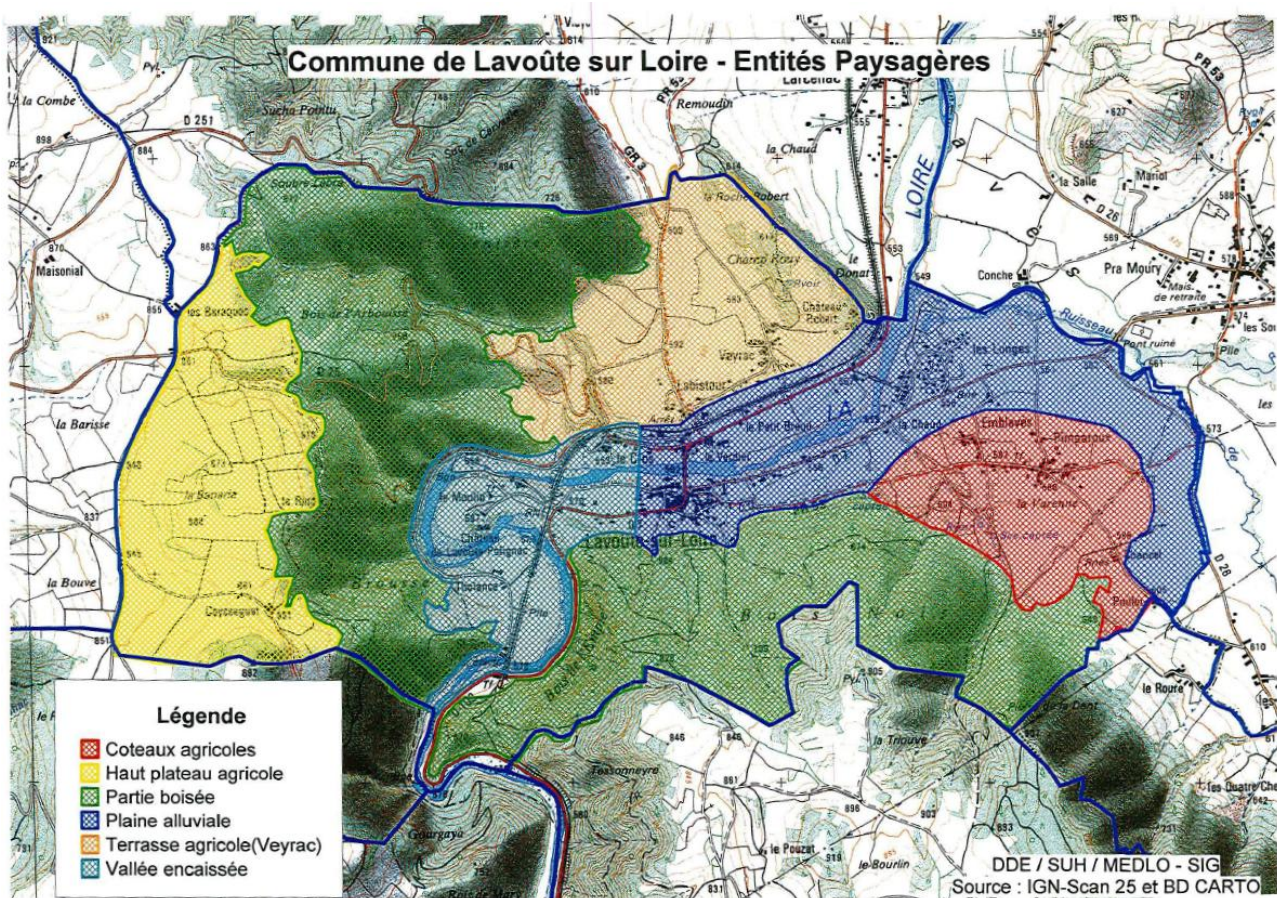
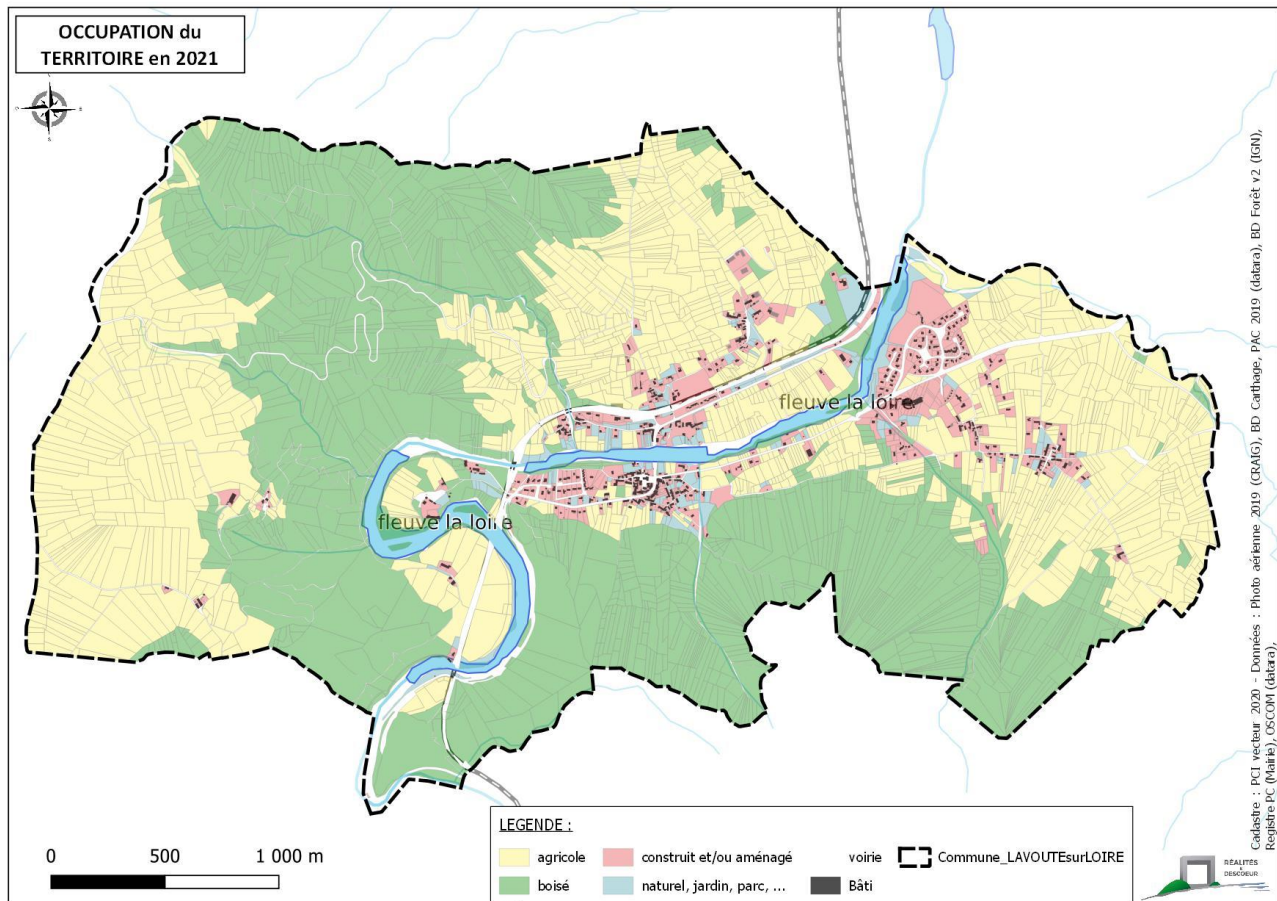


9.1 LES ENTITÉS PAYSAGÈRES

Le territoire communal met en évidence 3 unités paysagères :

- **Haut plateau de Ceyssaquet,**
- **Vallée de la Loire,**
- **Zones de transition avec les terrasses agricoles de Veyrac et d'Emblavez.**

Ces différentes unités sont étroitement liées les unes aux autres, notamment, par les vues qu'il s'en dégage. Le territoire communal, de part sa situation, offre de nombreuses vues larges et lointaines, et, réciproquement, il est un territoire vu, impliquant des constats à la fois positifs que négatifs.



Source : Diagnostic, PLU actuel

Les éléments du paysage

En entrant dans l'Emblavez au droit de Lavoûte-sur-Loire, le paysage de la plaine s'ouvre largement en une plaine marquée par des ondulations du plateau agricole de Labistour et par la confluence avec la vallée de la Suisse formant un ensemble agricole homogène ponctué par les hameaux d'Emblavez et Pimparoux et plus loin par le village de Beaulieu.

La plaine constitue une sorte de parenthèse dans la rigueur des rebords forestiers des plateaux.

Le climat particulièrement protégé à l'abri du vent et des gelées tardives ou précoces fait de la plaine, de part et d'autre de la Loire, un site agréable pour l'habitat et d'une façon générale pour les implantations humaines.

Le village de Lavoûte-sur-Loire est situé à un point stratégique au débouché des gorges encaissées de la Loire à l'amont (défilé de Peyredeyre).

Le site de Lavoûte-sur-Loire est donc un lieu de passage dont témoignent le pont emprunté actuellement par la RD103 qui longe la vallée de la Loire et relie les deux fractions du bourg de Lavoûte-sur-Loire rive droite et rive gauche, l'ancien pont situé juste à l'Ouest du pont ferroviaire dont il ne reste que les culées, le pont ferroviaire emprunté par la ligne Saint Etienne -Le Puy et le pont de la Galoche.

La concentration de ces passages explique pour une large part, le développement de Lavoûte-sur-Loire et la fréquentation touristique importante dont bénéficiera le village.

Le village de Lavoûte-sur-Loire est enchâssé dans un écrin de végétation qui prolifère sur les pentes souvent abruptes qui délimitent la vallée au sortir des gorges de la Loire.

Ces pentes escarpées sont peu accessibles : il y a 250 mètres de dénivelé entre le village de Lavoûte-sur-Loire et le rebord des plateaux environnants.



La plaine de la Loire vue depuis le rebord du plateau de Ceysaguet.

La plaine constitue le cœur de l'Emblavez, à la jonction entre la vallée de la Loire et la vallée de la -Suisse.

En arrière-plan, le pays bocager des succs offre des formes rondes et érodées.

Au premier plan, la partie du territoire la plus habitée avec les deux têtes de pont de Lavoûte-sur-Loire, depuis le quartier des Longes et Beaulieu.



La photo aérienne démontre l'importance des alignements d'arbres qui marquent les 3 entrées du bourg.

Ces versants sont couverts de forêts :

- Bois Noir et Bois de l'Emple au Sud dominant directement le village et constituent une contrainte forte en ce qui concerne l'ensoleillement. Le développement du village vers l'amont est limité strictement par la ligne d'ombre de cette pente Sud.
- Bois de Brousse et Bois de l'Argentière à l'Ouest : les plissements de cette ample façade boisée présentent des faces plus ou moins ensoleillées qui la rendent plus hospitalière, bien que maintenant couverte de forêts (on remarque que la forêt tend à gagner du terrain au détriment des zones cultivées dans la zone de transition avec la plaine alluviale). Les pentes les mieux exposées et les plus accessibles étaient autrefois aménagées en terrasses agricoles. Certaines sont encore visibles. Non entretenues, elles sont aujourd'hui difficilement accessibles.

Le plateau de Ceyssaguet fait partie d'une entité plus vaste dominée par les sommets de la Barraria et de la Garde respectivement à 888 mètres et 892 mètres.

Le rebord du plateau offre une vue spectaculaire sur la plaine, le village de Lavoûte-sur-Loire et au loin sur le paysage des suc.

Le contraste entre le paysage du plateau et la bordure disséquée par des ravines et des pentes abruptes ouvertes sur la plaine de la Loire est remarquable.

Les ondulations du relief sont soulignées par le dessin du parcellaire d'une façon tout à fait caractéristique : parcelles étroites, perpendiculaires à la pente et convergeant vers le sommet (le Crouzat).

Ces pentes font l'objet de cultures de lentilles.

Les grands enjeux en ce qui concerne le paysage

Les principaux enjeux sont les suivants :

- Compte-tenu de la forte pression urbaine, un risque de banalisation du paysage, surtout si l'on autorisait la construction le long des voies selon la tendance constatée dans les dernières décennies.
- Le traitement des berges de la Loire.
- La protection du paysage agricole avec deux risques : le mitage des constructions si l'on ne recentrait pas les possibilités d'urbanisation et l'avancée de la zone boisée.

En ce qui concerne le bâti et l'architecture :

L'intégration des constructions nouvelles, surtout pour les habitations individuelles dont le volume est souvent incongru dans le contexte des hameaux ou du bourg. Le regroupement des constructions dans des ensembles capables de s'intégrer est fortement souhaitable. La question peut d'ailleurs être résolue par le jeu des implantations de bâtiments et leur regroupement afin de former avec le bâti ancien des groupements homogènes.

9.2 LES ORIENTATIONS DU SCOT

Orientation 24 – Affirmer des limites nettes entre les entités urbaines en préservant les coupures vertes

PRESCRIPTIONS :

- ❖ Les documents d'urbanisme locaux identifient et localisent les limites durables à l'urbanisation de chaque entité urbaine, et les « coupures vertes » associées à maintenir, en s'appuyant sur les entités naturelles (ex: cours d'eau, boisement...) ou anthropiques (ex: route...) qui marquent des limites naturelles historiques ;
- ❖ Protéger strictement les parcelles définies comme « coupures vertes » en les classant en zone N ou A et en y interdisant toute nouvelle construction, exceptées les constructions d'intérêt collectif ;
- ❖ Toutes les communes du SCOT doivent mener cette réflexion. Toutefois, les communes présentant des objectifs spécifiques liées à des limites urbaines nettes, des coupures d'urbanisation, des respirations agricoles ou naturelles ou encore une maîtrise de l'étalement périphérique, dictés par les chartes de PNR, porteront une attention particulière à l'identification de ces « coupures vertes »

Orientation 25 – Préserver et valoriser les points de vue et panoramas, qui forgent le caractère identitaire

PRESCRIPTIONS :

- ❖ Le diagnostic paysager des documents d'urbanisme locaux **identifie les points de vue** remarquables en s'aidant notamment des Chartes des PNR Livradois-Foréz, PNR des Monts d'Ardèche et PNR des Sources et Gorges de l'Allier ;
- ❖ Ces points de vue sont pris en compte dans les projets d'aménagement du territoire, notamment lors des choix de localisation des projets urbains, et des zones à urbaniser ;
- ❖ Protéger les espaces ouverts (notamment les espaces agricoles ouverts) situés dans le cône de vue, y compris en contexte bâti, en maîtrisant d'une part, l'urbanisation de ces secteurs, et d'autre part le développement végétal (en privilégiant la mise en place de strates arbustives plutôt qu'arborées) ;
- ❖ Dans les espaces déjà urbanisés, maîtriser et organiser l'intégration paysagère de l'urbanisation :
 - o Veiller à un traitement qualitatif de l'aspect extérieur des constructions situées dans le périmètre des cônes de vue (matériaux, végétalisation du bâti, etc.) ;
 - o Réglementer les hauteurs, les volumes des bâtiments situés dans le périmètre des cônes de vue en favorisant une cohérence des gabarits et en fixant par exemple une hauteur à ne pas dépasser, en accord avec la ligne d'épannelage existante.
 - o Maîtriser et organiser l'intégration paysagère des aires et terrains de campings et de caravaning, des terrains et équipements sportifs, des cabanes et équipements légers, des clôtures.
- ❖ Protéger les itinéraires modes doux desservant ces points de vue remarquables afin de favoriser leur mise en valeur et leur découverte.
- ❖ Maîtriser la fermeture des perspectives paysagères par le développement des boisements, notamment dans les fonds de vallées, les abords des routes, des villages et des versants, en évitant l'identification d'Espaces Boisés Classés dans ces espaces, notamment au niveau du plateau de Craponne et de la Chaise-Dieu ;
- ❖ Dans le cas des covisibilités, porter une attention particulière à l'implantation, aux volumes et aux coloris des bâtiments par rapport aux paysages remarquables des vues afin de respecter les vues lointaines et notamment d'une rive à l'autre de la Loire et de l'Allier ;

❖ Dans le cas des perspectives paysagères, préserver de façon pérenne les éléments qui bornent la vue : dans le cas d'alignement d'arbres structurant par exemple, envisager le classement en espaces boisés classés (EBC). Eviter de construire dans le prolongement de la perspective. De plus, l'identification des EBC doit être compatible avec la gestion d'ouvrages d'intérêt général et de services publics implantés à leurs abords (réseaux de transports d'électricité) ;

Orientation 26 – Valoriser les routes et sentiers du pays, vecteurs d'images clés du territoire

PRESCRIPTIONS :

- ❖ Eviter les nouvelles urbanisations linéaires le long du chemin de St Jacques de Compostelle et du chemin de Stevenson.
- ❖ Inciter, en fonction des activités, l'implantation des aires de stationnement, de stockage ou de dépôt sur l'arrière des constructions et encourager les traitements paysagers pour réduire les impacts visuels depuis l'espace public ;
- ❖ Favoriser l'intégration paysagère (clôtures végétales, etc.) des constructions existantes qui bordent ou sont visibles depuis l'axe de St Jacques de Compostelle et de Stevenson, sauf pour les zones déjà urbanisées.

Orientation 27 – Garantir la qualité des franges urbaines et des entrées de ville

PRESCRIPTIONS :

- ❖ Elaborer une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) pour les secteurs d'entrée de ville peu qualitatifs afin d'améliorer leur lisibilité. L'OAP prévoira la restructuration du cadre bâti et des espaces publics, notamment dans le sens d'une meilleure intégration des usages piétons et d'une harmonisation des aménagements paysagers ;
- ❖ Identifier dans le diagnostic paysager des documents d'urbanisme l'ensemble des secteurs de franges urbaines et localiser les secteurs peu qualitatifs ;
- ❖ Mettre en place les outils réglementaires dans les documents d'urbanisme afin de qualifier les franges existantes : création d'alignement d'arbres, aménagement de liaison douce... ;
- ❖ Définir dans les OAP traitant de projets en extension urbaine et générant de nouvelles franges urbaines, les modalités permettant un traitement qualitatif de ces nouveaux espaces de transition : accompagnement végétal, qualité architecturale, implantation... ;
- ❖ Dans le cas d'enjeux cumulés d'entrée de ville et de franges urbaines, le secteur d'OAP pourra être étendu pour intégrer l'ensemble de ces espaces au vu de l'influence de la qualité des franges urbaines sur la qualité des entrées de ville ;

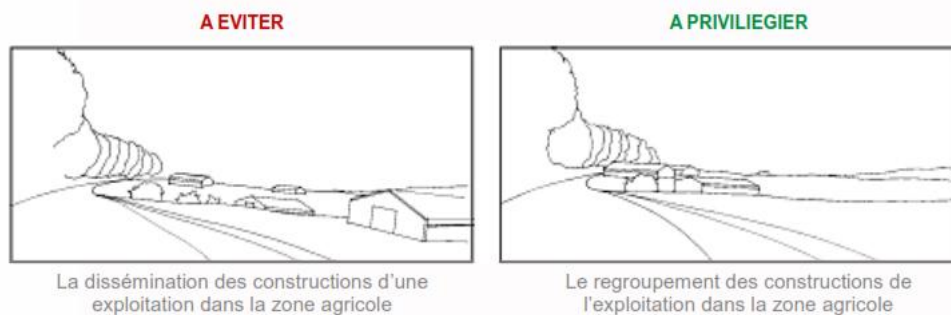
Orientation 28 – Veiller à l'intégration paysagère des zones d'activités et des bâtiments agricoles

PRESCRIPTIONS :

- ❖ Favoriser une intégration paysagère optimale des bâtiments d'activité : gammes de couleur (en accord avec l'environnement), matériaux locaux (locaux, traditionnels, innovants), formes urbaines et architecturales harmonieuses... ;
- ❖ Exiger un traitement qualitatif renforcé des zones d'activités localisées le long des axes routiers magistraux (voies de grand transit) et secondaires (voies de pénétrantes) :
 - o Mettre en place un aménagement paysager de qualité (alignements d'arbres, etc.) le long des axes routiers traversant les zones d'activités ;
 - o Inciter, en fonction des activités, l'implantation des espaces techniques et de stockage à l'arrière des bâtiments d'activité.
- ❖ Dans les secteurs d'intérêt paysagers (points de vue, perspective, sites remarquable...), définir des zones agricoles spécifiques non constructibles afin d'éviter l'implantation de bâtiments d'exploitation peu cohérents avec le paysage ;
- ❖ Considérer les points de vue et ouvertures visuelles (points hauts, angle de vue en plongée) dans le choix de localisation de l'implantation ou de l'extension d'une zone d'activités ou d'un bâtiment agricole afin de ne pas nuire à la qualité paysagère du territoire et éviter les covisibilités.

RECOMMANDATIONS :

- ❖ Proposer la végétalisation des constructions à vocation d'activités économiques et agricoles ainsi que les constructions de volume important, les aires de stockage ou de dépôt en façade des voies, afin d'assurer une meilleure intégration dans le paysage.
- ❖ Prêter attention à l'insertion des « volumes bâtis importants », notamment en milieu ouvert : préférer leur « accrochage » à un ensemble bâti déjà existant ou à une structure végétale (bosquet...).
- ❖ Eviter la dispersion des constructions d'une même exploitation agricole

**Ce qu'il faut retenir**

- La commune de Lavoûte-sur-Loire se situe dans l'unité paysagère des Gorges de la Haute-Loire.
- Le territoire communal met en évidence 3 unités paysagères : Haut plateau de Ceyssaquet ; Vallée de la Loire et zones de transition avec les terrasses agricoles de Veyrac et d'Emblavez.
- Ces différentes unités sont étroitement liées les unes aux autres, notamment, par les vues qu'il s'en dégage. Le territoire communal, par sa situation, offre de nombreuses vues larges et lointaines, et, réciproquement, il est un territoire vu, impliquant des constats à la fois positifs que négatifs.
- De nombreux en ce qui concerne le paysage : traitement des berges de la Loire, risque de banalisation du paysage,

Evaluation
des
suggestions

La préservation des espaces paysagers/naturels et une attention particulière portée au développement péri urbain participera à garantir un cadre de vie et une attractivité du territoire, tant pour les habitants que pour les touristes.

10 Le patrimoine et l'architecture

10.1 RAPPELS HISTORIQUES

Un cheminement de bornes expliquant l'histoire et le patrimoine de la commune.





10.2 LE PATRIMOINE ARCHÉOLOGIQUE

Il convient de rappeler :

- qu'en application des dispositions du livre V du code du patrimoine, les travaux publics ou privés concourant à l'aménagement sont susceptibles d'être conditionnés à l'accomplissement de mesures de détection et le cas échéant, de conservation ou de sauvegarde par l'étude scientifique, des éléments du patrimoine archéologique ; ces mesures sont prescrites par le Préfet de Région.
- que toute découverte fortuite doit m'être signalée sans délai, conformément à l'article L 531- 14 du code du patrimoine.

10.3 MONUMENTS HISTORIQUES

Source : monumentum.fr/

La commune dispose de 2 monuments historiques, lesquels engendrent une servitude (périmètre de protection de 500m).

L'église Saint Maurice - (Cl. M.H. du 12 avril 1944)

Place de l'Église 43800 Lavoûte-sur-Loire

Historique : Ce monument constitue un type intéressant d'église rurale du 12e siècle dans le Velay. Le prieuré de Lavoûte a été donné à l'abbaye de Tournus avant 1120. Du 12e siècle sont datables la nef, une partie du transept, la croisée surmontée du clocher sur coupole, quelques maçonneries du chœur. L'édifice se termine par un chevet carré percé d'une fenêtre dont la clairevoie appartient au 15e siècle. Il paraît probable que l'abside ayant dû être ruinée vers cette époque, l'église fut fermée à l'est par un mur. La porte d'entrée primitive, aujourd'hui murée, était au nord. Adjonction de chapelles ouvrant sur le transept au 19e siècle.



Réfection complète de la façade, avec escalier en tourelle et construction d'une sacristie.

Périodes de construction : 12e siècle.

Château de Lavoûte-Polignac : façades et toitures (Inv. M.H. du 16 février 1967)

Éléments protégés : Façades et toitures (cad. B 19) : inscription par arrêté du 16 février 1967.

Historique : Château presque entièrement reconstruit au 19e siècle d'après des modèles anciens. Les vastes bâtiments qui entouraient la cour disparurent dans un incendie. En 1793, ne restait debout que l'aile construite au-dessus du ravin. L'édifice fut vendu comme bien national et entièrement dépecé. Les parties anciennes sont réduites à quelques pans de murs, une porte du 14e et 17e siècle, quelques fenêtres et la chapelle (salle voûtée d'ogives). Le bâtiment central comportant deux étages a été fortement restauré. Il comprend la porte d'entrée datée de 1634.



Périodes de construction : 14e siècle, 17e siècle, 19e siècle.

Il est à noter également la présence du **site inscrit du Château et boucle de la Loire**. - parcelles n° 996 à 998, 1005, 1010, 1011, I O 14, 1040, 1041, 1044, 1045, 1173, 1197, 1198, 1200, 1214, 1219, 1220, 1224, 1225, 1258 à 1260, 1263 à 1267, 1273 et 1274 section A (Inv. M.H. du 23 septembre 1949).

La commune est soumise aux servitudes de protection des Monuments Historiques. La loi de 1930 fixant la protection des Monuments Historiques, fut complétée celle de 1943 qui détermine la protection des abords des Monuments Historiques en instituant un périmètre de 500 m. Cette loi confirme la solidarité du monument avec son environnement immédiat (généralisant un paysage qui ne se résume pas au seul monument).

De plus, il est à rappeler que d'après l'article R 111.3.2 du code de l'urbanisme, "le permis de construire peut être refusé ou n'être qu'accordé que sous réserve de l'observation des prescriptions spéciales si les constructions sont de nature, par leur localisation, à compromettre la conservation ou la mise en valeur d'un site ou de vestiges archéologiques".

10.4 LE PETIT PATRIMOINE RURAL

Le territoire communal dispose d'un petit patrimoine varié. Ces éléments constituent de précieux témoins des pratiques sociales, des croyances, du savoir-faire et des techniques liés à une architecture locale. Ils se rattachent à la vie économique, religieuse, agricole et même militaire.

- Le petit patrimoine religieux, votif ou commémoratif :
 - Des croix en pierre essentiellement, et plus ou moins anciennes
 - Monument aux morts
- Le petit patrimoine lié à l'eau :
 - Abreuvoir
 - Lavoir
- Le petit patrimoine lié à l'économie et l'artisanat : un four à pain,
- Le petit patrimoine lié à l'urbanisme : murets de pierres clôturant les espaces bâtis.



Four à pain de Pimparoux.

Le Pont Vieux, un édifice qui s'inscrit dans le patrimoine vivant de son territoire, nécessite désormais des travaux importants pour sa conservation.

Le Pont Vieux, par son histoire, son architecture, son emplacement et sa fonction de lien social, s'inscrit dans le patrimoine vivant de Lavoûte-sur-Loire, de L'Emblavez et de la Haute-Loire. Pont très ancien, probablement médiéval, il est incontournable pour accéder au village jusqu'aux années 1850 (date de construction de la route de la vallée de la Loire et du nouveau pont). Il est dès lors laissé à l'abandon. Présentant 6 arches sur 1 longueur de 90m, il ne reste qu'à ce jour que 3 arches dont 1 enjambe la Loire mais ne permet pas de la traverser. Son état actuel met en évidence les différentes strates de construction, et de restructuration, nous renseignant sur les techniques employées depuis le XII^e siècle.



L'état de l'ensemble de l'édifice est inquiétant. L'ouvrage est fortement dégradé par la végétation et les maçonneries sont déjointées. Les dernières crues ont sapé les fondations. Ce projet comprend des enjeux patrimoniaux : le Pont Vieux appartient à la mémoire collective. Le projet de restauration veillera à conserver ses caractéristiques architecturales tout en permettant sa sécurisation, sa consolidation et sa mise en valeur.



Le projet est porté par la mairie de Lavoûte-sur-Loire et soutenu par la Mission Patrimoine portée par Stéphane Bern, déployée par la Fondation du patrimoine, avec le soutien du ministère de la Culture et FDJ.

La réhabilitation de ce pont constitue un enjeu environnemental majeur. Enjambant la Loire, au niveau d'une boucle classée pour ses caractéristiques géologiques et son environnement par la DREAL en 1956, le Pont Vieux est intimement lié à ce fleuve sauvage et participe à la mise en valeur de ce site exceptionnel des Gorges de la Loire.

Mais ce projet représente aussi un enjeu socio-économique important. L'attrait touristique du Pont Vieux est indéniable pour un très large public, du promeneur au randonneur du GR3, du pèlerin du chemin de Saint-Jacques de Compostelle au marcheur du parcours Respirando, des adeptes de canoë/kayak aux vététistes. Rétablir un franchissement piétonnier (voire cycliste) sur cet itinéraire médiéval retrouvé, permettrait de reconnecter le centre bourg historique (église classée au titre des monuments historiques) et de dynamiser l'économie locale et au-delà.

<https://www.fondation-patrimoine.org/les-projets/pont-vieux-de-Lavoûte-sur-loire>

10.5 LE BATI TRADITIONNEL



Les différentes constructions ont su s'accommoder des ressources que leur offraient le sol et le sous-sol. Les constructions de la commune présentent une grande homogénéité dans les types de matériaux utilisés et dans leur mise en œuvre (granites).

Les toitures sont des éléments importants du paysage urbain. Les formes variées du parcellaire génèrent des formes de toitures tout aussi variées, mais la présence de caractéristiques fortes contribue à l'unité des constructions et de leur ensemble. Les couvertures possèdent généralement deux longs pans, mais, selon la surface couverte et la localisation de l'édifice, certains peuvent être réduits à un seul (constructions appuyées sur d'autres).

- La tuile canal constitue le recouvrement traditionnel du territoire. Il arrive qu'une génoise vienne agrémenter la jonction entre le toit et les murs.
- La tuile mécanique constitue aujourd'hui le matériau le plus répandu.



D'une manière générale, la **hauteur** des constructions est comprise entre R+c à R+1+c.

- Les constructions R+1+c constituent généralement les fermes.
- Quelques constructions anciennes en milieu urbain présentent des R+2.
- En périphérie des villages, les constructions modernes se résument à R+c et R+1+c.

L'architecture traditionnelle

Les villages et hameaux apparaissent comme des entités groupées, et se distinguent par une origine communautaire.

La ferme bloc à terre : Le logis et la grange sont regroupés sous le même faitage. On retrouve en série le volume habitation et le volume de la grange étable. Ces constructions présentent une R+1+ combles. Ce modèle prédominant se décline sous plusieurs formes : avec ou sans rupture de toiture entre le logis et les parties agricoles.



Dans les cœurs de villages, ces constructions sont installées généralement avec le pignon en façade sur la rue ou l'espace public.

L'accès à la grange qui occupe le premier niveau se fait à l'aide d'une montade ou levade. L'étable se situe sous la grange. La montade peut être l'occasion d'aménager une remise sous la montade elle-même.



La ferme bloc à éléments perpendiculaires : Le logis est indépendant et constitue un volume unique de trois à quatre travées, sur deux niveaux et un niveau de comble. Les bâtiments qui composent la ferme sont disposés autour d'une cour fermée. Ils peuvent être accolés ou distincts du logis. L'implantation présente une organisation majoritairement en L.



En cœur de bourg, les constructions anciennes se sont adaptées à un parcellaire différent (plus petit, plus étroit) que dans les hameaux peu denses. Les constructions se sont développées en hauteur (R+1+combles à R+2) tout en conservant sous le même toit (ou en tout cas sur la même parcelle), les vocations habitat et agricoles.



L'architecture récente

Constructions urbaines : Ces constructions se sont généralement installées le long des axes principaux et carrefour. Elles présentent une vocation d'habitat principalement, pouvant accueillir plusieurs logements ; et parfois une vocation d'activités ou mixte.



Constructions du début 20^{ème} siècle : Ces constructions présentent une unique fonction : habitat, économique. Installées généralement en retrait du front de rue, derrière des murs de clôtures, ces maisons développent 1 à 2 niveaux au-dessus du rez-de-chaussée. Les toitures sont plus complexes que les maisons traditionnelles : noues, croupes, combles mansardés. Les couvertures sont généralement grises.



Pavillons : Ils correspondent à une urbanisation récente autour du bourg et des villages. L'implantation de la maison est souvent en milieu de parcelle, alors que la taille de celle-ci se réduit progressivement. C'est une maison souvent qui s'étale de façon linéaire. Elle utilise souvent des matériaux contemporains et des formes en rupture totale avec l'architecture vernaculaire.





10.6 LES ORIENTATIONS DU SCOT

Orientation 23 – Préserver et valoriser le patrimoine bâti historique, connu et vernaculaire

PRESCRIPTIONS :

- ❖ Les documents d'urbanisme locaux recensent les éléments de patrimoine ordinaire et remarquable qu'il est nécessaire de protéger pour asseoir l'identité du territoire. Il s'agit d'églises prieurales, de chapelles, de fermes, d'assemblées ou maisons de la Béate, de commanderies, de châteaux, de chibottes, de calvaires, etc., ne bénéficiant pas nécessairement de protection ;
- ❖ Les murets de pierre maillant les espaces agricoles feront l'objet d'un recensement spécifique ;
- ❖ Ces éléments font l'objet d'un classement au titre de l'article L. 151-19 du Code de l'Urbanisme. Des dispositions réglementaires devront être associées à cette identification en adoptant des règles plus ou moins strictes en fonction des éléments recensés, des besoins d'évolution et de mutation du bâti ;
- ❖ Le changement de destination de certains éléments de patrimoine peut être envisagé lorsque celui-ci permet sa préservation de façon pérenne ;
- ❖ Pour faciliter la découverte de ce patrimoine et le valoriser, les documents d'urbanisme locaux recensent et protègent les itinéraires de modes doux qui desservent ces points d'intérêt. A cette occasion les drayes seront intégrés au recensement ;
- ❖ Les documents d'urbanisme traduisent l'objectif de mise en réseau et mise en scène du patrimoine bâti de renommée internationale ;

RECOMMANDATIONS :

- ❖ Une signalétique spécifique et harmonisée à l'échelle du SCOT pourrait être mise en œuvre autour des éléments de patrimoine bâti, particulièrement dans les centres urbains, pour créer de véritables boucles de découverte.
- ❖ La requalification/réhabilitation du patrimoine bâti traditionnel est à encourager ainsi que l'amélioration de sa connaissance.
- ❖ Envisager le suivi des recommandations du guide de la Fondation du Patrimoine pour la restauration du bâti ancien.

- ❖ Poursuivre les dynamiques de requalification des villages touristiques, notamment par des aménagements qualitatifs de l'espace public.
- ❖ Eviter l'aménagement de parkings sur les places publiques.
- ❖ Les opportunités de mise en valeur du patrimoine bâti sont à étudier :
 - o Par l'ouverture au public des éléments de patrimoine bâti aujourd'hui non accessibles ;
 - o Par l'utilisation des éléments de patrimoine bâti pour l'implantation d'équipements publics, tout en maintenant leur caractère patrimonial.
- ❖ Les communes peuvent, à travers des actions de préemption par exemple, permettre la rénovation du patrimoine bâti des centre-bourgs.

Ce qu'il faut retenir

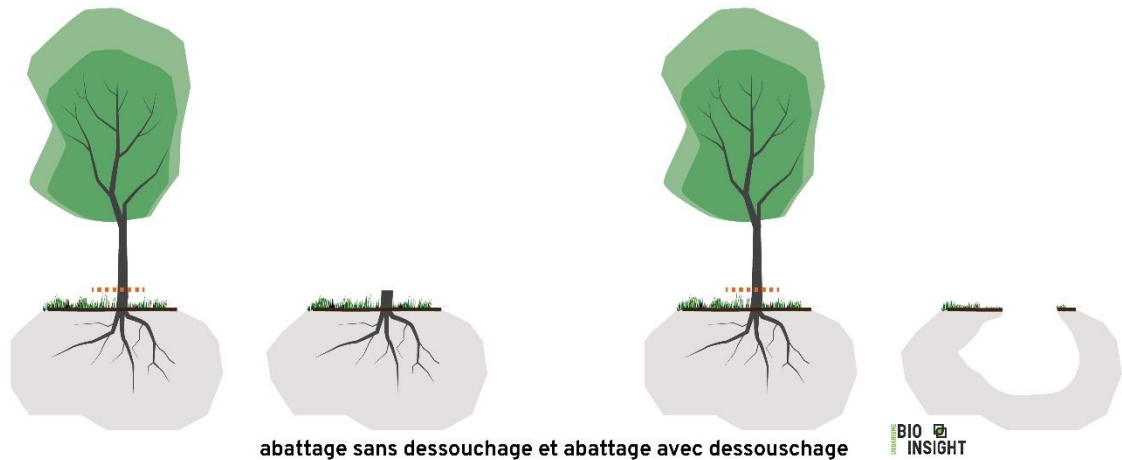
- La commune dispose de 2 monuments historiques, lesquels engendrent une servitude (périmètre de protection de 500m) : l'église Saint-Maurice et le château de Lavoûte-Polignac.
- Il est à noter également la présence du site inscrit du Château et boucle de la Loire
- Le territoire communal dispose d'un petit patrimoine varié. Ces éléments constituent de précieux témoins des pratiques sociales, des croyances, du savoir-faire et des techniques liés à une architecture locale. Ils se rattachent à la vie économique, religieuse, agricole et même militaire.
- Les différentes constructions ont su s'accommoder des ressources que leur offraient le sol et le sous-sol. Les constructions de la commune présentent une grande homogénéité dans les types de matériaux utilisés et dans leur mise en œuvre (granites).

Evaluation des suggestions

La préservation des espaces paysagers/naturels et une attention particulière portée au développement péri urbain participera à garantir un cadre de vie et une attractivité du territoire, tant pour les habitants que pour les touristes.

LEXIQUE

Abattage : opération qui consiste à faire tomber un arbre sur pied en le coupant à sa base. Un abattage sans dessouchage permet le recépage*.



Arbre isolé et secteurs d'arbre isolé : dans le cadre de la définition de la TVB d'un territoire, un secteur d'arbre isolé est un arbre localisé dans une surface agricole/naturelle ouverte (non boisée) mais éloigné de l'ordre d'une dizaine de mètres au minimum d'une haie, d'un alignement d'arbre ou d'une surface boisée. Ce sont des habitats naturels et constituent à la fois des réservoirs de biodiversité (réseau de reposoirs, nichoirs, perchoirs et sites de nourrissage... pour des espèces d'oiseaux ainsi que des chauves-souris (gîtes à chauves-souris), des rapaces, insectes...) mais également des « corridors » écologiques pour ces mêmes espèces en lien avec d'autres secteurs. Les secteurs d'arbre isolés sont d'essences locales (généralement pas d'espèces d'ornement telles que des tuyas ou séquoia). Un arbre d'une surface artificialisée telle que des espaces verts, parcs urbains, jardins des tissus pavillonnaires... est un autre type de secteur.

Arrêté préfectoral de protection de biotope (APPB) : c'est une mesure de protection du patrimoine biologique qui a pour objet la protection des milieux indispensables à la survie des espèces de la faune et de la flore sauvage protégées. Cette procédure réglementaire qui relève du Code de l'environnement (L411-1 et R411-15 à R411-17) est prise à l'initiative de l'Etat par le préfet du département ; elle est édictée pour une période temporaire ; elle est donc simple à mettre en œuvre. Cette mesure porte sur le milieu et non sur les espèces mais elle peut être forte si les espèces sont protégées au sens du L411-1 du code de l'environnement. Un APPB conduit à un classement avec publication de mesures opposables aux tiers et aux propriétaires qui n'ouvre cependant pas de droit à indemnisation. Mais un APPB ne constitue pas une servitude d'utilité publique annexée aux documents d'urbanisme.

Bosquets et secteurs de bosquet : les bosquets sont des regroupements d'arbres dont la surface est inférieure à 50 ares (0,5 hectare ou 5 000 m²) appelés « bois » (IGN). Dans le cadre de la définition d'une trame verte et bleue (TVB) d'un territoire sous la forme de continuités écologiques, plus particulièrement d'une sous-trame boisée ou bocagère selon les territoires, les secteurs de bosquet sont des surfaces boisées qui ne sont pas des secteurs de forêt présumée ancienne* ni des secteurs de forêt naturelle*. Ces secteurs de bosquets parfois de superficie supérieure à 0,5 hectares peuvent être très récents et constitués de différentes essences dont une espèce exotique envahissante* : le robinier. En contraste avec les secteurs de forêt présumée ancienne*, c'est donc beaucoup plus la connexité (corridor discontinu à partir d'un secteur de bosquet ou d'un réseau de secteurs de bosquet) que la biodiversité (réservoirs de biodiversité) qui est recherchée dans la définition et la protection des secteurs de bosquet de la TVB d'un territoire.

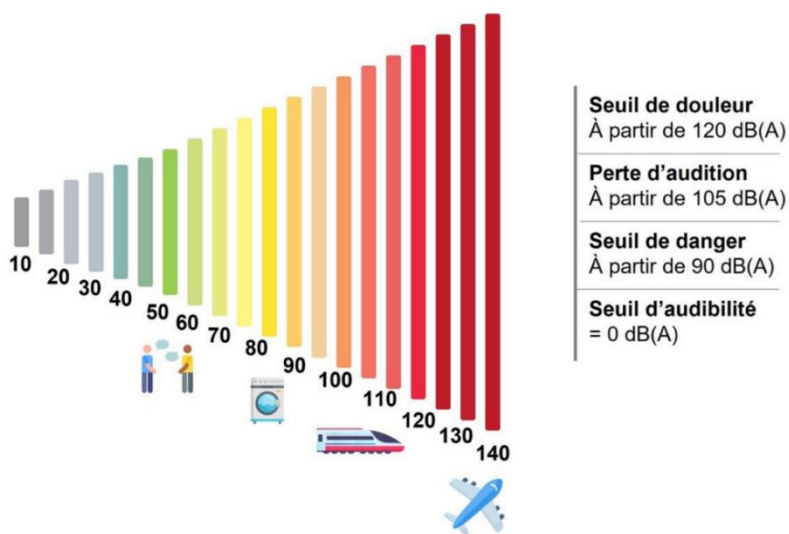
Bruit : unité de bruit DB(A)

Le son est défini par trois caractéristiques :

- La fréquence : nombre de vibrations par seconde de l'onde, elle est exprimée en Hertz. Une fréquence élevée donnera lieu à un son aigu alors qu'une fréquence faible à un son grave. L'oreille humaine est capable d'entendre les sons dont la fréquence se situe entre 20 Hz et 20 000 Hz.
- Le niveau sonore : amplitude du son, il est exprimé en décibel (dB). L'oreille humaine perçoit les sons à partir de 0 dB et jusqu'à 120 dB, qui correspond au seuil de douleur.
- La durée : temps d'exposition de l'oreille au son.

Bien que l'oreille humaine perçoive les sons entre 20 et 20 000 Hz, elle reste plus sensible aux fréquences comprises entre 500 et 6 000 Hz. Cette sensibilité est prise en compte dans la réglementation au travers de la pondération A, qui permet de se rapprocher de la perception du son par l'oreille humaine. Les résultats de mesure ou d'estimation de niveaux de bruit sont donc exprimés en dB(A).

Le bruit correspond à un ensemble de sons dont les fréquences et niveaux sonores sont différents. Perçu généralement de manière négative, le bruit possède de nombreuses sources, qui pour certaines représentent un danger dans le cas d'une exposition trop forte ou sur la durée.



Bruit (carte de bruit stratégique de la directive européenne) : indicateurs (cartes bruit A et C)

La Directive Bruit 2002/49/CE définit deux indicateurs communs du niveau sonore :

- *Lden* (sigle de *Level day-evening-night*) pour évaluer l'exposition au bruit moyenne perçue en une journée ;
- *Lnight* pour évaluer l'exposition au bruit moyenne perçue pendant la nuit.

L'indicateur *Lden* est calculé à partir des indicateurs *Lday*, *Levening* et *Lnight* qui sont respectivement les indicateurs de bruit associés à la gêne en période diurne, en soirée et de perturbation du sommeil. Les différences de sensibilité au bruit sont prises en compte au travers d'une pondération de 5 dB(A) en soirée et 10 dB(A) la nuit. La Directive Bruit impose les plages de niveaux de bruit attendues dans les cartes de bruit stratégiques pour chaque indicateur :

- *Lden* : 55-59, 60-64, 65-69, 70-74, >75 dB(A) ;
- *Lnight* : 50-54, 55-59, 60-64, 65-69, >70 dB(A).

Celles-ci devant correspondre au niveau de bruit à 4 m de hauteur. La représentation de ces niveaux de bruit est encadrée par la norme française NF S 31-130 qui associe à chacun une couleur, selon le codage RVB (Rouge, Vert, Bleu).

Niveau sonore en dB(A)	R	V	B	Couleur
Inférieur à 45	76	200	0	
45-50	85	255	0	
50-55	185	255	115	
55-60	255	255	0	
60-65	255	170	0	
65-70	255	0	0	
70-75	213	0	255	
>75	150	0	100	

Les cartes de type C correspondent à la représentation des zones où les valeurs limites sont dépassées. Ces seuils sont indiqués dans l'article 7 de l'arrêté du 4 avril 2006 modifié, ils dépendent de l'indice et du type d'infrastructure de transport. Les couleurs de représentation sont aussi encadrées par la norme NF S 31-130.

Niveau de bruit en dB(A)		
Source	L _{den}	L _{night}
Route ou LGV	68	62
Voie ferrée conventionnelle	73	65
Activité industrielle	71	60
Aérodromes	55	50

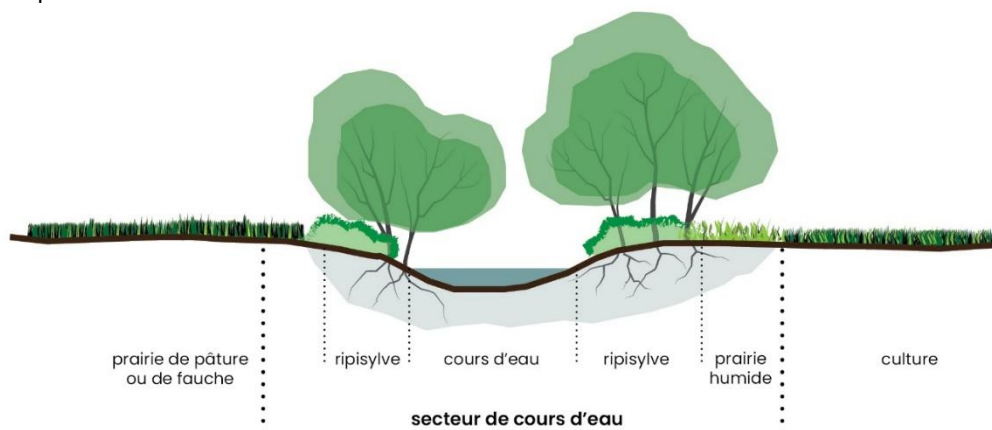
Niveau de bruit en dB(A)						
Source	L _{den}			L _{night}		
Codes RVB	255	106	0	255	0	220
Couleur						

Coupe jardinatoire : coupe ponctuelle (abattage d'arbres ou de petits groupes d'arbres) qui vise à la fois des objectifs de récolte de bois commercialisables, d'amélioration et de régénération naturelle conduisant à des structures irrégulières (arbres d'âges, hauteurs et diamètres différents dans le même peuplement, périmètre ou parcelle).

Coupe définitive sur régénération naturelle acquise : dernière coupe du cycle de coupes progressives de régénération naturelle qui fait suite à des coupes d'ensemencement puis à des coupes secondaires ; la coupe définitive met en pleine lumière la régénération naturelle acquise (semis) par récolte des derniers arbres semenciers, à l'exception d'éventuelles réserves.

Coupe rase : coupe unique de régénération artificielle (plantation) ou de régénération naturelle sexuée (ensemencement) ou végétative (taillis) consistant à abattre en une seule opération la totalité des arbres d'un peuplement* ou d'un périmètre dont **le sol est ainsi mis à nu et perd totalement son couvert végétal** (mis à part un ou deux arbres parfois laissés).

Cours d'eau et secteurs de cours d'eau : dans le cadre de la définition de la TVB d'un territoire, plus particulièrement d'une sous-trame humide, un secteur de cours d'eau définit un regroupement d'habitats naturels* humides boisés : ripisylves* et forêts alluviales, et ouverts : prairies humides, prairies, cultures... frangeant le lit mineur (et majeur) d'un cours d'eau. Avec le cours d'eau proprement dit, ces habitats naturels* humides boisés et ouverts constituent une continuité écologique à son échelle. C'est ainsi qu'un secteur de cours d'eau privilégie la continuité écologique globale d'un cours d'eau en intégrant des éléments par forcément humides mais participant de cette continuité. Il faut préciser que lorsqu'une prairie humide est très étendue, sa partie la plus éloignée peut être dissociée du secteur de cours d'eau pour relever d'un secteur de prairie humide* de la TVB. Enfin, il importe de rappeler que les retenues sur cours d'eau ne sont bien sûr pas intégrées dans un secteur de cours d'eau puisqu'elles fragmentent et artificialisent cette continuité écologique que constitue un secteur de cours d'eau. Elles forment alors des secteurs de retenue*.



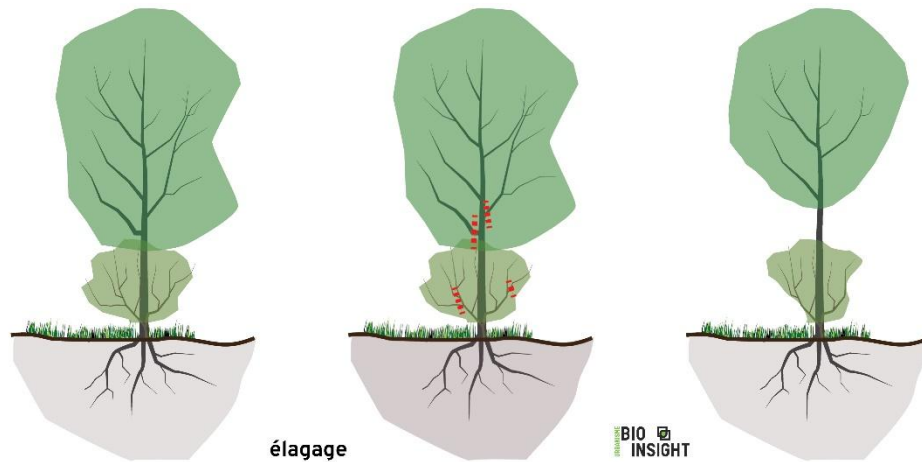
bioinsight .

COVNM : les composés organiques volatils non méthaniques sont les solvants, les hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP : benzène, toluène, xylène...), les alcools, les esters, les composés chlorés, azotés et soufrés, ou d'autres composants qui sont ajoutés pour améliorer l'efficacité de l'agent nettoyant. L'origine de ces différentes familles varie. Certaines sources sont naturelles (forêts, zones boisées...), d'autres sont liées à des activités humaines.

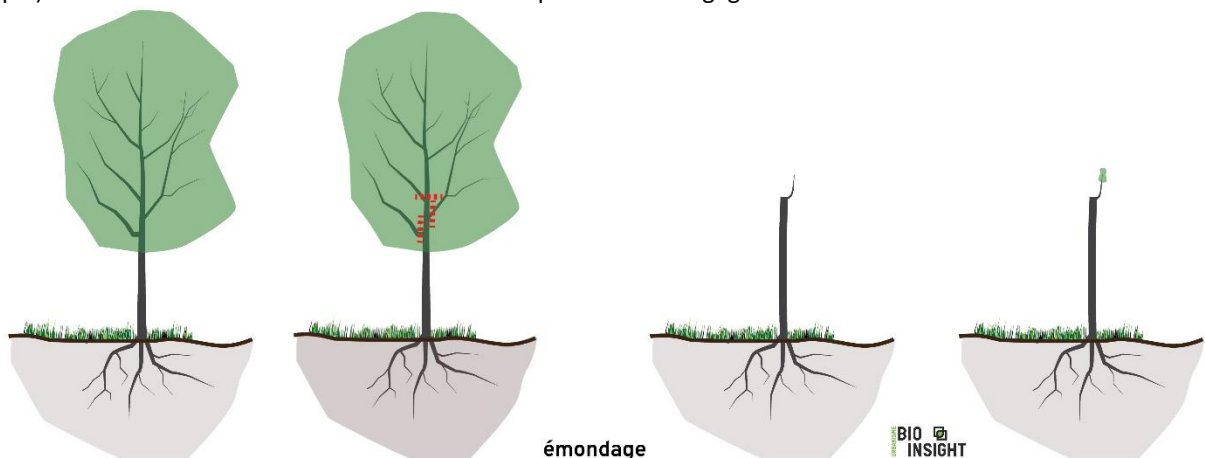
Défrichement : « est un défrichement toute opération volontaire ayant pour effet de détruire l'état boisé d'un terrain et de mettre fin à sa destination forestière » (L341-1 du Code forestier). Les deux conditions doivent être vérifiées cumulativement (DGPE/SDFCB/2015-925 03/11/2015). C'est donc un changement d'occupation du sol permanent qui fait passer d'un état du sol boisé à un autre état du sol : prairie, culture, chemin, routes, bâtis, artificialisation... Un défrichement ne présente donc pas un minimum de surface, pouvant se faire dès le premier m² (le L341-1 du Code forestier ne mentionne pas de surface minimale), cela quel que soit la surface du massif boisé où cette opération de

défrichement est réalisée. Une coupe rase* avec dessouchage qui est l'étape préalable au défrichement* d'un périmètre donné peut être considérée comme un défrichement* transitoire si la destination forestière de ce périmètre est ensuite maintenue. Le défrichement est au sol ce que l'abattage* est à un arbre et une coupe rase* est à un peuplement*.

Élagage : c'est un prélèvement ciblé des branches d'un arbre ou d'une haie à comparer avec la taille* et l'émondage d'un arbre ou d'une haie.



Émondage : l'émondage est à la tête d'un arbre ce que le recépage* est au pied. C'est un prélèvement de l'ensemble (ou presque) des branches d'un arbre ou d'une haie à comparer avec l'élagage* et la taille* d'un arbre ou d'une haie.



Espaces naturels sensibles (ENS) : la politique ENS relève de la seule compétence du conseil départemental (L113-8 CU). Les objectifs de cette politique sont la préservation, la gestion et la valorisation de l'environnement ainsi que l'accueil du public sous réserve de la non-dégradation des sites. Elle est mise en œuvre grâce à deux instruments : un instrument financier (la part départementale de la taxe d'aménagement) et un instrument juridique (la création de zone de préemption). Pour mettre en œuvre la politique prévue à l'article [L113-8](#), le département peut créer des zones de préemption. Les zones de préemption sont créées par le conseil départemental en accord (ou non) avec la commune concernée (L113-14, L215-1 et L215-4 CU) et après avis des représentants des professions agricoles et sylvicoles (chambres d'agriculture et CRPF). Aussi, dans ces zones de préemption, les ENS se fondent-ils sur la maîtrise foncière de terrains, par voie amiable, par expropriation ou par droit de préemption ainsi que sur leur usage dans le cadre de conventions passées avec les propriétaires. En matière d'effets sur l'utilisation du sol, l'article R113-15 CU dispose qu'un projet proposé par le conseil départemental « peut en outre, lorsqu'il concerne des espaces situés dans les zones de préemption créées dans les conditions définies aux articles L215-1 et suivants :

1° édicter les mesures de protection des sites et paysages et prévoir les règles d'utilisation du sol, notamment les mesures limitant les ouvertures de chemins et les adductions d'eau, lorsque ces travaux sont réalisés par des particuliers et n'ont pas pour objet d'assurer la desserte des bâtiments existants ou d'améliorer des exploitations agricoles ;
2° interdire ou soumettre à des conditions particulières l'aménagement et l'ouverture des terrains destinés à accueillir de manière habituelle des tentes, des caravanes ou des habitations légères de loisirs. »

Il convient de rappeler que, de manière générale, le Département peut engager une maîtrise foncière, y compris en dehors des zones de préemption ENS, que ce soit par acquisition à l'amiable, par conventionnement ou par tout autre outil. Cette maîtrise peut se faire de manière directe par le Département ou en partenariat avec des collectivités ainsi que le définit l'article L331-3 CU).

Espèces exotiques envahissantes : selon le règlement Européen R1143 / 2014, une espèce exotique envahissante est « une espèce exotique [allochtone ou non autochtone ; exogène ou non indigène] dont l'introduction ou la propagation s'est révélée constituer une menace pour la biodiversité et les services écosystémiques associés, ou avoir des effets néfastes sur la biodiversité et les dits services ».

Etat de conservation d'un habitat naturel : pour la directive Habitats, l'état de conservation d'un habitat naturel est considéré comme favorable lorsque :

- « son aire de répartition ainsi que les superficies qu'il couvre au sein de cette aire sont stables ou en extension, et
- la structure et les fonctions spécifiques nécessaires à son maintien à long terme existent et sont susceptibles de perdurer dans un avenir prévisible, et
- l'état de conservation des espèces qui lui sont typiques est favorable ».

Etat de conservation d'une espèce : pour la directive Habitats : « Effet de l'ensemble des influences qui, agissant sur l'espèce, peuvent affecter à long terme la répartition et l'importance de ses populations. »

Flore protégée : les espèces de flore qui bénéficient d'une protection réglementaire sont inscrites aux annexes 1 et 2 des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire que présentent les arrêtés ministériels du 20 janvier 1982 et du 31 août 1995. Plus précisément ces arrêtés disposent dans l'article 1 : « Afin de prévenir la disparition d'espèces végétales menacées et de permettre la conservation des biotopes correspondants, il est interdit en tout temps et sur tout le territoire national de détruire, de colporter, de mettre en vente, de vendre ou d'acheter et d'utiliser tout ou partie des spécimens sauvages des espèces sauvages présents sur le territoire national, à l'exception des parcelles habituellement cultivées, des espèces citées à l'annexe I du présent arrêté. » Ils disposent également pour l'article 2 : « Aux mêmes fins, il est interdit de détruire tout ou partie des spécimens sauvages présents sur le territoire national, à l'exception des parcelles habituellement cultivées, des espèces inscrites à l'annexe II du présent arrêté. »

Cette liste nationale de protection réglementaire est, par ailleurs, complétée par des espèces protégées en région Auvergne au titre de l'arrêté du 30 mars 1990 « relatif à la liste des espèces végétales protégées en région Auvergne complétant la liste nationale ». Ces espèces protégées en Auvergne bénéficient donc de la même protection réglementaire, mise à part la formulation finale de cet arrêté régional disposant que les « interdictions de destruction, de coupe, de mutilation et d'arrachage, ne sont pas applicables aux opérations d'exploitation courante des fonds ruraux sur les parcelles habituellement cultivées ».

L'urbanisation de secteurs où se localisent ces espèces bénéficiant d'une protection réglementaire pourrait générer des perturbations, voire la destruction de ces stations (biotopes) qu'il convient donc de conserver d'après la législation. Aussi est-ce vers un aménagement réfléchi des parcelles correspondantes, intégrant une protection ciblée de ces espèces protégées qu'il convient de s'orienter.

C'est ainsi que tout projet risquant de porter atteinte à une espèce protégée doit, au préalable, faire l'objet d'un dépôt d'une demande de dérogation auprès des services de l'Etat. Une telle demande doit faire la démonstration de l'inexistence de solutions alternatives au projet de destruction d'une telle espèce protégée.

Forêts et bois : les seuils les plus utilisés pour la définition d'une forêt (BD Forêt IGN V2) :

- la forêt présente une surface minimale de 50 ares (5 000 m²) ;
- une forêt entre 50 ares et 2 ha est une forêt en îlots ;
- la **forêt fermée** se sépare de la **forêt ouverte** par une couverture arborée supérieure à 40 % ;
- la **forêt ouverte** se sépare des autres types de formations végétales, notamment des **landes** par une couverture arborée supérieure à 10 % ;
- la pureté d'un peuplement* selon sa composition ou son essence se détermine à partir du seuil de 75 % de couvert libre relatif des arbres ;
- le **bosquet** appelé **bois** dans la BD Topo IGN présente une superficie de 5 ares à 50 ares ;
- les arbres isolés présentent une superficie de 80 m² à 5 ares ;
- la haie à une largeur inférieure à 20 m.

Forêts présumées anciennes : l'ancienneté qualifie la durée sans interruption de l'état boisé d'un lieu depuis une date fixée. Pour une forêt dite ancienne, la date fixée est le minimum forestier du milieu du XIX^{ème} siècle, c'est-à-dire que le lieu a pu être défriché puis reboisé **avant** le minimum forestier. Aucune caractéristique d'exploitation ou de non-exploitation, de maturité des peuplements ou d'avancement dans la succession écologique, n'est liée à cette définition. C'est ainsi qu'une forêt ancienne peut très bien ne pas abriter aujourd'hui de vieux arbres. La maturité écologique n'est pas dépendante de l'ancienneté de l'état boisé : une forêt peut être mature (très gros arbres, bois morts...) sans pour autant être considérée comme forêt ancienne parce qu'ayant dans le passé subi un défrichement pour mise en culture. Plus précisément, les forêts anciennes sont par conséquent des forêts figurées sur les cartes d'état-major du milieu du XIX^{ème} siècle toujours boisées actuellement (Cateau *et al.* 2015) appelées aussi forêts présumées anciennes (BD Carto © Etat-Major IGN et BD Forêt © v2 IGN – Production : CBNMC).

Dans le cadre d'une démarche TVB de PLU (sous-trame forestière : biodiversité forestière), les forêts présumées anciennes sont les forêts figurées sur les cartes d'état-major du milieu du XIX^{ème} toujours boisées actuellement dont on a expurgé les surfaces pour lesquelles **on a connaissance** dans le passé, par analyse visuelle diachronique de photo aériennes et d'images satellitaires, des phénomènes suivants :

- défrichements* anciens ;
- défrichement* transitoire d'une coupe rase* avec dessouchage pour une plantation régulière ;
- défrichement* transitoire d'une coupe rase* sans dessouchage ;
- plantations régulières (douglas...).

Ne sont pas donc pas concernés les défrichements* permanents, c'est-à-dire un changement d'occupation du sol qui a fait passer d'un état du sol boisé à un autre état du sol : prairie, culture, chemin, route, bâti, artificialisation, urbanisation, à toutes les échelles spatiales d'une forêt (d'un individu au peuplement).

Forêt de protection : vise la conservation de forêts (de montagne, périurbaine, dunaires, littorales, alluviales) présentant de forts enjeux écologiques comme sociaux ainsi qu'en matière de risques naturels. Instituée en application des L141-1 à L141-3 du Code forestier, ce statut très restrictif quant à son exploitation est un outil d'aménagement de territoire affectant l'utilisation du sol et étant opposable aux tiers. En effet, au titre du L141-2 du Code forestier (CF), « le classement comme forêt de protection interdit tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation ou la protection des boisements ».

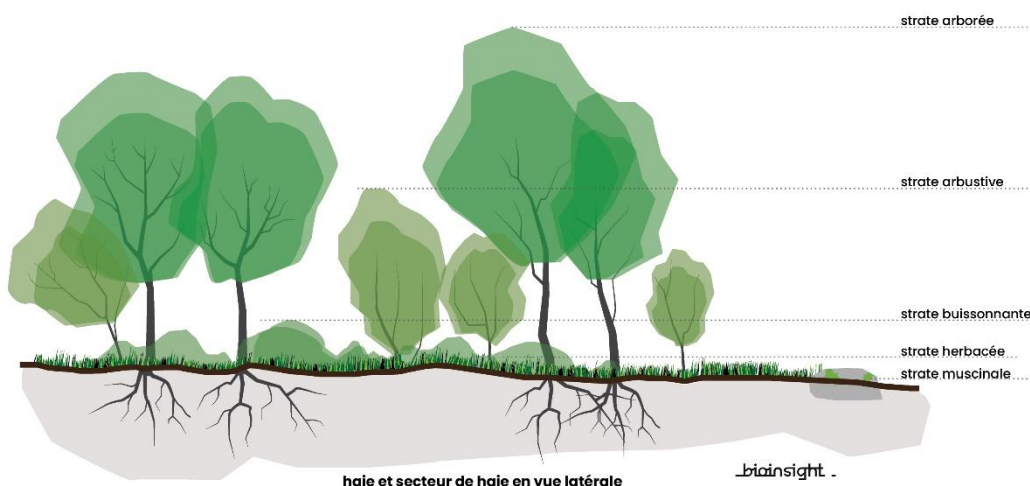
Forêt relevant du régime forestier : les forêts soumises au régime forestier et instituées en application des articles [L151-1](#) à L151-6 du Code forestier (bois ou forêts relevant du régime forestier) figurent en annexe au PLU (R151-53 CU).

Haies et secteurs de haie : une haie est un élément linéaire du paysage composé d'arbres ou arbustes et géré par l'homme (Baudry & Jouin 2003) dont les fonctions et rôles sont très nombreux (Liagre 2018). Elle peut être unie ou pluristratifiée et se composer de diverses essences en fonction de la région dont elle provient. On détermine cinq strates différentes de la plus basse à la plus haute :

- strate muscinale : composée de mousses, champignons, lichens ... ;
- strate herbacée : dans et autour de la haie et composée de graminées, de fleurs ... ;
- strate buissonnante : composée de ligneux allant jusqu'à 2 mètres, arbustes et de petits arbrisseaux comme le troène, le cornouiller, le fragon ;
- strate arbustive : composée de ligneux allant jusqu'à 5 mètres environ, d'arbres moyens et de grands arbustes souvent taillés en cépées comme le noisetier, l'aubépine ou d'autres arbres fruitiers ;
- strate arborée : composée d'arbres de haut-jet (arbres hauts) allant jusqu'à 20 mètres environ ou d'arbres têtards comme le chêne, le frêne, le noyer... (Arbre et paysage 32. 2006 ; Bocage Pays Branché. Sd).

Dans le cadre de son exploitation pour le bois, on pratique l'élagage*, la taille* et l'émondage* mais également l'abattage*, voire la coupe rase*. Bien que modifiée et fragmentée, cette relique rurale toujours présente doit être préservée car d'une grande valeur écologique comme paysagère.

Dans le cadre de la définition de la TVB d'un territoire, un secteur de haie est un habitat naturel* bocager et constituant à la fois un réservoir de biodiversité (réseau de reposoirs, nichoirs, perchoirs et sites de nourrissage... pour des espèces d'oiseaux ainsi que des chauves-souris (gîtes à chauves-souris), des rapaces, insectes...) qu'un corridor pour ces mêmes espèces. Les secteurs de haie définis et recensés sont d'essences locales (pas d'espèces d'ornement telles que des tuias) présents dans les surfaces agricoles/naturelles ouvertes (pas dans les surfaces artificialisées tels que des espaces verts, jardins des tissus pavillonnaires... ni des haies entourant des propriétés...) constituant un réseau à l'échelle du territoire.



Habitat naturel : surface naturelle, ou agricole, voire très artificialisée, qui peut être partiellement imperméabilisée, homogène par :

- ses conditions écologiques c'est-à-dire les conditions climatiques et les propriétés physiques et chimiques du sol... afférentes à son compartiment stationnel : le biotope ;
- sa végétation, hébergeant une certaine faune, avec ses espèces ayant tout ou partie de leurs diverses activités vitales sur cette surface, flore et faune constituant une communauté d'organismes vivants : la biocénose.

Un habitat naturel ne se réduit donc pas à la seule végétation ; mais celle-ci, par son caractère intégrateur (synthétisant les conditions du milieu et de fonctionnement du système) est considérée comme un bon indicateur permettant donc de déterminer l'habitat naturel (Rameau 2001).

Mares et secteurs de mare : une mare est une étendue d'eau à renouvellement généralement limité, de taille variable pouvant atteindre un maximum de 5 000 m². Sa faible profondeur, qui peut atteindre environ deux mètres, permet à toutes les couches d'eau d'être sous l'action du rayonnement solaire et aux plantes de s'enraciner sur tout le fond. De formation naturelle ou anthropique, elle se trouve dans des dépressions imperméables, en contextes rural, périurbain, voire urbain. Alimentée par les eaux pluviales et parfois phréatiques, elle peut être associée à un système de fossés qui y pénètrent et en ressortent ; elle exerce alors un rôle tampon au ruissellement. Elle peut être sensible aux variations météorologiques et climatiques, et ainsi être temporaire. La mare constitue un écosystème au fonctionnement complexe, ouvert sur les écosystèmes voisins, qui présente à la fois une forte variabilité biologique et hydrologique interannuelle (PNRZH).

Dans le cadre de la définition de la TVB d'un territoire, plus particulièrement d'une sous-trame humide, un secteur de mare regroupe dans un même périmètre : la mare délimitée par sa surface en eau certes variable ; la végétation des berges, voire des parties de prairie humide. Ces secteurs de mare sont donc autant des réservoirs de biodiversité (flore et faune dont tritons...) que des corridors écologiques aux différentes échelles spatiales : régionale à locale, bien sûr de type discontinu.

Mégaphorbiaie : habitat naturel humide de hautes herbes (souvent à larges feuilles) se développant sur des sols humides et riches

Natura 2000 : l'objectif premier de la directive Habitats est de contribuer à assurer la biodiversité par la conservation des habitats naturels ainsi que la faune (des oiseaux avec la directive Oiseaux) et la flore sauvages sur le territoire européen (article 2.1 de la directive Habitats), cela en visant le maintien dans un état de conservation favorable des habitats naturels et des espèces d'intérêt communautaire (article 2.2 de la directive Habitats), qui constituent ainsi la biodiversité Natura 2000. L'enjeu Natura 2000 est donc fondamentalement la biodiversité Natura 2000 et non le périmètre Natura 2000 représentant qu'un moyen pour atteindre cet objectif premier.

Par ailleurs, les objectifs de conservation d'un site Natura 2000 sont définis comme les « objectifs de maintien ou de rétablissement, dans un état de conservation favorable, des habitats naturels et des espèces de faune et de flore sauvage qui justifient la désignation de ce site » (L414-4 CE). Ils sont établis par le document d'objectifs (Docob) du site. Parce que le maintien de la biodiversité Natura 2000 relève de l'accomplissement de ces objectifs de conservation, le Code de l'environnement (article L414-4) dispose que les programmes ou projets concernés par Natura 2000 tels que des « documents de planification » : « Lorsqu'ils sont susceptibles d'affecter de manière significative un site Natura 2000, individuellement ou en raison de leurs effets cumulés, doivent faire l'objet d'une évaluation de leurs incidences au regard des objectifs de conservation du site, dénommée ci-après " Evaluation des incidences Natura 2000 ". »

Enfin, si Natura 2000 a donc pour objectif de contribuer à assurer la biodiversité d'intérêt communautaire, un tel objectif a finalement pour corollaire la « valorisation des territoires » contribuant à Natura 2000.

NH3 : l'ammoniac (NH₃) est un composé chimique émis par les déjections des animaux et les engrais azotés utilisés pour la fertilisation des cultures. Son dépôt excessif en milieu naturel peut conduire à l'acidification et à l'eutrophisation des milieux. De plus, il peut se recombinaison dans l'atmosphère avec des oxydes d'azote et de soufre pour former des particules fines (PM_{2.5}). On observe ainsi une contribution importante de l'ammoniac aux pics de particules fines au début du printemps, période d'épandage de fertilisants et d'effluents d'élevage (Ademe).

NOx : oxyde d'azote : [NOx](#) = NO + NO₂. Le monoxyde d'azote (NO), rejeté par les pots d'échappement des voitures, s'oxyde dans l'air et se transforme en dioxyde d'azote (NO₂) qui est très majoritairement un [polluant secondaire](#) (c'est-à-dire issu d'une transformation chimique en réaction avec d'autres polluants). Le NO₂ provient principalement de la combustion d'énergies fossiles (moteurs des véhicules automobiles et des bateaux, chauffage, production d'électricité).

Ozone 03 : l'ozone est un polluant secondaire qui se forme par une réaction chimique complexe initiée par les rayons UV (Ultra-Violet) du soleil, à partir de polluants dits « précurseurs de l'ozone », dont les principaux sont les [oxydes d'azote \(NOx\)](#) et les composés organiques volatils ([COV](#)). C'est pourquoi il est plus présent en été et la journée. Mais selon l'endroit, sa production ou sa destruction sera favorisée par ces mêmes polluants précurseurs tels que les oxydes d'azote. Ainsi, entre 1000 et 2000 mètres, plus on monte en altitude, plus les concentrations d'ozone augmentent par l'augmentation des rayons UV mais également de l'appauvrissement des « précurseurs » en altitude qui ne participent

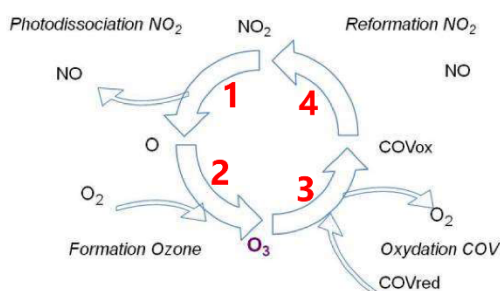
donc pas à la destruction nocturne de l'ozone (Atmo Auvergne Rhône-Alpes). Le seuil de protection de la santé : 120 $\mu\text{g}/\text{m}^3$ pour le max journalier de la moyenne sur 8h à ne pas dépasser plus de 25 jours par année civile en moyenne calculée sur 3 ans.

Les effets sur la santé : les enfants, les personnes âgées, les asthmatiques, les insuffisants respiratoires sont particulièrement sensibles à la pollution par l'ozone. La présence de ce gaz irritant peut provoquer toux, inconfort thoracique, essoufflement, irritations nasale et oculaire. Elle augmente aussi la sensibilisation aux pollens. Lorsque le niveau ambiant d'ozone augmente, dans les jours qui suivent, une hausse de l'ordre de 1 à 4% des indicateurs sanitaires (mortalité anticipée, admissions hospitalières, etc.), est observée.

Les effets sur l'environnement : l'ozone a des effets néfastes sur la végétation et perturbe la croissance de certaines espèces, entraîne des baisses de rendement des cultures, provoque des nécroses foliaires. Il contribue par ailleurs au phénomène des pluies acides et à l'effet de serre. Enfin, il attaque et dégrade certains matériaux (le caoutchouc par exemple).

Le cycle de l'ozone

1. Le cycle est initié par la photodissociation du dioxyde d'azote qui libère un atome d'oxygène.
2. Cet atome d'oxygène se recombine avec l'oxygène atmosphérique O_2 pour former l'ozone O_3 .
3. Une partie de l'ozone ainsi produit oxyde les composés organiques, les COV, présents dans l'atmosphère.
4. Ces COV oxydés peuvent alors reformer le dioxyde d'azote à partir du monoxyde d'azote NO préalablement libéré, et ainsi permettre au cycle de production de l'ozone de se reproduire.



Cycle photochimique simplifié de formation de l'ozone

29

CT Drôme Ardèche

02 décembre 2019



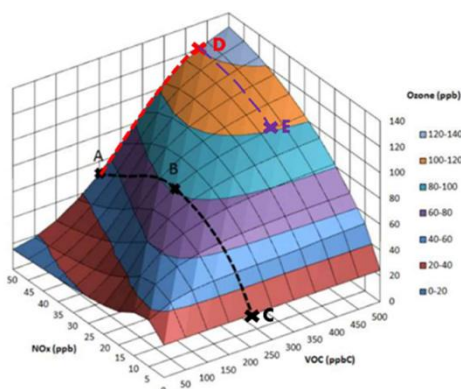
La problématique de l'Ozone

... Mais l'ozone est un polluant très complexe à modéliser. Selon l'abondance relative des composés COV, NO_x et radicaux, certaines réactions chimiques sont privilégiées par rapport aux autres. Les effets d'une réduction de ces précurseurs sur l'ozone peuvent donc être très variables selon les territoires, parfois défavorables...

- Abondance des NO_x/NO_2 par rapport aux COV (régime saturé en NO_x).
 - En réduisant les NO_x , dans un premier temps les concentrations d' O_3 augmentent (de A vers B)
 - Si on continue à réduire les NO_x mais d'une manière plus significative, on pourrait avoir un effet bénéfique (de A vers C).
- Abondance de COV : abaissement des NO_x bénéfique (de D vers E)

Le rapport NO_x / COV déterminant

- Des actions uniquement sur les NO_x , sauf à être très drastiques, auront un impact nul voire contreproductif.
- S'il existe des leviers d'actions sur les COV anthropiques, la baisse conjointe NO_x et COV pourrait être efficace, mais cela reste à évaluer finement.



30

CT Drôme Ardèche

02 décembre 2019



Pelouse sèche : une pelouse sèche *Mesobromion* (pelouse semi-aride médio-européenne à brome érigé) s'installe aux étages collinéen et montagnard, voire subalpin, sur des sols plus ou moins profonds, à capacité de rétention moyenne. Elle est liée à des activités anthropiques ; elle n'existe pas à l'état naturel. Le cortège floristique est en effet déterminé par le régime des fauches – précoce ou tardif – et par des apports d'amendement (engrais ou fumures), apports qui peuvent provenir aussi de la présence de vaches pour des pâtures. Cela semble moins le cas d'une pelouse sèche *Xerobromion*.

Peuplement forestier : un peuplement forestier est défini en tenant compte de sa composition en essences dominantes ainsi que de sa structure (futaie régulière, futaie jardinée, taillis...).

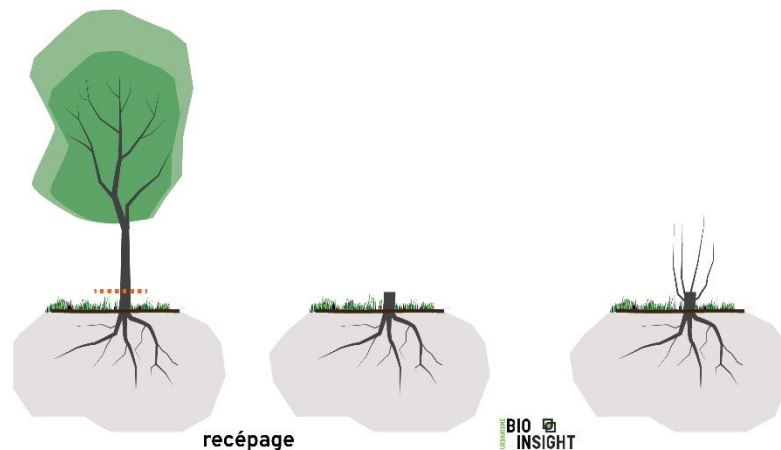
PM10 et PM2.5 : (*particulate matter* : particules fines de taille inférieure à 10 microns et de taille inférieure à 2,5 micron = 0,001 millimètre) : les particules en suspension proviennent des combustions industrielles ou domestiques, du transport routier diesel, d'origines naturelles (volcanisme, érosion...). Selon leur taille, les particules pénètrent plus ou moins profondément dans l'arbre pulmonaire. Les particules les plus fines peuvent, à des concentrations relativement basses, irriter les voies respiratoires inférieures et altérer la fonction respiratoire dans son ensemble. Certaines particules ont des propriétés mutagènes et cancérogènes.

La valeur limite de la directive européenne est de 40 µg/m³ en moyenne annuelle (recommandation OMS = 20 µg/m³) et le nombre de jours pollués à plus de 50 µg/m³ en moyenne journalière est fixé par la directive européenne à 35 jours par année.

Prairies humides et secteurs de prairie humide : les prairies humides sont des surfaces herbeuses présentes en général à proximité des cours d'eau. Elles sont principalement alimentées en eau par les nappes alluviales et par les crues des rivières. En fonction de la topographie, ces prairies sont soumises à des périodes d'inondations plus ou moins longues, leur fréquence et leur durée déterminent en grande partie le type de végétation (Pôle relais tourbières).

Dans le cadre de la définition de la TVB d'un territoire, plus particulièrement d'une sous-trame humide, un secteur de prairie humide délimite de grandes surfaces de prairies humides éloignées du cours d'eau donc non intégrées dans les secteurs de cours d'eau*. Ces secteurs de prairie humide sont des réservoirs de biodiversité dont la superficie n'est, toutefois, pas aussi restreinte que celle d'un secteur de mare* ou d'un secteur de cours d'eau.

Recépage : le recépage est l'abattage* d'un arbre sans dessouchage visant la pousse de rejets* de la souche. Le recépage consiste à couper la tige afin de stimuler les rejets et drageons pour augmenter la densité et la vigueur des plants ; c'est une action qui consiste ainsi à couper (en hiver) un arbre près du sol pour permettre la repousse des rejets à partir de la souche (cépée : arbre formé de plusieurs tiges partant d'une même souche). Pour une ripisylve*, les individus choisis doivent être plutôt jeunes, c'est-à-dire posséder un collet dont le diamètre se situe entre 3 et 6 cm. Au-delà, les risques de pourriture du pied compromettent la santé du futur arbre, ainsi qu'être en bonne santé et vigoureux

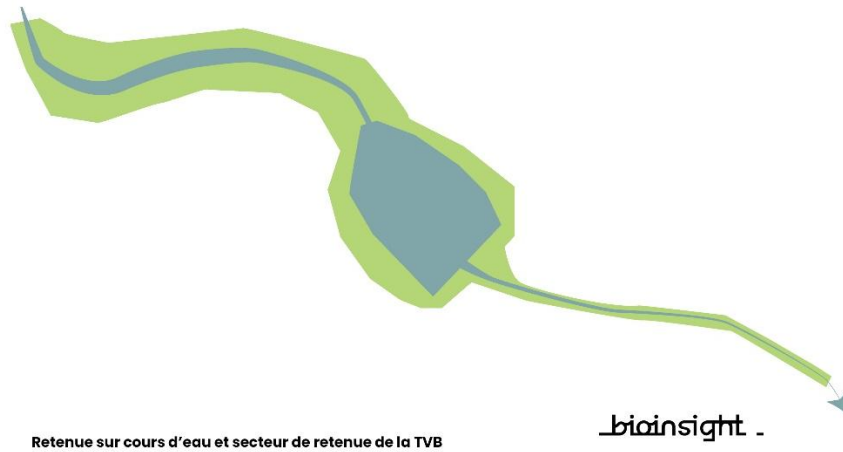


Régime forestier : le régime forestier est d'abord un ensemble de garanties permettant de préserver la forêt sur le long terme forestier : il constitue un véritable statut de protection du patrimoine forestier contre les aliénations, les défrichements, les dégradations, les surexploitations et les abus de jouissance. C'est aussi un régime de gestion, avec un souci de renouvellement des ressources en bois, des autres produits et services fournis par les forêts, et de transmission aux générations futures de ces ressources. Ces objectifs se matérialisent au travers de l'« aménagement forestier ». L'ONF est le gestionnaire unique, qui assure la mise en œuvre du régime forestier aux côtés de la commune

Rejet : tige issue d'un bourgeon qui s'est développé sur la souche généralement suite à un recépage*

Retenues sur cours d'eau et secteurs de retenue : ce sont des retenues d'origine humaine créées sur des cours d'eau qui sont destinés à désaisonnaliser les prélèvements d'eau, c'est-à-dire à stocker l'eau durant les périodes d'abondance pour en favoriser l'usage lors des périodes de basses eaux. Or ces retenues sur cours d'eau fragmentent les cours d'eau (arrêt de la circulation donc de la continuité aquatique) et leur font subir une pression hydrologique (interception des eaux de ruissellement) tout en augmentant l'évaporation par une plus grande surface donc la sécheresse anthropique lors des événements intenses de longue durée

Dans le cadre de la définition de la TVB d'un territoire, plus particulièrement d'une sous-trame humide, un secteur de retenue regroupe dans un même périmètre : la surface en eau et la végétation des berges, voire de petites parties de prairie humide.



Ripisylve : forêt du lit mineur des cours d'eau s'y développant le long (également dénommée bois rivulaire) qui est donc régulièrement inondée. Elle constitue ainsi une partie de la forêt alluviale : la forêt du lit majeur plus étendue car liée à la dynamique du cours d'eau donc moins souvent soumise aux crues. Les forêts alluviales sont le plus souvent des reliques ou ont disparu.

Sites classés et inscrits

Portée juridique générale

Les sites inscrits et classés sont des servitudes d'utilité publique (L341-1-1 du Code de l'environnement) affectant l'utilisation du sol et étant opposable aux tiers qui doivent figurer dans les annexes du PLU (L151-43 et R151-51 CU) – ce qui conditionne leur opposabilité aux « demandes d'autorisation d'occupation du sol » (L152-7 CU).

« L'inscription entraîne, sur les terrains compris dans les limites fixées par l'arrêté, l'obligation pour les intéressés de ne pas procéder à des travaux autres que ceux d'exploitation courante en ce qui concerne les fonds ruraux et d'entretien en ce qui concerne les constructions sans avoir avisé, quatre mois d'avance, l'administration de leur intention » (L341-1 CE). Les « monuments naturels ou les sites classés ne peuvent ni être détruits ni être modifiés dans leur état ou leur aspect sauf autorisation spéciale » (L 341-10 CE).

Par ailleurs, le Code de l'urbanisme dispose que les « documents et décisions relatifs à la vocation des zones ou à l'occupation et à l'utilisation des sols préservent les espaces terrestres et marins, sites et paysages remarquables ou caractéristiques du patrimoine naturel et culturel du littoral, et les milieux nécessaires au maintien des équilibres biologiques » (L121-23 CU).

En application de cet article L121-23, l'article R121-4 CU dispose que sont « préservés, dès lors qu'ils constituent un site ou un paysage remarquable ou caractéristique du patrimoine naturel et culturel du littoral » : les « parties naturelles des sites inscrits ou classés en application des articles [L341-1](#) et [L341-2](#) du code de l'environnement ».

Portée juridique : les parties naturelles des sites inscrits et classés

Une jurisprudence abondante a permis de préciser ce qu'il fallait entendre par « parties naturelles » d'un site inscrit (et classé) donc de préciser la qualification de ces parties en « espaces remarquables », cela à partir de deux critères cumulatifs : l'aspect plus ou moins urbanisé et l'aspect plus ou moins préservé.

À l'égard du premier critère reposant sur le degré d'urbanisation des « parties naturelles », le premier cas est celui de « parties naturelles » non urbanisées qui de fait présentent le caractère d'« espaces remarquables », cela à la parcelle près. Le deuxième cas concerne des « parties naturelles » présentant une urbanisation dispersée ou diffuse qui conduit également à ce classement à la parcelle près. Le troisième cas relève des « parties naturelles » déjà urbanisées remettant parfois en cause la qualification d'« espaces remarquables ».

S'agissant du deuxième critère relevant du degré de préservation, l'absence d'urbanisation ne conduit pas forcément à la qualification d'« espaces remarquables » des « parties naturelles » d'un site.

Par conséquent, le croisement de ces deux critères à l'égard des « parties naturelles », peut s'appliquer aussi bien à la totalité du site que sur une partie de sa surface.

Bien sûr, une telle obligation de préserver les parties naturelles des sites inscrits ou classés n'a vocation à s'appliquer que dans les communes littorales (L321-1 et L321-2 CE).

Pourtant, en dehors de ces communes littorales, l'urbanisation des sites inscrits n'est pas pour autant autorisée (L341-1 CE). L'atteinte à un site inscrit pourra (comme sur le littoral) être considérée comme d'autant plus forte que le site a conservé son caractère naturel (peu urbanisé), cela spécialement à l'issue de la loi Biodiversité (n°2016-1087 du 8 août 2016), qui a modifié l'article L341-1-2 CE conduisant à un classement d'un site inscrit, voire à une mesure de protection, ou à sa désinscription en fonction de son « état de dégradation ».

La question se pose donc de savoir si la jurisprudence rendue par le juge administratif à propos de la préservation des parties naturelles des sites inscrits ou classés en tant qu'espace remarquable peut ou non être étendue aux communes non littorales.

Tout d'abord, on doit remarquer qu'aucun texte ne précise quel degré d'urbanisation peut être toléré dans les sites inscrits ou classés, notamment jusqu'où les PLU peuvent aller dans ce domaine. Il faut néanmoins tenir compte de la législation sur les sites qui interdit des modifications de leur état ou une destruction (sauf déclaration pour les sites inscrits ou une autorisation pour les sites classés).

Remarque : une réponse ministérielle avait fourni les précisions suivantes s'agissant d'un site classé : si le classement d'un site n'a pas pour objet, ni pour effet d'instituer une inconstructibilité de principe ou d'interdire toute activité économique, il a cependant pour objectif de conserver les caractéristiques du site et de les préserver de toute atteinte grave (destruction, altération, banalisation). Aussi, des modifications majeures apportées après le classement aux règles du PLU, qui auraient pour effet d'entraîner la dénaturation d'un site ou d'un secteur bénéficiant d'une protection au titre du site classé, doivent être considérées comme étant incompatibles avec les objectifs de classement et remettant en cause le principe même de la protection. Il peut notamment s'agir d'une transformation de zone N en zone U, mais une analyse locale est à chaque fois nécessaire pour apprécier l'impact du changement de zonage, particulièrement lorsque ce dernier est justifié par la présence du site. Dans ce cas, la commune devra donc s'assurer que l'ouverture à l'urbanisation d'une parcelle située en zone naturelle n'est pas de nature à modifier les caractéristiques du site et à porter atteinte aux objectifs de classement et qu'elle n'a pas pour objet de satisfaire un intérêt individuel (Rép. min. n° 4731 : JO Sénat Q, 3 oct. 2013, p. 2889).

Il faut également rappeler que le maire peut refuser d'accorder un permis de construire ou le conditionner à des prescriptions si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales (R111-27 CU). Cet article R111-27 s'applique en présence ou en absence de PLU (en effet, l'article R111-1 CU ne mentionne pas l'article R111-27 dans la liste des articles qui s'appliquent seulement en l'absence de PLU ou de document d'urbanisme en tenant lieu).

Plusieurs arrêts peuvent à cet égard être cités à titre d'illustration.

Exemple 1 : commet une erreur manifeste d'appréciation l'autorité qui autorise l'extension d'un hôtel (immeuble de plus de 20 000 m²) dans un site inscrit à proximité d'un site classé, entraînant la disparition totale d'un parc boisé - auquel la réalisation de plantations en terrasse ne saurait suppléer et l'arasement d'une butte naturelle à laquelle devraient se substituer les constructions projetées, après avis défavorable de l'ABF et de la commission des sites. Cette construction contribuerait de manière notable à la détérioration d'un paysage protégé (CE 21 juill. 1989, Féd. des assoc. du Sud- Est pour l'environnement, n° 95755).

Exemple 2 : est illégalement autorisée la construction d'un ensemble immobilier dans un site inscrit à proximité d'un site classé entraînant de plus la disparition d'un espace en grande partie boisé (CE 21 sept. 1992, SCI Juan-les-Pins Centre, n° 116491). Idem dans un parc ordonnancé style XVIII^e, inclus dans un site inscrit dont le classement est souhaité, en raison notamment de la nature du projet (CAA Paris, 10 févr. 1994, SCI du parc de Renty, n° 93PA00754).

Exemple 3 : méconnaît l'article R. 111-27, un projet de construire 6 éoliennes, d'une hauteur de 145 m s'étendant sur une ligne courbe d'environ 2 200 m sur une petite crête du relief séparant deux villages à une altitude moyenne de 420 m, qui s'inscrit, d'une part, dans un paysage formé d'espaces ouverts, caractérisés par un vallonement peu prononcé qui permet d'avoir des vues lointaines, et qualifié de moyennement favorable à l'implantation d'éoliennes par une étude sur les parcs éoliens dans les paysages vosgiens et, d'autre part, à une distance de 2,5 à 7,6 km d'un site inscrit considéré comme emblématique des Vosges, dans un rayon de 10 km où se trouvent 18 monuments historiques avec lesquels il est en partie en situation de visibilité ou de co-visibilité et à une distance de 2 à 3 km d'un paysage identifié comme remarquable (CAA Nancy, 9 juin 2011, Aquilon Énergies SAS, n° 10NC01414).

Exemple 4 : le terrain d'assiette du projet de construction d'un hangar agricole pour une surface hors œuvre brute totale de 1 947 m² et une surface hors œuvre nette de 160 m², occupant une emprise au sol de 56 m sur 31 m et un logement, est situé à l'intérieur des limites du site inscrit de la Montagnette. Cet ensemble de collines boisées forme le décor naturel de la commune de Tarascon vers le nord et l'est, notamment le long de la route départementale 35 allant de Tarascon à Boulbon. Par l'implantation et les dimensions du hangar dont il prévoit la construction, et l'incidence de cette construction sur la perception du paysage de la Montagnette depuis la route départementale 35, depuis laquelle il barre la perspective, ainsi que sur le caractère des abords de ce massif, le projet autorisé est de nature à porter atteinte au caractère et à l'intérêt de cette partie du site inscrit de la Montagnette (CE, 26 oct. 2011, GAEC Lefebvre et fils, n° 328241).

Exemple 5 : à l'inverse, une construction, bien que d'inspiration contemporaine, n'est pas de nature, compte tenu de sa hauteur réduite ne dépassant pas la ligne de crête et de son intégration paysagère grâce notamment aux plantations prévues, à porter atteinte à l'intérêt, ni des lieux avoisinants caractérisés par la présence de nombreuses constructions sans intérêt architectural particulier, ni du site inscrit voisin (CAA Nantes, 26 déc. 2003, Roudaut, Cne de Lannilis, n° 02NT01147).

En l'absence de précisions données par les textes, il convient d'être prudent dans la possible reprise de la jurisprudence rendue sur les espaces remarquables dans un contexte hors zone littorale. Toutefois, l'analyse de la jurisprudence sur

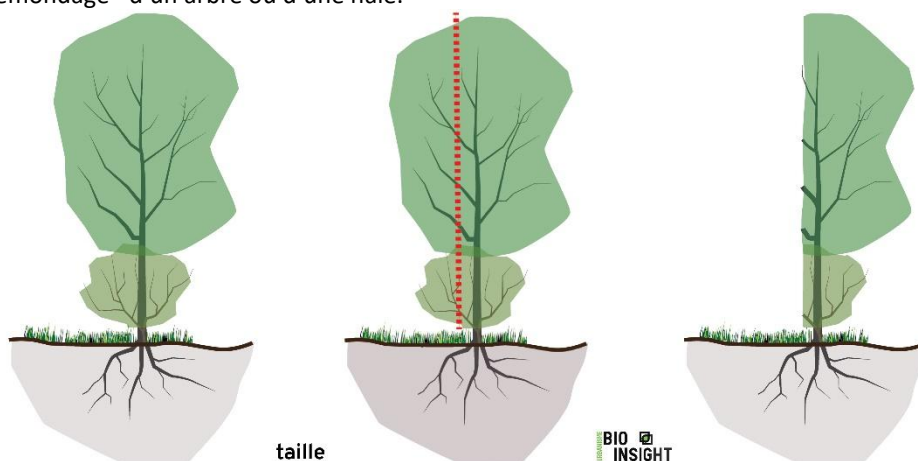
l'article R111-27 et celle de l'article L121-23 du Code de l'urbanisme permettent de voir que le juge se pose des questions récurrentes :

- le projet a-t-il des incidences ou pas pour le site inscrit (ou classé) ?
- le projet est-il situé dans le périmètre du site ou à proximité et dans ce cas, est-il en covisibilité avec celui-ci ?
- le projet est-il situé dans une zone naturelle du site inscrit (ou classé) ou au contraire dans une zone d'urbanisation diffuse/urbanisée ?
- le projet est-il situé dans une zone paysagère patrimoniale ou au contraire sans attrait particulier ?
- le projet est-il situé dans un site inscrit (ou classé) en bon état ou au contraire dégradé ?

Remarque : la jurisprudence considère que l'approbation d'un document d'urbanisme n'ayant pas pour effet direct d'entraîner un changement dans l'état des lieux, un POS (PLU) peut être approuvé sans autorisation préalable du ministre chargé des sites, alors même qu'un site classé est compris à l'intérieur du territoire qu'il concerne (CE 24 juill. 1981, Woll Brett).

SO₂ : le dioxyde de soufre est un gaz sans couleur et ininflammable avec une odeur pénétrante qui irrite les yeux et les voies respiratoires. Il réagit sur la surface d'une variété de particules en suspension solides, il est soluble dans l'eau et peut être oxydé dans les gouttelettes d'eau portées par le vent. Le dioxyde de soufre provient principalement de la combustion des combustibles fossiles (charbons, fuels, ...), au cours de laquelle les impuretés soufrées contenues dans les combustibles sont oxydées par l'oxygène de l'air O₂ en dioxyde de soufre SO₂. Ce polluant gazeux est ainsi rejeté par de multiples petites sources (installations de chauffage domestique, véhicules à moteur diesel, ...) et par des sources ponctuelles plus importantes (centrales de production électrique ou de vapeur, chaufferies urbaines, ...). Certains procédés industriels produisent également des effluents soufrés (production d'acide sulfurique, raffinage de pétrole, métallurgie des métaux non ferreux, ...). La combustion du charbon est la plus grande source synthétique de dioxyde de soufre représentant environ 50% des émissions globales annuelles, avec la brûlure de pétrole représentant 25-30% en plus. Les volcans sont la source naturelle la plus commune de dioxyde de soufre.

Taille : c'est prélèvement non ciblé des branches d'un arbre ou d'une haie qui vise une forme spécifique à comparer avec l'élagage* et l'émondage* d'un arbre ou d'une haie.



Taillis : peuplement constitué de tiges provenant toutes du développement de rejets* ou de drageons par recépage* ; mode de traitement sylvicole (régime du taillis)

Taillis simple : la gestion en taillis simple consiste à couper à blanc (coupe rase* sans dessouchage) un peuplement à intervalles réguliers, compris entre 20 et 50 ans suivant les essences. La repousse provient des rejets* de souche, drageons mais également des semis.

Taillis sous futaie (ou TSF) : peuplement comportant simultanément des arbres issus de drageons ou de rejets* soumis au régime du taillis* et des arbres de franc-pied destinés à la production de bois d'œuvre, les réserves.

ZHIEP : l'article L. 211-3 du Code de l'environnement donne la possibilité au préfet de délimiter les Zones Humides d'Intérêt Ecologique Particulier (ZHIEP) et d'« établir un programme d'action visant à restaurer, préserver, gérer et mettre en valeur de façon durable ces zones ». Pour être éligibles elles doivent présenter « un intérêt pour la gestion intégrée des bassins versants, ou une valeur touristique, écologique, paysagère ou cynégétique particulière ». L'article R. 114-3 du Code rural précise les modalités de mise en place de la consultation préalable à la délimitation des ZHIEP.

ZSGE : L'article L. 212-5-1 du Code de l'environnement permet au Sage, dans le cadre de son Plan d'Aménagement et de Gestion Durable de la ressource (PAGD) d'identifier des Zones Stratégiques pour la gestion de l'Eau (ZSGE), à l'intérieur des ZHIEP, « dont la préservation ou la restauration contribue à la réalisation des objectifs » fixes par le Sdage.

L'article R. 212-47 du Code de l'environnement précise que le Sage dans son règlement peut édicter les règles nécessaires au maintien et à la restauration des ZHIEP et des ZSGE.

Les ZSGE doivent contribuer à la réalisation des objectifs de quantité et de qualité d'eau, issus de la DCE et déclinés dans le Sdage (on ne peut pas désigner une ZSGE seulement au titre de son intérêt écologique, paysager, cynégétique ou touristique).

Znieff : les zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique sont des outils de connaissances non des instruments de protection réglementaire, comme l'a reconnu le Conseil d'Etat (JOAN du 28.12.1992 p.5842), mais ils constituent un effet révélateur de l'intérêt écologique des surfaces litigieuses et bénéficie ainsi d'une reconnaissance (Lévy-Bruhl & Coquillart 1998, Roche 2001, Jacquot & Priet 2004). Elles peuvent également aider à l'identification sur le terrain des surfaces remarquables visées par les lois Littoral et Montagne (Jacquot & Priet 2004). Aussi la jurisprudence considère-t-elle que l'existence d'une Znieff n'est pas de nature à interdire tout aménagement - une Znieff n'est pas opposable au tiers. Mais *a contrario* la non prise en compte de son contenu (espèces, milieux naturels,) - qui a justifié son inscription - a été sanctionné, par exemple, Tribunal administratif d'Orléans du 29 mars 1988. Ainsi l'aménageur doit prendre en considération son contenu dans le but de ne pas y porter atteinte (Sanson & Bricker 2004). Il en est de même des documents d'urbanisme ; cela a été confirmé par la Cour d'Appel de Nantes du 30 juin 2000-req. 98NT013333 (Sanson & Bricker 2004).

Znieff de type 1

La circulaire n°91-71 du 14 mai 1991 du ministère de l'Environnement les définit ainsi : « Secteurs de superficie en général limitée, définis par la présence d'espèces, d'associations d'espèces ou de milieux rares, remarquables ou caractéristiques du patrimoine naturel national ou régional. » Une Znieff de type I est un territoire correspondant à une ou plusieurs unités écologiques homogènes. (Par unité écologique homogène, on entend un espace possédant une combinaison donnée de conditions physiques et une structure cohérente, abritant des groupes d'espèces végétales et animales caractéristiques de l'unité considérée : une pelouse sèche, une forêt, une zone humide...). Elle abrite obligatoirement au moins une espèce ou un habitat remarquable ou rare, justifiant d'une valeur patrimoniale plus élevée que celle des milieux environnants.

Znieff de type 2

La même circulaire les caractérise comme de : « Grands ensembles naturels riches ou peu modifiés, ou offrant des potentialités biologiques importantes. » Une Znieff de type II contient des milieux naturels formant un ou plusieurs ensembles possédant une cohésion élevée et entretenant de fortes relations entre eux. Chaque ensemble constitutif de la zone est une combinaison d'unités écologiques, présentant des caractéristiques homogènes dans leur structure ou leur fonctionnement. Elle se distingue de la moyenne du territoire régional environnant par son contenu patrimonial plus riche et son degré d'artificialisation plus faible.

Zones humides et PLU : depuis un amendement du Sénat dans le cadre de la loi du 24 juillet 2019 portant création de l'office français de la biodiversité, amendement qui est revenu sur la jurisprudence problématique qui demandait le cumul des méthodologies pour caractériser une **zone humide** (ZH), désormais, pour la définition d'une ZH au sens du **Code de l'environnement** (loi sur l'Eau), un seul critère suffit. Il s'agit de l'humidité des sols (critère pédologique = ZH pédologique) ou de la présence d'une végétation propre aux zones humides (critère botanique = ZH botanique), ce qui supprime le cumul des méthodologies. Le nouvel article L211-1 (CE) maintenant dispose qu'« on entend par zone humide les terrains exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire, ou dont la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année ».

Cependant, le recensement des zones humides dans un PLU vise avant tout la définition de la **sous-trame humide** de la **TVB** du PLU : les différents **secteurs humides** qui seront au bout du compte repérés sur le plan de zonage et protégés dans le règlement écrit. Or la définition de ces **secteurs humides** dans un PLU est réalisée sur le fondement du **Code de l'urbanisme** avec une « autre portée juridique » que celle du L211-1 du Code de l'environnement. En effet, comme le précise la Note technique ministérielle du 26 juin 2017 relative à la caractérisation des zones humides, un PLU peut « classer un secteur en zone humide quand bien même celui-ci ne pourrait être qualifié de zone humide au titre de l'article L. 211-1 du code de l'environnement : CAA Lyon, 18 janvier 2011, no 10LY00293. Il en est de même des zones humides qui pourraient être qualifiées d'espaces remarquables en application des articles L. 121-23 et R. 121-4 du code de l'urbanisme ».

DOCUMENTS DE REFERENCE DE L'ÉE

Allag d'Huisme F., Barthod Ch., Domallain D., Jourdier G., Reichet P. & R. Velluet 2015. Analyse du dispositif Natura 2000 en France. Rapport CGEDD n° 009538-01, CGAAER n° 15029.

Arbre et paysage 32. (2006). Le livret de la haie champêtre en Gascogne. Arbre et paysage 32. En ligne : http://www.ap32.fr/pdf/page02/livret_haie_champ_gasc.pdf

Baudry J. & A. Jouin 2003. De la haie aux bocages : Organisation, dynamique et gestion. Paris : INRA Editions

Bocage Pays Branché. (sd.). Présentation de la haie. Bocage pays branché. En ligne : <http://bocagepaysbranche.fr/wp-content/uploads/2017/12/Structure-de-la-haie-et-ses-r%C3%B4les.pdf>

Cateau E., Vallauri D., Savoie J.-M., Touroult J. & H. Brustel 2015. Ancienneté et maturité : deux qualités complémentaires d'un écosystème forestier. *C. R. Biologies* 338 (2015) 58–73.

CG 43 2013a. Document d'objectifs du site Natura 2000 des Gorges de la Loire Zone de Protection Spéciale FR8312009. Tome 1 : diagnostics socio-économique et écologique. CG43, Le-Puy-en-Velay, 76 p.

CG 43 2013b. Document d'objectifs du site Natura 2000 des Gorges de la Loire Zone de Protection Spéciale FR8312009. Tome 2 : enjeux, objectifs et actions de gestion. CG43, Le-Puy-en-Velay, 93 p.

CG 43 2013c. Document d'objectifs du site Natura 2000 des Gorges de la Loire Zone de Protection Spéciale FR8312009. Tome 3 : atlas cartographique. CG43, Le-Puy-en-Velay

Comité de Bassin Loire Bretagne 2015. Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux. 2016-2021 Sdage adopté par le comité de bassin le 4 novembre 2015. Bassin Loire Bretagne. Directive cadre européenne sur l'eau. Orléans, 356 p.

Decocq G. *et al.* 2024. Planter une nouvelle haie ne compense pas la destruction d'une haie ancienne. *The Conversation* [en ligne le 13 mars 2024] theconversation.com

Emberger C., L. Larrieu & P. Gonin 2017. Dix facteurs clés pour la diversité des espèces en forêt. Comprendre l'Indice de Biodiversité Potentielle (IBP). CNPF/IDF délégation Midi-Pyrénées INRA. 58 p.

Liagre F. 2018. Les haies rurales : rôles, création, entretien, bois énergie (2^{ème} édition). Paris : Editions France Agricole

Liu, Siyu & Brandt, Martin & Nord-Larsen, Thomas & Chave, Jerome & Reiner, Florian & Lang, Nico & Tong, Xiaoye & Ciais, Philippe & Igel, Christian & Li, Sizhuo & Mugabowindekwe, Maurice & Saatchi, Sassan & Yue, Yuemin & Chen, Zhengchao & Fensholt, Rasmus. (2023). The overlooked contribution of trees outside forests to tree cover and woody biomass across Europe. *Science Advances*, Sep 15;9(37)

Messenger M. L., Pella H. & Th. Datry. 2024. Une cartographie réglementaire incohérente menace les rivières et les ruisseaux Français. Traduction de l'article : Messenger M. L., Pella H. & Th. Datry. 2024. Inconsistent Regulatory Mapping Quietly Threatens Rivers and Streams. *Environmental Science & Technology* 2024 58 (39), 17201-17214.

Orcae 2021a. Profil climatique territorial. Territoire : CA du Puy-en-Velay (28 septembre 2021). ORCAE Auvergne-Rhône-Alpes, 87 p.

Orcae 2021b. Tableaux de données – CA du Puy-en-Velay. Édité le 25 mars 2021. Auvergne-Rhône-Alpes, 2021.

Rocamora G. & D. Yeatman-Berthelot 1999. Oiseaux menacés et à surveiller en France. Liste rouge et priorités. Populations. Tendances. Menaces. Conservation. Société d'Etudes Ornithologiques de France et Ligue pour la Protection des Oiseaux, Paris, France, 560 p.

Orcae 2025. Profil climatique territorial. Territoire : CA du Puy-en-Velay. Profil Climat-air-énergie édité le 31/01/2025. Code territoire : 200073419. ORCAE Auvergne-Rhône-Alpes, 106 p.

- Padilla B., Gelot S., Guette A. & J. Carruthers-Jones 2024. La compensation écologique permet-elle vraiment de tendre vers l'absence de perte nette de biodiversité ? *Cybergeo : European Journal of Geography* [En ligne], Environnement, Nature, Paysage, document 1060, mis en ligne le 15 février 2024.
- Rossi M., André J. & D. Vallauri 2015. Le carbone forestier en mouvements. Eléments de réflexion pour une politique maximisant les atouts bois. Refora, Lyon, 40 p.
- Tort M., Antonetti Ph., Belin B. & R. Portal 2008. Guide de la flore de Haute-Loire. Tome 1. Éditions Jeanne-d'Arc, Puy-en-Velay, 512 p.
- Tort M., Antonetti Ph., Belin B. & R. Portal 2010. Guide de la flore de Haute-Loire. Tome 2. Éditions Jeanne-d'Arc, Puy-en-Velay, 520 p.
- Vallauri D., Grel A., Granier E. & J.L. Dupouey 2012. Les forêts de Cassini. Analyse quantitative et comparaison avec les forêts actuelles. Rapport WWF/INRA, Marseille, 64 pages + CD
- Vallauri D., Chauvin, C., Brun, J-J, Fuhr M., Sardat N., André J., Eynard-Machet R., Rossi M. & J-P. De Palma (coord.) 2016. Naturalité des eaux et des forêts. Tec & Doc. Paris, 266 p.
- Weissgerber M., Roturier S., Julliard R. & F. Guillet 2019. Biodiversity offsetting: Certainty of the net loss but uncertainty of the net gain. *Biological Conservation*, 237: 200-208.